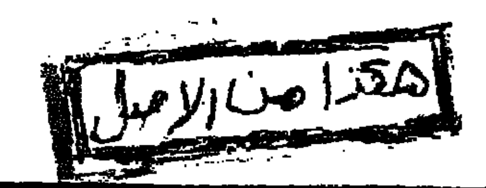


QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12122 – 4 F – MARDI 17 JANVIER 1984

Le sommet islamique s'ouvre à Casablanca

LIRE PAGE 48 L'ARTICLE D'ÉRIC ROULEAU



Notre supplément « le Monde de l'économie »

pages 17 à 20

Sécurité sociale et assurances privées

M. Reagan pour un « dialogue constructif » avec Moscou

M. Reagan croit si important le discours par lequel il doit saluer, ce lundi, l'ouverture à Stockholm de la conférence sur le désarmement en Europe qu'il en a fait dévoiler sans plus tarder la teneur par ses collaborateurs. Il tient à faire savoir que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont des « intérêts communs » et qu'il recherche en conséquence un dialogue « constructif et réaliste ». Le but de sa politique n'est pas de rejeter l'Union soviétique vers les ténèbres extérieures, comme on l'en soupçonne facilement en Europe, mais d'établir avec elle des « relations à long terme stables et mutuellement profitables ».

On savait M. Reagan désireux d'effacer l'impression produite par certains de ses discours antérieurs, notamment par sa référence à l'« empire du mal », qu'il a d'ailleurs explicitement désavouée. Et il va de soi que ce « recentrage » s'inscrit dans la perspective de sa toute prochaine campagne pour la réélection de novembre : l'idée d'un dialogue, voire d'une « détente », entre l'Est et l'Ouest après les invectives des derniers mois est populaire en Amérique comme ailleurs, et les appels du président sur ce thème devraient utilement renforcer les « bonnes notes » déjà obtenues en matière économique.

En fait, l'hôte de la Maison Blanche joue sur du velours et proclame une évidence en disant sa certitude que le dialogue reprendra, si tant est qu'il ait jamais cessé, entre les deux superpuissances. Tôt ou tard, en effet, les thèmes de discussion abandonnés en novembre et en décembre par les gestes de mauvaise humeur soviétique devront être repris. Et si M. Kissinger par exemple se montre peut-être un peu optimiste en situant « autour de l'été prochain » l'amélioration des contacts (on ne voit pas très bien pourquoi Moscou ferait ce cadeau à M. Reagan en pleine campagne électorale), les divergences d'appréciation ne peuvent porter que sur la date.

De toute manière, le problème des armements ne saurait occuper à lui seul toute la scène et obscurcir le jugement : même au plus fort de la crise des euromissiles, les deux superpuissances ont gardé intactes leur volonté et leur capacité de se consulter sur la « gestion » des crises éventuelles. Aujourd'hui comme hier, elles n'ont aucun intérêt à se laisser déborder par les situations créées par leurs « clients » respectifs.

Les dirigeants soviétiques risquent cependant d'être quelque peu embarrassés par ces appels au dialogue qui anticipent unilatéralement sur la fin de leur combat d'arrière-garde. C'est bien pourquoi on s'emploie à Moscou, comme l'a fait récemment l'agence Novosti, à avertir que la conférence de Stockholm « ne fera pas disparaître la tension actuelle » et qu'elle ne pourra non plus remplacer les négociations suspendues sur les armements. On peut s'attendre que M. Gromyko maintiendra le ton de ses attaques contre Washington. Il n'empêche que sa présence dans la capitale suédoise et sa prochaine rencontre avec M. Shultz sont déjà un symbole.

M. Gemayel appelle l'opposition à « partager le pouvoir »

Dans un entretien avec « le Monde », le président libanais assure que toutes les réformes sont « négociables »

Beyrouth. – Accéder au palais présidentiel de Baabda relève du jeu de piste guerrier. Au premier poste de garde, à l'entré du grand parc, la voiture est méticuleusement auscultée dans la crainte d'un attentat à l'explosif. Il faut ensuite, après avoir longuement slalomé dans des chicanes métalliques flambant neuves, peintes de rouge et de blanc, contourner un char dont le mitrailleur casqué, en position de tir, semble hésiter en ce jour radieux de janvier entre le bain de soleil et la posture menaçante. Une dernière herse et c'est, au bout de la large route qui monte à traves les bosquets, l'immeuble bas et sans style, naguère copieusement bombardé, où le président Sarkis passa tant d'heures difficiles.

Premier signe d'optimisme du successeur : tout a été remis à neuf sans lésiner sur les moyens. Flanqué de deux drapeaux qui tranchent sur le mur blanc, le chef de l'Etat est adossé à une haute bibliothèque, devant un monumental bureau de bois précieux laqué, vierge de tout papier, sous-main ou téléphone. La décoration vise au grandiose. De toute évidence le maître des lieux refuse la précarité et la peur du lendemain dans son cadre de travail autant que dans sa politique.

Pourtant, cette angoisse est le sentiment dominant des Libanais et surtout des chrétiens, grands perdants de ces derniers mois. M. Gemayel la juge excessive et tient à commencer l'entretien par un long exposé des raisons d'espérer. Il insiste sur la bonne tenue et le courage de l'armée, et fait valoir que le « dialogue constructif » avec la Syrie est engagé et que, dans la phase actuelle, – mais ne serait-ce pas pour obtenir le départ de la force multinationale ? – elle « collabore avec nous pour apaiser les tensions sur le terrain. » Surtout, il lance un appel vibrant à l'opposition qu'il invite à « assumer ses responsabilités historiques » et à « partager le pouvoir » avec lui, toutes les réformes étant « négociables ».

Pour démontrer que l'économie n'est pas aussi compromise qu'on le dit, il se fait apporter par un aide de camp des graphiques aux couleurs vives où les comparaisons, notamment avec le Brésil et le Mexique, sont évidemment flatteuses. Son souci de convaincre et de rassurer est tel qu'il répète ses arguments en les soulignant de grands gestes des deux mains, dont le reflet danse sur son bureau miroitant.

« Ce qui frappe ici, en ce début d'année, Monsieur le président, c'est un climat de découragement nourri par la constatation que toutes les voies de règlement ont été explorées, tous les recours épuisés, et que rien n'a vraiment réussi : ce sentiment de pessimisme semble particulièrement net chez les chrétiens.

De nos envoyés spéciaux

– C'est vrai, les Libanais ont beaucoup rêvé, croyant voir enfin la paix et le terme de leurs épreuves, et je comprends qu'il y ait, ici et là, un certain désarroi. Libanais et étrangers misaient sur un État et une nation façonnés à leur mesure. Cette attitude relevait plutôt du rêve que de la réalité. Pourtant le bilan est assez positif, même si l'année 1983 s'est très mal terminée avec l'escalade à partir du retrait intempestif des Israéliens du Chouf. La vague de pessimisme dont vous me parlez n'est ni innocente, ni spontanée, ni légitime. Elle a vraiment pris une trop grande envergure, trop soudainement et sans justification réelle ! Elle est manipulée.

– Que pensez-vous des bruits de plus en plus insistants de retraits de la force multinationale et des mesures partielles qui semblent aller dans ce sens ?

– Vous savez, à propos de cette force je ne me faisais aucune illusion !

Propos recueillis par P.-J. FRANCESCHINI et LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

Les déclarations de M. Giscard d'Estaing à R.T.L.-*le Monde* sur l'affaire des « avions renifleurs »

LIRE PAGE 8 LES ARTICLES DE CHRISTINE FAUVET-MYCIA LAURENT GREILSAMER et VÉRONIQUE MAURUS

Paris et Ryad signent un nouveau contrat d'armement

La France fournira pour 35 milliards d'armes antiaériennes

La France et l'Arabie Saoudite ont conclu, la semaine dernière à Paris, un accord intergouvernemental pour la livraison à Ryad de systèmes d'armes antiaériennes défensives pour un montant de près de 35 milliards de francs. C'est à ce jour l'accord le plus important jamais conclu, en matière de défense, par la France avec un client étranger, bien que, déjà, l'Arabie Saoudite ait détenu ce record en signant, en 1975, un accord naval avec la France, qui a porté à l'époque sur plus de 14 milliards de francs.

Conclu mercredi 11 janvier entre le prince Sultan Ibn Abdul Aziz, ministre saoudien de la défense, et M. Charles Hernu, ministre français de la défense, l'accord était discuté depuis plusieurs mois (*le Monde* du 12 mai 1983) comme en témoigne la précédente visite à Paris du ministre saoudien en mai dernier.

Déjà, à l'époque, il avait été indiqué que le contrat en négociations portait sur la fourniture à Ryad de batteries Shahine (« œil de faucon »), de défense anti-aérienne par missiles supersoniques, et sur l'achat, par les Saoudiens, de simulateurs de tir pour l'entraînement des servants de ces équipements de protection de bases.

L'Arabie Saoudite a officiellement demandé à la France de maintenir le silence sur la nature de ce contrat. Ce qui explique que ni le ministère français de la défense ni les sociétés concernées (Thomson-C.S.F. et Matra) ne font de commentaires.

En 1975, l'Arabie Saoudite avait passé commande à Thomson-C.S.F. et à Matra du développement, à partir du missile Crotale, d'un dispositif de défense antiaérienne, tout temps et basse altitude, de son corps blindé de bataille, constitué de chars français AMX-30. Les premières livraisons de ces matériels – des missiles montés sur des chassis de char AMX-30 et capables d'atteindre des cibles à vitesse supersonique et à 10 kilomètres de distance – ont commencé à partir de 1980.

En 1980, l'Arabie Saoudite signait encore avec la France un contrat de plus de 14 milliards de francs, portant sur la fourniture de quatre frégates de 2 000 tonnes chacune, de deux pétroliers-ravitailleurs de 10 000 tonnes et de vingt-quatre hélicoptères embarqués pour le lancement de missiles air-surface AS-15.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 10.)

Les deux coexistences

I. – *Avec l'Est : un soupçon de détente ?*

par ANDRÉ FONTAINE

Curieux système décidément. Dans quel pays, autre que la glorieuse Union soviétique, un monsieur ou plutôt un « camarade », qui cumule les fonctions de chef de l'État et de secrétaire général d'un parti unique dont tout procède, pourrait-il demeurer invisible depuis bientôt cinq mois sans que personne ait jamais dit publiquement pourquoi ?

Le sort de leur grand frère chéri devrait pourtant plonger dans l'inquiétude les citoyens de la démocratie la plus avancée du monde. Les dirigeants ont beau être censés n'avoir pas de problèmes de santé aussi longtemps qu'ils sont en vie, tout le monde a pu voir Iouri Andropov à la télévision en juin, lorsqu'il a accédé à la présidence du présidium : nul besoin d'avoir fait des études médicales pour se rendre compte qu'il n'allait pas très fort.

On n'ose imaginer les cris qu'on entendrait ici, y compris de la part du parti communiste, si le gouvernement se permettait de traiter l'opinion avec une telle désinvolture. A quoi Georges Marchais peut évidemment répondre que ce chapitre-là est à inscrire dans la colonne « partiellement négatif » du bilan de l'U.R.S.S. Et si ses habitants s'en satisfont, pourquoi s'en mêler ?

Malheureusement, Andropov ne préside pas seulement aux destinées de 265 millions de Soviétiques, auxquels il faut ajouter presque autant d'habitants de « pays frères » à la marge de liberté réduite. Il est à la tête d'un des deux grands empires du monde, doté d'une puissance militaire suffisante pour ramener la planète au stade minéral. Est-il raisonnable, dans ces conditions, de laisser le dernier mot à un homme à qui son état interdit par exemple de s'entretenir avec une personnalité étrangère ? On va finir par se demander s'il est toujours en vie et si d'autres ne gouvernent pas à sa place, abrités derrière ses portraits, ses interviews données par écrit, ses discours lus par quelqu'un d'autre, les promotions données à certains qui passent pour ses fidèles.

Hypothèse absurde, bien sûr. Mais une autre vient à l'esprit, qui l'est d'autant moins qu'après tout l'U.R.S.S. a vécu une situation un peu semblable il n'y a pas si longtemps. A la fin de sa vie, le fougueux Brejnev, grand amateur de grosses cylindrées, de boissons fortes et de belles filles, était devenu un vieillard cacochyme tout juste capable, lorsqu'il recevait un visiteur étranger, de lire en ânonnant les réponses que d'autres avaient préparées. S'il restait en place, comme ailleurs, un peu auparavant, des Franco, des Mao, ou des Tito, à peine plus présentables, c'était de toute évidence parce qu'on n'avait pas pu lui trouver, de son vivant, un successeur. Qui dit que l'on n'en est pas ramené au même point avec Andropov ?

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Sosie

L'Europe s'effondre, mais pas dans tous les domaines. L'Europe « anti-homos » s'affirme.

En Allemagne fédérale, on a limogé un général suspecté d'avoir une orientation sexuelle non conforme à la moyenne nationale. On dit aujourd'hui qu'il a été confondu avec un sosie.

A Paris, le soir même où M. Mitterrand faisait sa tournée des popotes dans les commissariats, la police, dans d'autres quartiers, multipliait contrôles et interpellationsdans les milieux homosexuels.

Certains se demandent si ce n'est pas un sosie de M. Mitterrand qui, au printemps 1981, avait promis solennellement aux homosexuels qu'on les laisserait tranquilles.

BRUNO FRAPPAT.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Delors « n'exclut pas » de conduire la liste socialiste

Elargir une base électorale qui se rétrécit : tel est l'objectif que sont contraints de se fixer tous les socialistes. Ils en parlent d'autant plus que les élections partielles leur sont défavorables et que le crédit de M. Pierre Mauroy dans l'opinion, si l'on en croit les sondages, diminue.

Les élections européennes de juin 1984 leur fourniront une occasion de montrer, au moins, qu'ils peuvent se donner les moyens d'exprimer cette volonté. M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, l'a dit au « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 15 janvier : il faudra élargir la liste socialiste non seulement aux radicaux de gauche et au PSU, mais aussi à des personnalités non partisanes. Lorsque M. François Mitterrand était candidat, en 1981, de « *toutes les forces de la France* », c'était, a-t-il insisté, tout un programme, une vraie « stratégie ».

Cette stratégie paraît aujourd'hui d'autant plus nécessaire que l'opposition mise sur une personnalité, Mme Simone Veil, dont l'aura déborde les frontières de la droite. Les socialistes doivent donc trouver l'homme qui, tête de liste, serait capable de rassembler au-delà du parti socialiste et de faire pièce à Mme Veil. Si l'on se place de ce point de vue, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, apparaît trop marqué par sa fonction.

Deux noms viennent alors à l'esprit, ceux de MM. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, et Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Le premier secrétaire du parti socialiste les a tous deux consultés, ainsi que le premier ministre, aux alentours de Noël. L'un et l'autre disposent, dans l'opinion, d'un décret singulier en regard de ceux des autres membres du gouvernement et chefs de file de la gauche. Il est évident que ni l'un ni l'autre n'envisagent avec enthousiasme de dilapider dans les urnes ce capital de sympathie. Mais il faut bien, parfois, faire passer le devoir, c'est-à-dire l'intérêt général des socialistes, avant les intérêts personnels – d'autant que toute campagne nationale peut être valorisante, pour peu que le résultat en soit moins mauvais qu'annoncé.

M. Michel Rocard, très discret sur la question, n'a rien fait connaître de ses intentions. Il ne dit ni oui, ni non, ni même peut-être. Il n'est pas demandeur. M. Jacques Delors, lui, dit : peut-être. Le ministre de l'économie et des finances a déclaré, samedi 14 janvier, que l'hypothèse selon laquelle il conduirait la liste socialiste aux élections européennes « *n'est pas exclue* ». La pression, sur son nom, est forte. Les socialistes ont-ils besoin d'un militant ? M. Delors est là. D'un militant européen de surcroît ? M. Delors est encore là. D'un militant pour le crédit interne et externe de la politique économique de la gauche ? M. Delors est toujours là, plus que jamais.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

idées

LU

« LA CHINE », DE FOX BUTTERFIELD

Tant d'espoirs gaspillés...

UN certain nombre d'ouvrages relatant la vie quotidienne en Chine populaire ont été publiés, ces dernières années, dans les pays occidentaux. En dehors des ignorants ou des zélotes indécrottables, le mythe d'un peuple heureux marchant béatement vers le progrès, sous la férule de dirigeants avisés, ne trouve plus beaucoup d'adeptes. Pourtant, trop peu de visiteurs encore, fascinés — à juste titre — par la plus vieille civilisation du monde, imaginent *« la vie dans une mer d'amertume »* qui a été et reste, en partie, celle de nombreux Chinois sous le régime communiste.

C'est l'immense mérite de l'ouvrage de Fox Butterfield, *la Chine*, de présenter de ce pays un tableau sans fard en ayant le souci de coller, au plus près possible, à la réalité. Ses observations sur le terrain, l'auteur, à l'époque journaliste au *New York Times*, les a menées, pour l'essentiel, entre 1979 et 1981, pendant les deux années où il a été le premier correspondant à Pékin du grand quotidien américain.

En rassemblant le fruit de ses patientes enquêtes, Butterfield avait visiblement en tête l'exemple du livre de son collègue Hedrick Smith, *les Russes*. Le résultat n'a pas à rougir du modèle : c'est, au meilleur sens du terme, un excellent reportage, vivant et fort bien documenté, qui est ici offert au grand public. Servi par sa connaissance du mandarin, acquise à l'université de Harvard, et du monde chinois et asiatique, aidé aussi par la chance, un brin d'audace et le climat un peu plus détendu qui régna pendant son séjour à Pékin, Butterfield nous fait pénétrer au cœur de la vie des Chinois, de leurs ennuis, de leurs drames, de leurs petits bonheurs.

La Chine qu'il découvre n'est pas cette société égalitaire décrite par la propagande, mais, au contraire, une société très hiérarchisée et statique : il existe vingt-quatre grades pour les fonctionnaires du parti et du gouvernement, douze pour les professeurs d'université, dix pour les ouvriers. Au rang sont attachés des privilèges (magasins spéciaux, logements, accès à des salles de spectacles « privées ») comparables à ceux dont jouit la nomenklatura soviétique.

Mais l'auteur accorde surtout son attention aux Chinois des villes : ouvriers, employés, intellectuels. En multipliant les témoignages d'une précision souvent étonnante, il finit par restituer l'atmosphère extraordinairement pesante qui entrave la société. Il fait comprendre l'importance qu'y tient le réseau des *« guanxi »* (« relations »), lubrifiant indispensable pour rendre la vie supportable. Il fait partager les souffrances et, parfois, les tourments, subis par nombre de ses interlocuteurs, et pas seulement pendant la révolution culturelle.

Chiffres et exemples à l'appui, il décrit les énormes carences du système d'enseignement, l'inégalité dont souffrent encore les femmes, malgré les progrès réalisés, le phénomène de la corruption et de la délinquance juvénile. Plusieurs récits confirment la violence qui marque trop souvent les rapports sexuels dans le couple et en dehors, avec ses manifestations et ses effets : viols, frustrations, frigidité féminine (1).

L'arriération du monde rural, en dépit des changements intervenus, l'inefficacité de l'appareil industriel, le contrôle tatillon des individus par un système policier omniprésent, les colonies pénitentiaires du goulag chinois : pratiquement aucun secteur de la société n'échappe au regard de Butterfield. A la fin de son investigation, il ne peut que constater l'apathie et le cynisme du plus grand nombre, surtout parmi la jeunesse, après que *« tant d'espoir, tant d'énergie, tant de talent, tant d'idéalisme ont été gaspillés, écrasés par de monstrueuses passions politiques »*. Une conclusion lucide, mais qui a valu à son auteur d'être quasiment considéré comme *persona non grata* par les autorités de Pékin.

MANUEL LUCBERT.

★ *La Chine*, de Fox Butterfield, Presses de la Cité, 330 pages. 90 F.

(1) Voir entre autres le récit de Yu Luojin, *le Nouveau Conte d'hiver* (Bourgois) et les recueils *le Retour du père* (Belfond) et *la Face cachée de la Chine* (éditions Pierre-Émile).

Le réseau Caton

par ANDRÉ BERCOFF (*)

CEUX qui ont vu, pendant onze mois, en l'auteur de *De la reconquête* un nouveau sauveur ou un leader politique parlant enfin vrai, ont donné, à l'heure du dévoilement, la mesure de leur dépit amoureux. Ceux qui avaient préféré, prudemment, se taire, pour ne prendre position que lorsqu'ils connaîtraient le nom de l'auteur, auront donné la mesure de tout ce que laisse passer leur opportunisme et leur impuissance aigre à penser hors étiquette et hors catégorie, comme de la peureuse hésitation dont ils croient se faire une forteresse quand ils sont dans l'embarras.

Quel était, en effet, le but principal de l'opération Caton ? Il s'agissait de savoir si, à droite, existait une pensée stratégique capable de concevoir des perspectives neuves. J'ai fait la preuve que cette pensée n'existe pas. Tout le monde peut constater, en toute occasion, que les représentants du pouvoir, qu'ils appartiennent à la majorité archaïque ou à l'opposition revancharde, ne disent publiquement jamais rien de sérieux, même sur les affaires qui les touchent de plus près ; mais l'on pouvait se demander ce qu'ils se disent entre eux, loin des micros et des caméras. *De la reconquête* a frappé parce que Caton révélait tout haut ce qui se murmure dans cette parcelle de la classe politique qui n'a pas basculé dans la bêtise au front de taureau, ou dans le dogmatisme imbécile de ceux qui pensent les guerres de demain avec les idées d'avant-hier.

De la reconquête a suscité dès sa parution un grand intérêt et une vaste discussion, qui continuent encore. Sur un point au moins, tous se sont montrés unanimes ; tous ont cru que Caton existait, et ont même reconnu en lui telle ou telle personnalité de l'économie ou de la politique, de Raymond Barre à Albin Chalandon, de Marie-France Garaud à Jacques Attali, en passant par Michel Jobert et Jean-François Deniau. Tous se sont trompés : Caton n'existe pas, et bien que son monde survive encore, il n'a plus la force de produire un bourgeois d'une telle lucidité et d'un tel cynisme.

A cause de ce cynisme lucide, banquiers, politiciens et financiers ont salué le pamphlet avec intérêt ; un bon nombre de ministres, parlementaires et hauts fonctionnaires de l'Etat ont courtoisement remercié l'éditeur de *De la reconquête*. Des journalistes n'ont pas caché leur admiration, ni même leur stupéfaction. Il n'est que de relire les innombrables articles consacrés au livre pour s'apercevoir que, de l'avis quasi général, il ne pouvait s'agir que d'un grand commis de l'Etat, un conservateur éclairé et de race, professeur de rigueur et de vérité, un homme « du sérail » qui donne une leçon de démocratie à tous.

Le « non-dit » subversif

Pourquoi la classe politique et médiatique a-t-elle cru si facilement à l'existence de Caton ? C'est bien simple : elle y a cru parce qu'elle en a besoin. Caton avait, en effet, l'air d'appartenir à une droite qui n'apparaît pas, dans l'ouvrage, plus cynique qu'elle ne l'est effectivement, mais qui assurément *parle* plus cyniquement qu'elle n'a jamais osé le faire ; c'est dans la formulation enfin claire de ce « non-dit » que réside la force subversive du livre. Caton écrit, en effet : *« Osons être ce que nous sommes, osons regarder nos adversaires en face, non pour gaspiller notre énergie en combats d'arrière-garde, mais afin de comprendre cette vérité capitale : les socialistes sont en train, en cette période de restructuration mondiale, de — comme on dit vulgairement — nous mâcher le travail. Après, quand nous serons revenus au pouvoir, ce sera plus facile »* (page 9). *« Nous ferons tout pour reprendre l'Élysée, puisque celui-ci, osons l'écrire, nous appartient de droit. Nous avons fait la France : nous ne laisserons pas d'autres la défaire »* (page 18). *« Notre intention claire est de perpétuer le règne de notre milieu sur la société française, parce que nous avons été élevés pour ce faire »* (page 29). *« La parole sauvage, voilà l'ennemi. Entre Georges Marchais, Raymond Barre, Jacques Chirac ou Pierre Mauroy, il y a un dénominateur commun : ils sont tous chefs, représentatifs et responsables. Ils sont la hiérarchie. Nous parlons qu'on le veuille ou non, le même langage : celui des maîtres »* (page 175). *« Le pouvoir nous va à ravir, parce que nous l'assumons en toute bonne* conscience *depuis des siècles. Il embarrasse visiblement les socialistes, qui croient encore que l'art de gouverner peut être compatible avec les promesses tenues. Une chance pour nos stratégies »* (page 176). *« Envoyons des missi dominici sur toutes les places fortes où l'on prête des dollars, des marks et des livres, en expliquant à ces braves gens qu'ils ne seront jamais remboursés... »* (page 214). *« Ce qu'il faut susurrer à nos partisans, à nos militants, à nos collègues, à nos clients, c'est par exemple d'acheter étranger. Et de conseiller à leur famille et amis de faire de même. Sans commettre, bien sûr, l'imbécillité de le proclamer sur tous les toits »* (page 216).

On pourrait continuer à citer bien d'autres vérités dérangeantes contenues dans *De la reconquête*. Ce sont des vérités si simples que n'importe qui peut les admettre, une fois qu'elles sont dites ; mais ce sont des vérités qu'aucun dirigeant n'oserait énoncer publiquement, et pour cause ; et puisque personne n'a protesté contre aucun de ces noirs desseins, c'est qu'il existe un consensus plus ou moins avoué d'acceptation de n'importe quelle stratégie de déstabilisation, pourvu que celle-ci réussisse ; ce qui en dit long sur la sincérité de certaines professions de foi...

La plus saine dérision

L'inexistence de Caton, si manifeste pour quiconque se serait penché avec un peu d'humour sur ce que j'ai écrit, mais que personne n'a envisagé pendant si longtemps, en dit long sur la qualité du personnel politique, aussi bien que de l'intelligentsia bourgeoise et bureaucratique de notre cher et vieux pays. Si les virtuoses chasseurs de Caton avaient été plus avisés, ils auraient pensé tout de suite qu'un tel pamphlet ne pouvait être écrit que du point de vue de la plus saine dérision ; ils auraient dû pour le moins conclure que Caton, en tant qu'homme politique, est fort imprudent puisqu'il dévoile le dessous des cartes ; et complètement irréaliste puisque son projet central de reconstitution d'une élite dirigeante est très évidemment la plus impossible des utopies.

Comme l'a écrit *a posteriori* une ancienne diva du journalisme recyclée dans les cabinets ministériels, puis dans le roman de gare : on attendait un cercle de réflexion, ce fut un chèque sans provision : cette brave dame, qui toute sa vie rêva de faire partie de l'élite, n'a pas supporté qu'on mette ainsi en cause l'infinie langue de bois dont ses pairs se sont si longuement nourris...

Il fallait donc après cette description de la misère en milieu politique et intellectuel, essayer d'aller plus loin ; je n'ai écrit *De la renaissance* que pour esquisser, avec beaucoup d'autres en France et dans le monde, les lignes d'une mutation plus que jamais nécessaire. Nous n'avons plus les moyens de cette guerre civile froide qui transforme notre pays en champ clos de petites ambitions politiciennes, ni de ce déphasage tragique entre un langage dominant, baignant encore dans les abolis bibelots d'inanité idéologique, et une réalité qui voit surgir les transformations économiques, sociales, mentales, les plus importantes depuis le début du siècle. Il est temps, enfin, de nous emparer de la crise. Avec les nouvelles armes conceptuelles, psychologiques et technologiques que celle-ci fait apparaître. Caton est mort, peut-on lire çà et là. En fait, il n'a jamais existé. Mais le réseau Caton vit et va bientôt, n'en déplaise, recommencer à creuser..

(*) Auteur des deux livres signés Caton : *De la reconquête* (janvier 1983) et *De la renaissance* (novembre 1983), publiés au éditions Fayard.

LETTRES AU Monde

Réponse à M. Jean Polvêche

Contrairement à ce qu'écrit notre confrère universitaire Jean Polvêche (*le Monde* du 11 janvier) dans un article dont je regrette le ton outrancier, qui peut cacher la justesse de certaines observations, le rôle des géologues et des géophysiciens n'a cessé de progresser dans notre pays depuis la deuxième guerre mondiale. La France, sous l'impulsion de dirigeants intelligents, visionnaires et tenaces, s'est dotée de puissantes sociétés de recherche et d'exploitation des matières premières qui lui permettent de tenir son rang, malgré d'énormes difficultés, dans les domaines du pétrole, de l'uranium, de l'aluminium, de l'eau et certains autres produits essentiels comme les matériaux de construction. Il en est de même pour les sociétés de services (géophysique, surveillance et exécution des forages, etc.) et les travaux publics (...). Dès lors, me direz-vous, comment peuvent encore se produire de lamentables affaires comme celle des « avions renifleurs » ?

L'Union française des géologues n'a pas pour mission de hurler avec les loups, et nous n'ajouterons aucune révélation sensationnelle au constat que les Français ont pu faire à travers l'agitation désordonnée des politiciens et des médias. Voici la position de l'Union française des géologues, qui dit très haut ce que les professionnels compétents, disciplinés, et conscients de la nécessité du secret professionnel, pensent tout bas. De telles affaires n'ont pu exister et n'existent que par suite de l'absence quasi totale de géologues et de géophysiciens au sein des grandes instances de décision du pays : administrations, ministères de tutelle, direction des grandes sociétés nationales ou privées, établissements publics, là où les décisions sont réellement prises (...).

Pour le moment, l'U.F.G. et tous ceux qui l'ont précédée dans cette démarche se heurtent à un mur sans faille. Si cette affaire, qui a déjà fait trop de mal, ouvre les yeux de ceux qui détiennent les pouvoirs de décision en cette matière, au moins n'aura-t-elle pas eu que des résultats négatifs.

Ph. ARTRU,
président de l'Union française des géologues.

En tirer les conséquences...

M. Moubarak Labarrière, dans la lettre qu'il vous a adressée (*le Monde* du 3 janvier), a vraisemblablement oublié de préciser que si, éventuellement, le gouvernement français acceptait de verser les allocations familiales et autres à un chef d'une famille comprenant quatre épouses et de très nombreux enfants, celui-ci trouverait normal d'avoir à supporter quatre fois les cotisations se rapportant à la Sécurité sociale.

V. MAZZONI
(Paris).

Pas de stades, mais des idées...

Le système éducatif français se singularise, entre autres, par l'indigence de la place accordée au sport, en particulier par rapport aux pays anglo-saxons. Cette année, nous assistons à une innovation : la création d'une épreuve d'éducation physique au baccalauréat... théorique, avec cours à apprendre, interrogatoires écrits en cours d'année, et examen.

On se demande par quelle aberration les enseignants d'éducation physique ont pu se laisser entraîner dans cette pseudo-intellectualisation de leur discipline, eux qui étaient les seuls, ou presque, à pouvoir apporter autre chose dans un système qui pèche par son excès d'abstraction : complexe d'infériorité vis-à-vis des enseignants des autres matières et tentative de se valoriser en adoptant les mêmes critères ?

Quelle que soit l'explication, le résultat est là : un groupe d'adolescents peinant sur des copies, dans une salle de classe, en essayant de se rappeler ce qu'ils ont révisé la veille : c'est un cours d'éducation physique dans la France de 1984... Les médailles olympiques ne sauraient tarder ! En France, on n'a pas de stades, mais on a des idées.

Dr ÉMILE ARIÉ
(Paris)

Un message d'angoisse

Dépositaire d'un message d'angoisse que je rapporte d'un voyage à sens humanitaire au Mali, je m'adresse à vous en espérant que cet appel trouve une résonance.

J'ai créé en 1982, dans mon petit village de Cheny (2 700 habitants) situé dans le département de l'Yonne, au confluent de l'Yonne et de l'Armançon, le Comité d'aide à Sangha (Mali), association loi 1901. Sangha est dans le pays dogon de la falaise de Bandiagara. Et c'est Sangha que j'ai voulu aider, groupant autour de moi quelques personnes qui sont convaincues qu'une main tendue vers le tiers-monde est une nécessité morale. Voie réaliste et efficace de l'aide directe avec des objectifs précis au niveau d'un village, qu'il faut à tout prix réaliser en suscitant autour un grand élan de solidarité. Elan qui manque encore ici et dans la région alentour ! Vous savez combien il est difficile de sensibiliser les gens aux problèmes de la faim et du sous-développement...

Le comité expédie régulièrement des colis de médicaments au centre médical où la vue des rayons vides étreint le cœur, des livres et fournitures au groupe scolaire complètement démuni, des vêtements aux pauvres absolus. Il étudie les besoins en souhaitant pouvoir les satisfaire...

Récemment, en novembre, nous sommes partis à huit, entièrement à nos frais, pour emporter à Sangha 100 kg de médicaments, des fournitures, des vêtements, mais surtout, notre cœur !

C'est du Mali que je rapporte un cri d'angoisse, un appel au secours.

Tout d'abord, un message terrible d'un notable de Djenné : *« Criez en France notre angoisse. Depuis trois ans, la saison des pluies a disparu. L'an dernier, nous avons semé toute notre récolte. Et cette année, nous n'avons pas récolté un seul grain. Nous sommes menacés. Nous n'aurons bientôt plus rien à donner à nos enfants... Le gouvernement malien a fait distribuer un demi-sac de riz (du riz vendu très cher par le Pakistan) par famille et par mois (25 kg). Il nous en faudrait plus de 200 kg, car les familles en Afrique noire sont très étendues (parents, grands-parents, oncles et tantes, cousins...). Alertez la France, criez notre malheur. Un village comme le vôtre, ou une association comme votre Comité d'aide à Sangha, voudrait-il épauler Djenné, l'épauler aussi moralement, puisque, dit-on, l'espoir fait vivre ? »*

Nos moyens sont encore faibles. Nous voudrions toucher en France le maximum de gens.

Pour le Comité d'aide à Sangha.

ANNE-MARIE GILLET
10, impasse des Roses
89400 Cheny Migennes
(Tél. : (86) 80-11-75).

Les Etats-Unis et l'UNESCO

Un de nos lecteurs de Paris, qui souhaite conserver l'anonymat en raison de sa qualité de fonctionnaire international, nous a adressé une longue lettre, dont nous extrayons les passages les plus significatifs, à propos de l'annonce par Washington de son retrait de l'UNESCO à partir du 31 décembre 1984.

Le procès relatif à la communication selon l'UNESCO (*le Monde* daté 30-31 décembre) est un procès truqué. La presse américaine évoque aisément un *« nouvel ordre de l'information »* qui inclurait une mise en carte des journalistes, la limitation du flux de l'information et le contrôle de son contenu. Dans le premier cas, on se souviendra que dans un document préparé à l'intention d'une réunion organisée par des organisations non gouvernementales un participant avait proposé, pour assurer la protection des journalistes, de les nantir d'une carte délivrée par les autorités. Jamais cette proposition n'a été reprise officiellement par un organe de l'UNESCO ; pourtant, l'accusation a fait son chemin, sans vouloir tenir compte du fait que la carte de journaliste n'implique pas obligatoirement une presse aux ordres (en France par exemple) et que le protocole additionnel de Genève qui traite de la protection des journalistes en temps de guerre prévoit explicitement une telle carte, sans soulever aucun tollé. Aucun texte de l'UNESCO ne prévoit de limiter le flux des nouvelles.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

LA FIN DU VOYAGE DE M. MAUROY A DAKAR

La France et le Sénégal vont conclure un accord-cadre de coopération touristique

De notre envoyé spécial

Dakar. – Avant de regagner Paris, dimanche soir 15 janvier, M. Pierre Mauroy a visité une usine de production d'acide phosphorique créée sur un gisement de phosphates, à Taïba, au nord-est de Dakar, puis le chantier du barrage de Diama, *en amont* du delta du Sénégal, à la frontière sénégalo-mauritanienne, deux projets dont les finalités et les caractéristiques *« correspondent exemplairement »* à ce que doit être, selon le premier ministre, la coopération entre la France et les pays en voie de développement.

Pour M. Mauroy, l'aide technique et financière de la France doit soutenir exclusivement des projets répondant aux impératifs économiques, sociaux et culturels des populations des pays concernés, tout en leur permettant d'en tirer eux-mêmes les meilleurs profits.

Doublement de l'aide alimentaire

Quand il s'agit de l'exploitation des matières premières, les projets doivent garantir à l'avance l'existence de débouchés commerciaux. Tel est le cas de l'usine de Taïba, dont la production correspond aux besoins en engrains du Sénégal, des pays voisins, et aux achats garantis par les actionnaires. De même, le gouvernement français n'exclut pas de participer financièrement à l'exploitation des gisements de fer de Falémé, à la frontière orientale. Si les sidérurgistes européens, qui doivent se *réunir* à ce sujet le 19 janvier à Bruxelles, jugent viable ce projet industriel sénégalais, la France financera les études relatives à la réalisation des infrastructures portuaires et ferroviaires nécessaires.

Quant au barrage de Diama, dont la réalisation associe le Mali et la Mauritanie au Sénégal, il devrait enrayer dans cette région le phénomène de désertification, qui engendre la disette, en permettant la mise en valeur agricole de 400 000 hectares. M. Mauroy a souligné, toutefois, combien la solidarité des pays riches à l'égard des pays pauvres devrait commencer *« au niveau le plus élémentaire, celui de la nourriture »*. Il a précisé que la France doublera, si nécessaire, le volume de son aide alimentaire prévue en 1984 en faveur du Sénégal, ce qui porterait sa contribution à 10 000 tonnes de céréales.

Un prêt de 200 millions de francs

A propos des difficultés financières du pays, M. Mauroy a confirmé, au cours d'une conférence de presse donnée dimanche matin, que, pour la quatrième année consécutive, la France accordera un prêt de 200 millions de francs au Sénégal. 54 millions ayant été versés dès le mois de décembre, par anticipation, le solde (146 millions) sera accordé en mars, comme prévu.

En outre, le premier ministre a indiqué que les pensions versées aux anciens combattants sénégalais seront prochainement revalorisées de 5 % au titre de 1983. Enfin, le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Roland Carraz, et son homologue sénégalais sont convenus de mettre au point un accord-cadre de coopération dans le domaine touristique. Dans l'immédiat, le gouvernement français prendra à sa charge la formation de dix professionnels locaux qui viendront en France s'initier aux techniques de la gestion et de la promotion commerciale.

M. Mauroy a conclu que la coopération franco-sénégalaise *« se porte à merveille »*.

Interrogé sur l'échec de la « table ronde » de réconciliation au Tchad, le premier ministre a répondu : *« L'O.U.A. a conclu à l'échec de cette tentative. Je constate ce résultat et je le regrette profondément. Pour autant, la France estime qu'il n'y a pas d'autre solution que la négociation dans le cadre du respect des frontières qui étaient celles du Tchad au moment de son indépendance. Toute solution pacifique et durable passe par un règlement politique entre les partis concernés. »*

Vendredi matin, à Saint-Louis du Sénégal, M. Mauroy avait reçu un accueil enthousiaste. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, massées dans les rues et autour de la place centrale de l'ancienne capitale du Sénégal, ont fêté avec exubérance la venue du maire de Lille, donateur de 4 millions de francs destinés à la construction d'un centre socio-éducatif dans le cadre du jumelage entre les deux villes.

ALAIN ROLLAT.

Algérie

Une pétition portant 2 700 signatures demande la libération de Mᵉ Ali Yahia

De notre correspondant

Alger. – Alors que s'ouvre à Alger, ce *lundi 16 janvier*, une session du comité central du F.L.N., après laquelle on devrait connaître la composition du nouveau bureau politique, puis celle d'un nouveau gouvernement, des contestataires, minoritaires mais résolus, s'insurgent contre les atteintes aux libertés.

A l'origine de cette agitation, sans doute marginale mais inhabituelle, il y a l'arrestation par la sécurité militaire de Mᵉ Ali Yahia, connu pour avoir assuré la défense d'accusés de tous horizons politiques (*le Monde* du 28 octobre). L'avocat, âgé de soixante-quatre ans et diabétique, a été transféré à l'hôpital Maillot fin décembre, puis de nouveau incarcéré dans une cellule non chauffée d'une prison proche de Médéa. Un comité pour la libération de Mᵉ Ali Yahia s'est formé et fait circuler un tract depuis quelques jours. Ce texte fait état de contradictions dans les déclarations officielles au sujet de cette affaire, et présente l'avocat comme *« incontestablement un prisonnier d'opinion »*. Il vient d'être adressé à Amnesty International, à la Ligue des droits de l'homme et à l'Association internationale des juristes démocrates.

D'autre part, une pétition signée par deux mille sept cents personnes avec noms et professions a été remise par cinq d'entre elles au ministère de la justice, samedi 14 janvier. Les signataires se solidarisent avec Mᵉ Ali Yahia et *« dénoncent le mensonge, l'incohérence et les insultes de la presse nationale »*. Selon eux, quatre cents arrestations ont été opérées en Oranie, dans l'Algérois et les Aurès en octobre. Ils admettent que certaines libérations sont intervenues depuis, mais assurent que cinquante-sept personnes sont actuellement détenues pour des raisons politiques.

Les mêmes contestataires nous ont déclaré que six personnes, quatre hommes et deux femmes, arrêtées fin décembre pour détention de tracts, sont actuellement incarcérées à Alger.

La pétition, qui a circulé pendant plusieurs semaines, a recueilli deux cent soixante-dix signatures dans l'Algérois et en Kabylie. Parmi les signataires, il y a un bon nombre de Berbères qui affirment agir pour la défense générale des libertés, parmi lesquelles ils mentionnent le droit à la reconnaissance de leur identité culturelle. A ce sujet, ils admettent que le discours du président Chadli – qui, lors du congrès du F.L.N., avait notamment affirmé que l'histoire de l'Algérie n'a pas commencé avec l'arrivée des Arabes – peut constituer une ouverture. Mais ils attendent que cette reconnaissance *des racines diverses de la nation* se traduise dans les faits.

Dans la nuit du 11 au 12 janvier, jour de l'élection présidentielle, coïncidant avec le Nouvel An du « calendrier berbère », un « gala » axé sur la défense des libertés a eu lieu à l'université de Tizi-Ouzou. *Contrairement à ce que craignaient* ses organisateurs, l'armée n'a pas occupé le campus. Les autorités ont simplement demandé et obtenu que cette réunion ne déborde pas dans la rue. Autre preuve de modération, au moins à l'échelon local, aucune arrestation n'a été opérée après la manifestation, d'ampleur limitée, qui avait opposé un défilé aux forces de l'ordre à Tizi-Ouzou le jour de l'ouverture du congrès du F.L.N.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Nigéria

Les mesures d'austérité suscitent le scepticisme des milieux financiers

De notre envoyé spécial

Lagos. – Confrontées, à leur arrivée au pouvoir, à une situation économique profondément dégradée, les autorités nigérianes viennent de prendre des mesures draconiennes tendant à contrôler les transactions *en devises et à évaluer précisément* le montant de leurs dettes à court terme, portant sur des arriérés de paiement.

Lagos négocie depuis plusieurs mois avec le Fonds monétaire international (F.M.I.) pour obtenir un rééchelonnement de sa dette extérieure. Si le montant de la dette globale du Nigéria ne dépasse pas encore les limites admissibles (15 *milliards de dollars*), *compte* tenu de ses capacités financières potentielles, c'est-à-dire de ses ressources pétrolières, en revanche, la dette à court terme a atteint un seuil critique. Les arriérés de paiement (jusqu'à quinze mois de retard) s'élèvent à environ 5 milliards de dollars.

Parallèlement, les autorités nigérianes négocient avec le F.M.I. l'obtention d'un prêt portant sur un peu plus de 2 milliards de dollars. Une *réunion des deux parties, qui devait* avoir lieu à ce sujet le 16 janvier, a été reportée à une date ultérieure, à la demande du Nigéria. Lagos négocie *par ailleurs avec* les principales compagnies mondiales de garantie à l'exportation pour un rééchelonnement des arriérés de paiement. La Banque centrale du Nigéria a adressé une circulaire à tous les importateurs, prévoyant différentes dispositions dont le dénominateur commun est de réduire les importations et la sortie de devises (1).

Ces mesures d'austérité illustrent la volonté du Nigéria de se replier *sur ses frontières* en attendant le passage d'un cap difficile. Ainsi, avant le 23 janvier, les importateurs devront soumettre la liste détaillée de tous les arriérés de paiement dus jusqu'au 31 décembre 1983 à leurs fournisseurs étrangers. D'autre part, les importateurs devront *désormais* effectuer un dépôt préalable – qui varie de 50 à 250 % de la valeur des marchandises – au moment de la demande d'autorisation d'importation auprès de la Banque centrale. Cette mesure va incontestablement gêner les sociétés installées au Nigéria, en rallongeant notablement la durée d'immobilisation de leurs fonds. D'autre part, la dispense de dépôt préalable, bénéficiant jusque-là aux importateurs jouissant d'un délai de paiement supérieur à cent quatre-vingts jours (délai accordé par l'exportateur), est supprimée.

Contrôle des changes

Les banques commerciales et les banques d'affaires auront, désormais, la responsabilité de délivrer les autorisations d'importation (et donc de sortie de devises) appelées « forme M » pour les transactions concernant le secteur privé et les organisations para-étatiques. La Banque centrale, dont c'était jusque-là le rôle, se bornera à délivrer ces autorisations pour les marchés passés par le gouvernement fédéral et les gouvernements des dix-neuf Etats. Chacune des banques se verra attribuer une enveloppe globale annuelle de devises qu'elle pourra accorder pour financer des importations et les « invisibles » (dividendes et allocations de voyage). Aucune banque ne pourra cependant dépasser un plafond mensuel représentant 1/12ᵉ de l'allocation globale.

La direction de la Banque centrale a adressé aussi une liste des priorités à l'importation. Il s'agit notamment : 1) des matières premières indispensables ; 2) des pièces détachées ; 3) des denrées alimentaires de base. Enfin, les particuliers sont également touchés par ces mesures : l'allocation de voyage en devises passe de 500 à 100 nairas (2) par an, et les allocations pour voyage d'affaires sont supprimées *« jusqu'à nouvel ordre »*. Sauf cas urgent, le transfert de devises pour les soins *médicaux à l'étranger ne sera plus* autorisé. Les étudiants désirant se rendre à l'étranger ne seront plus autorisés à sortir des devises (la mesure ne concerne pas ceux qui se trouvent déjà à l'étranger).

Si la Banque centrale se défait d'une partie de ses prérogatives auprès des banques commerciales et des banques d'affaires, c'est parce qu'elle est parvenue à un point d'inefficacité presque totale pour cause de corruption généralisée. Les banquiers vont dorénavant être soumis à ces mêmes pressions, et au Nigéria, à partir d'un certain montant de nairas, on ne résiste pas aux pressions...

Dans une économie classique, la *mise en place d'un tel système a* pour objet de donner un « plus » aux exportations. Dans le cas du Nigéria, ces mesures seront inopérantes, *les recettes d'exportation* étant constituées à plus de 90 % par les ressources pétrolières. Dans les milieux financiers de Lagos, on estime généralement que tout ce système va, dans un premier temps, paralyser un peu plus les transactions et aggraver la *situation financière* des entreprises installées au Nigéria. Dans un second temps, il y a fort à parier que le « système D » de la *corruption reprendra ses droits.*

LAURENT ZECCHINI.

(1) Ces dispositions, pour techniques qu'elles soient, ont une importance non négligeable pour la France, dont la présence au Nigéria est très forte. Deuxième importateur de brut (le Nigéria est notre deuxième fournisseur de pétrole), *la France est globalement* le quatrième fournisseur économique du Nigéria. Quelque cent soixante-dix sociétés françaises sont installées dans ce pays, et certaines d'entre elles ont la maîtrise d'œuvres ou de fortes participations dans de grands travaux, comme le métro de Lagos, la *construction de la* nouvelle capitale fédérale à Abuja ou l'aciérie d'Adjaokuda.

(2) 1 naira = 11,75 francs français.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

- L'ARMÉE ROMPT LE BLOCUS D'URGUN. – Pour la première fois depuis l'été, l'armée afghane a atteint par le 11 janvier par la route la ville stratégique d'Urgun, dans la province orientale de Paktia. L'agglomération, ainsi que celle de Khost et de Jaji, était assiégée par les résistants afin de préserver leurs voies de communication avec le Pakistan. Les résistants ont dû abandonner leurs positions à Urgun à cause de la neige et du froid, ont indiqué leurs porte-parole à Peshawa, au Pakistan. Peu après l'arrivée des gouvernementaux, ces positions ont été bombardées par l'aviation.

D'autre part, le journal *l'Étoile rouge*, organe de l'armée soviétique, écrivait, samedi 14 janvier, que le tunnel de Salang au nord de Kaboul n'était utilisé que de jour par crainte d'attaques des maquisards. On sait qu'une très grave catastrophe eut lieu dans ce tunnel, en novembre 1982. A la suite de celle-ci, écrit encore *l'Étoile rouge*, l'armée soviétique a été déployée sur les lieux pour contrôler le trafic.

Chine

- DEUX MORTS A LA FRONTIERE VIETNAMIENNE. – La Chine a accusé, samedi 14 janvier, le Vietnam de provocations continuelles à la frontière et affirme que deux paysans chinois ont été tués au cours de récents accrochages. – *(Reuter.)*

Etats-Unis

- FIN DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS. – Venant de *San-Francisco*, M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, est arrivé le samedi 14 janvier à New-York, dernière étape de sa visite officielle aux Etats-Unis. Il devait notamment y rencontrer l'ancien président Richard Nixon et déjeuner lundi avec l'ancien secrétaire d'Etat, M. Kissinger, avant de quitter les Etats-Unis pour le Canada. – *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

- M. TONY BENN, CANDIDAT A UNE PROCHAINE ÉLECTION PARTIELLE. – M. Tony Benn, chef de file de la gauche du parti travailliste, a été choisi dimanche 15 janvier par la section de Chesterfield (centre de l'Angleterre) pour représenter le Labour lors d'une *élection législative partielle* prévue pour mars prochain.

M. Benn, qui avait été battu aux élections générales de juin 1983, avait été député de Bristol pendant *trente-trois ans*, et avait occupé plusieurs postes ministériels dans les gouvernements travaillistes de MM. Wilson et Callaghan. – *(A.F.P.)*

Pologne

- M. GEREMEK INTERPELLÉ PUIS RELACHÉ. – M. Bronislaw Geremek, ancien conseiller de Solidarité, a été relâché, samedi 14 janvier, peu après 21 heures, après avoir été interpellé en fin de matinée, a-t-on appris de bonne source à Varsovie. M. Geremek, l'une des personnalités les plus connues de l'opposition, proche collaborateur de M. Lech Walesa, avait été emmené par la police après une perquisition à son domicile dans la capitale.

L'économiste Tadeusz Kowalik, un autre conseiller de Solidarité, qui avait été appréhendé dans les mêmes conditions que M. Geremek, a été, lui aussi, remis en liberté samedi tard dans la soirée.

Suriname

- LA GRÈVE CONTRE LE RÉGIME MILITAIRE S'ÉTEND. – Le mouvement de grève commencé le 19 décembre par les quelque 4 000 employés de la compagnie Suralco, productrice de bauxite, principale source de devises du Suriname, est en train de s'étendre. Les employés de banque et des compagnies d'assurances ont décidé, le vendredi 13 janvier, de rejoindre les protestataires qui comptent aussi sur le soutien des travailleurs de la principale compagnie d'électricité du pays.

Les tracts distribués à Paramaribo, la capitale, appellent à la grève générale et au rétablissement de la démocratie, « confisquée » depuis le coup d'État de février 1980 par une petite faction militaire aux ordres du colonel Desi Bouterse, qui a tenté d'imprimer un cours révolutionnaire à son mouvement. La direction de Suralco, une filiale de la *compagnie américaine Alcoa*, a décidé de fermer les usines de transformation du minerai ; le rétablissement de la production demandera plusieurs mois, pour des raisons techniques.

Tchécoslovaquie

- CONDAMNATION DE TROIS TÉMOINS DE JÉHOVAH. – Trois témoins de *Jéhovah tchécoslovaques ont été* condamnés à treize mois de prison l'été dernier, a-t-on appris, vendredi 13 janvier, de source dissidente.

Les trois témoins de Jéhovah, secte interdite en Tchécoslovaquie, sont MM. Frantisek Risler, trente ans, technicien ; Zdenek Taborsky, trente-quatre ans, *ingénieur, et Jiri Kubik*, quarante-deux ans, employé, condamnés le 21 juillet à Usti-Nad-Labem (Bohême du Nord).

D'autre part, trois catholiques : MM. Tomas Konc, vingt ans, étudiant ; Bronislav Borovsky, dix-neuf ans, étudiant, et Alois Gabaj, vingt-trois ans, ouvrier, ont été arrêtés le 11 décembre en Slovaquie. Ils *sont accusés d'avoir franchi* illégalement la frontière polonaise en transportant des « objets », probablement de la littérature religieuse, selon leurs amis. – *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

La mort du commandant Haddad

Le remplacement du chef de l'Armée du Liban libre s'annonce difficile

De notre correspondant

Jérusalem. – La classe politique israélienne a rendu un hommage unanime au commandant Saad Haddad, décédé samedi 14 janvier des suites d'un cancer. Lors de leur réunion dominicale, les ministres ont observé, debout, une minute de silence à sa mémoire. Le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, a déploré la disparition d'un *« grand patriote libanais allié fidèle d'Israël* et formulé l'espoir que *« son œuvre serait poursuivie »*. Il devait assister, lundi 16 janvier, à ses obsèques à Marjayoun.

La mort du commandant Haddad, gravement malade depuis longtemps, n'ayant pas pris Israël au dépourvu, il est probable que Jérusalem avait établi de longue date des contacts avec Beyrouth en vue de trouver, le jour venu, un successeur an chef de l'Armée du Liban libre qui leur convienne mutuellement. La tâche pourtant n'est pas facile, car le commandant n'a laissé aucun héritier politique. Parmi ses lieutenants, personne n'a assez de prestige ni d'influence pour pouvoir garantir à l'avance le maintien de la cohésion que leur ancien chef avait su donner aux divers groupes ethniques et religieux chrétiens et chiites relevant de son autorité. A cet égard, la presse et les dirigeants militaires de Jérusalem soulignent volontiers que les chiites sont désormais majoritaires dans la milice du Sud, qui compte un millier d'hommes. *« Il existe dans la région, sous le contrôle de Haddad,* écrit « Maariv », *un degré d'unité jamais atteint dans le reste du pays. »*

Les milieux israéliens ont commencé à mentionner le nom du colonel libanais Elias Khalil. Beyrouth a démenti jusqu'à présent avoir porté son choix sur cet officier, qui a-t-on ajouté, *« n'avait pas de relations avec la milice du Sud »*.

L'ennemi juré des Palestiniens et des Syriens

Patriote aux yeux des siens, traître pour beaucoup d'autres, le commandant Saad Haddad aura eu, juste avant de mourir, l'ultime satisfaction, d'être « administrativement » réintégré dans l'armée nationale, d'où on l'avait exclu naguère pour « collaboration » avec l'Etat hébreu. Plus d'un Libanais aura vu, dans ce retour en grâce tardif, l'amorce d'une réhabilitation.

Saad Haddad était né à Marjayoun, en 1937, dans une famille de petits paysans chrétiens grecs-hortodoxes. Sorti de l'Académie militaire de Beyrouth, il accomplit un stage d'infanterie auprès de l'armée française à l'école de Saint-Maixent avant de compléter sa formation aux Etats-Unis. Lorsqu'éclate la guerre du Liban en 1975, le gouvernement l'envoie au Sud pour protéger la communauté chrétienne. Il était muni, précisera-t-il plus tard, d'un ordre de mission signé du président Frangié, alors en exercice.

Dès 1976, il décide de *« travailler avec les Israéliens »*, en l'occurrence avec M. Shimon Pérès, alors ministre de la défense. Haddad est l'homme d'une seule idée : déloger Syriens et Palestiniens du Liban. En jouant la carte israélienne, il assure choisir *« le moindre mal »*.

Cette collobaration est d'abord discrète. Mais, en 1977, contre l'avis de Beyrouth, il ouvre la frontière internationale avec Israël, baptise ses milices *« armée du Liban libre »* et se dote d'une station de radio, la Voix de l'espoir. Israël, équipe, arme, entraîne et soigne les soldats chrétiens, mais aussi les musulmans chiites d'Haddad. Nombre d'habitants dans son enclave vont travailler en Galilée..

Le chef du Liban libre

Les relations entre Haddad et Israël furent malgré tout, parfois orageuses. Le chef du « Liban libre » se savait totalement dépendant de son puissant allié et il acceptait mal de n'être qu'un homme-lige. Il fut déçu d'être tenu à l'écart de la négociation sur l'accord israélo-libanais du 17 mai. *« Je ne suis pas à vendre »*, répétait volontiers le commandant en défendant sa réputation d'intégrité.

Vieil ami de M. Camille Chamoun, ancien président libanais, et rival traditionnel des phalangistes le commandant ne reconnut jamais vraiment la légitimité de l'élection de Béchir puis d'Amine Gémayel à la tête de l'Etat.

Pâle, le regard triste, et coiffé d'une éternelle casquette, le commandant Haddad avait annoncé, en octobre 1983, qu'il prenait une *« retraite provisoire »* pour raisons de santé.

J.-P. LANGELLIER.

Un entretien avec M. Amine Gemayel

(Suite de la page 1.)

Je savais qu'ils devraient se retirer un jour et même un jour prochain. On ne va pas mourir pour les autres de gaieté de cœur. Mais un retrait pose à des grandes puissances un problème de crédibilité et de prestige. Comment partir en s'avouant aussi vite vaincu et sans avoir atteint ses objectifs ? Nous savons parfaitement que la force multinationale devra se retirer un jour – peut-être prochain, – et c'est bien pourquoi nous mettons les bouchées doubles pour installer au Liban un système de remplacement grâce à notre plan de sécurité et à notre armée. Au-delà du soutien militaire de nos amis, leur soutien moral nous importe . Il ne nous a jamais fait défaut. D'ailleurs, avec l'application du plan de sécurité que nous essayons de mettre en place et la réconciliation politique qui s'amorce, la présence de la force multinationale au Liban nourrira beaucoup moins d'inquiétudes et de controverses à Washington, Paris, Londres ou Rome.

La force multinationale est un contrepoids

– Le retrait de cinq cents soldats français de Beyrouth réaffectés à la FINUL crée-t-il un vide dans le dispositif ?

– Non, c'est secondaire. L'important, c'est le soutien moral. Les questions d'effectifs viennent ensuite.

– On s'interroge parfois sur le rôle réel de la force multinationale. Quel est-il à vos yeux ?

– Elle est ici pour montrer le drapeau et elle nous aide non pas contre des Libanais mais contre une autre force multinationale qui ne dit pas son nom et veut détruire le Liban en tant qu'entité. C'est un contrepoids...

– Sur quels éléments vous fondez-vous pour assurer que 1984 peut être l'année du redressement ?

– En septembre, c'était la catastrophe, j'en conviens. Mais j'aborde la nouvelle année avec bon nombre d'éléments positifs ! Il y a, d'abord, une ébauche de réconciliation nationale entre le pouvoir et l'opposition qui s'est dessinée à la conférence de Genève. C'était une rencontre vraiment cordiale, et elle s'est poursuivie à Beyrouth même puisque les contacts, au moins téléphoniques, y sont maintenus de façon permanente, que ce soit avec Walid Joumblatt, le président Frangié ou le président Rachid Karamé.

» La collaboration, au moins sur des points de détails, est assez importante. Notre nouveau plan de sécurité va assurer la présence et l'autorité de l'Etat sur toutes les régions qui ne sont occupées ni par les Israéliens ni par les Syriens, à l'exception d'une petite portion du Chouf. Il y a véritable progrès. La réconciliation nationale va se traduire sur le terrain et lors de la nouvelle conférence qui devrait avoir lieu en Suisse avant la fin janvier.

Dialogue constructif avec Damas

– Une réelle réconciliation est-elle possible sans lever l'hypothèque de vos rapports avec Damas et Jérusalem et, plus généralement, avec ceux qui se tiennent derrière telle ou telle fraction ?

– Avec la Syrie, nous n'avons pas réglé le problème au fond, mais les relations se sont beaucoup améliorées et un dialogue constructif a été engagé. J'ai été invité à Damas avant la maladie du président Assad, mes ministres y vont constamment et je puis m'y rendre n'importe quand. La Syrie est en train de collaborer avec nous pour apaiser les tensions sur le terrain. Or vous vous rappelez, il n'y a pas si longtemps, les campagnes outrancières de sa presse contre le pouvoir au Liban. Dans le reste du monde arabe, toutes les tentatives pour nous isoler ont échoué et on veut nous aider à surmonter nos difficultés notamment avec Damas. L'Arabie Saoudite se pose en médiateur. Même la Libye, où je suis allé, a compris l'intérêt de mettre un terme à un contentieux sanglant.

– Quels sont selon vous les objectifs de la Syrie ?

(Le président sourit et prend un temps avant de répondre).

– Si je le savais, j'aurais réglé mon problème depuis longtemps...

– Et Israël ?

– Une baisse de tension est en train de se produire sur le terrain à partir du comité de liaison libano-israélo-américain. Il fonctionne mieux, et nous sommes en train de régler toutes sortes de problèmes tenant à la présence israélienne au Liban afin que la vie de nos concitoyens au Sud soit un peu facilitée... Il n'en reste pas moins que tant que l'armée israélienne restera au Liban, rien ne pourra empêcher les représailles contre elle.

L'accord avec Israël

– Avez-vous l'intention de ratifier l'accord du 17 mai avec Israël, de l'annuler comme le demande votre opposition ou de le maintenir « gelé » ?

– Les campagnes déchaînées contre cet accord l'ont utilisé en fait comme un prétexte, car certains pays arabes ont conclu des accords avec Israël qui vont beaucoup plus loin. Sur le plan de la sécurité, l'accord du 17 mai est beaucoup plus favorable au Liban que les accords d'armistice de 1948.

» Quant à son troisième volet, touchant les échanges et relations avec les deux pays, il ne serait discuté que six mois après le retrait du territoire libanais du dernier soldat israélien. A ce moment-là, nous négocierons en toute liberté en veillant à ce que les relations définies avec Israël ne portent pas atteinte à nos rapports avec le reste du monde arabe. C'était clair dès le départ, et le président Reagan nous appuie.



Dessin de VIOLETTE LE QUÉRÉ.

Mais le retrait des forces israéliennes du Liban, qui justifient notre ratification, est lui-même conditionné par le retrait des Syriens.

» Dans ces conditions, ratifier l'accord ne nous servirait rigoureusement à rien et ne pourrait que gêner nos relations avec tel ou tel. Cela dit, cet accord a été signé en toute responsabilité et entériné par le Parlement à la quasi-unanimité. Nous le ratifierons dès que cette initiative pourra avoir un résultat concret sur le terrain et faire aboutir à une paix réelle au Liban. Sinon, nous continuerons à négocier avec toutes les parties concernées afin d'aboutir à cette paix.

– Pris entre les exigences contradictoires de vos voisins, vous donnez l'impression d'être bloqué, amené à signer un accord sans pouvoir ou vouloir aller à son terme ou à dénoncer la Syrie tout en cherchant à l'abandonner. Comment espérez-vous obtenir un jour le retrait des Syriens et des Israéliens ?

– Il faut bien comprendre une chose ; une fois que nous aurons consolidé notre position en tant que Libanais sur le terrain et retrouvé la crédibilité requise, nous serons plus à même de réclamer efficacement ces départs. Quant à être bloqué ! Je me demande dans quelle mesure la situation de l'armée israélienne au Sud est très confortable. Je me demande si la Syrie n'a pas maintenant intérêt à clore le dossier libanais après tout ce qui s'est passé. Je me demande si les différentes factions sur la scène libanaise n'ont pas intérêt à admettre à nouveau le fait qu'il n'y a pas de salut en dehors de l'État et de l'armée. Croyez-moi, sur bon nombre de plans et malgré ce qui se passe sur le terrain, notre situation est plus confortable que ne l'est celle d'autres parties au conflit. Toutes veulent que nous fassions leur politique. L'intelligence du Liban est de leur faire comprendre qu'indépendant, uni et souverain il sert leur véritable intérêt à toutes.

Tout est négociable pour la réconciliation

– Pensez-vous que, sur le plan intérieur, le Liban devra, pour survivre, changer de Constitution ?

– Notre Constitution date de 1926 et a résisté à tous les dangers et à toutes les turbulences régionales. C'est la plus ancienne et la meilleure du Moyen-Orient. Je ne sais pas si nous pourrions en trouver une meilleure, mais il n'en reste pas mois indispensable de la faire évoluer pour le mieux. On peut très bien, par exemple, créer un Sénat. Mais il faut savoir ce qu'on veut. A Genève, j'ai proposé au Front du salut national de venir tout de suite participer au gouvernement pour que nous assumions tous ensemble les responsabilités. Qu'ils viennent donc ! Qu'ils assument avec moi les risques, qu'ils acceptent de traiter avec chacune des parties en présence ! Mais, il y a d'autres intérêts en jeu. Ils lancent des anathèmes, posent des conditions, sans vouloir assumer les responsabilités historiques qui incombent aux dirigeants libanais. Certains d'entre eux s'élèvent contre mon système de gouvernement, et, lorsque je les invite à partager avec moi le pouvoir afin d'affronter ensemble échéances et défis, ils se dérobent !

– L'opposition avance l'idée d'une élection du chef du pouvernement par l'Assemblée. Qu'en pensez-vous ?

– La tradition suivie en matière de désignation du premier ministre est assez proche d'une élection par le Parlement, puisqu'il est désigné à la suite de consultations parlementaires. Mais, dans le cadre de la conférence sur l'entente nationale, tout est négociable, tout pourra être discuté afin d'aboutir à l'amélioration de notre système et de sécuriser toutes les parties en présence.

Les druzes « bloqués »

– Ne faut-il pas faire une place plus large à la communauté chiite, dont l'importance s'est accrue et qui est agitée de mouvements parfois violents ?

– Le Liban est une confédération de communautés. Pour ce qui est des chiites, leurs opinions sont très partagées, mais ils sont aujourd'hui comme hier les alliés naturels du pouvoir, car seule l'armée peut leur rendre le Sud, seul l'Etat peut leur assurer les infrastructures dont ils ont besoin. Bien entendu, il y a le phénomène iranien, et il existe parmi les chiites des éléments subversifs. On ne peut pas traiter avec ces irréductibles, mais la grande masse de la communauté a hâte qu'on mette en place la sécurité dans la banlieue sud. Elle s'accroche à l'Etat. La majorité des chiites voudrait sortir de l'impasse actuelle.

– Et les druzes ?

– C'est une autre affaire. Ils ont remporté une victoire, mais ils savent fort bien comment. Les étrangers foisonnent dans la zone qu'ils contrôlent. C'est cela d'ailleurs qui a entraîné les derniers bombardements israéliens dans la montagne druze, alors même qu'Israël entretient d'excellentes relations avec certains druzes. Les voici bloqués, et s'ils veulent recueillir le fruit politique de leur succès il leur faut se tourner vers l'Etat. Sinon, ils restent pris entre l'enclume israélienne et le marteau syrien.

Un risque d'éclatement ?

– Y a-t-il un risque réel d'éclatement du Liban ?

– Il y a certainement des gens qui y songent à Damas en Israël ou aux États-Unis. Je ne dis pas les gouvernements. Nous avons les moyens d'empêcher un tel éclatement, d'abord le dialogue national, qui commence à porter ses fruits, puis l'armée libanaise. Nous aspirons à une normalisation politique rapide afin de désengager celle-ci et de la ramener dans ses casernes pour un indispensable recyclage. Ce seraient alors les Forces de sécurité intérieures qui assumeraient la responsabilité de la sécurité sur le terrain.

– Depuis que l'armée a fait la preuve de sa cohésion et de son efficacité, elle est devenue le symbole de l'unité et des objectifs de la nation. Enfin, nous avons monté un contre-engrenage, une dynamique du salut national. Cette stratégie exige du temps. Il faut agir pas à pas ; récupérer pleinement notre capitale, puis le Chouf, le Nord, le Sud, bref grignoter, négocier avec tous et chacun, pouce par pouce, surtout avec la Syrie et Israël. Ce n'est pas bien réconfortant bien sûr, mais l'autre attitude est de laisser partager ce pays. Je ne suis pas ici pour cela. Je sais que les Libanais de tous bords lutteront jusqu'au bout pour l'indépendance et la souveraineté de notre pays.

Propos recueillis par
P.-J. FRANCESCHINI
et LUCIEN GEORGE.

M. Giscard d'Estaing demande une commission d'enquête sur le raid de Baalbek

Invité, dimanche 15 janvier, du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. Valéry Giscard d'Estaing a regretté que *« nos forces »* au Liban n'aient pas reçu de *« mission précise »*. *« Il s'agit,* a-t-il remarqué, *d'aider le gouvernement libanais et l'armée libanaise à s'installer dans toutes les zones où, actuellement, une présence internationale est encore nécessaire. (...) Il faut que cette installation de l'armée libanaise aboutisse à un calendrier de retrait des forces internationales.* Il a ajouté : *« L'opinion internationale pense que l'action française à Baalbek a été un échec.* [Les services de renseignement de la région] *considèrent que les forces françaises n'ont pas détruit les adversaires qui leur avaient été indiqués. C'est là qu'une commission d'enquête est importante. (...) Les Français doivent connaître la vérité. Il n'y a pas là matière à secret. Pourquoi l'objectif qui avait été fixé à nos forces n'a-t-il pas été atteint ? Il ne faut pas laisser croire que c'est du fait de l'incapacité de nos forces. »*

M. Giscard d'Estaing a d'autre part estimé qu'*« il est très important que nous encouragions et facilitions tous les contacts possibles entre le gouvernement d'Israël et les pays voisins. »*

Confusion plutôt que mystère...

La demande de commission d'enquête sur le raid du 17 novembre sur Baalbeck, avancée par M. Giscard d'Estaing, est le dernier épisode d'une affaire vraisemblablement bien menée sur le plan purement « technique », mais mal expliquée et demeurée longtemps confuse pour ce qui est de ses objectifs exacts. Car il n'est nullement certain que, comme l'assure l'ancien président de la République, on puisse, avec les « services de renseignements de la région », faire grief à l'aéronavale de ne pas avoir *« détruit les adversaires qui leur avaient été indiqués »*. Etait-ce bien, en effet, *« l'objectif fixé à nos forces »* ? En revanche, il est incontestable que l'opinion internationale, et d'abord libanaise, a vu dans cette affaire un *« échec »*.

M. Giscard d'Estaing ne mentionne pas, en tout cas, les informations de l'envoyé spécial d'Europe 1, reprises samedi par *le Matin,* sur le fait que les occupants de la caserne Cheikh-Abdallah, prévenus, aient quitté les lieux avant le raid, ce qui explique qu'ils n'aient pas subi de pertes. En effet – et nous maintenons à cet égard les informations données à l'époque – les Syriens avaient été mis au courant par les Américains – qui devaient, au départ, participer au raid aux côtés des Français – de l'imminence de l'opération (*le Monde* du 22 novembre). Il n'y a donc pas eu *« raid surprise »*, quoi qu'en dise le communiqué publié samedi par l'état-major des armées.

Mais quel était l'objectif visé ? M. Hernu, entretenant un flou artistique, a parlé de *« sanctionner le terrorisme ni plus ni moins qu'il convenait »*. Il s'est agi aussi, à l'en croire, de prévenir de nouvelles actions en préparation. Le communiqué du ministère de la défense publié le 19 novembre désignait la cible comme *« un camp militaire d'entraînement servant d'appui au mouvement terroriste que des renseignements soigneusement recoupés avaient permis d'identifier comme responsable de l'attentat de Beyrouth qui avait coûté la vie à cinquante-huit militaires français »*. Représailles ? Le mot n'a jamais été prononcé, et les moyens de rendre le bombardement meurtrier n'ont pas été pris. ...

En fait, le raid semble avoir été une opération largement symbolique destinée à traduire dans les faits la fermeté du chef de l'Etat, affichée la veille à la télévision. Ses effets politiques ont été plus que fâcheux. Mais on voit mal en quoi cela relève d'une commission d'enquête. D'autant que quelques jours après le raid, le ministre français de la défense a été entendu, pendant deux heures, par la commission de la défense de l'Assemblée nationale et que ni les députés de la majorité ni ceux de l'opposition, ainsi informés des résultats du raid de Baalbeck, n'ont demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire.

DIPLOMATIE

Les deux coexistences

(Suite de la première page.)

Car il y a comme une lacune, du point de vue de la succession au trône, dans les systèmes communistes. Des bagarres au couteau ont suivi la mort de Lénine et celle de Staline. Khrouchtchev a été écarté par une révolution de palais, en 1964, après en avoir écrasé une autre sept ans plus tôt. La veuve de Mao, qui a tenté, au moment du décès de son époux, de s'emparer du pouvoir avec ses « complices » du « groupe des quatre », s'est retrouvée quelques années plus tard condamnée à mort, avec sursis il est vrai, ce qui est original.

Kim Il Sung semble avoir opté pour la monarchie héréditaire. Ceausescu brûle d'en faire autant. L'Albanais Enver Hodja a découvert que son premier ministre Mehmet Chehu, qui le servait depuis toujours, était en réalité également depuis toujours un agent commun du K.G.B., de la C.I.A. et des services secrets de Belgrade. Quant à Brejnev, il était bien inutile qu'il propulse Constantin Tchernenko pour sa succession, puisque ses lieutenants, avant même d'aller le porter en terre, lui ont préféré l'ancien patron du K.G.B. Ces divers épisodes évoquent plutôt l'univers de Shakespeare ou d'Ivan le Terrible que la société d'harmonie prophétisée par Marx et Engels.

Dans n'importe quel pays démocratique, Andropov aurait été remplacé depuis belle lurette. A tout le moins, on aurait désigné un intérimaire. Mais la gérontocratie en place redoute apparemment l'arrivée d'un jeunot qui risquerait de la mettre collectivement à la retraite, la privant ainsi des fort appréciables privilèges que procure l'appartenance au gratin de la Nomenklatura. En attendant, l'absence d'un « numéro un » en bonne forme a pour conséquence inévitable un retour en force de la collégialité : on le constate entre autres au fait que certains messages de nouvel an ont été signés par le présidium dans son ensemble, sans qu'aucun nom propre, y compris, contrairement à la pratique, celui de son président, soit mentionné. Or qui dit direction collégiale dit, surtout lorsque rien ne va très bien, discussions interminables, incapacité à agir rapidement, à prendre des décisions claires, et moins encore des risques.

Une combativité moindre ?

C'est l'une des explications qui viennent à l'esprit à voir tout doucement gagner du terrain le sentiment d'une sorte de retombée de la combativité soviétique. Il y a six mois, le Kremlin semblait avoir pris le mors aux dents, à tel point que les Américains, et pas seulement eux, parlaient d'offensive tous azimuts, du Liban au Nicaragua, en passant par le Tchad et, bien entendu – avec la campagne contre les euromissiles, – par l'Europe.

On n'en est plus là aujourd'hui. Dans le monde arabe, l'U.R.S.S. n'a guère qu'une carte à jouer : Damas. Hafez El Assad le sait, et il se sert d'elle plus qu'il ne la laisse se servir de lui.

Du colonel Kadhafi, qui s'est d'ailleurs beaucoup rapproché du président Assad, on peut dire la même chose : il met à profit l'aide des Soviétiques, il leur rend à l'occasion des services ; ils sont loin de tirer tous les fils de ses entreprises. En Afrique australe, les mêmes Soviétiques ont dû couper les crédits au gouvernement marxiste du Mozambique, aux prises pourtant avec une sécheresse terrible et avec une sérieuse résistance armée. Du coup, le président Machel décollectivise les terres et se rapproche non seulement du monde occidental, mais de Pretoria.

Le Kremlin a mis du temps à réagir à la récente incursion sud-africaine en Angola, et il semble bien que pour renforcer le régime de Luanda il n'ait pas trouvé d'autre solution que de lui envoyer les Cubains dont on signale le départ d'Ethiopie.

Des contacts maintenus

En Amérique centrale, avant comme après l'occupation de la Grenade par les Etats-Unis, les dirigeants du Nicaragua se sont entendu dire sur tous les tons qu'il ne leur fallait pas compter sur une assistance militaire directe de Moscou ou de La Havane en cas de débarquement des « marines ».

Mais c'est évidemment en Europe que la situation est la plus intéressante à observer. Les Soviétiques ont bien mis à exécution leur menace de se retirer, en cas de déploiement des euromissiles, des trois négociations en cours sur le contrôle des armements. Mais :

1) Gromyko assiste, ce 17 janvier à Stockholm, à l'ouverture de la « conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe » dont la convocation a été décidée l'été dernier à Madrid par les pays signataires de l'Acte final d'Helsinki de 1975. Le ministre soviétique rencontrera, entre autres, ses collègues français, américain, britannique et allemand (1).

2) Les échanges de visites entre dirigeants de l'Est sont à chaque fois l'occasion de relancer la proposition de traité sur le non-recours à la force et le maintien de relations pacifiques avec les pays de l'OTAN, faite au printemps par les pays du pacte de Varsovie. La conclusion de ce traité n'est pas conditionnée par le retrait des euromissiles. Pas davantage celle de l'accord que préconisent maintenant les Soviétiques et leurs alliés contre la guerre chimique en Europe.

3) Le désir ouvertement exprimé par Paris, qui n'a pour autant rien changé à sa position sur les SS 20, de renouer le dialogue a été accueilli avec empressement par Moscou. De même les ouvertures, plus discrètes, faites ces temps-ci par Margaret Thatcher.

4) Le « numéro un » est-allemand, Erich Honecker, avait dit que le déploiement des Pershing-2 entraînerait l'avènement d'une « période glaciaire » dans les relations interallemandes. Rien jusqu'à présent n'est venu concrétiser cette menace. Bien au contraire. Un accord qui vient tout juste d'entrer en vigueur a été conclu sur le transfert à Berlin-Ouest de l'administration du S-Bahn, le métro de surface de Berlin. D'autres négociations sont en cours.

Nous ne sommes qu'à la mi-janvier. Il faudrait davantage que ces quelques hirondelles pour faire un printemps. Les Soviétiques ont découragé à l'avance ceux qui pourraient nourrir quelques illusions quant à une reprise prochaine des négociations sur les euromissiles, mais leur *niet* ne vise pas celles qui ont trait aux armes intercontinentales. L'un dans l'autre, c'est un fait que le climat, quelles qu'en soient les raisons, est moins crispé qu'à l'automne. Il n'est pas jusqu'aux cinq nations du groupe de Contadora qui ne soient arrivées, après des mois et des mois de vaines négociations, à un accord de principe sur les moyens de réduire les tensions en Amérique centrale et de parvenir à un traité dans un délai de six mois.

« *Pas si froid* », titre un éditorial du *Financial Times*. Alois Mertes, ministre-adjoint aux affaires étrangères de la R.F.A., s'est déclaré convaincu, le 29 décembre, qu'on « *s'efforce actuellement, au Kremlin, de mettre au point une politique plus réaliste à l'égard de l'Occident* ».

Les États-Unis cherchent apparemment à y contribuer. Dans une interview à *Time*, le 2 janvier, Ronald Reagan admet qu'en dehors de leur « *volonté de répandre leur doctrine à travers le monde* » il existe chez les Soviétiques une crainte qui les pousse à être constamment sur leurs gardes. « *J'aimerais les convaincre*, a-t-il dit, *que personne n'a d'intention agressive à leur égard.* » C'est l'objet du discours qu'il devait prononcer quelques heures avant la rencontre de Stockholm. En décembre, il avait conclu avec Moscou un énorme accord céréalier et levé l'embargo sur la livraison de matériel pétrolier. Tout se passe comme si, des deux côtés, on commençait à avoir un peu peur de son propre langage et si l'on cherchait à apaiser les esprits.

L'histoire de la guerre froide abonde en épisodes de ce genre. Au beau milieu de la crise de Berlin de 1959, Khrouchtchev déclara à des visiteurs occidentaux qu'il avait été métallurgiste dans sa jeunesse et qu'il savait comment s'y prendre pour refroidir un morceau de métal porté au rouge. Ce ne serait pas la première fois qu'une période de lutte pour la succession amènerait l'U.R.S.S. à s'employer à détendre l'atmosphère internationale : on l'a vu aussi bien après la chute de « M. K. » qu'au lendemain de la mort de Staline.

D'autant plus que la compétition pour le pouvoir coïncide cette fois avec de sérieuses difficultés économiques, où la course aux armements a sa large part, et avec un évident relâchement de l'autorité de l'empire sur ses marches. Non seulement l'Afghanistan et la Pologne, chacun à sa manière, se montrent également rebelles à la normalisation, mais la dernière réunion du Comecon, le marché commun de l'Est, en octobre, a laissé apparaître de nombreux désaccords entre ses membres. Le déploiement en Tchécoslovaquie et en R.D.A., en représailles à celui des euromissiles, de nouvelles fusées – SS-21 et SS-23 – a provoqué des protestations dont on trouve la trace dans la presse de ces deux pays. On prétend même que la Hongrie aurait purement et simplement refusé d'en recevoir.

La structure totalitaire des régimes de l'Est leur permet certes de ne pas se préoccuper outre mesure des sentiments du public. Mais les soulèvements intervenus en 1953 en R.D.A. et en 1956 en Hongrie, le printemps de Prague de 1968, l'agitation dont la Pologne a été si souvent le théâtre depuis 1956, montrent, comme le net ralentissement de la croissance, qu'il y a des limites à ce que l'on peut imposer aux citoyens. Et les dirigeants savent bien que sans le concours des capitaux et de la technique de l'Occident l'érosion de la puissance dont ils sont si fiers est inévitable. Erich Honecker prodiguerait moins de sourires à Helmut Kohl s'il n'avait pas obtenu de lui, il y a quelques mois, un crédit d'un milliard de deutschemarks et s'il n'était pas en train d'essayer d'en obtenir un autre.

De toute façon, au-delà des explications conjoncturelles du léger renversement de tendance auquel on assiste actuellement, il en est une autre, qui touche à la nature même des relations Est-Ouest. Celles-ci ont toujours été marquées par l'alternance des périodes de tension et de détente. Chaque fois que les Soviétiques ont perdu une bataille – ce qui vient de se passer pour les euromissiles, – ils ont tourné la page. Il est trop tôt pour dire si, avant ou après l'élection américaine, et en fonction de son probable résultat, ils tenteront de relancer les négociations sur les armements ou s'ils choisiront plutôt de vivre avec les Pershing. Mais il paraît déjà maintenant établi que leur déploiement ne signifie pas la fin de cette coexistence entre l'Est et l'Ouest à laquelle il n'est d'autre solution de remplacement qu'une guerre et une paix également impossibles.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

AVEC L'ISLAM : LE TEMPS DES SOUPÇONS

(1) Voir l'article de Bernard Brigouleix et Daniel Vernet : « Annonce d'un dégel Est-Ouest », dans *le Monde* daté 1er-2 janvier.

Président de l'Assemblée des Dix

M. DANKERT POURRAIT NE PAS ÊTRE PRÉSENTÉ PAR SON PARTI AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

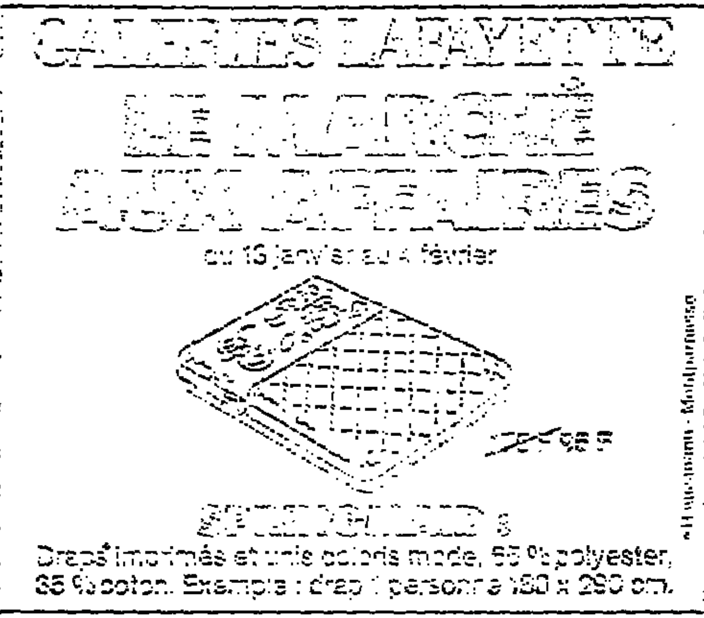
(De notre correspondant)

Amsterdam. – M. Piet Dankert, le président néerlandais du Parlement européen, risque de ne pas être proposé par son propre parti, le P.V.D.A. (socialiste), pour une éventuelle seconde présidence après les élections européennes du 14 juin.

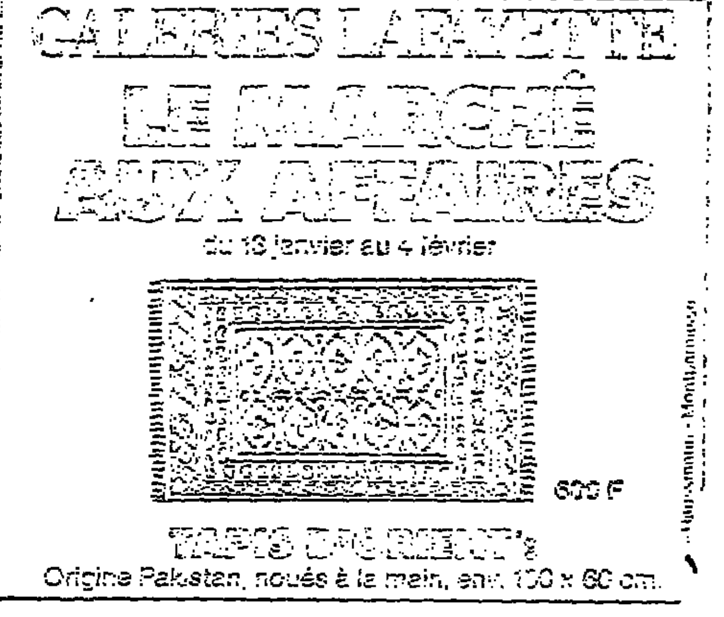
Une majorité au sein de la direction du P.V.D.A. (10 voix contre 8) a conseillé la semaine dernière au prochain congrès du parti, qui se tiendra au mois de mars, de désigner comme tête de liste non pas M. Dankert mais Mme Ien Van den Heuvel, qui dirige les socialistes néerlandais au Parlement européen.

M. Dankert, qui succéda en janvier 1982 à Mme Simone Veil comme président du Parlement, s'est dernièrement attiré la grogne de bien des socialistes néerlandais en se prononçant contre le refus catégorique qu'a opposé le P.V.D.A. à l'installation des nouveaux missiles de moyenne portée dans cinq pays européens, dont les Pays-Bas. Selon M. Dankert, une telle position ne pourra que contribuer à l'isolement du P.V.D.A. dans les discussions sur les euromissiles.

Mme Van den Heuvel se trouve traditionnellement beaucoup plus à gauche dans le P.V.D.A., dont elle a été la présidente. – R.T.S.







AMÉRIQUES

Brésil

Manifestations populaires en faveur de l'élection du président au suffrage universel

Brasilia (*A.F.P.*). — Des centaines de milliers de Brésiliens manifestent depuis plusieurs jours dans les principales villes du pays, à l'appel des partis d'opposition, en vue d'obtenir le rétablissement du suffrage universel direct pour l'élection du président de la République en janvier 1985.

Stimulé par l'exemple argentin, le président du Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.), M. Ulysses Guimaraes, ne ménage pas ses efforts. Un président élu au suffrage universel et une réforme constitutionnelle sont, aux yeux de cet opposant, les deux dernières pièces qui manquent au rétablissement complet de la démocratie au Brésil.

Au cours de son récent voyage en Afrique, le président Joao Figueiredo avait lancé une petite phrase qui avait agité le monde politique : *« Je suis par principe en faveur d'élections directes. »* Mais, avait-il ajouté, le parti démocratique et social (P.D.S., la formation officielle) y est opposé.

Beaucoup avaient cru que le général Figueiredo, qui s'était lui-même attribué la fonction de *« coordonnateur du processus de succession »*, pourrait imposer son point de vue à son parti. Mais dans son discours de fin d'année, le chef de l'Etat a mis fin à tous les espoirs, en cédant ce rôle de « coordination » au P.D.S. lui-même. Or, celui-ci s'est empressé de se prononcer contre une modification du système de désignation du président.

Dans le système actuel, en vigueur depuis la prise du pouvoir par les militaires en 1964, le président de la République est élu par un collège électoral formé par les parlementaires et des représentants des assemblées législatives des vingt-trois Etats de la fédération. Le P.D.S. y est largement majoritaire. Pour modifier le système, le Congrès devrait se prononcer à la majorité des deux tiers, c'est-à-dire avec un fort appui de représentants du P.D.S., ce qui paraît impossible actuellement.

Les partis d'opposition n'ont donc plus que l'arme de la pression populaire pour infléchir la politique des autorités de Brasilia. Mais, dans la capitale fédérale, les dirigeants font mine d'ignorer leur campagne, et la puissante chaîne de télévision Globo (proche du gouvernement) apporte son appui aux autorités en boycottant les manifestations populaires dans ses journaux.

Pour M. Guimaraes, *« l'entêtement des gouvernants à vouloir maintenir le système de l'élection indirecte va provoquer une rupture ». « Si,* déclare-t-il, *le P.D.S. ne veut pas accepter les élections directes, le désespoir de la population pourra déboucher sur des actions extrêmement dangereuses. »*

Deux candidats

A Brasilia, loin des clameurs populaires, le P.D.S. n'agit qu'en fonction des élections indirectes et soupèse les chances des candidats à la convention du parti, qui devra avoir lieu en septembre et qui désignera le candidat de la majorité à la succession du général Figueiredo. L'ancien gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo, M. Paulo Maluf, est actuellement le mieux placé pour remporter la victoire. Mais il a contre lui l'appareil de l'Etat, qui fera tout pour lui barrer la route.

Son principal adversaire sera vraisemblablement l'actuel vice-président, M. Aureliano Chaves, un civil qui a su montrer qu'il était capable de gouverner pendant deux longs intérims, dus aux problèmes de santé du général Figueiredo. Appuyé par une partie des militaires, M. Chaves jouit aussi des sympathies dans les milieux d'opposition.

Enfin, M. Mario Andreazza, actuel ministre de l'intérieur, qui s'était lancé très tôt dans la course, semble en perte de vitesse. Son atout reste cependant l'appui des hommes politiques du nord-est du pays qui avaient assuré la bonne tenue du P.D.S. lors des élections législatives du 15 novembre 1982.

Nicaragua

LA DATE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1985 SERA CONNUE LE 21 FÉVRIER

Managua (*A.F.P.*). — Les Nicaraguayens éliront, en 1985, un président, un vice-président ainsi que les membres d'une Assemblée législative qui sera également chargée de mettre au point une nouvelle Constitution, a confirmé le 14 janvier le président du Conseil d'Etat, M. Carlos Nunez. La date des élections sera annoncée le 21 février, durant la célébration du cinquantième anniversaire de la mort d'Augusto Cesar Sandino, inspirateur de la révolution nicaraguayenne. L'Assemblée législative sera composée de quatre-vingt-dix députés.

Selon l'avant-projet de la loi électorale annoncée par M. Nunez, tous les Nicaraguayens âgés d'au moins dix-huit ans pourront participer à ces élections, à l'exception des détenus politiques ou de droit commun, ainsi que des chefs de la contre-révolution.

Le président du Conseil d'Etat a précisé que les élections ne seraient pas supervisées par des représentants de pays étrangers car, a-t-il déclaré, le Nicaragua se sent suffisamment crédible pour mener à bien cette consultation, sans avoir à recourir à ce procédé. M. Nunez a, en particulier, écarté la possibilité que l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) puisse être invitée à envoyer des observateurs. En revanche, la présence de représentants du groupe « de Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) des Nations unies serait acceptée.

États-Unis

DÉBAT TÉLÉVISÉ ENTRE LES CANDIDATS DÉMOCRATES

Du bois dont on fait les présidents

Correspondance

Washington. — Pour la première fois, le grand public a fait plus ample connaissance avec les huit candidats à l'investiture du parti démocrate. Les téléspectateurs, évalués à environ cinq millions, ont pu se faire une idée plus précise des qualités et des points faibles de ces hommes, qui se considèrent comme les plus qualifiés pour devenir président des Etats-Unis. Deux professionnels de la télévision dirigeaient les débats à Dartmouth, dans le New-Hampshire.

Cette première « primaire électronique » de l'histoire américaine a un peu déçu dans la mesure où les participants ne se sont pas vraiment affrontés. En fait, leurs programmes ne diffèrent pas tellement, tous étant unis par le souci essentiel de battre le président Reagan en novembre prochain.

Cependant, le débat s'anima vers la fin entre M. Walter Mondale et le sénateur Glenn, les deux principaux candidats, qui, jusqu'à présent, s'étaient seulement égratignés. *« J'en ai assez de vos vagues promesses qui, si elles sont tenues, ajouteront 170 millions de dollars au déficit, et qui en élevant le taux d'intérêt accroîtront le chômage... »* déclara le sénateur Glenn. *« Vous avez voté pour le programme économique de Reagan qui a créé ce déficit de 200 milliards de dollars ; vous dites des foutaises... »* riposta M. Mondale. Le sénateur Hart, le plus agressif, nota que le parti démocrate ne pourrait jamais assumer les responsabilités du pouvoir tant que ses leaders discuteraient *« laquelle des politiques du passé est la pire ».*

Il est encore trop tôt pour apprécier lequel des candidats l'a emporté dans ce « concours de personnalités ». Le programme a mis en évidence les qualités oratoires du révérend Jackson, dont la voix puissante au service d'une petite dose de démagogie séduisit le public. Il a fait ressortir la pondération et la prudence de M. Mondale, l'ancien vice-président, qui ne manqua jamais de rappeler au passage qu'il était le seul du groupe à avoir connu les allées du pouvoir, ainsi que la ferme solidité du sénateur Glenn exprimant des vues modérées mais finalement conservatrices, le distinguent mal des républicains.

Aux autres, le débat a surtout permis de mieux se faire connaître du grand public, qui a découvert la finesse des traits et la vigueur d'esprit du jeune sénateur Hart (Colorado), la prestance du sénateur Hollings (Caroline du Sud), la rondeur populaire du gouverneur de Floride, M. Askew. Le sénateur Cranston (Californie), champion du désarmement nucléaire, impressionna par sa virulence. Malheureusement, il n'est pas seulement le candidat le plus âgé (soixante-huit ans), il « fait vieux ». M. McGovern obtint la sympathie des téléspectateurs, qui retrouvaient avec nostalgie l'idéaliste écrasé par M. Nixon en 1972.

A première vue, il ne semble pas que M. Mondale, actuellement en tête dans la course à l'investiture démocrate, ait souffert — comme il le craignait — de ce premier affrontement avec les principaux concurrents. Il a assez bien surmonté l'épreuve difficile de ce « show », où les candidats s'adressaient à la fois à l'appareil du parti et au grand public. Il devait faire la preuve qu'il est, selon l'expression américaine, le *« presidential timber »,* du bois dont on fait les présidents.

HENRI PIERRE.

El Salvador

La guérilla a tenté en vain de s'emparer d'une nouvelle caserne

Un millier de guérilleros du Front Farabumdo Marti de libération nationale (F.M.L.N.) ont tenté, le dimanche 15 janvier, de s'emparer de la caserne de Chalatenango, une importante localité du nord du Salvador située à 12 kilomètres à l'est d'El-Paraiso, où les rebelles avaient réussi un exploit le 30 décembre dernier. Contrairement à la fois précédente, les gouvernementaux ont résisté et les insurgés ont dû « décrocher » après six heures de combat et l'arrivée de renforts de la capitale, à 80 kilomètres au sud.

L'opération a fait de 15 à 20 morts, dont au moins 5 soldats, 6 guérilleros et 4 civils. Les rebelles avaient réussi à pénétrer dans la prison de la caserne, d'où ils ont libéré 80 personnes, parmi lesquelles 20 militaires qui purgeaient des peines disciplinaires.

D'autre part, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Rivera y Damas, a rendu public, le 15 janvier, un rapport sur la violence en 1983. Selon le prélat, 5 142 civils et 1 430 militaires sont morts l'année dernière (le rapport ne précise pas le nombre des décès dans la guérilla). Au cours de la même période, les guérilleros ont séquestré 43 personnes et en ont assassiné 67.

Par ailleurs, les forces armées ont emprisonné 938 personnes pour des motifs politiques. Un nombre sensiblement égal de citoyens a bénéficié de la loi d'amnistie entrée en vigueur en mai dernier pour une période de trois mois (les guérilleros avaient été invités à déposer les armes). — (*A.F.P.*)

● *Les escadrons de la mort accroissent leurs exigences.* — Le plus actif des Escadrons de la mort salvadoriens, le Commando anticommuniste (CAS) a condamné, le vendredi 13 janvier, dans un communiqué publié par la presse (sous menace de mort contre les éditeurs), une récente circulaire du haut commandement militaire obligeant les forces armées à adopter certaines procédures dans leur lutte contre les forces révolutionnaires. Ce texte, demande en particulier aux militaires de ne pas procéder à des arrestations en civil, et de signaler toute arrestation à la Croix-Rouge. Le CAS estime qu'il s'agit là de *« procédures contraires à toutes les doctrines connues sur la lutte contre des insurgés ».* Le CAS qualifie le haut commandement salvadorien de *« complaisant et servile »* (sous-entendu : envers les injonctions des Etats-Unis qui ont demandé aux autorités de contrôler les Escadrons de la mort). En outre, le CAS a annoncé une recrudescence de ses activités de *« recherche des communistes ».* On estime généralement que les Escadrons de la mort ont assassiné trente-cinq mille personnes en quatre ans de guerre civile au Salvador. — (*A.F.P.*)





EUROPE

Italie

Le vice-président démocrate-chrétien de la Chambre des députés dénonce la corruption du pouvoir en Sicile

De notre correspondant

Rome. — La mise en liberté provisoire, le samedi 14 janvier, du vice-président de la junte régionale de Sicile, M. Stornello (socialiste), n'a pas désamorcé la crise ouverte par son arrestation, il y a quelques jours. L'inculpation pour une autre affaire de corruption du président de la région avait provoqué ensuite la démission de tout l'exécutif (*le Monde*, daté des 15 et 16 janvier).

Dans une interview au journal de son parti *Il Popolo*, puis à *la Repubblica*, le vice-président démocrate-chrétien de la chambre des députés, M. Azzaro, a énergiquement dénoncé la *« culture du pot-de-vin »* qui sévit désormais en Sicile — comme, au demeurant, dans le reste du pays. *« Dans les affaires de Mafia, on cherche toujours la tête du serpent,* a déclaré M. Azzaro, *mais le problème réel est de réussir à démanteler le système de connivences et de complicités qui rend possible l'infiltration mafiosa dans toutes les administrations publiques... Dans ma région, il existe des « comités d'affaires » dans les administrations et il est impossible d'entreprendre la moindre action sans pots-de-vin et dessous-de-table. »* M. Azzaro précise : *« En Sicile, tous les devis des entreprises sont systématiquement majorés de 15 % lorsqu'il s'agit d'appels d'offres. »*

Cette attaque en règle contre le système du pouvoir en Sicile a déchaîné de violentes polémiques et provoqué l'ouverture d'une enquête du parquet de Palerme. M. Azzaro affirme qu'il faut un véritable « pacte » contre la Mafia entre *« des hommes de confiance qu'on ne peut faire chanter, capables de prendre des décisions afin d'empêcher la poursuite de la dégénérescence du système ».* Un pacte qui, selon M. Azzaro, ne devrait pas exclure les communistes. — Ph. P.

Espagne

Des dissidents du P.C.E. fondent un parti prosoviétique.

De notre correspondant

Madrid. — C'est, paradoxalement, le nom de congrès de l'unité qu'ont donné les communistes prosoviétiques à la réunion marquant leur rupture avec le P.C.E. de MM. Gerardo Iglesias et Santiago Carrillo. Rassemblés à Madrid du 13 au 15 janvier, huit cents délégués, qui affirment représenter quelque vingt mille militants, ont fondé un nouveau parti résolument hostile à la stratégie eurocommuniste suivie par le P.C.E. depuis 1977. C'est là une mauvaise nouvelle pour ce dernier, qui se remet à peine des durs affrontements internes qui avaient marqué son onzième congrès en décembre.

La nouvelle formation, qui s'appellera simplement « parti communiste », a élu pour secrétaire général M. Ignacio Gallego, un des principaux membres de la « vieille garde » du P.C.E. et compagnon de longue date de M. Carrillo (*le Monde* daté 15-16 janvier). Parmi ses principaux dirigeants figurent également un ancien prêtre, M. Francisco Garcia Salve, très connu sous le nom de « curé Paco », pour son action au sein des Commissions ouvrières à l'époque du franquisme, ainsi que plusieurs dirigeants syndicaux de Madrid.

Dès la lecture de son rapport d'introduction, M. Gallego a donné le ton sans laisser place à l'équivoque. *« Contrairement au congrès de la confusion idéologique et de la division qui a été celui du P.C.E., le congrès que nous célébrons est celui de la clarté, parce que fondé sans ambiguïté sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien »*, a affirmé M. Gallego. Il a insisté sur *« la naturelle sympathie des communistes à l'égard de l'Union soviétique et des pays socialistes, qui ont fait l'objet de critiques odieuses ».*

En politique intérieure, le nouveau parti s'est déclaré en faveur d'une *« République fédérale »*, bien que M. Gallego ait tenu à préciser, suite aux remous provoqués par cette définition, que son parti n'entendait pas *« remettre en cause la monarchie pour le moment ».* Le congrès a par ailleurs condamné le gouvernement socialiste qui *« applique une politique économique satisfaisant pleinement les exigences du patronat, du grand capital et des banques ».*

Ce nouveau parti communiste réussira-t-il à se forger un espace politique au sein de la gauche ? Les précédents historiques incitent au doute : les tentatives des prosoviétiques pour fonder leur propre formation, comme celle de M. Enrique Lister en 1970, se sont généralement traduites par de cuisants échecs. Seuls le P.C.C. (parti des communistes de Catalogne), fondé en avril 1982 après la rupture avec M. Carrillo, et qui collaborera avec le nouveau parti tout en maintenant son autonomie, a réussi à s'assurer une certaine implantation dans les faubourgs industriels de Barcelone.

THIERRY MALINIAK.

U.R.S.S.

Le responsable de la construction du gazoduc eurosibérien fait l'objet d'une promotion

De notre correspondant

Moscou. — M. Boris Chtcherbina, qui était jusqu'ici ministre de la construction des entreprises de l'industrie du pétrole et du gaz, a été nommé vice-président du conseil des ministres, a annoncé, samedi 14 janvier, l'agence Tass. Cette promotion, vise à montrer de façon éclatante, à ceux qui en doutaient encore, que la direction soviétique considère comme un succès total la construction du gazoduc eurosibérien. M. Chtcherbina était, en effet, le principal responsable du côté soviétique de cette gigantesque opération.

Sa nomination à un poste largement honorifique (il y a une douzaine de vice-présidents du conseil en U.R.S.S.) doit être interprétée comme une réponse à ce que les Soviétiques dénoncent périodiquement comme une *« campagne de propagande »* occidentale contre le gazoduc. Déjà, en 1983, M. Chtcherbina avait été ostensiblement félicité pour la *« rapidité »* avec laquelle avançaient les travaux, malgré l'embargo américain.

Agé de soixante-quatre ans, membre du comité central, M. Chtcherbina occupait ses fonctions depuis décembre 1973. Il avait commencé sa carrière comme officiel du parti dans la ville de Kharkov, en Ukraine, et l'avait poursuivie en Sibérie.

Pour mieux enfoncer le clou, la presse soviétique est revenue à plusieurs reprises, ces jours derniers, sur l'« aventure » que constitue le gazoduc eurosibérien, présentée comme une véritable « saga » des temps modernes. Dans la *Pravda*, un envoyé spécial a décrit en termes lyriques la cérémonie officielle du vendredi 13 janvier marquant l'arrivée des premiers mètres cubes de gaz sibérien en territoire français, à Obergailbach, dans le département de la Moselle.

La *Pravda* avait auparavant interrogé M. Mauroy. Le premier ministre français, selon le quotidien soviétique, a réaffirmé *« la grande importance »* que Paris attache *« au développement des relations commerciales et économiques avec l'U.R.S.S. »*. M. Mauroy, tout en faisant allusion aux *« difficultés connues »* qu'a rencontrées la construction du gazoduc, a estimé — ce qui a été très apprécié ici — que les clauses de l'accord conclu entre les deux pays *« ont été remplies exactement dans les délais prévus grâce aux efforts des deux côtés ».*

L'agence Tass, enfin, a apporté des précisions sur la mort, au milieu du mois d'octobre, M. John Blackadder, un ingénieur britannique travaillant pour la firme Dresser. Le bruit avait couru à Moscou que celui-ci avait péri après un incendie sur le gazoduc. Tass indique qu'il est décédé à la suite de ses brûlures, mais que l'accident a eu lieu sur le gisement pétrolier d'Usinsk, dans la République autonome de Komis, en Sibérie certes, mais à 3 000 kilomètres du gazoduc. L'ambassade de Grande-Bretagne s'est refusée à tout commentaire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

مكبرا من الأصل

EUROPE

R.F.A.

L'« AFFAIRE KIESSLING »

La découverte d'un sosie du général met le ministre de la défense en mauvaise posture

L'« affaire Kiessling » – le limogeage par le ministre de la défense, M. Manfred Wörner, du plus haut gradé de la Bundeswehr et commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe – a rebondi samedi 15 janvier. La police de Cologne a en effet annoncé qu'elle avait retrouvé un sosie du général Kiessling, un civil, employé comme gardien de caserne par l'armée, qui fréquente les bars homosexuels de Cologne. Cette découverte accrédite la thèse selon laquelle une énorme méprise, à partir d'une enquête bâclée des services du contre-espionnage militaire (MAD), est à l'origine de la mise à pied du général. Ce dernier a décidé lundi de porter plainte pour diffamation.

« L'affaire Kiessling, c'est l'affaire Wörner », titre la dernière édition du *Spiegel*. Les derniers développements intervenus cette fin de semaine tendent en effet à « blanchir » le général Kiessling, qui n'a cessé depuis le début de clamer son innocence, et mettent en bien mauvaise posture le ministre de la défense, et avec lui le gouvernement du chancelier Kohl. Le fait que ce dernier, qui, en son temps, a approuvé le limogeage du général, n'ait pas cru bon ces derniers jours de réaffirmer publiquement sa confiance dans le ministre de la défense, comme il l'avait fait il y a quelques semaines, lorsque son ministre de l'économie était accusé de corruption, laisse mal augurer du sort de M. Wörner. Quelques semaines après l'affaire Lambsdorff, il est à nouveau question à Bonn de remaniement ministériel.

M. Wörner devra présenter mercredi devant la commission de la défense du Bundestag *« les preuves que le général constituait un risque pour la sécurité nationale »*. On peut donc espérer en savoir un peu plus sur une affaire qui reste encore passablement ténébreuse. Soit, en effet, des « preuves » seront apportées – ce à quoi personne ne semble sérieusement s'attendre en République fédérale, – soit il faudra mettre à jour les motifs réels d'une opération menée avec une telle légèreté, auquel cas non seulement le ministre de la défense, mais les services du contre-espionnage et également le général Rodgers, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, resté jusqu'à présent d'une discrétion remarquée, pourraient avoir à s'expliquer.

La méprise du MAD, si elle se confirme, comme tendent à l'indiquer les révélations de la police de Cologne à propos d'un sosie homosexuel du général Kiessling, est énorme pour un service de contre-espionnage militaire. Ce n'est pas la première fois que le MAD est mis en cause : trois de ses dirigeants ont déjà été démis pour diverses fautes ou imprudences, et un précédent ministre de la défense, M. Georg Leber, était tombé en 1978 pour une affaire d'écoutes téléphoniques, dont il n'avait pas été averti. Y avait-il, d'autre part, une divergence de fond entre le commandant américain de l'OTAN et son adjoint ouest-allemand, ce qui donnerait à cette affaire une dimension internationale sérieuse ?

Le ministre de la défense fait, en tout cas, ce lundi, l'unanimité contre lui. Non seulement l'opposition sociale-démocrate, en la personne de M. Vogel, réclame la démission immédiate du ministre, *« s'il s'avère que le général Kiessling a été renvoyé à tort »*, mais les mises en cause viennent aussi des rangs de la coalition au pouvoir.

La liste des « affaires » s'allonge, en tout cas, à un rythme inquiétant pour le gouvernement de Bonn et pourrait avoir raison à la longue de l'image de bonhomie tranquille qu'avait imposée, dans un premier temps avec succès, le chancelier Kohl. La dernière en date est celle du ministre de l'économie, M. Lambsdorff, accusé de corruption par le parquet de Bonn. Avant lui, un autre ministre, celui de l'intérieur, M. Zimmermann, avait été plusieurs fois sur la sellette, même si dans son cas on mettait en cause des orientations politiques et non des « fautes » comme dans le cas des deux autres ministres. La mort de Kemal Altun, un jeune opposant turc qui s'est suicidé à Berlin-Ouest, alors qu'il était sur le point d'être renvoyé dans son pays, a attisé les critiques contre la politique du ministre de l'intérieur à l'égard des immigrés. Six autres morts, il y a une dizaine de jours, dans l'incendie d'un commissariat de Berlin, ont relancé le débat.

Le chancelier Kohl reste dans toutes ces affaires d'une très grande discrétion. Ce qu'on vante comme prudence et art de la conciliation pourrait, à la longue, être interprété comme une indécision relevant du refus des responsabilités et de la peur du scandale. Dans le paysage politique ouest-allemand, où les ambitions personnelles de M. Strauss sont toujours une constante, tout remaniement ministériel pose en effet de délicats problèmes.

CLAIRE TRÉAN.

● *Le soldat américain « enlevé » a été retrouvé.* – Le soldat américain Liam Fowler, vingt et un ans, caporal-chef à la 56e brigade d'artillerie américaine à Schwaebisch-Gmuend – équipée de Pershing-2, – retrouvé dimanche 15 janvier à demi-mort de froid, à 250 kilomètres du lieu de son rapt, a été interrogé par ses supérieurs.

Il avait disparu vendredi après avoir quitté sa base à bord de sa voiture. Il avait téléphoné à sa femme qu'il était entre les mains de six Allemands, qui exigeaient la publication, dans la presse américaine, d'un texte affirmant que les Allemands sont hostiles au déploiement des missiles. Samedi en début d'après-midi, un mystérieux groupe, Initiative pacifiste, inconnu de la police, aurait revendiqué l'enlèvement.

La base de Schwaebisch-Gmuend avait été bloquée à plusieurs reprises en octobre et novembre derniers, par les pacifistes ouest-allemands, qui protestaient contre l'arrivée des premières fusées Pershing-2. – *(A.F.P., Reuter.)*

ASIE

Inde

Violents affrontements au Cachemire entre partisans de Mme Gandhi et forces de l'ordre

Neuf morts, des centaines de blessés

Patrice Claude, qui représenta le Monde *pendant quatre ans en Afrique australe, vient de prendre ses fonctions de correspondant en Asie du Sud, basé à New-Delhi. Voici son premier article.*

New-Delhi. – Neuf militants du Congrès Indira, le parti de Mme Gandhi, ont été tués les 14 et 15 janvier, au cours d'affrontements avec la police de Jammu et Cachemire. Selon la direction régionale du parti gouvernemental, minoritaire dans cet Etat *« sensible »* et administré par un cabinet opposé au premier ministre, le bilan des échauffourées se serait élevé à environ quatre cents blessés, neuf morts (la police n'en reconnaît que quatre) et quelques quatre mille arrestations. Mme Indira Gandhi a demandé aux autorités concernées de lui fournir un rapport complet et détaillé sur ces événements, les plus graves survenus dans la vallée du Cachemire depuis le lancement en septembre d'une campagne d'agitation menée par les militants du Congrès (I) contre le gouvernement local...

En vérité, le torchon brûle au Cachemire depuis le 5 juin dernier, date de la victoire électorale du parti national de la conférence (N.C.P.) et de l'échec du Congrès de Mme Gandhi. La Constitution de l'Union indienne prévoyant la reprise en main directe d'un État par le gouvernement central en cas de troubles graves paralysant l'ordre et la sécurité, les militants du parti du Congrès, en multipliant les manifestations de rues et les désordres, tenteraient ainsi de donner à leur parti, à New-Delhi, le pouvoir qui lui fut localement refusé par les urnes. Telle est en tout cas la version retenue par M. Farook Abdullah, numéro un du N.C.P. et chef du gouvernement de l'Etat en cause. Les appels à l'intervention *« immédiate »* du gouvernement central *« pour restaurer la démocratie et la*

De notre correspondant

sécurité », ont encouragé M. Farook Abdullah à demander, dès la semaine dernière une audience au premier ministre le 9 janvier, à New-Delhi, le chef du NCP informa Mme Gandhi de son analyse de la situation – *« pas plus inquiétante qu'ailleurs »* – Puis un court communiqué fut publié évoquant l'*« atmosphère cordiale »* de la rencontre. On crut l'affaire réglée, la confiance restaurée et certains observateurs évoquèrent l'éventualité d'une alliance électorale entre les deux partis.

Offensive de l'opposition

Mais cinq jours plus tard, M. Abdullah s'en allait à Calcutta participer à une réunion regroupant dix-huit partis d'opposition au premier ministre. Outre les deux formations communistes (la plus prosoviétique apparemment insensible aux appels de Moscou plaidant ouvertement pour la coopération avec Mme Gandhi), quatre autres chefs de gouvernement provinciaux participaient à la réunion. L'un d'eux, M. Ramakrishna Hegde, dirigeant du Karnataka, État du Sud-Ouest actuellement secoué par l'agitation et la violence, s'est déclaré victime, dans sa région, de la stratégie gouvernementale appliquée, semble-t-il, au Cachemire. Comme pour lui donner raison, le mouvement de jeunesse du Congrès local a appelé, pour le 16 janvier, à une manifestation publique contre *« les humiliations et les tortures infligées à nos militants dans le Karnataka »*.

La fréquence des désordres dans les régions tenues par les opposants à Mme Gandhi, et la multiplication des incidents et des marchandages plus ou moins sordides entre les partis, rappellent que l'Inde est entrée en période électorale. Les élections générales, dont la classe politique prédit régulièrement l'anticipation, doivent en effet avoir lieu avant le 15 janvier 1985, au plus tard.

Désunie sur l'essentiel, l'opposition cherche désespérément à se retrouver autour de thèmes communs. La *réunion de Calcutta*, loin de regrouper toutes les composantes opposées au Congrès (I), a ainsi appelé le peuple indien à *« une grande journée nationale de réclamation »* le 13 février, pour mettre en évidence *« les échecs économiques du gouvernement central »*. Mais le slogan qui fit le plus recette, au cours des trois jours de Calcutta, fut lancé par M. Nandamuri Taraka Ramarao, ancienne vedette de cinéma populaire devenue chef de gouvernement de l'Andhra Pradesh. Victime d'une tentative d'assassinat au milieu de la semaine dernière, par un jeune fanatique partisan du Congrès, l'ancien acteur s'est écrié : *« Notre ennemi commun, c'est le Congrès ! »*

Face à cette offensive, pour l'heure désordonnée mais porteuse de dangers réels pour la pérennité de son pouvoir, Mme Gandhi tente à la fois de désamorcer les pièges politiques posés sur son chemin et de diviser, par l'utilisation de l'habituelle rhétorique prosoviétique et « antiimpérialiste », pes adversaires de droite et de gauche.

Dimanche soir, à l'occasion du quatrième anniversaire de son retour au pouvoir, elle s'est adressée quelques minutes au pays. Le premier ministre a octroyé un satisfecit à son gouvernement, annoncé une subvention gouvernementale pour aider les pauvres (le prix du kilo de blé est plafonné à 1,50 roupie pour les plus démunis) et informé la nation que, les comptes extérieurs de l'Inde s'étant suffisamment redressés, la dernière tranche du prêt de 5 milliards de dollars consenti par le F.M.I., soit 1,1 milliard, ne serait pas tirée.

PATRICE CLAUDE.

Le Monde

politique

LES DÉCLARATIONS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR L'AFFAIRE ELF-ERAP

Tentative de réhabilitation

Au cours du « Grand Jury R.T.L.-le Monde » dont il était dimanche 15 janvier l'invité, M. Giscard d'Estaing, tout en se défendant à deux reprises de chercher à se « dérober », a tenu à circonscrire ses responsabilités dans l'affaire ELF-ERAP. Ainsi a-t-il clairement indiqué qu'il ne saurait être tenu de répondre des « erreurs » commises par « une entreprise nationale », pas plus que des décisions prises par M. Raymond Barre, était à l'époque premier ministre et ministre des finances.

Alors qu'il avait voulu, dès la première intervention de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État au budget, intervenir à la télévision « pour rétablir la vérité » sur l'affaire, l'ancien chef de l'État renvoie aujourd'hui ses interlocuteurs à M. Albin Chalandon, ancien président d'ELF-ERAP, et à son ancien premier ministre. S'il veut parler de l'affaire des « avions renifleurs », ce n'est pas tant pour disséquer chacun des détails de ce dossier, mais plutôt pour retourner en sa faveur ce qu'il appelle une opération de « diversion politique ».

Très virulent dans ses attaques contre M. François Mitterrand lors de son deuxième passage à la télévision, M. Giscard d'Estaing a cherché, dimanche, à atténuer la portée de ses propos pour couper court à toute interprétation négative tendant à accréditer l'idée qu'il remet en cause la légitimité du président de la République. S'il conteste M. Mitterrand, c'est, a-t-il expliqué en substance, pour « la manière » dont il exerce sa fonction. Le président de la République, dit-il, ne prend pas en charge la France ; il « prend en charge le socialisme de la France ». Par le biais de cette attaque, M. Giscard d'Estaing tente de réhabiliter son propre septennat, au cours duquel les Français ont connu, dit-il « la tranquillité ».

Ainsi, dans une affaire dont il a voulu apparaître, dans un premier temps, comme la principale « victime », l'ancien chef de l'Etat, en se prévalant de ses anciennes qualités' cherche à rétablir une hiérarchie — qui s'effaçait — entre lui et ses anciens premiers ministres, à un moment où la cote de popularité de M. Barre s'affirme dans les sondages et où M. Chirac est sur le point d'obtenir satisfaction dans l'organisation des élections européennes.

S'il se félicite de l'union sans faille de l'opposition, c'est autour de sa personne qu'il la voit en se proposant de rencontrer dans les prochaines semaines MM. Chirac et Barre. « Je suis un libéral indigné ! », s'est exclamé l'ancien chef de l'Etat, qui est porté à croire que, après avoir donné un coup d'arrêt à « l'abaissement » de la France, il pourra d'autant mieux exposer les grandes lignes de son projet d'une « société libérale apaisée ». Il est douteux cependant que la majorité mais surtout l'opposition le laissent occuper sur la scène politique cette place privilégiée à laquelle il aspire.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. GISCARD D'ESTAING : M. Mitterrand ne prend pas en charge la France mais le socialisme

Invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » dimanche 15 janvier, M. Giscard d'Estaing a précisé quel avait été son rôle dans l'affaire ELF-ERAP, en expliquant notamment qu'il n'avait pas *« engagé »* l'opération, pas plus qu'il n'avait *« suivi »* ensuite la procédure ni donné les *« autorisations nécessaires »*, et qu'enfin *« sa compétence s'est arrêtée »* du jour où il a, en avril 1979, dicté une note demandant que l'*« on n'engage plus de dépenses nouvelles »*.

Il a expliqué la vivacité de sa récente intervention sur TF1 en faisant part de son *« indignation »* face à la *« manière »* dont M. Mitterrand concevait ses fonctions de président de la République.

M. Valéry Giscard d'Estaing a d'abord expliqué longuement quel a été son rôle dans l'« affaire ELF-ERAP ». Il tient tout d'abord à préciser qu'il répondra aux questions qui lui seront posées *« comme ancien président de la République, dans le cadre des compétences et des responsabilités qui étaient les* [siennes] *»* car, souligne-t-il, *« il faut voir que la structure d'un Etat moderne est une structure où il y a des responsabilités, où une entreprise a des responsabilités, où un gouvernement a ses responsabilités, où un président de la République a les siennes ».*

M. Giscard d'Estaing se défend d'avoir *« engagé une opération à caractère prétendument scientifique »*, comme il est écrit dans le Livre blanc publié par M. Pierre Mauroy. *« Je n'ai rien engagé du tout*, affirme-t-il. *Lorsqu'on est venu me voir, le 2 juin* [1976], *l'accord avait déjà été signé le 28 mai* [1976]. *On venait m'informer de cet accord (...). M. Guillaumat m'a dit :* « Nous avons été approchés par des inventeurs paraissant détenir certains éléments importants qui faciliteraient la recherche pétrolière et nous avons donc signé un contrat avec eux, nous donnant, pour deux ans, la possibilité de leur faire faire des expériences ; nous allons juger de la valeur de leur procédé. »

L'ancien chef de l'Etat ajoute : *« Les inventeurs, en signant avec ELF-ERAP, ont posé comme condition que très peu de personnes soient au courant ;* [ils] *voulaient que leur procédé soit protégé au maximum* [à une époque où il existait] *dans le monde une énorme concurrence. »*

« Nous étions en période de changement de premier ministre », poursuit M. Giscard d'Estaing, expliquant ainsi les raisons qui l'ont conduit à ne pas informer de cette « affaire » M. Jacques Chirac *« qui allait partir »*. Quant à M. Raymond Barre, dès qu'il a été nommé premier ministre, *« il a été naturellement informé par les intéressés »*, remarque l'ancien président de la République, qui insiste sur le fait que les *« autorisations nécessaires »* ont été données à la société ELF-ERAP par M. Barre : *« Les inventeurs étaient des étrangers, et il y aurait donc à régler le prix de leurs dépenses et de l'acquisition de leur brevet. Pour cela, il fallait une autorisation du ministère des finances. J'ai bien entendu indiqué qu'il ne m'appartenait pas d'intervenir à cet égard, que c'était au gouvernement de le faire (...). C'est en tant que ministre des finances que M. Barre a donné des autorisations, d'ailleurs tout à fait normales. Simplement au lieu que celles-ci soient étudiées par les services, les choses se sont passées, puisqu'il y avait ce secret, au niveau du ministre lui-même, lequel était également premier ministre. »*



Dessin de PLANTU.

M. Giscard d'Estaing rappelle qu'*« ensuite, la procédure a été suivie, comme c'est normal — ce n'est pas du tout une dérobade, mais c'est pour vous montrer comment fonctionne un État moderne — par le premier ministre, lequel périodiquement m'en a rendu compte (...). Il y a eu un contrat en 1978 dont je n'ai pas été informé. Je n'avais d'ailleurs pas à l'être. »*

L'ancien président de la République évoque *« cette expérience »* à laquelle il a assisté, au mois d'avril 1979, à la demande de la société ELF-ERAP et *« l'impression négative »* qu'il en retire. *« J'ai dicté*, dit-il, *à mon retour à l'Élysée une note indiquant qu'à mon avis — il appartenait aux experts de trancher — il y avait quelque chose qui paraissait au moins comme très contestable. Je demandais qu'on n'engage plus de dépenses nouvelles et qu'on s'efforce de récupérer les sommes qui avaient été dépensées. A partir de là, ma compétence s'est arrêtée, je n'ai plus eu, jusqu'à la fin de mon septennat, à connaître de cette affaire. »* M. Giscard d'Estaing insiste : *« La question du secret a donc été entièrement tranchée en dehors de moi-même. Là non plus, ce n'est pas une dérobade : mon sentiment personnel allait au contraire en faveur d'une action publique. C'est à la demande instante des dirigeants d'ELF-ERAP (...) que la procédure publique n'a pas été engagée (...). Le secret était un secret pour l'extérieur. Il n'a jamais concerné les contrôles. Je vous rappelle que c'est sous le gouvernement précédent que la totalité du contrôle de la Cour des comptes a eu lieu. Et cela sans aucun obstacle. »*

« La désinvolture »

L'ancien chef de l'État remarque que, dans la lettre qu'il a adressée à M. François Mitterrand, M. Chalandon, ancien président d'ELF-ERAP, écrit qu'il a porté cette « affaire » à la connaissance du président de la République *« il y a plus de dix-huit mois »*. Il note aussi que, lors d'une conférence de presse, le 27 juin 1983, des dirigeants d'ELF-ERAP ont donné *« toutes les réponses »* aux questions que posait cette affaire. *« Ce que je regrette le plus*, affirme M. Giscard d'Estaing, *c'est cette espèce de désinvolture avec laquelle on traite une des équipes scientifiques et techniques les plus compétentes de France. Elle est traitée ainsi par des hommes qui ne donnent pas, dans leur gestion, l'exemple d'une compétence exceptionnelle (...). »*

« On a parlé, poursuit-il, *de l'argent des contribuables. Mais il ne s'agit pas de l'argent des contribuables ! Cette affaire a été payée par ELF-ERAP sur ses profits (...). En 1977, 1978, et 1979, ELF-ERAP a fait 10 milliards de francs de profit. C'est par rapport à ces 10 milliards qu'il faut considérer les 500 millions qu'a coûté au total l'opération en question (...). Il s'agit des profits de l'entreprise ; on n'a pas fait appel à l'argent des contribuables. Cela est très important. Supposez que la découverte ait pu aboutir. A partir d'une dépense de 500 millions, on aurait pu économiser un grand nombre de forages inutiles (...). Je ne vois pas pourquoi on voudrait que l'ancien président de la République se soit renseigné sur une dépense de 500 millions de francs et que le président actuel n'ait pas à dire comment les seules entreprises qui ont été nationalisées en 1981 ont déjà 14 milliards de francs de déficit. »*

Selon M. Giscard d'Estaing, cette « affaire » *« démontre la valeur de nos thèses fondamentales : dans un système étatique, les relations entre l'État et les entreprises sont faussées et mauvaises car, normalement, une procédure de ce genre devrait se dérouler très largement en dehors du pouvoir politique ».*

L'ancien président de la République précise d'autre part qu'il n'a pas *« emporté »* son exemplaire du rapport de la Cour des comptes en quittant l'Élysée mais que celui-ci est *« resté entre les mains du collaborateur qui l'avait reçu »* et qui *« l'a conservé comme tous ceux qui, à l'époque, étaient marqués d'un caractère confidentiel ou secret (...). J'ai donné mes archives à l'État ; je n'en garde pas la propriété et on ne les retrouvera donc pas dans les salles de ventes. Par contre, les documents de caractère confidentiel ou de nature à affecter la situation ou les activités politiques de personnages contemporains, y compris les personnages au pouvoir, je ne les ai pas rendus publics »*. Il ajoute qu'il n'a pas parlé de cette affaire à M. Mitterrand le jour de la passation des pouvoirs car il s'agissait alors de *« transmettre le sort de la France »*. M. Giscard d'Estaing souligne à ce propos qu'il n'a vu son successeur que *« trois quarts d'heure en deux ans »* — autrement dit jusqu'à son entrevue du 26 mai 1983 — et que *« c'est une honte »*. *« Si l'on voulait assurer la continuité de l'État la France, il fallait s'y prendre autrement »*, dit-il.

Le respect de la Constitution

L'ancien chef de l'État explique la vivacité de sa contre-offensive : *« Je suis un libéral indigné*, déclare-t-il. *Il est sans précédent, dans l'histoire de France, en tout cas, depuis la guerre, que des attaques de cette nature aient été portées contre un ancien président de la République ou un ancien premier ministre. Ceux qui se sont étonnés de la vivacité de ma réponse n'ont pas lu ou n'ont pas entendu les propos de M. Pierre Mauroy. On l'a vu, à la télévision, le sourire aux lèvres, brandir son Livre blanc sur l'affaire dite des « avions renifleurs ». J'ai souffert pour la dignité de la France (...). Je suis donc un libéral indigné et j'ai frappé fort. D'abord parce que je voulais que tout le monde m'entende. Je ne voulais pas qu'il puisse subsister dans le seul jugement qui compte pour moi, qui est celui des gens, le moindre doute sur la manière dont leur président de la République qui a été leur élu pendant sept ans a exercé sa fonction. Ensuite, parce que j'ai voulu donner un coup d'arrêt à l'abaissement du débat politique en France (...).*

» Cette conférence de presse [de M. Mauroy] *du 2 janvier, ce n'était pas acceptable et supportable (...).* [Il s'agissait] *d'une action conduite par une entreprise nationale, mais nous ne gérons pas les appréciations techniques des entreprises nationales. A partir de cette affaire, on a voulu faire une opération de diversion politique en lançant des accusations qui se sont révélées tout de suite mensongères et que d'ailleurs le pouvoir abandonne une par une (...). »* M. Giscard d'Estaing précise qu'il s'est adressé au président de la République *« parce que cela ne pouvait se faire sans lui »*. Il affirme : *« Toute mon action politique à venir s'exercera dans le strict respect de la Constitution. M. François Mitterrand a été élu président de la République : il reste président de la République. Mais il y a la manière d'exercer cette fonction. Vous pouvez prendre en charge la France ou vous pouvez prendre en charge le socialisme de la France. A partir du moment où on laisse attaquer, quand on est président de la République, on fait attaquer (...). On n'est plus qualifié pour représenter l'unité de la France. Pendant ma présidence, j'ai permis aux Français de vivre sept ans dans la tranquillité. Aucun de mes premiers ministres ni moi-même n'avons attaqué personnellement les personnalités politiques de l'opposition, que ce soit pour le présent ou pour le passé. Nous estimions que nous avions à maintenir une certaine unité du débat politique (...). Au lieu de servir l'unité de la France, François Mitterrand prend en charge le socialisme de la France. »* M. Giscard d'Estaing tient cependant à souligner qu'il n'a pas changé d'avis quant à une *« cohabitation »* possible entre une majorité et un président de la République de sensibilité politique différente.

La liste la plus européenne

En ce qui concerne les élections européennes, M. Giscard d'Estaing remarque que l'enjeu est pour lui *« très largement européen »* et qu'il votera pour *« la liste la plus européenne de l'opposition. S'il n'y en a qu'une, je voterai pour celle-là puisqu'elle sera, par hypothèse, la plus européenne ! »*. Selon lui, *« la tactique que doit choisir l'opposition, c'est de faire en sorte qu'au moment du vote elle soit assurée de recueillir le maximum de voix »*. L'ancien chef de l'État répète qu'il n'est *« à l'heure actuelle candidat à rien »* mais qu'il *« souhaite, le moment venu, reprendre la représentation du département du Puy-de-Dôme »*.

Il rend le gouvernement actuel responsable de la *« naissance »* de l'extrême droite. *« S'il cherche des coupables, qu'il veuille bien, à son tour, se frapper la poitrine ; de mon temps, il n'y avait pas d'extrême droite »*, note-t-il. Il se félicite de la *« cohésion »* de l'opposition qui *« monte du terrain »*. Il estime qu'*« à propos de cette lamentable affaire* [ELF-ERAP] *le pouvoir a obtenu un résultat exactement inverse à celui qu'il cherchait, c'est-à-dire de faire apparaître avec éclat, notamment grâce aux déclarations de Jacques Chirac, qu'il y avait à l'heure actuelle une convergence d'attitudes entre les grands responsables de l'opposition. Je m'en réjouis ; c'est une condition du redressement de la France »*, affirme-t-il avant d'annoncer qu'il compte rencontrer prochainement le maire de Paris, les dirigeants de l'U.D.F. et l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, pour *« préparer les grands thèmes du redressement de la France »*.

Il souhaite que, *« s'il y a deux candidats issus de l'actuelle opposition pour la prochaine élection présidentielle, ce ne soient pas des ennemis mais des partenaires ». « Il faut*, dit-il, *que des gens puissent être candidats parallèlement à une élection, sans se combattre, et ensuite accepter, les uns et les autres, de travailler ensemble. »*

« Mon ambition, conclut M. Giscard d'Estaing, *est de contribuer au redressement du pays que j'aime et de le voir retrouver deux valeurs sans lesquelles un grand peuple ne peut pas vivre : la liberté et la dignité. »*

L'argent et le secret

L'argent et le secret. Tels sont les deux thèmes majeurs qui ont été abordés par M. Giscard d'Estaing à propos de l'affaire dite des « avions renifleurs ».

L'argent d'abord, dont l'ancien président de la République a dit que c'était *« à l'heure actuelle la question la plus importante »*. Trois remarques s'imposent.

— M. Giscard d'Estaing assure qu'*« il ne s'agit pas de l'argent des contribuables ! » « Cette affaire*, ajoute-t-il, *a été payée par ELF-ERAP sur ses profits. »* Si tel était le cas, les actionnaires privés du groupe, tenus à l'écart, seraient autorisés à porter plainte contre leurs dirigeants. C'est pour éviter de faire appel aux actionnaires privés du groupe que l'ensemble de l'opération a été prise en charge non par le groupe ELF-ERAP mais par l'ERAP seule, société holding publique détenant la participation de l'Etat dans le groupe.

Selon le compte rendu de la réunion tenue le 23 juin 1978 à la direction du Trésor, les sommes *« correspondant aux versements à effectuer »* aux « inventeurs » ont été dégagées *« en limitant les dividendes servis par l'ERAP à l'Etat »*. Il s'agit donc bien de fonds publics ou destinés à l'être. Le rapporteur de la Cour des comptes indique que les dividendes versés à l'Etat pour les années 77-78-79 ont été particulièrement faibles : 21, 45 et 185 millions de francs.

— L'ancien président affirme que cette opération a coûté 500 millions de francs, soit environ 2,5 % des recherches d'ELF-ERAP et 5 % de ses profits durant la période concernée. D'après le rapport de la Cour des comptes, l'opération, en fait, a coûté au total près de 800 millions de francs. De 1976 à 1979 inclus, l'ensemble des dépenses d'explorations du groupe pétrolier se sont élevées à environ 8 milliards de francs, et ses profits à 8,9 milliards de francs. Les sommes perdues par ELF représentaient ainsi 10 % des dépenses d'exploration et 8,9 % de ses bénéfices ;

— Sur la destination des fonds versés aux « inventeurs » — les premiers 500 millions de francs non récupérés, — M. Giscard d'Estaing cite la lettre justificative de M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union de banques suisses, intermédiaire financier de toute l'opération, qui souligne notamment que les fonds n'ont en aucun cas servi *« à financer des activités politiques »*. Cette lecture ne répond pas vraiment à le question : *« Où est passé l'argent ? »*. M. de Weck lui-même reconnaît qu'il ne s'agit que d'*« estimations »* et qu'il faudrait *« réviser toute la comptabilité »* des sociétés concernées pour avoir des certitudes.

Le secret, à présent. M. Giscard d'Estaing indique que les documents ayant trait à l'affaire n'ont pas disparu. *« Les voilà !*, dit-il. *Grâce à qui ? Grâce à nous. »* Ce faisant, l'ancien président oublie que le rapport de la Cour des comptes en sa possession ainsi que les deux rapports et les documents détenus par M. Raymond Barre n'ont pas été laissés dans les archives de l'Etat lors de leur départ en mai 1981. Et donc que la continuité de l'Etat, en ce cas, a été mal assurée.

Ensuite, M. Giscard d'Estaing affirme, assurant ne pas vouloir se dérober devant ses responsabilités, que toute la procédure a été suivie par le premier ministre après que lui-même eut été *« informé »*, le 2 juin 1976, du premier contrat. Pour autant, M. Giscard d'Estaing n'a pas été tenu à l'écart. En 1976, selon le compte rendu de la réunion au Trésor cité plus haut, le président de la République avait *« donné son accord quant au fond* [de l'opération] *et quant au secret le plus absolu qu'il convenait d'observer »*. Les autorisations nécessaires ne concernaient pas seulement les transferts d'argent vers l'étranger, mais aussi, selon le rapport de la Cour des comptes, *« le non-respect des procédures normales de contrôle de l'établissement public »*.

D'autre part, le compte rendu de la réunion au Trésor précise que le premier ministre, le 28 février 1978, *« informé par le président de la République, a écrit au président de l'ERAP une lettre autorisant (...) les actes passés par cet établissement public »*.

VÉRONIQUE MAURUS et LAURENT GREILSAMER.

LE CHATEAU DU COMTE DE VILLEGAS « VISITÉ » PAR DES INCONNUS

Le château du comte Alain de Villegas, l'inventeur belge des « avions renifleurs », a été « visité » dans la nuit du 12 au 13 janvier. Une fenêtre a été fracturée, et les armoires, qui renfermaient de nombreux dossiers et documents, ouvertes.

Rien ne paraît cependant avoir été volé. Selon les enquêteurs, il s'agirait d'un travail de professionnels, aucune empreinte utilisable n'ayant été relevée.

Situé à Ganshoren, une commune de l'agglomération bruxelloise, le château de Rivieren, qui avait abrité le Centre de recherches fondamentales, est actuellement vide et mis en vente.

Vingt-quatre heures auparavant, rappelons-le, des inconnus ont tenté de dérober des documents au domicile du collaborateur du *Canard enchaîné*, Pierre Péan, le premier à avoir publié des révélations sur les « avions renifleurs ».

Une lettre de l'Opus Dei

M. Marc Desrumaux, du bureau d'information de l'Opus Dei à Paris nous écrit :

Dans les articles consacrés à l'affaire des « avions renifleurs » les 6 et 10 janvier par votre correspondant à Rome, Philippe Pons, et par Guy Porte, il est fait allusion à l'Opus Dei, de façon indirecte, à propos d'un établissement financier espagnol.

Je tiens à vous rappeler que, comme vous le savez, l'Opus Dei est une institution de l'Eglise catholique dont les buts sont exclusivement spirituels et apostoliques. De ce fait, le prétendu lien avec l'établissement cité est dénué de tout fondement.

Même si les membres de l'Opus Dei conservent, comme les autres citoyens ordinaires, une entière liberté dans tous les domaines de leur action personnelle, je vous signale toutefois qu'aucun membre de l'Opus Dei n'est mêlé à cette affaire.

Dans la majorité : les questions demeurent

A son retour du Sénégal, dimanche 15 janvier vers 19 heures, M. Mauroy, premier ministre, a déclaré à l'aéroport de Roissy, au moment même où l'ancien président de la République s'exprimait sur les ondes de R.T.L. : *« Sur cette affaire des « avions renifleurs », j'ai pris en conscience mes responsabilités. J'ai rendu public le rapport et j'ai dit ce que je pense.*

» Vous, journalistes, vous posez des questions qui appellent des réponses précises. Le pays jugera.

» Sur la forme, il ne sert à rien de faire du mauvais théâtre, il est inutile d'utiliser l'injure et tout à fait dérisoire de mettre en cause la légitimité républicaine. Je n'ai rien d'autre à ajouter. D'autres tâches m'attendent. »

Interrogé au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a commenté les propos de M. Valéry Giscard d'Estaing : *« J'ai entendu le début de l'émission de la station voisine, je constate que nous ne sommes pas plus informés qu'avant. Où sont passés les 500 millions de francs ? Il est normal de se poser cette question. M. Giscard d'Estaing se la pose peut-être lui-même. En tout cas, nous nous la posons. Par ailleurs, nous ne comprenons pas davantage pourquoi cette affaire, surtout à partir de 1979, a été entourée de tant de secret. Le président de la République indique qu'au mois de mai il n'en parle pas à son premier ministre de l'époque — le 28 mai 1976, — qui est alors M. Jacques Chirac, tout de même resté en fonction jusqu'au 26 août. Ce n'était donc point un premier ministre en train de se retirer, il était dans la plénitude de ses fonctions. » « Lorsque le rapport Giquel a été connu — le rapport de la Cour des comptes — en février 1981, pourquoi n'y a-t-il pas eu de suite à ce moment-là ?*» a encore interrogé M. Mermaz. *Les élections n'avaient lieu qu'au mois de mai. Il y a tout de même là des choses qui posent problème pour un citoyen ou pour un responsable politique qui essaie de réfléchir d'une manière lucide, sans aucun esprit partisan. »*

Que reproche-t-on à M. Mitterrand ? s'est aussi demandé le président de l'Assemblée nationale : *« Que lui reproche l'ancien président ? De ne pas avoir étouffé cette affaire ? Mais, en démocratie, les choses doivent être connues de l'opinion. Il est tout à fait normal, s'agissant d'un problème grave concernant de l'argent public, de l'argent d'une grande entreprise publique, que les choses soient soumises à l'appréciation de l'opinion et que soit appliqué le minimum de procédure pour connaître la vérité. »*

Une élection cantonale

MAINE-ET-LOIRE : canton de Saumur-Nord (1er tour).

Inscr., 7 327 ; vot., 3 217 ; suf. ex., 3 115. – MM. Cousseau, R.P.R., 1 122 ; Mehel, U.D.F., ancien maire de Saumur, 709 ; Queraud, P.S., 547 ; Louineau, opp., 444 ; Tarjon, P.C., 160 ; Mme Neveux, P.S.U., 75 ; M. Briou, M.R.G., 58. – *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Lucien Gautier, R.P.R., démissionnaire, après son échec aux élections sénatoriales du 25 septembre dernier.

Conseiller général du canton de Saumur-Nord depuis 1973, M. Gautier avait été réélu au second tour des élections cantonales de 1979 avec 2 410 voix contre 1 796 à M. Beaulieu, P.S. Les résultats du premier tour de ce scrutin avaient été les suivants : inscr., 7 186 ; vot., 4 407 ; suf. ex., 4 263. – MM. Gautier, 1 772 ; Beaulieu, 1 053 ; Grillault-Laroche, U.D.F., 915 ; Tarjon, P.C., 523.

Cette élection partielle, qui pouvait apparaître comme un second round du match R.P.R.-U.D.F. de l'élection municipale de Saumur de mars 1983, n'a pas passionné les électeurs puisque le taux de participation n'est que de 43,98 %. Mais elle confirme les résultats du scrutin du printemps dernier qui avait donné la victoire au candidat du R.P.R., M. Hugot.

M. Lucien Cousseau, R.P.R., maire délégué de Saint-Lambert-des-Levées (commune associée à Saumur), devance largement M. Mehel, U.D.F., ancien maire de Saumur. La gauche, dont aucun candidat n'atteint la barre des 10 % des inscrits nécessaires pour le maintien au second tour, ne recueille que 26,96 % des suffrages exprimés, alors qu'elle en avait obtenu 36,96 % au premier tour de mars 1979. P.S. et P.C. perdent chacun plus de sept points, et le candidats du M.R.G. est devancé par celui du P.S.U.]

Une élection municipale

FINISTÈRE : Plouvien (1er tour)

Inscr., 1947 ; vot., 1626 ; suf. ex., 1603. Mme Josée Cueff, s. étiq, 874, ÉLUE ; Anne-Marie Ronvel, s. étiq. 729.

[Il s'agissait d'élire dans cette commune de 2779 habitants située dans l'arrondissement de Brest, un conseiller municipal, après le décès, le 13 décembre dernier, du maire François Cueff. Sa femme a été élue dès le premier tour, face à la candidate présentée par la liste d'opposition au conseil municipal conduite par M. Jollé, R.P.R., ancien maire de Plouvien.

La majorité municipale demeure inchangée, la liste Cueff détient douze sièges et la liste Jollé, onze. La gauche ne présentait pas de candidat. Ce scrutin partiel confirme celui du 13 mars 1983 qui avait vu la liste de M. Cueff l'emporter avec une moyenne de 46% des suffrages exprimés, contre 40% à la liste de M. Jollé.]

● *L'élection de Marly-le-Roi validée.* – Le Conseil d'Etat a confirmé la décision du tribunal administratif de Versailles du 25 mai 1983, de valider l'élection municipale de Marly-le-Roi (Yvelines). La liste de la majorité conduite par M. Jean Béranger, M.R.G., sénateur (Gauche dém.), avait obtenu, le 13 mars 1983, 50,28 % des suffrages exprimés et vingt-cinq sièges, la liste d'opposition conduite par M. Gauthier, R.P.R., 49,72 % et huit sièges. Cinquante voix séparaient les deux listes.

M. MERMAZ A EUROPE 1

Rigueur économique mais pas de rigueur sociale

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 15 janvier, au « Club de la presse d'Europe 1 » : « *Rigueur économique, oui. Mais veillons à ce qu'il n'y ait pas de rigueur sociale. Je pense que la gauche, qui a devant elle de grands dossiers à traiter, doit les traiter en prenant le plus grand soin de l'aspect humain des choses. C'est cela qui différencie une politique de gauche d'une politique conservatrice au sens classique* », « *Nous avons, en ce moment, devant nous les grands dossiers, charbonnage, sidérurgie, construction navale et, dans une certaine mesure, automobile. Voilà beaucoup de soucis. Nous devons traiter cela pour éviter au maximum les licenciements, pour qu'il y en ait le moins possible et que, chaque fois qu'il y aura nécessité qu'il y en ait, qu'il y ait des reconversions, des stages de formation, des créations d'entreprises* » a-t-il ajouté.

M. Mermaz a insisté sur la nécessité, pour le gouvernement et la majorité, de « *reconquérir l'opinion* » en étant « *plus présent* », en « *remobilisant les nôtres* ». « *Nous voulons*, a-t-il dit, *rassembler le maximum de Français et de Françaises sur une grande perspective, une transformation démocratique de la société (...). Nous aurons de prochaines élections, des élections européennes par exemple, qui permettront aux socialistes – je le souhaite – d'ouvrir leurs listes à d'autres que ceux qui sont uniquement membres du parti socialiste (...). Il faut qu'il y ait des personnalités qui sont pour la politique de changement avec nous. Lorsque François Mitterrand l'a emporté en mai 1981, il était le candidat de toutes les forces de France. Cela, c'est un programme, une stratégie.* »

Interrogé sur les cotes de popularité du premier ministre et du président de la République, M. Mermaz a déclaré : « *Pierre Mauroy assume des choix très difficiles. Il est en train de se saisir de dossiers qui, pour tout premier ministre, sont redoutables. Il le fait avec beaucoup de conviction, beaucoup d'énergie et beaucoup de courage. Le président de la République aussi est en charge de ces dossiers-là. Mais je crois que le président de la République bénéficie d'un certain nombre de choses. D'abord du fait qu'il a gagné les élections le 10 mai 1981 ; il est le président de la République et le président de tous les Français. Il mène une politique sérieuse dans laquelle les Français se reconnaissent. Il est l'homme dont l'action se situe au point d'aboutissement de toute une action qui a duré vingt-cinq ans, et au début de quelque chose, la construction d'une société plus juste. Il est aussi l'homme dans lequel les Français reconnaissent une diplomatie particulièrement active.* »

M. KRIVINE (L.C.R.) : il faut refuser les licenciements

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), a déclaré, dimanche 15 janvier, sur Radio-Monte-Carlo, que l'action des militants de la C.F.D.T. à l'usine Talbot de Poissy « *est un exemple pour tous ceux qui, demain, vont connaître le même sort* ». Citant les charbonnages, la construction navale et la sidérurgie, M. Krivine a affirmé : « *Il faut refuser cette politique de licenciements.* »

M. Krivine a déclaré, d'autre part, qu'il est « *contre le stalinisme* », mais qu'il « *condamne totalement l'opération des Glucksmann et compagnie, des « nouveaux philosophes », voire (...) de quelqu'un comme Yves Montand, qui, au nom de l'antistalinisme, rejettent le bébé avec l'eau sale de la baignoire et, aujourd'hui, représentent des recrues supplémentaires pour la politique de Reagan* ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Delors « n'exclut pas » de conduire la liste socialiste

(Suite de la première page.)

« *Ce pourrait être une bonne candidature* », estime M. Jospin. D'autant que le terme fixé par M. Mauroy pour faire le bilan de la politique de rigueur (avril 1984) approche. Il est donc parfaitement concevable que celui qui y a attaché son nom – M. Delors – s'écarte. On comprend, dans ces conditions, que le ministre de l'économie ait tenu à inviter le P.S. à s'en tenir à ce « *couple dialectique : assainissement à court terme, préparation du long terme* ». « *Il n'est pas possible de troquer les restructurations nécessaires contre un abandon, non de la politique de rigueur telle qu'elle est menée, mais des objectifs de la politique de rigueur* », avait-il dit le 7 janvier dernier.

S'il s'agit à la fois de mobiliser les militants socialistes – auprès desquels sa cote est bonne, – d'associer les radicaux de gauche, de faire pièce à Mme Veil pour valoriser le rôle de l'Europe et de la France dans l'Europe, d'expliquer et d'illustrer l'action d'assainissement économique engagée par le gouvernement, alors M. Delors est bien placé.

Si ce scénario prévalait, M. Delors devrait quitter le gouvernement, et ce départ à lui seul représenterait une modification profonde de l'équipe gouvernementale. On peut penser que le président de la République irait plus avant dans cette « *restructuration* », les circonstances se prêtant dès lors à un changement de gouvernement.

De tous les prétendants à la succession de M. Pierre Mauroy, M. Louis Mermaz est *le plus actif*, en termes d'image vis-à-vis de l'opinion publique. Le président de l'Assemblée nationale se comporte comme s'il était déjà pressenti. De M. Mauroy, il vante la « *conviction* », l'« *énergie* », le « *courage* », termes d'oraison funèbre. En quelque sorte, M. Mermaz dit de M. Mauroy : « Il s'est bien battu » ; et il omet de lui attribuer les qualificatifs d'un premier ministre au long court, les capacités d'explication et de rassemblement notamment. Il ne suffit pas d'avoir de la « *conviction* » pour soi-même, encore faut-il pouvoir convaincre les autres.

« *Il a l'étoffe d'un premier ministre* », disait M. François Mitterrand de M. Mermaz en 1974. « *Il est parmi les plus qualifiés pour occuper ce poste* », dit aujourd'hui le président de la République. M. Mermaz estime lui-même qu'il « saurait faire ». Faire quoi ? Le changement, sur le fond, n'est guère envisageable puisque la continuation de la politique de rigueur économique est *admise – à condition*, ce qui va de soi pour les socialistes, qu'elle ne soit pas accompagnée, ou le moins possible, de rigueur sociale.

JEAN-YVES LHOMEAU.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Le Pen exclut toute négociation avec le P.F.N.

Ils étaient 1 500 entassés dans la salle du Palais des congrès, à Lyon, pour assister, samedi soir 14 janvier, à la réunion publique du Front national présidée par M. Jean-Marie Le Pen. A la même heure, un millier de jeunes immigrés se rassemblaient à la Bourse du travail de Lyon. Dans l'après-midi, de trois à quatre mille manifestants avaient défilé pacifiquement dans le centre-ville à l'appel des partis politiques de gauche et des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN.

Au cours des travaux de son Conseil national, le parti de M. Le Pen a procédé à une amélioration de ses structures internes pour *« passer de l'organisation bénévole à l'organisation professionnelle »*, évolution commandée, selon son chef de file, par l'afflux de nouveaux adhérents.

Les dirigeants du Front national ont aussi avancé quelques-uns des thèmes de campagne de leur liste, celle de l'Union française pour l'Europe des patries qui sera conduite, le 17 juin prochain, par l'ancien député poujadiste.

Lyon. – Bonnes journées pour M. Jean-Marie Le Pen. Le Front national, jusque-là quasi inexistant à Lyon, a mobilisé un nombre important de personnes. Les organisateurs de la réunion ont joué la carte de la simplicité : service d'ordre très discret, pas de banderole d'accueil ; l'affiche de l'entrée du Palais des congrès concernait une ... exposition Céline.

Le Front national a essayé ainsi de faire patte de velours, mais sa langue est restée verte. Pendant la soirée, il a beaucoup recruté dans une clientèle à l'évidence populaire, ce qui n'a pas empêché les drapeaux tricolores, tendus en forme de corbeille, à l'issue de la réunion, de recueillir beaucoup de coupures de cinquante ou cent francs. Pourquoi cette adhésion ? *« Pour mettre les Arabes dehors ! »* disait crûment un tout jeune nouveau militant du Front national.

Les « Arabes » : ils ont été, une fois encore, les vedettes involontaires de cette réunion de la « droite nationale ». M. Albert Devèze, ancien sénateur indépendant et paysan, *« ancien résistant, ancien éclaireur de pointe du premier peloton du premier escadron »*, a ouvert la série des interventions en s'indignant que *« certains se servent de la Résistance pour combattre un mouvement national »*. Puis la responsable régionale du Front nationale, Mme Germaine Burgaz, a présenté le « programme » de l'organisation : le *« combat contre la révolution marxiste dans notre pays »*. La foule a réagi : *« Communistes assassins ! »*. Elle a frappé le sol des pieds en cadence, quand il a été question de l'immigration.

« La France est livrée, depuis vingt ans, à une immigration envahissante et anarchique », a ajouté Mme Burgaz. M. Jean-Pierre Stirbois, maire adjoint de Dreux, s'est

De notre correspondant régional

taillé un bon succès de tribune en lançant : *« Fabriquons français mais avec des Français »*. Et encore : *« L'immigration étrangère est responsable en grande partie de l'augmentation de la délinquance, de l'insécurité et du chômage. »*

Mais la vedette incontestée du week-end a été M. Le Pen. Le représentant du « Syndicat des victimes du socialisme et du marxisme » n'a jamais cité, au cours de la réunion, le nom de M. Mitterrand. Il a, en revanche, fait siffler à de nombreuses reprises les noms de Mme Simone Veil et de MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet. Quant à M. Giscard d'Estaing, il lui a réservé cette flèche : *« Certains mettent beaucoup plus de chaleur pour défendre leur réputation qu'ils n'en mettaient pour défendre la France. »* Plus globalement : *« La bande des quatre est en train de se dissoudre et elle ne le sait pas encore »*, a estimé M. Le Pen.

Dimanche matin, M. Le Pen, qui a pratiquement monopolisé la parole au cours des travaux du Conseil national, a fait approuver, sans vote final – le Conseil national n'étant qu'une instance consultative, – la plate-forme de la liste qu'il conduira aux élections européennes. Sa campagne exigera *« une élévation de la défense civile au niveau européen »*, la lutte *« contre le terrorisme et le banditisme international »* ; elle dénoncera *« la montée de l'hégémonie islamo-révolutionnaire »*.

Dans le court laps de temps consacré aux questions agricoles européennes, M. Le Pen a reconnu que, dans ce domaine, *« on ne peut pas avoir que des avantages »*. Quant à la question de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté, il l'évoque en ces termes : *« Dans l'immédiat, l'état de l'Europe ne justifie pas que l'on fasse entrer deux adversaires de plus. »*

Il convient aussi de mentionner plusieurs attaques personnelles visant des journalistes, le philosophe Althusser et le ministre de la culture, Jack Lang (*« l'enculturalisé »*). A propos des homosexuels, M. Le Pen a déclaré : *« Il ne faut pas heurter la jaquette. Ils sont cinq cent mille... »*

Pour la liste européenne, M. Le Pen a surtout confirmé que sa liste européenne sera *« une liste du Front national »* ouverte à des *« personnalités »* mais qu'il est *« totalement exclu qu'elle se fasse par négociations avec quelque mouvement que ce soit »*. Une précision à l'adresse du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) qui avait souhaité la constitution d'une liste commune et qui a aussitôt regretté la décision du président du Front national. Localement, les militants du P.F.N. avaient, samedi dans l'après-midi, joué la carte de l'union de l'extrême droite en venant, à une vingtaine, perturber la manifestation de protestation des partis de gauche et des syndicats. *« La France aux Français ! »* : leur slogan hostile aux manifestants *« antifascistes et antiracistes »* n'a pas résonné aux oreilles des immigrés, pratiquement absents du cortège des partis et syndicats de gauche. Samedi soir, en revanche, près de mille jeunes avaient répondu à l'appel du collectif d'associations de jeunes immigrés. *« L'immigration*, disait une banderole accrochée à l'entrée de la Bourse du travail, *c'est toi, c'est moi, ici, tout de suite, avec nos actions, notre musique. »* Samedi, à Lyon, il y avait deux réponses à la xénophobie. La gauche a défilé. Les jeunes ont chanté.

CLAUDE RÉGENT.

LE R.P.R. ET L'U.D.F. SE RENCONTRENT LE 17 JANVIER A L'HOTEL DE VILLE

Le bureau politique de l'U.D.F. et Mme Simone Veil doivent rencontrer le R.P.R., mardi matin 17 janvier à l'Hôtel de Ville pour préparer la campagne des élections européennes. M. François Léotard, secrétaire général du P.R., qui s'est toujours affirmé hostile à la constitution d'une liste unique de l'opposition a annoncé, samedi 14 janvier à FR 3 Côte d'Azur, que *« si Mme Simone Veil et les autres partenaires de l'U.D.F. persistent à maintenir une liste unique aux élections européennes »*, il donnera sa démission de vice-président de l'U.D.F. et ne siégera plus au bureau politique de la confédération.

Il a précisé : *« Ma décision est tout à fait irrévocable, mais bien sûr le P.R. continuera à participer à l'U.D.F. D'ailleurs, si nous avons pris la décision de ne pas faire nous-mêmes une liste, c'est pour ne pas casser une famille politique dont nous aurons bien besoin en 1986. »* M. Léotard a estimé qu'une liste unique de l'opposition constitue une *« triple erreur : tactique, politique et morale »*.

M. Giscard d'Estaing partage cette opinion. Il a souligné au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde*, dont il était dimanche 15 janvier l'invité, qu'une liste unique *« compromettrait les chances pour 1986 »*.

M. Edgar Faure, sénateur (gauche dém.) du Doubs, a jugé, dimanche 15 janvier, au micro de C.V.S. Versailles, qu'une seule liste de l'opposition ne constitue pas *« une très bonne solution »*, dans la mesure notamment où le scrutin de juin 1984 n'est pas le troisième tour des municipales. Il a affirmé qu'*« il ne sait pas encore »* s'il constituera une liste.

DÉFENSE

Paris et Ryad signent un nouveau contrat d'armement

(Suite de la première page.)

C'est en 1984 que l'arsenal de Lorient doit livrer aux Saoudiens leur première frégate conformément à ce que prévoyaient les dispositions de l'accord intergouvernemental « Sawari ».

Aujourd'hui, le nouvel accord porte sur près de 35 milliards de francs et concerne une nouvelle livraison de systèmes antiaériens qui sont, selon toute vraisemblance, du modèle Shahine. La société Thomson-C.S.F. a reçu la maîtrise d'œuvre du programme, avec plusieurs sous-traitants, dont le groupe Matra, qui fabrique le missile, tandis que le Groupement industriel de l'armement terrestre (GIAT), relevant de la délégation générale pour l'armement, fournit les véhicules blindés équipés des missiles.

Il s'agit en quelque sorte d'un système complet de couverture aérienne à basse altitude de « points sensibles » du territoire saoudien, à partir de batteries mobiles de missiles antiaériens supersoniques associés à des radars de veille et d'acquisition.

Dans les milieux politiques proches du ministère français de la défense, on tire, de la signature de cet important contrat, la conclusion que l'Arabie Saoudite n'a pas été arrêtée dans sa démarche vis-à-vis de la France par le changement intervenu à la tête de l'Etat, après mai 1981. On souligne encore la qualité des relations établies entre le prince Sultan et M. Hernu. Au Proche-Orient, en effet, le gouvernement de Ryad a toujours soutenu la position française dans le conflit irako-iranien, et il n'a pas critiqué la présence d'un contingent français à Beyrouth.

Il faut en outre rappeler que, tout comme M. Valéry Giscard d'Estaing à la fin de janvier 1977, M. François Mitterrand s'est rendu en visite officielle à Ryad en septembre 1981. Ce fut même sa première visite officielle de chef d'Etat à l'étranger, si l'on exclut sa participation à des « sommets » comme ceux de Bonn, Ottawa ou Londres.

L'accord franco-saoudien survient, enfin, à un moment, dans l'évolution des ventes d'armes françaises à l'exportation, où de nombreux experts – y compris à la délégation générale pour l'armement – s'inquiètent du tassement observé en 1983 dans ce commerce de la France avec l'étranger. Selon de premières estimations, le déclin enregistré (– 27 %) des ventes d'armes françaises durant le premier semestre de 1983 a continué au second semestre, le montant des transactions étant de l'ordre de 30 milliards de francs au total (au lieu de 41 milliards de francs en 1982).

Au ministère de la défense, on prépare de nouvelles mesures qui tendent à relancer les négociations face à une clientèle qui apparaît saturée comme c'est aujourd'hui le cas de l'Irak, et face à une concurrence de plus en plus âpre sur les marchés.

JACQUES ISNARD.

LA TENSION EN CORSE

Défi du F.L.N.C.

Bastia. – L'ultime hommage des nationalistes corses à Étienne Cardi, militant de l'ex-Front de Libération nationale de la Corse mort en posant une bombe, s'est transformé, samedi 14 janvier, dans le petit village de Serriera, près de Porto (Corse-du-Sud), en véritable défi de l'organisation clandestine à M. Robert Broussard. La veille de l'inhumation, l'ex-F.L.N.C. avait fait savoir au préfet de police de la Corse qu'il n'admettrait pas la présence de forces policières dans le périmètre de l'enterrement. Le soir même, M. Broussard répliquait qu'il ne saurait tolérer *« aucune manifestation armée ou de nature à troubler l'ordre public »*.

A la sortie de l'absoute et malgré la présence autour du village de trois escadrons de gendarmes mobiles et de quinze inspecteurs en civil, six militants du mouvement clandestin, le visage dissimulé par une cagoule, ont fait une apparition publique et tiré au pistolet une salve d'honneur autour du cercueil de leur « frère de lutte ». Ils ont ensuite disparu à l'intérieur de l'église, puis, par une porte dérobée, se sont fondus dans la foule.

C'est seulement après la salve d'honneur qu'une dizaine de policiers du S.R.P.J. d'Ajaccio, avec, à leur tête, le commissaire Ange Mancini, ont sauté d'un muret qui surplombe l'église sur les membres du commando pour leur arracher les cagoules. Une rude échauffourée s'ensuivit, tandis que les gendarmes mobiles se tenaient en retrait. C'est sans doute cela qui a permis d'éviter un affrontement meurtrier, les nationalistes, dont plusieurs étaient armés, étant décidés à en découdre au moindre coup de feu tiré par les forces de l'ordre. Le commissaire Mancini, pris à partie par la foule, a pu être dégagé grâce à l'intervention du service d'ordre de la manifestation. Les esprits se sont calmés au bout de quelques minutes, M. Guillaume Leica, le maire (nationaliste de gauche) de Serriera, imposant sa médiation dans un climat pourtant très tendu.

L'échec de ses hommes, a expliqué dimanche 15 janvier M. Broussard, est dû en partie, selon lui, à l'observance de *« certaines contraintes »*. Les policiers, présents dans l'église, n'ont pas voulu, en effet, intervenir arme au poing au moment où le porte-parole du Front a salué en langue corse la mémoire d'Etienne Cardi, avant de présenter ses condoléances à la famille du disparu. Les hommes en cagoule ont ensuite porté le cercueil recouvert du drapeau corse jusqu'au parvis de l'église. Une action policière à l'intérieur du lieu de culte aurait été, selon M. Broussard, difficilement concevable. Même si, ajoute-t-il, ses collaborateurs étaient au courant de la nature de l'opération. Celle-ci, qui comportait de très grands risques pour l'ex-F.L.N.C. ; elle a été menée avec beaucoup de minutie et a bénéficié de complicités locales.

Après sa première démonstration de force le 10 juillet 1983 à Vero où un commando avait aussi fait une apparition publique après l'enlèvement de Guy Orsoni, un autre de ses militants, l'ex-F.L.N.C. a voulu – et alors qu'Etienne Cardi est son premier homme « mort au feu » – prouver sa capacité à braver les interdits du commissaire Broussard et à affirmer sa prééminence sur le mouvement nationaliste.

Après les incidents, plus de mille cinq cents personnes ont suivi le cercueil porté à dos d'homme jusqu'au petit cimetière du village. Là, un dernier hommage a été rendu au militant *« mort pour avoir été jusqu'au bout de ses idées »*.

DOMINIQUE ANTONI.

SAISIE A FR 3

Bastia. – La séquence du reportage réalisée par une équipe de FR 3 Corse sur les incidents survenus lors de l'enterrement d'Etienne Cardi, à Serriera, a été saisie samedi 14 janvier avant sa diffusion prévue pour le journal télévisé régional de 19 h 15. Des policiers ont présenté à M. Sampierro Sanguinetti, rédacteur en chef de FR 3 Corse, un procès-verbal de procédure de flagrant délit. Ils ont pris le film à l'arrivée de l'équipe à la station d'Ajaccio. Au total, ce sont trois des cinq cassettes vidéo utilisées pour ce reportage qui ont été saisies.

Deux journalistes, qui rapportaient les deux premières cassettes utilisées avant les incidents, ont été interceptés à 20 km d'Ajaccio par des gendarmes. Longuement fouillés, ils ont fermement refusé de remettre ces cassettes hors la présence d'un officier de police judiciaire et en l'absence de commission rogatoire. A 18 heures, un dispositif policier se mettait en place autour de la station de FR 3 Ajaccio, afin d'éviter que les cassettes incriminées ne parviennent au studio de diffusion. M. Sanguinetti a dû s'engager à remettre le film des incidents de Serriera pour que le dispositif soit levé.

Pour protester contre ces méthodes, les adhérents du syndicat national des journalistes de FR 3 Corse devraient déposer un préavis de grève et saisir la Haute Autorité. De son côté, M. Sanguinetti nous a déclaré que pour lui *« il est de plus en plus difficile, voire impossible, d'assurer son métier de journaliste en Corse, dans les conditions actuelles »*. Une démission collective de certains responsables et journalistes de la station n'est pas à exclure si un arrêt du « harcèlement » n'est pas décidé par les autorités. En 1983, trente-cinq sujets diffusés par FR 3 Corse ont en effet été saisis sur commission rogatoire.

Dans un communiqué le 15 anvier à Paris la Fédération des sections S.N.J. de l'audiovisuel a « condamné le processus » et « assuré ses confrères de FR 3-Corse de son entière solidarité.

D.A.

A CALVI

« Corses et Français »

Calvi. – *« Les absents d'aujourd'hui n'ont jamais eu aussi tort... »* Ainsi jugeait, samedi 14 janvier à Calvi, M. Jean Dagracci, président de l'association pour la Corse française et républicaine (C.F.R.), qui avait appelé à un rassemblement contre la violence et le séparatisme. On pensait remplir la halle aux sports. Le stade environnant avait même été sonorisé. Près de deux mille personnes sont venues au rendez-vous. *« Il faut que les estivants sentent battre leur cœur à l'unisson du nôtre »*, estime M. Dagracci. L'argument plaît. Mais, comme à Cargèse, en août, la C.F.R. veut désormais *« occuper le terrain de sa légitimité »*. Il faut *« effacer les graffiti, raisonner les têtes, les nationalistes ont dépassé les bornes »*. On fait la différence entre *« une bombe et mille bombes »*. Jadis, lorsque les bandits corses se sont mis à racketter, *« les Corses les ont tués »*. Calvi est la première étape du tour de Corse projeté par la C.F.R. Mais on hésite à se montrer. Indifférence ? Méfiance à l'égard des organisateurs, *« vieux routiers de la politique »* ? Peur des représailles nationalistes ? Qui sait...

Vers 15 heures, samedi, affluent vers la halle des parlementaires et

De notre envoyée spéciale

des élus ceints de tricolore, des groupes bardés de drapeaux. Sur la bannière, le bleu, blanc, rouge fait une corolle autour de la tête de Maure. Agriculteurs, commerçants ou fonctionnaires, et beaucoup d'anciens combattants, se retrouvent. L'Union des parachutistes est présente. Dans la salle, soudain, une voix chevrotante entame *la Marseillaise*, reprise avec frénésie par l'assistance. On applaudit. Un ténor entonne alors *Dio vi salvi regina*, l'hymne religieux corse. Après un instant de surprise, la foule reprend. C'est le même hymne qu'à la même heure, dans l'église de Serriera, les sympathisants de l'ex-F.L.N.C. chantent pour enterrer leur mort...

« Je suis plus corse que ces fascistes nationalistes – corses et français », explique le ténor audacieux de la halle. Professeur depuis quarante ans à Montesoro, cité technique de Bastia, ex-membre de P.C.F., résistant, il « sait »... Le ton est à la vendetta. Non loin de lui, un fonctionnaire jeune et discret prête l'oreille. *« Trop de discours »*, ironise-t-il. Lui vote socialiste. Il est venu à Calvi malgré le refus de ce parti de s'associer à l'initiative de la C.F.R. *« Je ne supporte pas qu'on impose sa loi à coups de bombes et de menaces. Ma famille avait fui Mussolini. »* Mais faut-il, pour autant, pour chasser le racisme et le terrorisme utiliser les mêmes armes ?

Rares sont les communistes ou les socialistes venus à Calvi. Les consignes de leurs organisations ont été dissuasives, comme celles de l'U.D.F. et de l'U.P.C. Les principaux leaders M.R.G. ou R.P.R. sont venus. Chacun est entouré des siens. *« L'union sacrée des Corses contre l'anti-France »* fait recette. Lorsque M. François Giacobbi, président du conseil général de la Haute-Corse, pourfend les *« salopards »*, c'est le délire. D'autres orateurs en rajoutent : *« Révolutionnaires en peau de lapin »*, *« voyous »*... On se dresse contre la *« subversion »*, contre ce *« front de liquidation nocturne de la Corse »*. Le colonel François Villanova, porte-parole de la C.F.R., fustige *« les idéalistes révoltés »*, *« les Corses d'origine étrangère récente qui font un complexe d'infériorité »*, *« les intellectuels jouant les apprentis sorciers »*, etc. On applaudit.

Sur le podium, les orateurs interpellent les jeunes... qui dans la halle sont plutôt rares. D'Ajaccio, sont venus quelques dizaines de Jeunes Giscardiens à l'appel de leur maire. *« Quand on se rencontre entre copains, on évite de parler politique, l'amitié avant tout »*, explique l'un d'eux.

Aux yeux de M. Xavier Colonna, ancien militaire, maire de Calvi, et pionnier de la mobilisation pour la Corse française républicaine, *« les partis politiques traditionnels n'ont jamais su faire descendre les jeunes dans la rue. Les autres, les indépendantistes, l'ont fait. Les jeunes aiment casser des vitrines... à nous de faire bouger la jeunesse aujourd'hui »*.

DANIELLE ROUARD.

● *Attentat à l'explosif et tirs contre une gendarmerie près de Calvi.* – Une charge de dynamite a explosé dans la nuit du 15 au 16 janvier sous une voiture garée dans la cour de la gendarmerie de l'Ile-Rousse, à 40 kilomètres au nord-est de Calvi. L'attentat a causé des dégâts matériels et n'a pas encore été revendiqué. Cette même gendarmerie a déjà fait l'objet de trois autres attentats en avril 1977, décembre 1978 et septembre 1979, tous signés du F.L.N.C.

Le Monde

société

Ecole privée : des négociations sans enthousiasme

Les projets sur l'avenir des rapports de l'Etat et de l'enseignement public avec l'enseignement privé, publiés le 12 janvier par M. Savary (*le Monde* du 14 janvier), ont été examinés par les principaux partenaires durant la fin de la semaine. Le ministre de l'éducation nationale peut être satisfait : aucun de ses interlocuteurs ne refuse en bloc les textes publiés. Mais cet accord minimum s'accompagne d'un pessimisme général : les laïques constatent que l'école unique n'est pas à l'ordre du jour ; les partisans de l'école privée craignent que la fonctionnarisation des maîtres ne prélude à cette unification.

Le Comité national d'action laïque (CNAL) ne compte pas prendre position avant une quinzaine de jours. Mais déjà, l'une de ses organisations, la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) que préside M. Jean Andrieu a réuni son conseil d'administration. La F.C.P.E. estime que les dernières propositions ministérielles pourraient *« permettre de moraliser les conditions de vie et de fonctionnement des établissements privés sous contrat »*. Dans cette perspective, et bien qu'il se déclare *« pessimiste sur l'unification »*, M. Andrieu estime que *« le moment est venu d'avancer »*.

Quant aux responsables de l'enseignement catholiques, ils ont réuni, dimanche, en séance extraordinaire, leur comité national. Après avoir *« récusé les délais imposés qui ne lui permettent pas de consulter correctement ses instances pour engager des négociations qui conditionnent son avenir »*, le comité demande *« un délai plus raisonnable »*. Sa position se résume en un *« accord sur une négociation des deux textes concernant les conditions de passation des contrats et l'intervention financière des collectivités locales »*.

En revanche son refus est *« total »* sur le *« principe de la fonctionnarisation des maîtres des établissements privés »* et sur une *« excessive dépendance vis-à-vis de l'Etat et des collectivités locales telle qu'elle résulte de la définition proposée des établissements d'intérêt public »*. Le Comité national de l'enseignement catholique considère qu'une négociation n'est possible que si le principe d'un statut spécifique pour ces enseignants et de *« structures décentralisées respectueuses de l'autonomie administrative, financière et éducative »* de ces établissements est reconnu. Il est donc décidé à présenter *« ses propres propositions »* et prévient que si celles-ci ne sont pas retenues, il s'abstiendra de négocier *« sur les textes dont il récuse les principes »* et qu'il pourra *« reconsidérer sa participation à l'ensemble de la négociation »*.

Les chefs d'établissements catholiques sous le choc

Expectative et incrédulité avant, résolution tranquille après. Le choc des *nouvelles propositions* de M. Savary, publiées au beau milieu de leur assemblée générale, n'a pas fait perdre *leur sérénité* aux mille chefs d'établissements scolaires catholiques réunis, vendredi 13 et samedi 14 janvier, à Paris, par leur syndicat national (1).

La réunion, prévue de longue date, devait évoquer l'avenir des relations *entre* l'Etat et l'*enseignement* privé. L'actualité brûlante l'a transformée en un forum sur les nouveaux textes du ministre de l'éducation nationale, dont l'exégèse à chaud a été faite par le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, et par Mme Nicole Fontaine, déléguée au secrétariat général de l'enseignement catholique et spécialiste de la situation juridique de l'école privée.

Lorsque M. Jacques Barrot, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement et député U.D.F. de la Haute-Loire, a ouvert le feu, vendredi, en prédisant *« une rude journée pour la liberté d'enseigner »*, la salle ne l'a pas vraiment cru. L'orateur venait lui-même de découvrir les propositions de M. Savary, qui circulaient dans les travées de l'assemblée générale. M. Jean-Pierre Gardy, président du S.N.C.E.E.L., avait juste annoncé *« une avalanche de textes dont on ne connaît pas les détours, et Dieu sait s'il y en a ! »*.

Le Père Guiberteau a fait une analyse détaillée des mesures proposées. Mêlant la badinerie – *« Je ne comprenais pas tout, alors j'ai téléphoné au ministère »* – et la gravité – *« Notre liberté sera minée de l'intérieur par la titularisation des maîtres »*, – le responsable de l'enseignement catholique, ancien chef d'établissement lui-même, tire sa propre leçon des textes. Au passage, il dénonce *« les maternelles désormais soumises au bon vouloir des communes »* et prévoit *« la mainmise des syndicats intégrationnistes sur les commissions d'agrément »*, mais lâche aussi quelques remarques positives : les services communs à plusieurs établissements dans le cadre de l'E.I.P. ? *« Ce n'est pas forcément mauvais. »*

Dans les mêmes circonstances, voici un an, M. Guiberteau avait été contesté par la minorité la plus dure du syndicat. Cette fois, les chefs d'établissements privés ont unanimement applaudi celui qui les appelle à *« l'unité malgré les tensions et les rivalités de personnes et d'organismes »*. L'heure des états d'âme est passée. *« Les structures de nos établissements vont être changées en six semaines. Ce n'est plus le moment d'ergoter »*, commente M. Gardy.

Les chefs d'établissements approuvent la démarche de M. Guiberteau. *« Nous ne sommes pas des excités comme certains dans d'autre secteurs de l'enseignement privé*, confie un adhérent. *Mais nous serons un million à Paris s'il le faut. »* Un de ses collègues se réjouit que le secrétaire général soit enfin *« sorti de sa réserve pour se mouiller et découvrir ce qui se cache derrière les paroles du ministre »*.

L'apocalypse serait-elle à l'ordre du jour ? Personne ne pourrait en douter à l'écoute de Mme Nicole Fontaine, porte-parole des « durs » de l'enseignement catholique. Avec une fermeté parfois proche de la férocité, elle part en guerre contre le *« choix faussé »* de la titularisation et prédit l'*« éclatement de nos équipes pédagogiques »* consécutif à l'osmose privé-public. Puis, avec la même ferveur, elle enjoint les chefs d'établissements d'abandonner lassitude et résignation pour dissuader les maîtres tentés par la titularisation, en expliquant à ces derniers *« avec délicatesse, mais franchise »*, que le sort de l'enseignement catholique ne peut dépendre d'eux seuls. Autrement dit, *« il n'appartient pas au personnel navigant de détourner le bateau de sa destination »*. Une mobilisation trop faible serait *« une grande erreur devant l'Histoire »*, assure Mme Fontaine pour rallier les derniers hésitants en appelant à la résistance et à l'unité. Car *« rien n'est forcément joué »*. Sa sévère explication des textes a mis les chefs d'établissements au pied du mur, et quelques-uns se félicitent que l'enseignement catholique abandonne le *« le langage des colombes »*.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Syndicat national des chefs d'établissements d'enseignement libre (S.N.C.E.E.L.)

● *Troisième décès parmi les Français perdus au Sahara.* – Mme Simone Barot, qui s'était égarée depuis le 22 décembre au Sahara algérien avec son mari et ses deux filles, est morte dans la nuit de vendredi 13 à samedi 14 janvier des suites de son état d'épuisement. Le décès de Mme Barot, retrouvée vendredi avec sa famille par les équipes algériennes de secours aux confins algéro-maliens, porte à trois le nombre des victimes de cette tragédie (*le Monde daté 15-16 janvier*), M. Gaston Barot et l'une de ses filles, Marie-Pierre, avaient été retrouvés morts. L'unique survivante de la famille Barot, Colette, 26 ans, fait toujours l'objet de soins prodigués par une équipe médicale dépêchée à Silet, à 160 kilomètres au sud-est de Tamanrasset, où les quatre voyageurs ont été retrouvés. – *(A.F.P.)*

OPERATIONS DE POLICE CONTRE LES HOMOSEXUELS

Dans la nuit du 13 au 14 janvier, la police a effectué, à Paris, plusieurs opérations de contrôle dans des établissements fréquentés par des homosexuels, dans les quartiers des Halles et du huitième arrondissement. Trois cent cinquante à quatre cents personnes ont été contrôlées, six interpellées et relâchées le lendemain. La police a agi sur plainte de riverains et également dans le cadre de recherches pour homicides. Toutes les personnes interpellées ont été relâchées le 14 janvier. C'est au cours de cette même nuit que M. François Mitterrand a rendu visite, dans d'autres quartiers, à divers services de police parisiens.

Le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (C.U.A.R.H.) a dénoncé cette *« série de rafles »*. *« Rompant ainsi délibérément avec la nouvelle politique mise en place par Gaston Defferre et l'ensemble de la majorité*, estime le C.U.A.R.H., *la police renoue aujourd'hui avec des méthodes que les démocrates croyaient révolues. »*

A Caen, au cours de la même nuit, la police a procédé à des opérations de contrôle similaires, nous signale notre correspondant. Le C.U.A.R.H. a demandé une entrevue à M. Defferre, lors de sa coordination nationale les 14 et 15 janvier. Diverses propositions ont été adoptées. Il a décidé que après son congrès prévu à Paris les 21, 22 et 23 avril, il organiserait le 23 juin 1984, une manifestation nationale dans les rues de la capitale.

Incidents à la prison de Nîmes

Des incidents ont eu lieu, dimanche 15 janvier, à la maison d'arrêt de Nîmes. Un gendarme a été légèrement blessé par un projectile.

Un jeune prisonnier en détention provisoire avait grimpé sur le toit le matin au cours de la première promenade et avait exigé une entrevue avec le procureur de la République.

Lors de la deuxième promenade, plusieurs détenus, dont le propre frère du jeune homme, ont refusé de rentrer dans leurs cellules. En fin de matinée, une trentaine de policiers, gendarmes et deux maîtres de chiens pénétraient dans la prison. Peu de temps après, le détenu descendait du toit, ayant obtenu l'assurance des autorités administratives, d'une part, que les événements de la journée ne lui seraient pas imputés et, d'autre part, qu'il rencontrerait très bientôt le procureur de la République.

On a assassiné Robert Boulin
estime la famille de l'ancien ministre

Robert Boulin ne s'est pas suicidé. Il a été assassiné et le mobile serait politique. C'est ce qu'ont déclaré ses proches au cours du week-end. La semaine dernière, M. Bertrand Boulin, son fils, avait rendu publiques les conclusions du second rapport d'expertise du corps de l'ancien ministre. L'avocat de la famille, Me Jacques Vergès, en avait conclu qu'il y avait eu *« rixe et coups portés »* (*le Monde* du 14 janvier).

Samedi 14 janvier, sur T.F.1, Mme Fabienne Burgeat, la fille de Robert Boulin, a estimé que *« la thèse de l'assassinat était désormais une certitude »*. Selon Mme Burgeat et M. Bertrand Boulin, qui s'en est ouvert, dimanche, à l'Agence France-Presse, l'assassinat de leur père serait lié à la disparition de dossiers marqués *« Strictement confidentiel »* aperçus par M. Bertrand Boulin dans le coffre-fort du ministre avant la mort de ce dernier. Selon le fils de Robert Boulin, l'un de ces dossiers portait les mots *« Elf-Aquitaine-Transaction C.E.R. »*. Les initiales C.E.R. signifient Compagnie européenne de recherches, la société fondée par l'un des « inventeurs » des « avions renifleurs ».

En février 1978, a déclaré M. Bertrand Boulin à l'A.F.P., son père, qui était alors ministre délégué à l'économie et aux finances, lui aurait dit : *« On me cache des choses, » j'en ai marre. J'apprends qu'il y a » des fonds qui vont en Suisse. Mais » là, c'est une grande entreprise » d'Etat. On se fout de ma gueule. »*

» Les trois autres dossiers aperçus » par M. Bertrand Boulin portaient » les mentions *« Dassault »*, *« Sécu» rité sociale – Malversations »* et » *« Arabie Saoudite – Avions tran» sactions »*.

» Pour la famille de Robert Bou» lin, les lettres écrites par celui-ci » faisant état de son intention de se » suicider seraient des faux. La » plainte contre X... pour homicide » volontaire déposée par ses proches » en juin 1983 est actuellement ins» truite par un magistrat du tribunal » de Versailles, M. Michel Maes» troni. Au mois de septembre, la fa» mille de Robert Boulin avait de» mandé que ce juge d'instruction » entende MM. Jacques Chaban» Delmas, ancien premier ministre, » Alain Peyrefitte et Michel Ponia» towski, anciens ministres. Mardi » 17 janvier, M. Maestroni doit offi» ciellement notifier à la famille » Boulin les conclusions du nouveau » rapport d'expertise, notification » prévue par l'article 167 du code de » procédure pénale.

Le Monde

sports

TENNIS

McEnroe en grand maître

New-York. — Classé numéro un mondial depuis 1981, l'Américain McEnroe, champion de Wimbledon, qui aura vingt-quatre ans le 15 février prochain, s'est imposé comme le meilleur joueur de la saison écoulée en gagnant les deux titres de maître mis en jeu au Madison Square Garden. Dimanche 15 janvier, il a battu en trois manches (6-3, 6-4, 6-4) le Tchécoslovaque Ivan Lendl, qui était le tenant des titres 1981 et 1982 puis, associé à son compatriote Peter Flemming, il a dominé la paire tchécoslovaque Smid-Slozil (6-2, 6-2). Cette double victoire lui a rapporté 117 000 dollars, ce qui porte à 5 475 000 dollars le total des prix dans sa carrière, où il a gagné quarante-six titres en simple. Ce succès a été signé dans un style qui est la marque d'un « grand maître ».

De notre envoyé spécial

L'année 1983 s'est achevée sans que la personnalité d'un joueur se fût réellement imposée. Les quatre levées du grand chelem — Roland-Garros, Wimbledon, Flushing-Meadow et Kooyong — avaient été faites par quatre joueurs différents, Yannick Noah, John McEnroe, Jimmy Connors et Mats Wilander. Le Tournoi des maîtres n'était donc pas une simple formalité de fin de saison, mettant surtout à l'épreuve le talent des conseillers fiscaux des stars de la raquette qui tiraient au Madison Square Garden une galette des rois de 400 000 dollars. Il s'agissait bel et bien de savoir qui était le plus fort.

Eh bien ! le meilleur fut incontestablement John McEnroe. Le champion de Wimbledon a donné samedi et dimanche un véritable récital, un chef-d'œuvre d'inspiration et d'improvisation. Il y avait là tout le tennis, et un peu plus que le tennis, la magie d'une balle improvisée par un funambule génial des courts. L'Américain est en effet parvenu à jouer la demi-finale et la finale en gardant un registre exceptionnel. Mats Wilander, qui l'avait pourtant surclassé au cours de leurs trois matches de l'année écoulée, fit le premier les frais de ce jeu sous haute tension. Mais le brio insolent, affiché par l'Américain contre le Suédois, n'était rien en comparaison du feu d'artifice qu'il allait tirer contre Ivan Lendl.

Vainqueur des deux derniers tournois, celui-ci avait déclaré, après avoir disposé sans difficulté majeure de Connors, son bourreau des Internationaux des États-Unis en demi-finale : *« La finale se jouera essentiellement au service »*. Il ne pouvait pas mieux dire. Malheureusement pour lui, son grand engagement à plat, habituellement dangereux en salle, ne claqua pas aussi fort qu'il l'aurait voulu. Au total, le protégé de Fibak ne passa qu'une première balle de service sur deux. Celles-ci lui assurèrent le point huit fois sur dix. Toutefois, il a eu beaucoup plus de mal sur les secondes balles que McEnroe, en s'avançant profondément dans le court, retournait le plus souvent sous des angles impossibles.

Prestidigitateur

Au reste, le numéro un mondial évitait systématiquement l'épreuve de force avec le Tchécoslovaque qui s'était précisément imposé lors de la finale du précédent Masters. Le champion de Wimbledon, qui avait alors subi sa septième défaite consécutive face au Tchécoslovaque, a depuis résolument changé de tactique. Cela lui a permis de vaincre trois fois sur quatre en 1983. Au lieu de répondre à la force par la force, il laisse son bras gauche agir en toute liberté, c'est-à-dire délivrer les coups les plus surprenants aux moment les plus inattendus. Lendl dut ainsi courir comme un lièvre pour tenter de retourner des amortis-tortues qui sortaient de la raquette de McEnroe comme du chapeau d'un prestidigitateur.

Le New-Yorkais s'est aussi appliqué à ne pas laisser de répit à son adversaire, évitant au maximum les échanges de fond de court, d'où le coup droit de Lendl peut être meurtrier, pour prendre le filet. Là, il imprima une telle accélération à ses volées que Lendl retourna le plus souvent des passing-shots en bout de court qui étaient essentiellement perdants.

Toutefois, ce fut bien au service que McEnroe fit réellement la différence. Alors que Lendl misait sur la puissance, l'Américain jouait sur le placement et la vélocité. *« Plusieurs joueurs servent plus fort que John, mais son service est le plus dur à rattraper »*, a reconnu Lendl, après avoir encaissé sept aces et au moins un service gagnant par jeu. Dans ces conditions, le numéro deux mondial ne fut qu'une fois par manche en position de faire le break. A chaque occasion, le Tchécoslovaque, qui tentait de revenir à la marque, fut impitoyablement refoulé par des services-volées dévastateurs. L'avantage que les balles lourdes et le cour relativement lent étaient censés donner au Tchécoslovaque a été annihilé par le jeu étincelant de l'Américain.

Cela ne veut pas dire que Lendl ait été ridicule et qu'il ait sombré moralement comme lors de la finale de Flushing-Meadow face à Connors. Au contraire, il s'est battu jusqu'au bout, mais c'était un peu comme la chèvre de M. Seguin. Son courage ne pouvait rien, dimanche, contre le tennis de McEnroe, qui n'avait sans doute pas joué à ce niveau depuis 1981, année où il avait triomphé successivement à Wimbledon et à Flushing-Meadow pour détrôner le roi Borg. Il fallait d'ailleurs que ce fut un super-McEnroe pour vaincre, car Lendl ne baissa qu'une fois par set sa garde, et ce fut ces trois occasions que saisit l'Américain sans coup férir pour faire la différence.

Ce McEnroe au sommet de son art, qui a parachevé ce succès en simple par une rapide et nette victoire avec son partenaire de double Fleming sur la paire tchécoslovaque Smid-Slozil, devrait prochainement être couronné champion du monde par le jury de la Fédération internationale de tennis. Pour peu que les problèmes physiques qui l'ont handicapé ces dernières saisons ne resurgissent pas, ce règne devrait se prolonger encore en 1984. Connors, qui fêtera bientôt ses trente-deux ans, aspire moins à reconquérir la première place qu'à finir en beauté en gagnant la Coupe Davis. Lendl, qui est depuis deux ans maintenant le postulant le plus sérieux à la première place, n'arrive pas à donner le coup d'accélérateur qui lui permettrait de franchir l'ultime étape vers le sommet. Noah, qui se promène maintenant à New-York le crâne rasé, est en plein spleen. Seul Wilander, qui vient de gagner les internationaux d'Australie sur le gazon paraît avoir une marge de progression assez large pour contester sérieusement l'hégémonie de McEnroe.

Le vilain mioche

Mais le nouveau maître a affirmé n'en craindre aucun. Autant que dominer le tennis mondial, McEnroe voudrait d'ailleurs maintenant conquérir l'estime du public. Un domaine dans lequel il a beaucoup de retard à rattraper. Contrairement à Connors, qui s'est encore une fois révélé être le chouchou des spectateurs du Madison Square Garden en dépit d'un comportement frisant l'obscénité, notamment contre Lendl, McEnroe est resté *« super-brat »*, c'est-à-dire le vilain mioche pour la foule. Les dix-neuf mille personnes qui avaient soutenu, samedi, Jimbo dans la défaite ont volontiers hué, dimanche, Big-Mac dans la victoire. Pourtant, celui-ci a eu tout au long du tournoi un comportement calme relativement à ses débordements antérieurs. Excepté une raquette brisée de rage après un coup malheureux, McEnroe s'est assez bien tenu : il n'a pas polémiqué outrageusement avec les juges de ligne pour les nombreux appels douteux, il n'a pas attaqué de photographes et il s'en est essentiellement pris à lui-même quand cela n'allait pas, ce qui a été assez rare. Bref, ce fut bien le joueur le plus fort et le plus attachant qui a été couronné dimanche au « Garden ».

ALAIN GIRAUDO.

ESCRIME

Les mousquetaires de Gilbert Lefin

A six mois des Jeux olympiques de Los Angeles, l'escrime française peut, à nouveau, compter sur ses mousquetaires : Philippe Boisse, vingt-huit ans, médecin radiologue ; Michel Salesse, vingt-huit ans, conseiller technique régional d'escrime ; Olivier Lenglet (vingt-quatre ans), étudiant en éducation physique, et Jean-Michel Henry, un tout jeune bachelier, rêvent à nouveau de se couvrir d'or en Amérique, en compagnie de leur leader Philippe Riboud (vingt-six ans), étudiant à l'Institut français de gestion, malheureusement écarté des compétition depuis près d'un an par un point de pleurésie doublé d'une phlébite. Dans l'attente, pour ce dernier, du verdict de la faculté qui indiquera, mardi 17 janvier, s'il peut reprendre sa carrière sans risque, Philippe Boisse a commencé, avec éclat, cette année olympique en remportant, dimanche, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, le challenge Monal à l'épée, une épreuve que les Français n'avaient pas gagnée depuis Jacques Brodin, en 1969.

Avec la troisième place d'Olivier Lenglet, battu en demi-finale par le chevronné Hongrois Erno Kolczonay, vice-champion du monde en 1979 et 1980, et la septième place d'Eric Srecki, tout juste sorti des rangs juniors, les Français ont démontré, devant quelque cent soixante-dix tireurs étrangers — Soviétiques exceptés, — qu'ils demeuraient au premier plan de cette discipline où ils ont gagné, par équipe, le titre olympique à Moscou, en 1980, et les deux derniers championnats du monde, à Rome en 1982 et à Vienne en 1983.

A l'origine de cette réussite, on trouve un Nordiste de cinquante ans, le maître d'armes Gilbert Lefin. Lorsqu'il a été nommé entraîneur national en 1976, les épéistes, qui attendaient un titre mondial depuis dix ans, vivaient dans l'ombre des fleurettistes. Pour remonter le courant, Gilbert Lefin disposait des structures de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), d'une méthode de travail fondée sur une préparation très intensive et surtout d'un modèle en la personne de Philippe Riboud, un colosse de 1,92 mètre pour 95 kilos, qui assimila, sans rechigner, cet entraînement à haute dose.

Champion du monde en 1979 à Melbourne, vice-champion du monde en 1978 et en 1982, médaillé de bronze à Moscou, Philippe Riboud ne pouvait que servir d'exemple à la quinzaine d'épéistes rassemblés par Gilbert Lefin à la section Sport-études d'escrime de l'INSEP. Si Riboud avait joué un rôle non négligeable dans la conquête des titres par équipe aux Jeux de 1980 et aux championnats du monde de 1982, la valeur de ses compagnons d'armes fut surtout reconnue, l'année dernière, quand ils conservèrent leur titre après le forfait de leur leader. Cet épanouissement, confirmé par la quatrième place d'Olivier Lenglet et la septième de Philippe Boisse dans le championnat du monde individuel, a trouvé un premier aboutissement avec le succès de ce dernier dans le challenge Monal.

Avec le retour espéré de Philippe Riboud, trois épéistes français peuvent, désormais, ambitionner la victoire dans les plus grandes épreuves du calendrier international. C'est de bon augure pour les Jeux olympiques de Los Angeles, où ils devront défendre leur titre par équipe, mais aussi pour la compétition individuelle, où la dernière médaille d'or française a été gagnée par Lucien Gaudin, en 1928.

GÉRARD ALBOUY.

AUTO-MOTO

LE RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

B.M.W., Porsche et les autres

A cinq jours de l'arrivée à Dakar (Sénégal), le rallye Paris-Alger-Dakar est en train de sombrer dans la monotonie. La supériorité des écuries ouest-allemandes B.M.W. et Porsche est telle que rien ou presque ne leur échappe.

La douzième étape, disputée samedi 14 janvier entre Yamoussoukro et Touba (Côte-d'Ivoire), comportait deux épreuves spéciales, qui ont été remportées par le Français Hubert Auriol devant le Belge Gaston Rahier sur B.M.W., dans la catégorie des motos.

L'équipage Ickx-Brasseur (Porsche) a gagné, pour sa part, la première épreuve spéciale dans la catégorie automobiles, tandis que Colsoul-Lopes (Opel) remportait la seconde.

La treizième étape, Touba-Kissidougou (Guinée), disputée dimanche 15 janvier, comportait également deux épreuves spéciales. Elles ont été remportées par Hubert Auriol (B.M.W.) et Serge Bacou (Yamaha). Gaston Rahier, qui a dû se contenter de terminer à la quatrième et à la troisième places des deux « spéciales », a perdu dix minutes précieuses sur Hubert Auriol. Le dernier vainqueur du Paris-Dakar n'est plus qu'à dix minutes de son coéquipier au classement général. Les deux hommes devancent de près de trois heures Raymond Loiseaux, un autre représentant de la marque B.M.W.

Dans la catégorie automobiles, l'équipage Metge-Lemoine (Porsche) a gagné les deux spéciales de la treizième étape, devant Zaniroli-Da Silva (Range-Rover). Il occupe toujours la première place du classement général.

Une proposition de Mgr Lustiger

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a proposé, dimanche 15 janvier, que le prochain rallye Paris-Dakar soit couru entre des camions tout terrain chargés de vivres, de médicaments, qu'ils distribueraient aux populations des pays traversés.

Invité de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, le cardinal a notamment estimé que le règlement du rallye devait être modifié, le gagnant étant le camion qui « aurait distribué le plus de choses, à plus de gens, dans les plus brefs délais », *les camions devant être ensuite laissés sur place avec les pièces de rechange.*

SKI ALPIN

Perrine qui rit, Perrine qui pleure...

Perrine Pelen, qui n'avait pas remporté de victoire depuis trois ans, a gagné, samedi 14 janvier, le slalom de Badgastein (Autriche), comptant pour la Coupe du monde féminine de ski alpin. La skieuse française, dont les résultats avaient été contrariés, la saison dernière, par une blessure due à une chute à Schruns (Autriche), s'est ainsi rappelée à l'attention de ses adversaires à quelques semaines des Jeux olympiques de Sarajevo (Yougoslavie). Elle avait terminé, au début de la saison, deuxième du slalom géant de Val-d'Isère.

Cinquième au terme de la première manche à 53 centièmes de seconde de la Polonaise Dorota Tlalka, Perrine Pelen a renversé la situation dans le second parcours, pour distancer finalement l'Autrichienne Roswitha Steiner de 58 centièmes et la Polonaise de 61 centièmes de seconde. Cette victoire a sauvé l'équipe de France de la déroute, Hélène Barbier, Christelle Guignard et Fabienne Serrat n'ayant pas réussi à se classer au terme des deux manches.

Perrine Pelen n'a pas connu, en revanche, la même réussite, dimanche 15 janvier, dans le slalom de Maribor (Yougoslavie), où, avec l'Autrichienne Steiner, elle a été contrainte d'abandonner. C'est finalement la Suissesse Erika Hess, neuvième à Badgastein, qui, après ses succès dans le slalom de Kranjska Gora (Yougoslavie), et le slalom géant de Val-d'Isère, a obtenu sa troisième victoire devant les Américaines Tamara McKinney et Christin Cooper.

Hanni Wenzel (Liechtenstein), neuvième du slalom après avoir gagné la descente, a réussi à Badgastein une bonne opération. Elle a ravi, avec un total de 189 points, la première place de la Coupe du monde à l'Allemande de l'Ouest Irène Epple (173 points).

Chez les hommes, la descente du Lauberhorn, disputée à Wengen, a vu la victoire surprise de l'Américain Bill Johnson (vingt-trois ans). Parti en deuxième série, le vainqueur de la Coupe d'Europe 1983 a profité d'une meilleure visibilité et d'une neige plus dure pour devancer tous les favoris, malgré une chute évitée par miracle en fin de parcours. La deuxième place est revenue à l'Autrichien Anton Steiner, un spécialiste du slalom, parti avec le dossard 56. Les Français, encore une fois très décevants, n'ont, semble-t-il, toujours pas trouvé la bonne glisse.

PARIS

BEAUBOURG AURA DES AILES

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, autrement dit Beaubourg, va s'agrandir. Le Centre connaît un tel succès populaire que, moins de six ans après son inauguration, il cherche de nouveaux espaces.

Renzo Piano, l'architecte du Centre, a été appelé à ajouter deux ailes au vaisseau de verre et d'acier. L'une au nord, le long des rampes d'accès au parking, abritera une salle de cinéma de 350 places. L'autre au sud, où, sous les superstructures métalliques, la galerie d'art contemporain fera l'objet d'une extension en rez-de-chaussée. Ces deux projets ont motivé une demande de permis de construire. Lors de sa séance du 10 janvier, la commission départementale des sites n'y a pas fait opposition.

Les résultats

Athlétisme

MEILLEURE PERFORMANCE MONDIALE A LA PERCHE

Le Soviétique Serguei Bubka, champion du monde l'été dernier à Helsinki, a battu d'un centimètre la meilleure performance mondiale en salle au saut à la perche de l'Américain Bill Olson, avec un bond de 5,81 mètres, réussi le 14 janvier à Vilnious (Lituanie).

CROSS-COUNTRY DU MANS

Pierre Levisse a remporté, dimanche 15 janvier, le cross du Mans organisé par Ouest-France *devant Dominique Chauvelier et Thierry Watrice qui a enregistré, à cette occasion, sa première défaite de la saison.*

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(quinzième journée)

* Limoges b. Reims	108-90
* Vichy b Orthez	91-86
Le Mans b. * Caen	89-64
Stade Français b. * Challans	108-98
* Antibes b. Monaco	86-67
* Villeurbanne b. Avignon	84-74
* Tours b. Lyon	80-74

Classement. — 1. Limoges, 40 pts ; 2. Le Mans, Stade Français, 38 ; 4. Antibes, 37 ; 5. Orthez, 36 ; 6. Villeurbanne, 31 ; 7. Avignon, 29 ; 8. Tours, 28 ; 9. Vichy, 27 ; 10. Caen, 26 ; 11. Monaco, Lyon, 25 ; 13. Challans, 22 ; 14. Reims, 18.

Cyclisme

CYCLO-CROSS DE CHATEAUROUX

Bernard Hinault qui était associé à un coureur amateur, Alain Hubert a terminé, dimanche 15 janvier, à la deuxième place du cyclo-cross open de Saint-Maur, près de Châteauroux, derrière son ex-coéquipier de Renault-Gitanes Jean Chassang associé à son frère Bernard.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-quatrième journée)

*Toulon b. Bordeaux	1-0
Monaco b. *Saint-Etienne	1-0
*Nantes b. Lille	2-1
*Brest b. Auxerre	2-0
*Metz et Paris-SG	1-1
*Toulouse b. Nîmes	5-0
*Strasbourg et Nancy	1-1
*Laval et Sochaux	1-1
*Rouen b. Rennes	1-0
*Lens b. Bastia	1-0

Classement. — 1. Bordeaux, 36 pts ; 2. Monaco, Nantes, 33 ; 4. Paris-SG, 31 ; 5. Auxerre, Toulouse, 30 ; 7. Strasbourg, 27 ; 8. Laval, 25 ; 9. Rouen, Lens, 24 ; 11. Sochaux, Bastia, 22 ; 13. Metz, 21 ; 14. Lille, Toulon, Nancy, 19 ; 17. Saint-Etienne, 18 ; 18. Brest, 17 ; 19. Rennes, 16 ; 20. Nîmes, 14.

DEUXIÈME DIVISION
Groupe A
(Vingt-quatrième journée)

Gueugnon b. *Sète	1-0
*Martigues et Béziers	1-1

Exempt : La Roche-sur-Yon.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Cannes, Grenoble, Alès, 25 ; 9. Gueugnon, Thonon, 23 ; 11. Martigues, 20 ; 12. Angoulême, Béziers, Sète, 18 ; 15. Villefranche, Besançon, Libourne, 17 ; 18. La Roche-sur-Yon, 16 ; 19. Cuiseaux-Louhans, 15.

*Libourne et Marseille	1-1
*Alès et Lyon	1-1
*Angoulême et Limoges	0-0
*Cuiseaux-Nice	reporté
*Villefranche et Montpellier	0-0
*Besançon b. Thonon	4-1
*Cannes b. Grenoble	1-0

Groupe B
(Vingt-deuxième journée)

*Tours b. Mulhouse	1-0
*Racing CP b. Quimper	4-0
Le Havre b. *Montceau	2-1
Châteauroux b. *St. Français 92	4-2
*Guingamp b. Red Star	2-0
*Orléans et Reims	1-1
Valenciennes b. *Sedan	1-0
*Angers b. Abbeville	2-0
*Roubaix et Dunkerque	0-0

Classement. — 1. Tours, 33 pts ; 2. Racing CP, Le Havre, 31 ; 4. Guingamp, 27 ; 5. Reims, Stade Français 92, 26 ; 7. Mulhouse, Valenciennes, 25 ; 9. Orléans, 24 ; 10. Châteauroux, 21 ; 11. Sedan, 20 ; 12. Dunkerque, 19 ; 13. Abbeville, 17 ; 14. Angers, 16 ; 15. Red Star, Quimper, 15 ; 17. Montceau, 13 ; 18. Roubaix, 12.

Patinage artistique

CHAMPIONNATS D'EUROPE A BUDAPEST

L'épreuve de danse qui clôturait les championnats d'Europe, samedi 14 janvier à Budapest a une fois de plus couronné les Britanniques Jayne Torvill et Christopher Dean, crédités trois fois de la note maximum de 6 pour la technique et de huit fois cette même note (sur neuf juges) pour l'impression artistique. Les Soviétiques Natalia Bestemianova et Andrei Bukin ont dû se contenter de la médaille d'argent devant leurs compatriotes Marina Klimova et Serguei Ponomarenko. Les Français Nathalie Hervé et Pierre Béchu, cinquièmes l'an dernier, ont rétrogradé à la huitième place.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Onzième journée)

Poule 1

*Béziers b. Tarbes	14-11
*Carcassonne b. Montauban	10- 7
*Hyères b. Castres	29-15
*Oloron b. Bagnères	12- 0

Classement. — 1. Béziers, 28 pts ; 2. Tarbes, Hyères, 23 ; 4. Oloron, 19 ; 5. Bagnères, 18 ; 6. Montauban, 17 ; 7. Castres, 16 ; 8. Carcassonne, 15.

Poule 2

Brive b. *La Voulte	22-17
*Angoulême b. Vienne	28- 9
Nice b. *Grenoble	6- 3
*Graulhet b. Toulon	10- 6

Classement. — 1. Graulhet, 25 pts ; 2. Toulon, Grenoble, 23 ; 4. Brive, 22 ; 5. Nice, 21 ; 6. Angoulême, 18 ; 7. Vienne, La Voulte, 14.

Poule 3

*Lourdes b. Agen	18- 6
*Tulle b. Boucau	12- 3
*Dax b. La Rochelle	8- 3
Toulouse b. *PUC	29-13

Classement. — 1. Dax, 25 pts ; 2. Agen, 23 ; 3. Toulouse, Tulle, 22 ; 5. La Rochelle, 21 ; 6. Lourdes, 19 ; 7. Boucau, 18 ; 8. PUC, 10.

Poule 4

*Montferrand b. Aurillac	12- 7
*Hagetmau b. Aire	3- 3
*Perpignan b. Albi	30- 6
*Bayonne b. Tyrosse	12- 3

Classement. — 1. Bayonne, Montferrand, 24 pts ; 3. Perpignan, Tyrosse, 22 ; 5. Aurillac, 20 ; 6. Aire, 18 ; 7. Hagetmau, Albi, 15.

Poule 5

*Romans b. Bourg	12- 6
Narbonne b. *Nîmes	20-18
*Bègles et Mont-de-Marsan	3- 3
*Biarritz b. Pau	26- 3

Classement. — 1. Narbonne, 28 pts ; 2. Bègles, 24 ; 3. Mont-de-Marsan, Pau, 21 ; 5. Nîmes, 18 ; 6. Biarritz, Bourg, Romans, 16.

Ski de fond

CHAMPIONNATS DE FRANCE A AUTRANS

L'Autranais Dominique Locatelli, sur 50 kilomètres, et la Jurassienne Françoise Gindre, sur 20 kilomètres, ont été les premiers lauréats des championnats de France de ski de fond qui ont débuté le 14 janvier à Autrans.

Tennis

DÉFAITE DE MARTINA NAVRATILOVA

La Tchécoslovaque Hana Mandlikova a mis fin, dimanche 15 janvier, à la série ininterrompue de cinquante-quatre victoires de son ancienne compatriote Martina Navratilova en la battant 7-6, 3-6, 6-4, en finale du tournoi d'Oakland.

Le Monde

culture

THÉATRE

« ANGELO, TYRAN DE PADOUE », de Victor Hugo

Des meurtres pour rire

Le public est tout oreilles, et il rit souvent de bon cœur, pendant que filent à fond de train les coups de théâtre et de poignard du mélodrame de Victor Hugo *Angelo, tyran de Padoue*. C'est la meilleure mise en scène de Jean-Louis Barrault depuis quelques années.

Hugo voulait faire très gros, frapper fort, et offrir un rôle de rêve à une comédienne qu'il aimait bien, Marie Dorval.

Dans une Padoue de roman noir, investie par les barbouzes de Venise, une actrice en vue, la Tisbé, est folle *amoureuse d'un jeune prince* (dépossédé), Rodolfo.

Rodolfo, lui, est amoureux d'une créature paradisiaque qu'il a aperçue une fois contre le pilier d'une église, et qui lui ménage, à intervalles très éloignés, des rendez-vous nocturnes, Catarina.

Le tout, pour Hugo, est de combiner hasards et accidents de telle sorte qu'au dernier tableau la Tisbée se fasse occire avec une dague par son Rodolfo, en le persuadant qu'elle vient elle-même d'assassiner Catarina, par jalousie. Sitôt la Tisbé trucidée, Catarina réapparaît, fraîche comme une rose.

Jusque-là, Angelo est un festival de corridors secrets, agents doubles, faux cercueils, tueurs à gages embusqués à tous les coins du palais...

Victor Hugo eut la faiblesse, par arrivisme sans doute, de confier sa pièce au Théâtre Français. Il y avait là une actrice qui faisait la pluie et le beau temps (la Denise Gence de l'époque si l'on veut), Mlle Mars, qui se fit attribuer le rôle qu'avait écrit Hugo pour Marie Dorval, celui de la Tisbé. Marie Dorval joua Catarina. Les représentations, très chaudes, *devinrent un match de cris et d'applaudissements entre les groupies*, jeunes, de Marie Dorval, et les *supporters, moins frais*, de Mlle Mars. Un an plus tard, Marie Dorval reprenait le rôle de la Tisbé.

Les comptes rendus de l'époque ne laissent pas entendre que le public riait, comme aujourd'hui. C'est que depuis le romantisme, le théâtre a trop changé, le monde aussi. Les capuches couleur de muraille ne font plus peur, les hurlements du cœur ne touchent plus. Reste, *en revanche, la gaieté d'imagination* de Victor Hugo, qui provoque une bonne humeur.

Les acteurs, dirigés par Barrault, jouent très pince-sans-rire, et c'est cela aussi qui fait monter le comique. Cyrielle Claire (Catarina) s'affirme de pièce en pièce, son jeu s'éclaire, même les traits de son visage se précisent – elle devait refuser de porter la hideuse perruque blondasse, énorme, qui lui pend derrière la nuque. Pierre Tabard est *remarquable dans le rôle d'un* homme de main d'un gouvernement *secret, qui organise les quiproquos* : il met une spiritualité printanière *dans une combinaison sordide*, c'est fascinant. Jacques Dacqmine, géant calme, est Angelo. Un acteur excellent, Xavier Renoult, s'est vu attribuer, pour tout potage, d'ouvrir une porte à deux battants : il y a peut-être un système de pénalisations, au Théâtre du Rond-Point. Il est vrai que Barrault lui-même ne tient qu'une petite silhouette de tueur à gages. Il aime beaucoup apparaître, commme cela, en marge. Enfin, le rôle essentiel de la Tisbé est échu à *Geneviève Page, au métier éprouvé.*

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Rond-Point, 20 h 30, en alternance.

MUSIQUE

BERIO, APERGHIS ET PORTAL

Les anges et les démons

Affluence, vendredi, au grand foyer du Palais de Chaillot, envahi par une foule jeune et démonstrative, pour le concert de Musique vivante. L'association que dirige *Diego Masson présente toujours* des programmes bien choisis et attirants, qui rendent familière l'approche de la musique contemporaine, et elle annonçait, de plus, Michel Portal, idole du public classique autant que jazz.

Qui, d'ailleurs, ne se délecterait des *Folk Songs* de Luciano Berio? *Ils s'appuient sur des matériaux simples* et universels : une guirlande de mélodies européennes et américaines, rehaussées avec un art de bijoutier par des accompagnements prodigieusement subtils qui révèlent le génie rythmique et harmonique caché de ces humbles pièces. Un régal multipliant la saveur native de ces chants, *qui ont été interprétés* avec une expression très intérieure, comme instinctive et sensuelle, par Anne Bartelloni, entourée de sept musiciens dirigés par Yves Prin.

Non moins succulente est apparue la pièce de Georges Aperghis pour *harpe seule (et harpiste), Fidélité*. Brigitte Sylvestre y joue avec un art consommé un petit psychodrame, dont nous ne percevons que des bribes, chantonnant et parlant avec sa harpe, comme une seconde voix dans ces confidences où se mêlent les joies et les inquiétudes d'une musicienne et d'une épouse. Elle paraît *sans cesse en porte-à-faux ou en* équilibre sur un fil, et nous tient miraculeusement en haleine de bout en bout, tant musiques et paroles sont tressées par un monologue mystérieux de l'inconscient.

Au contraire, *A.* d'un jeune compositeur, Charly Malherbe, sur des fragments de lettres écrites par une femme à l'amant qui l'a abandonnée (pour voix, flûte et trois violoncelles), essaie vainement de faire vivre les mots et les phrases musicales, *qui restaient inanimées, malgré le* talent de Wendela Bronsgeest.

Il ne restait plus qu'à se livrer au torrent sonore du Michel Portal Unit. Le récent Grand Prix national de la musique avait en effet invité quelques jazzmen musclés de divers pays (le pianiste Joachim Kühn, le tromboniste George Lewis, le guitariste Harry Pepl, le batteur Daniel Humair et le bassiste J.-F. Jenny-Clark) à un festin d'improvisation, d'une intensité et d'une *gaieté aussi terrifiantes qu'irrésistibles.*

Le « maître de maison », que nous avions vu la veille interpréter divinement le *Quintette avec clarinette* de Mozart à la télévision, devenait une sorte de Bacchus piétinant dans sa cuve les sonorités et les rythmes de free jazz les plus effrayants, le corps torturé, passant des divers saxos à la clarinette basse et enfin au bando*néon, ordonnant d'un clin* d'œil les évolutions de ces fabuleuses tempêtes que *le vieux loup de mer* maîtrisait autant qu'il les déchaînait. Et le regard, passant, au hasard des « chorus », de l'un à l'autre de ces improvisateurs herculéens, revenait comme fasciné à ce visage aux yeux fermés sur son rêve et sa vision furieuse, modelé en force et en finesse, fragile et vulnérable derrière sa *peau boucanée, tourmenté* par tous les anges et les démons de la musique.

JACQUES LONCHAMPT.

EXPOSITIONS

A MILAN

Les belles scènes historiques d'antan

L'Italie redécouvre et bonore ses « néo-classiques » avec un *zèle que le succès ne récompense* pas toujours. Cet été, à Foligno – son pays natal, – était présenté l'œuvre de Giuseppe Piermarini, l'architecte froid et sérieux de la Scala (1776-1778) et du Palais-Royal (1771-1776) de Milan.

Cet hiver, c'est l'illustre Francesco Hayez *(1791-1882), vénitien* d'origine, mais fixé en Lombardie, où, pendant un demi-siècle, il a multiplié dans un style sentimental et sans chaleur les tableaux d'histoire que les manuels illustrés ont répandus partout : *Prédication de Pierre l'Ermite* (1829), *le Baiser d'adieu de Juliette* (1823), *la Destruction du temple de Jérusalem* (1867), sans oublier le fameux *Baiser* patriotique du jeune conspirateur (1859) et l'incroyable *Arrivée des Croisés mourant de soif devant Jérusalem* (1838), dont les dimensions géantes ont retenu l'attention du public à Turin, en 1980.

Un orientalisme de nus voluptueux comme *Bethsabée au bain (1834)* traverse ce petit romantisme d'illustration, à la facture sèche. *Et il y a aussi des portraits* de Manzoni, Cavour, Rossini, noirs et sobres. Une immense rétrospective organisée par Maria-Cristina Gozzoli et Fernando Mazzocca, au Palais-Royal et à Brera (jusqu'en *février)* comporte près de deux cents pièces. Ce qui a semblé abusif aux critiques allergiques à l'académisme, mais a comblé les fidèles de Stendhal, qui, en 1828, considérait Hayez tout simplement comme *« le premier peintre vivant »*.

ANDRÉ CHASTEL.

LI SHUANG, à la galerie Donguy

Avant le camp et après

Vêtue de turquoise – la couleur favorite de ses dernières toiles – Li Shuang a fait, mercredi soir, ses débuts parisiens pour le vernissage de la première exposition de ses œuvres à la galerie Donguy, près de la Bastille.

Condamnée à deux ans de rééducation par le travail en 1981 pour avoir *« violé les lois chinoises »*, c'est-à-dire pour avoir enfreint les règlements concernant les contacts avec les étrangers – elle allait épouser un diplomate français, sinologue de *formation*, – Li Shuang, – qui est âgée de vingt-sept ans avait été remise en liberté *il y a juste six mois*, fin juillet, sur l'intervention du gouvernement français, et était arrivée à Paris fin novembre.

Sous le titre « Périodes pékinoises », ce sont deux époques très distinctes de son travail le plus ré*cent qui sont exposées* sur deux étages : 1981 et 1983, avant le camp et après. *Première approche pour le* public d'Occident d'un art non-conformiste, à l'huile – et non pas au lavis – qui ne correspond pas aux dogmes officiels et qu'on interdit, non pas parce qu'il aborde des sujets politiques, mais sans doute parce qu'il ne les aborde pas... Dans ces toiles, où on voit les premiers pas d'un renouvellement, l'artiste – inspirée par Matisse, Gauguin, les *peintres paysagistes russes* du dix-neuvième siècle et les fresques des temples chinois – se rapproche d'un art occidental pour retrouver la Chine.

Dans un vitrine, sont exposés les autres membres du groupe des Étoiles, ce premier groupe d'artistes non-conformiste créé par Li Shuang et ses amis en 1979 ; des photos montrent quelques expositions officielles ou « sauvages » de ces moins *de trente ans*.

L'exposition se poursuit jusqu'au 4 février. Qui sera également le jour du mariage de Li Shuang et d'Émanuel Bellefroid...

NICOLE ZAND.

★ Galerie Donguy, 57, rue de la Roquette. 75011 Paris. Tél. : 700-10-94. On pourra lire au sujet du groupe des Étoiles (*Xing-Xing*) la revue *Doc(k)s* n° 41 : « Poèmes et art en Chine : les non-officiels. »

NOTES

Théâtre

« RUE NOIRE » A L'ÉPÉE-DE-BOIS

Ballade irlandaise

En écrivant *Rue Noire*, sa première *pièce de théâtre*, Annie Diguet a pensé à Bobby Sands, au journal de Bobby Sands, militant républicain irlandais, mort en 1981, après *soixante-six* jours de grève de la faim. Le même été, dix autres qui avaient *également cessé de se nourrir* disparaissaient, sans avoir obtenu de l'Angleterre le *statut de prisonniers* politiques.

Rue Noire n'est pas pour autant un texte exclusivement politique. Il s'agit d'une « ballade irlandaise ». Ce poème-là, d'une tendre et insolite quotidienneté, Roger Blin a choisi de le mettre en scène, en son ardeur à défendre les textes nouveaux. Le même Blin qui en 1968 créait *les Paravents.*

L'Irlande ? C'est ici Andrew, alcoolique professionnel qui se prend pour un détective, ce sont Betsy, Nat, ses voisins de toujours, les amis du quartier, qu'aucun coup de fusil n'étonne plus, et que toutes les embuscades ont fini d'apeurer. Et si la tristesse menace, Betsy (Anne Vergnaud) danse au son gaëlique de l'harmonica de Nat l'Artésien (François Lauzon). « Dedans », tout est aussi désolé que « dehors », *qu'importe : on finit toujours par récupérer* une bouteille de whisky. L'Irlande : l'amour de Betsy pour Dave, le combattant affaibli mais jeune et beau (Patrick Michaelis). L'Irlande et cette énigmatique apparition d'Isadora, *femme d'ailleurs*, image d'espoir ou peut-être de trahison, *Isadora ou la séduction* gratuite, l'ironie du sort.

Chaque comédien semble ici avoir été choisi pour son physique, pour une manière d'être, de bouger, une épaisseur, une vérité. Personnages clairs, rassemblés sur un plateau parsemé d'accessoires et de meubles bons pour la poubelle, ils incarnent des rôles bien dessinés, ils font vibrer les charmes et entendre les rythmes de la pièce, jusque dans ses bifurcations déroutantes.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Epée-de-Bois, 20 h 30.

« MÉMOIRES D'ISLES » PAR LE CAMPAGNOL

Contes ordinaires de la Martinique

Le Théâtre du Campagnol présente Mémoires d'isles (Maman N et Maman F) ; un récit d'après des témoignages de femmes antillaises, adapté par Ina Césaire.

Elles sont deux, un soir de noces, à s'asseoir sur une terrasse, à se souvenir. L'une vient du Sud, sa peau est claire, ses yeux sont bleus. Elle était institutrice. L'autre est originaire du Nord. C'est une femme volontaire, qui dissimule sous un caractère farouche la tendresse et la patience qu'elle réserve à ceux qu'elle aime. Leur vie que l'on découvre n'est pas exceptionnelle. Elle devient touchante grâce au charme, à l'accent et aux rires de Myrrha Douzenac et de Mariann Matheus.

Jean-Claude Penchenat, le metteur en scène, n'a eu recours à aucun *artifice. Le décor* est fait de lattes de bois subtilement colorées. Deux *fauteuils, quelques accessoires* comme un jupon ou un morceau de *madras suffisent* pour que les deux comédiennes se métamorphosent en *petites filles aux tresses retenues sur* le haut de la tête, en jeunes femmes *belles et amoureuses*, en vieillardes accablées de rhumatismes.

Le rythme est lent. On sent la chaleur des îles et l'on se dit qu'il serait bon de faire la sieste. Les phrases que l'on prononce tous les jours, mêlées au dialecte lointain et chantant, font surgir des paysages transpercés d'arbres giganteques. Des odeurs de goyave et de vanille parviennent au cœur de notre hiver. Vie douce à la Martinique... mais un cyclone peut brutalement tout emporter. – C. Ba.

★ Dix-Huit Théâtre, 21 heures.

Cinéma

« LA CAGE AUX POULES » de Colin Higgins

Une nouvelle Mae West

La vie paisible d'un bordel du Texas, *légendaire depuis la fin du* dix-neuvième siècle, est menacée par la croisade morale d'un animateur de télévision. Comme Earl Dodd, le shérif du coin, est l'amant de Mona, la patronne, il va y avoir du grabuge.

Tiré d'une comédie musicale à succès de Broadway, ce film donne une vision idyllique de la prostitution et déclenche une grosse artillerie burlesque pour l'affrontement de Burt Reynolds, plus fringant que jamais, et Dom de Luise, le « chien de garde » bien décidé à obtenir la fermeture de la « cage aux poules », dont le décor semble bien petit pour loger autant de pensionnaires!

Sans être d'une originalité folle, *couplets et* ballets égaient ce divertissement pas très raffiné. On y trouve une attraction sensationnelle : Dolly Parton, chanteuse de country-music célèbre aux Etats-Unis (elle a ajouté des airs de sa façon). Parée de robes, de perruques, de bijoux dont l'extravagance ne peut qu'attirer l'œil, Dolly Parton rappelle Mae West dans ses plus beaux jours. *Elle en a l'insolence*, l'opulente féminité. De plus, elle donne à Mona un cœur généreux.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Variétés

FONT ET VAL AU GYMNASE

Les chansonniers modernes

Patrick Font et Philippe Val se sont rencontrés au Théâtre de Dix-Heures, au début des années 70. Tous deux faisaient le lever du rideau du spectacle chansonnier. Ensemble, ils ont commis depuis *En ce temps-là les gens mouraient, Sainte-Jeanne du Larzac*, se sont produits dans les cafés-théâtres, à Bobino, à l'Olympia et au Printemps de Bourges.

A l'affiche aujourd'hui du Théâtre du Gymnase, Font et Val dialoguent et chantent à la manière de *deux joueurs de tennis riches d'un* humour sans retenue, de l'esprit de *diversion, d'un flegme, mais aussi* d'une vraie tendresse. Chansonniers modernes, *Patrick Font et Philippe* Val savent mordre à pleines dents et *avec une belle authenticité dans* l'échange. L'insolence joliment affinée *s'exerce tous azimuts et la satire* devient avec eux une œuvre de salubrité. Influencé par les chansons de Trenet, Val chante seul ou avec Font des *ballades* rafraîchissantes et un peu grivoises. Un bon spectacle de rire et d'émotion.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre du Gymnase.

DANSE

UN LIVRE DE MARCELLE MICHEL ET MARCEL SCHNEIDER

« Danse à Paris », une vieille passion

La danse connait actuellement une vitalité formidable, récompensée par un engouement à sa mesure. Paris l'accueille, l'abrite et l'aime, quelle qu'elle soit, du classique pur aux formes les plus convulsives. Entre la danse et la capitale, se maintient une passion, une vieille, une vraie passion avec des hauts et des bas. Et il se trouve toujours des obstinés qui espèrent et agissent.

Danse à Paris, aux éditions Dell'Arte, présente deux grands moments de cette histoire d'amour, vécus par les ballets des Champs-Elysées et par le Festival international de la danse, illustrés par des photos et des dessins rares. Le livre est préfacé par Boris Kochno qui fait le lien avec les ballets russes de Serge Diaghilev – une légende, un rêve ébloui...

Marcel Schneider prend les ballets des Champs-Elysées à leur naissance, en 1944. A cette époque, l'austérité d'aujourd'hui aurait représenté un luxe inimaginable. Pourtant, des gens comme Irène Lidova, Cocteau, Christian Bérard inventaient des mondes scintillants. Roland Petit entraînait Renée (qui n'était pas encore Zizi) Jeanmaire, Colette Marchand, Jean Guelis à quitter la sécurité de l'Opéra et fondait une troupe, avec Jean Babilée, Ethery Pagava... Henri Sauguet et Boris Kochno leur écrivent la musique et l'argument des *Forains* : c'est le miracle. Le ballet sera dansé plus de quatre cents fois et la troupe devient un must, accumule les triomphes avec *Carmen, le Jeune Homme et la Mort, Œdipe et le Sphinx*... Malgré le succès, l'argent manque. En 1951, l'administrateur – il s'appelle Jean Robin – démissionne, la troupe se disperse.

Douze ans plus tad, en 1963, Jean Robin fonde le Festival international de la danse, dont Marcelle Michel retrace l'existence mouvementée, les réussites, les ratages, l'aiguillon de la concurrence, avec l'installation du Festival d'automne, en 1972, et surtout il y a là un panorama des danses telles qu'elles se pratiquent et s'inventent au Bolchoï, à Tokyo, à New York, en Allemagne fédérale, dans les pays scandinaves, en France...

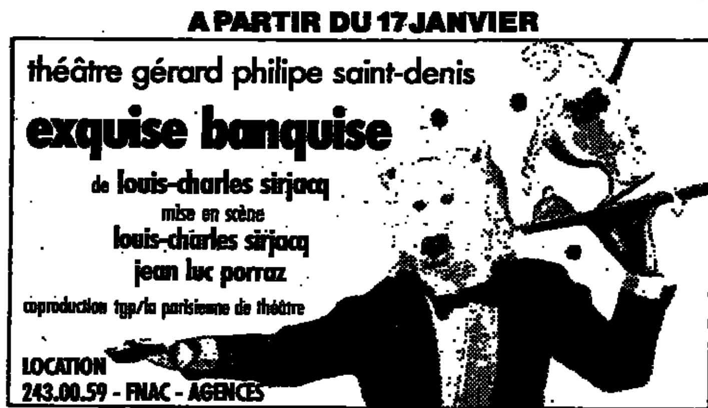
Marcelle Michel montre les moments charnière où l'évolution des styles devient indispensable. Ces moments précis où doivent intervenir les Martha Graham, les Merce Cunningham... Car on est prêt à les recevoir, à les reconnaître, à les suivre. Et à les détourner pour s'exprimer soi-même. Mieux qu'une histoire de la dane, c'est un trajet précis, très informé. Un trajet sensible.

COLETTE GODARD.

★ *Danse à Paris*, 186 pages, 160 F.

■ **SPECTACLES MAINTENUS AU FRANÇAIS.** – Les spectacles de la Comédie-Française seront présentés à l'heure prévue, malgré la prolongation, du 16 au 22 janvier, de la grève des machinistes C.G.T., qui se manifeste par un arrêt de travail d'une heure, au lever du rideau, en soirée. Tandis que les machinistes poursuivent leurs négociations avec les autorités de tutelle, quelques modifications techni*ques permettront d'éviter leur intervention* pendant la première heure de la représentation.







SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UN AUTOBUS POUR MATHILDA - Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.

SI J'AVAIS SU LE JOUR - Lucernaire Forum (544-57-34), 18 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Félicité.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h : Minna von Barnhelm.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats Conférence-musée 18 h 30 : Regards sur l'art contemporain d'Eindhoven ; 21 h : « Hors texte »

Cinéma/Vidéo : Nouveaux films Bpi, 13 h : Construire et vivre à Pompéi, de J.-P. Adam ; 16 h : De l'animal à l'homme, un entretien avec K. Lorenz, de J. Brissot ; 19 h : Châteaux en Bavière, de C. Vilardebo — Théâtre/Danse ; 20 h 30 : Ecritures scéniques contemporaines « Electronic video circus ».

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 18 h 30 : J. Berbie, R. Massis ; 20 h 30 : Margaret Price.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Flamenco de Jerez.

Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34), 21 h : l'Uomo, la Bestia, la Virtu.

AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : Autoroute du soleil ; Dernière consigne ; Bag Lady.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 18 h 30 : les Sincères ; 21 h : la Fenêtre.

CARTOUCHERIE, Épée de bois (808-39-74), 20 h 30 : Tempête (328-36-36), 20 h 45 : Albatros.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : les Eaux et Forêts.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho.

LUCERNAIRE (544-57-34). I. 20 h 30 : les Journées orageuses de Garounski. — II. 18 h 30 : Recatonpilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. — Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.

LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : l'Amour de l'art ; En manches de chemise ; Enfantines.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.

RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h 30 : Juan aux enfers.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.

THÉATRE DE L'ÉPICERIE (329-46-78), 20 h 30 : la Pendule.

Le music-hall

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Lâche-moi les claquettes.

L'ÉCUME (542-71-16), 22 h : J.-P. Réginal.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : Ch. Bernard ; 19 h 45 : V. Duarte.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Marilyn, je t'aime.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les Os.

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Ensemble instrumental de Grenoble, dir. S. Cardon (Bartok, Louvier, Ginastera).

FIAP, 20 h 30 : F. Choveaux (Bach, Brahms).

Athénée, 20 h 30 : Dame Janet Baker, G. Parsons.

Salle Gaveau, 20 h 30 : V. Spivakov (Bartok, Chostakovitch, Schubert...).

Ranelagh, 15 h et 20 h 30 : N. Bodnar, D. Horova (Mozart, Beethoven, Brahms...).

Ecole normale supérieure (salle Dussane), 20 h 30 : Y. Murakami (Debussy, Beethoven).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Laferrière.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Poux et Kramer.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : L. Ruika.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Golden Gate Quartet.

PETIT AUDITORIUM DU MUSÉE, 20 h 30 : Martial Solal Big Band.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Carabane Quartet.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : S. Guerrault, A. Fougeret, M. Benois, J. Martin.

SAVOY (277-86-88), 21 h : A. Hervé, P. Gritz, M. Benita.

Lundi 16 janvier



cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Tino Rossi : le Chant de l'exilé, de A. Hugon ; 19 h, Festival de Rotterdam : Coilin and Platonida, de J. Scott ; 21 h, Cinéma japonais : le Marché de Tokyo, de K. Mizoguchi.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ADIEU FOULARDS (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMIE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

ANDROIDE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

LES ANGES DU BOULEVARD (Chi., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BOAT PEOPLE (Chin., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE CHOIX DES SEIGNEURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (743-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-42-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES COMPÈRES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

LES DENTS DE LA MER Nº 3 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) Ambassade, 8e (359-19-08).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : Français, 9e (770-33-88).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

FURYO (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

GARÇON (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

GET CRAZY (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). — (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

JOY (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE (Franco-américain) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52).

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

MISS OYU (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA NUIT DES JUGES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

OCTOPUSSY (A. v.o.) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (350-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PREMIERS DÉSIRS (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).

PRINCESSE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Rialto, 19e (607-87-61).

RUE BARBARE (Fr.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-90) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

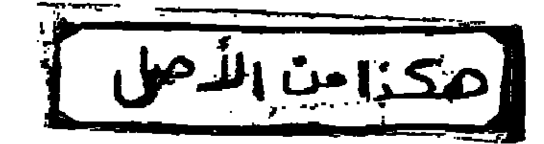
STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des étoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra,









SPECTACLES

9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Séverin, 5e (354-50-91) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault ; version Gal ; version Sanrova : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-all., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).

Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

WARGAMES (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Maxeville, 9e (770-72-86).

ZELIG (A.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

THE ROSE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

TIR GROUPÉ (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).

TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

UN NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

LES VALSEUSES (Fr.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61).

VICTOR VICTORIA (A.) : Bergère, 9e (770-77-50).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE VOYEUR (Brit., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Olympic, 14e (545-35-38).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CAGE AUX POULES, film américain de Colin Higgins, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46), v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-40-07) ; Images, 18e (522-47-94).

CANICULE (*), film français d'Yves Boisset, Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

2019 APRÈS LA CHUTE DE NEW-YORK (*), film américain de Martin Dolman, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LONESOME COW-BOYS (*), film américain de Andy Warhol et Paul Morissey, v.o. : Movies, 1er (260-43-99) ; Action Christine, 6e (325-47-46).

PRÉNOM CARMEN, film français de Jean-Luc Godard : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR, film français de Michel Gérard : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

RONDE DE NUIT, film français de Jean-Claude Missiaen : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-54-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

TRAHISONS CONJUGALES, film anglais de David Jones, v.o. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 18e (606-34-25).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).

ALIEN (A., v.f.) : Studio Galande (H. sp.), 18e (354-72-71).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Champollion, 5e (354-51-60).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.), Napoléon, 17e (380-41-46).

BARRY LINDON (A., v.o.) : Grand Pavois (H. sp), 15e (554-46-85).

LES BAS-FONDS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (755-63-42)) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Studio Bernard, 7e (783-64-66).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp), 5e (354-72-71) ; Studio St-Lambert, 15e (532-91-68).

LA CLÉ DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE (It. v.o.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56) ; Denfert, 14e (321-41-01).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ERASERHEAD (v.o.) (**) : Escurial (H. sp.), 13e (707-28-04).

EUGENIO (It., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

HAMMETT (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. Paramount Marivaux, 2e (329-90-10) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

HELLZAPPOPIN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

JAMES BOND CONTRE DOCTEUR NO (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

JEREMIAH JONHSON (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Logos-II, 5e (354-42-34).

MOLIÈRE (Fr.) Bonaparte, 6e (326-12-12).

LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

NEW-YORK, NEW-YORK, (Vers. int.) : Calypso, 17e (380-30-11).

NEW-YORK 1997 (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47) ; Olympic-Luxembourg, 6e : (633-97-77).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

OUTLAND (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PORTRAIT D'UNE ENFANT DÉCHUE (A., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

SENSO (It., v.o.) : Logos III, 5e : (354-42-34) ; Acacias, 17e (764-97-83.

LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

SHINING (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67).

Les festivals

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Mystérieux Dr Clitterhouse.

L'AVENTURE AU CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : America, America.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Un jour au cirque.

CINÉMA GÉORGIEN (v.o.) : Cosmos (544-28-80), 16 h : Il était une fois un merle chanteur ; 18 h : Chroniques géorgiennes du XIXe ; 20 h : l'Arbre du désir ; 22 h : la Corne d'Amana.

G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22) : In girum imus nocte et consumimur igni.

DIALOGUES AMOUREUX DU CINÉMA (v.o.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33) : Pourquoi pas ?

FELLINI (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 15 h 45 : Prova d'orchestra ; 16 h : la Cité des femmes ; 18 h 30 : Casanova.

FILMS FANTASTIQUES (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h : Full Cercle ; 18 h : Phantom of the paradise ; 20 h : Terreur sur la ligne ; 22 h : The bed sitting room.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Sabotage.

LAURENCE OLIVIER (v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) : Hamlet.

M. PIALAT : Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h : Passe ton bac d'abord ; 20 h : Nous ne vieillirons pas ensemble ; 22 h : Loulou.

C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 16 h : la Cousine Angélique.

JULES VERNE (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) : Voyage au centre de la Terre.

Les séances spéciales

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 10.

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 15.

BULITT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

LE DERNIER TANGO A PARIS (*) (It., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h 45.

LE DOULOS (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

FRANCES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 17 h 30.

FURYO (Jap. ; v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 19 h.

HAIR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h 10.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It. ; v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 19 h 15.

LENNY (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 30 h.

NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 05.

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 15 h 45.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 25.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h.

TRAQUENARD (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 30 et 0 h 20.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h 10.

LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 15 h 45.



COMMUNICATION

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Projet de loi sur la presse : la commission des affaires culturelles a terminé ses travaux

La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale a adopté, samedi 14 janvier (l'opposition votant contre, le P.C. s'abstenant), le projet de loi *« visant à limiter la concentration et à asssurer la transparence financière et le pluralisme de la presse »*. Le Parlement devrait être convoqué par le président de la République en session extraordinaire à partir du 24 janvier pour permettre aux députés d'étudier ce texte en séance publique, les sénateurs ne devant, eux, en débattre publiquement qu'au printemps.

Cent quarante-quatre heures de discussions ! Jamais depuis mai 1981 une commission parlementaire n'avait consacré tant de temps à l'examen d'une réforme : il avait suffi de soixante-trois heures vingt pour étudier les nationalisations, de soixante-quatorze heures pour examiner la nouvelle législation de la communication audiovisuelle ; tout au long de l'année 1982, pour débattre de dix-neuf projets de loi, la même commission des affaires culturelles n'avait eu besoin que de cent soixante-quinze heures de réunion... Cela ne tient pas à la complexité de cette réforme, ni même à son importance, mais plutôt à la stratégie adoptée par le R.P.R. et l'U.D.F. Jusqu'alors leurs représentants réservaient à la séance publique le dépôt de multiples amendements, dont le principal intérêt est de ralentir la discussion.

Pour la première fois ils ont utilisé cette stratégie en commission, puisque celle-ci a dû examiner mille sept cent cinquante-trois amendements (le texte comprend quarante-deux articles), dont la plupart n'étaient ni de fond ni de forme, mais simplement soit répétitifs soit ironiques. Pour les défendre, ils ont même envoyé siéger dans cette commission des députés membres d'autres commissions. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui ont mené la plus grande part de la bataille.

Si cette tactique a mis à rude épreuve la patience de la majorité, elle a eu l'avantage de lui accorder un temps de réflexion et de travail dont elle avait bien besoin. Aucun responsable socialiste ne niait que le projet gouvernemental nécessitait un toilettage sérieux, que ce soit pour des raisons constitutionnelles, juridiques, économiques ou pratiques. C'est à quoi se sont employés les députés socialistes chargés par leur groupe de s'occuper du texte, sans toutefois en modifier ni la ligne directrice, ni la structure, ni l'équilibre. Aussi l'opposition continue à le juger *« détestable »* et affirme que la version votée par la commission est *« encore plus attentatoire aux libertés, inconstitutionnelle et répressive »* que celle préparée par le gouvernement.

Les modifications apportées n'ont pas non plus – mais pour des raisons différentes – été jugées suffisantes par les communistes. En justifiant l'abstention de son groupe, M. Jacques Brunhes (P.C., Hauts-de-Seine) a expliqué que, si la majorité parlementaire avait *« sensiblement amélioré le texte »*, il regrettait que n'ait pas été retenu l'amendement qu'il avait proposé à l'article 20 pour spécifier que, parmi *« le libre exercice de l'activité des partis et groupements politiques »* qui sera une limite au pouvoir d'investigation de la commission pour la transparence et le pluralisme créée par ce projet, figurairnt *« en particulier (...) leurs publications »*. C'est pourquoi les députés communistes se sont abstenus sur tous les articles concernant les pouvoirs de cette commission comme sur l'ensemble du projet, alors qu'ils ont approuvé tous les autres articles du texte. Ils espèrent toujours que, devant la commission des lois qui se saisit *« pour avis »* du projet le mercredi 18 et le jeudi 19 janvier, ou en séance publique, ils pourront obtenir satisfaction.

Parmi les modifications qui ont été apportées par la commission des affaires culturelles à la fin de cette longue discussion, il faut noter la suppression de la possibilité pour la commission pour la transparence et le pluralisme d'infliger les sanctions pécuniaires prévues par l'ordonnance de 1945 sur les prix, ainsi que la nouvelle rédaction de l'article 21, qui précise que les enquêteurs de cette commission ne pourront visiter les entreprises qu'entre 6 heures et 21 heures, après y avoir été autorisés *« spécialement par ordonnance du président du tribunal de grande instance ou d'un magistrat qu'il a désigné pour le suppléer »*. Un officier de police judiciaire devra assister à cette visite. Il a aussi été précisé à l'article 22 que les décisions de cette commission *« sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat »*.

Les nouvelles publications disposeront d'un délai d'un an pour mettre en place leur propre équipe rédactionnelle. Les dirigeants de droit ou de fait qui, dans un délai de dix jours, n'auront pas répondu à la mise en demeure de la commission de lui fournir les renseignements demandés seront punis d'une amende de 6 000 à 200 000 F. Ainsi, les sanctions pécuniaires ne relèvent plus de la commission pour la transparence, mais d'un tribunal. De même l'article 37, qui, dans les mesures transitoires, évoquait le cas des actions au porteur non nominatives, a été supprimé.

Au cours d'une seconde délibération, ont été supprimées l'obligation de placer, en première ou en dernière page de la publication, l'encadré composant les renseignements que celle-ci doit fournir dans chacun de ses numéros à ses lecteurs et la possibilité de saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse par une commission permanente de l'Assemblée nationale ou du Sénat. De même, le rapport annuel de la commission pour la transparence ne devra pas – contrairement à ce qui était prévu par le projet de loi gouvernemental – présenter *« une analyse de la propriété et du contrôle des entreprises et groupes de presse »*.

THIERRY BREHIER.

• *M. Philippe Viannay démissionne du « Matin de Paris » et du « Nouvel Observateur ».* – En désaccord avec le P.-D.G., M. Claude Perdriel, M. Philippe Viannay, vice-président du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, a démissionné du conseil d'administration des sociétés éditrices du quotidien *le Matin de Paris* et de l'hebdomadaire *le Nouvel Observateur*.

M. Viannay était membre du conseil d'administration du *Nouvel Observateur* depuis sa prise de contrôle, en 1964, par M. Perdriel, et du conseil d'administration du *Matin de Paris* depuis sa création en 1977.

M. Viannay était, depuis plusieurs mois, en désaccord avec la gestion et l'orientation rédactionnelle du quotidien, mais continue d'approuver la politique de M. Perdriel pour l'hebdomadaire.

• *M. Jean-Louis Guillaud entre au groupe Hachette.* – M. Jean-Louis Guillaud, ancien P.-D.G. de TF 1, entre dans le groupe Hachette comme conseiller de M. Jean-Luc Lagardère et de M. Yves Sabouret, respectivement président et vice-président-directeur général du groupe. Il animera et coordonnera l'ensemble des activités télévision d'Hachette en France et à l'étranger.

[Né le 5 mars 1929 à Caen (Calvados), M. Jean-Louis Guillaud a commencé sa carrière comme journaliste aux services politiques de *Paris Jour, France Soir* et *le Nouveau Candide*. Il devient en 1963 rédacteur en chef, puis directeur de l'actualité à l'O.R.T.F. Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, de 1970 à 1972, il prépare la création de la troisième chaîne, dont il devient directeur en 1972. Nommé directeur général de TF 1 en 1975, il en assure la présidence en 1978. Depuis 1981, M. Guillaud dirige plusieurs sociétés privées dans le secteur de l'audiovisuel (Antegor, Wagram audiotransferts, Paris cité production).]

• *Emission pirate d'Antène 1.* – Antène 1 a diffusé une émission de télévision pirate, dimanche 15 janvier, de 0 h 30 à 1 h 10, sur le canal de TF 1. Le programme était composé de vidéo clips, quelques extraits de films, une séquence pornographique et des interventions sonores en direct des animateurs. Sur la foi d'appels téléphoniques, M. Michel Fizbin, responsable d'Antène 1, estime que l'émission a été reçue dans les arrondissements du sud de Paris et dans la proche banlieue. Antène 1, dont c'est la troisième émission pirate, milite pour la multiplication des télévisions locales privées.

URBANISME

LE PROGRAMME « BANLIEUES 89 » SUR LE TERRAIN

Les idées doivent venir des municipalités

soulìgne M. Quilès

En visitant, samedi 14 janvier, plusieurs communes de la banlieue parisienne, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, a pris publiquement la responsabilité politique du programme « Banlieues 89 », lancé sous le patronage du président de la République (*le Monde* du 23 novembre 1983).

Cinquante projets pour toute la France, dont une vingtaine pourraient être réalisés rapidement, doivent être présentés à M. Mitterrand à la mi-février. Mais on ne sait pas encore exactement suivant quelle procédure ils seront sélectionnés.

En compagnie de MM. Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, les deux architectes chargés par le premier ministre d'animer cette mission interministérielle (1), le ministre a rencontré sur place les maires des six communes visitées.

« Banlieues 89 » n'est pas une affaire politique, a déclaré M. Quilès. *Il faut que les idées partent des municipalités, avec l'aide de l'équipe d'architectes et d'urbanistes qui doivent donner des pistes et faire preuve de créativité. »* Ce programme doit aller *« au-delà de l'échéance de 1989*, a précisé le ministre. *Il s'agit de redonner une identité aux communes de banlieue qui veulent échapper à l'uniformisation, à la connotation péjorative du mot banlieue »*. Quelques dizaines de millions de francs dans le budget du ministère de l'urbanisme seront consacrés, dès cette année, à soutenir cette action.

Sur le terrain (et sous une pluie battante), M. Quilès a pu voir des sites très différents, qui illustrent le souci de régler des problèmes d'urbanisme variés : les forts d'Issy et de Vanves à Malakoff, que l'on souhaite réaménager pour structurer la proche banlieue, mais qui sont déjà en partie occupée par des logements et des équipements sportifs (*« Dépêchez-vous*, a dit M. André Santini, maire U.D.F. d'Issy, *car j'ai prévu un stade »*) ; l'ensemble de la Butte-Rouge à Châtenay-Malabry, modèle d'architecture ordonnée et à l'échelle humaine (la densité est pourtant aussi forte qu'à La Courneuve), qui nécessite, cinquante ans après sa construction, une sérieuse réhabilitation... Le minibus ministériel a aussi traversé des quartiers en voie d'achèvement dans la ville nouvelle d'Evry, où le maire, M. Jacques Guyard (P.S.) souhaite occuper des espaces vides et aménager les abords de la nationale 7, afin de restaurer l'unité entre les deux parties de sa commune.

A Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), le maire, M. Alain Griotteray (U.D.F.), attendait le ministre et ses collaborateurs avec un dossier « en béton ». La place Aristide-Briand, au centre de la ville, devant une grande école des années 30, est en travaux. On restaure un kiosque ; on abaisse le niveau général pour isoler les piétons de la circulation ; on crée « une vraie place », là où il n'y avait qu'un « carrefour ». Un programme modèle dans l'esprit de « Banlieues 89 », confié justement en 1982 à M. Michel Cantal-Dupart, l'un des deux responsables de la mission officielle. Or la subvention de l'Etat au titre du fonds d'aménagement urbain pour cet investissement de 5 millions de francs a été refusée à la commune en octobre 1982. Inutile de dire que M. Griotteray est en première ligne pour la nouvelle procédure et ne veut pas *« après avoir été un précurseur, devenir une victime »*.

Changement d'échelle à Alfortville : c'est un projet considérable, un « point fort économique », qu'annonce sans plus de précision M. Joseph Franceschi, maire P.S. de la ville et secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, sur un terrain de 2 hectares, au confluent de la Seine et de la Marne, là où, selon lui, se sont installés les premiers habitants de Lutèce. Un site exceptionnel, à l'entrée de Paris, pour une entreprise qui demandera plus que les quelques millions de « Banlieues 89 », mais certainement une forte logistique architecturale.

M. Ch.

(1) Les deux architectes ont demandé un rendez-vous à M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil général d'Ile-de-France, et ils reconnaissent qu'il eût été plus correct que cette rencontre ait eu lieu avant le lancement de l'opération.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **Film : Le vent de la plaine.**
Film américain de John Huston (1959), avec B. Lancaster, A. Hepburn, A. Murphy, J. Saxon, C. Bickford, L. Gish.
Un western qui, à travers la vie quotidienne d'une famille de fermiers du Texas, pose, d'une façon très franche, le problème du racisme, de l'intolérance et de tous les fanatismes. L'atmosphère est, parfois, fantasmagorique : Lillian Gish, devant le ranch, joue du Mozart sur un piano.

22 h 5 **Etoiles et toiles.**
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
Un numéro spécial consacré à Deborah Kerr.

23 h 30 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : les Trois Mousquetaires.**
D'après A. Dumas, mise en scène de M. Maréchal. Avec le Théâtre national de Marseille (en liaison avec France-Culture). Réal. A. Flédérick.
Suite de la première partie de la pièce diffusée le 10 janvier. Vive caricature des vices de la société, beauté des décors et des costumes, combats d'épée, un spectacle agréable.

22 h 5 **Histoires courtes fantastiques.**
La Banlieue des étoiles ; Eden ; Continuité des parcs.

23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **Film (cycle Marcel Pagnol) : Fanny.**
Film français de Marc Allégret (1932), avec Raimu, O. Demazis, P. Fresnay, A. Rouffe, Charpin, R. Vattier, M. Mathis (N.).
Pagnol n'assure pas encore la réalisation, mais il n'y a pas à s'y tromper, cette famille marseillaise – devenue universelle – est la sienne. Fanny, enceinte de Marius parti loin en mer, épouse Panisse. Et, lorsque l'enfant paraît, il y a – faut-il le rappeler ? – des scènes d'une émouvante vérité.

22 h 40 **Journal.**

23 h **Thalassa.**
De G. Pernoud.
En direct du Salon nautique de Paris avec un reportage un peu acide et moqueur du monsieur Tout-le-Monde en bateau, histoire d'ouvrir un débat...

23 h 45 **Prélude à la nuit.**
Trois chants polonais de F. Chopin, par M. Drewnoski.

FR 3 Paris-Ile-de-France

17 h 05 **Du plomb dans la neige.**
17 h10 **Comment vous portez-vous ?**
17 h 20 **Dis, raconte-moi la mer.**
Les peintres de la mer.
17 h 35 **Voyages en panoramiques.**
Histoire du papier peint.
17 h 50 **Le jeu du vêtement.**
18 h 05 **Dessin animé : l'inspecteur Gadget.**
18 h 30 **Sports.**
18 h 55 **Dessin animé : Gil et Julie.**
19 h **Informations.**
19 h 35 **Feuilleton : Fortune.**
19 h 50 **Vingt mille lieues sous les mers.**
Truquage vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 **Les Trois Mousquetaires,** (en liaison avec Antenne 2), d'après A. Dumas, par le Théâtre de « la Criée » à Marseille. Réal. F. Bourgat, P. Laville, M. Maréchal.
22 h **Saint Antoine et ses tentations.**
22 h 30 **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : *Divertissement pour orchestre à cordes*, de Bartok, *Etudes pour agresseurs*, de Louvier, *Concerto pour cordes*, de Ginastera, par l'Ensemble instrumental de Grenoble, dir. S. Cardon, sol. L. Morabito, clavecin.
22 h 30 **Fréquence de nuit : Autour de la Révolution.**

Mardi 17 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 **Vision plus.**
12 h **Le rendez-vous d'Annik.**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Portes ouvertes : handicapés.**
14 h 5 **Feuilleton : Jo Gaillard.**
14 h 55 **Trésor des cinémathèques : Good bye India**
La présence anglaise en Inde.
15 h 50 **C'est arrivé à Hollywood.**
16 h 10 **Le forum du mardi.**
Troisième âge en milieu rural.
17 h 30 **Microludic**
Un nouveau jeu : deux familles avec micro-ordinateur.
18 h **Feuilleton : Le neveu d'Amérique.**
18 h 15 **Le village dans les nuages.**
18 h 40 **Variétoscope.**
18 h 55 **7 heures moins 5.**
19 h **Météo.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Jeu : Les petits drôles.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 35 **Les mardis de l'information : la crise des autres.**
Magazine de la rédaction de TF1.
Second volet de ce magazine consacré à la crise dans le monde. Des Etats-Unis à la Grande-Bretagne, en passant par l'Italie, l'U.R.S.S., le Togo...
21 h 40 **Variétés : Vagabondages.**
Roger Gicquel invite Gilles Servat, musicien breton, un pamphlétaire.
23 h 15 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h 5 **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
13 h 35 **Feuilleton : Les amours romantiques.**
13 h 50 **Aujourd'hui la vie.**
14 h 55 **Série : Drôles de dames.**
15 h 45 **Reprise : La chasse aux trésors.** (diff. le 15 janvier).
16 h 45 **Entre vous.**
17 h 45 **Récré A2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 45 **Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord.**
20 h 35 **Film : Pétrole, pétrole.**
Film français de Christian Gion (1981), avec J.-P. Marielle, B. Blier, C. Alric, H. Guybet, C. Gérard, M. Modo.
Des comédiens livrés à eux-mêmes – dont Bernard Blier en émir du pétrole, – dans une comédie satirique bâclée.
22 h 40 **Lire, c'est vivre : Pierrot mon ami.**
Une émission de P. Dumayet et R. Bober.
Un vrai plaisir que ce regard de Pierre Dumayet et Robert Bober sur le livre de Queneau Pierrot mon ami, *un sentiment de bonheur rare, un mélange subtile de complicité, de respect et de malice font exulter.*
23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 35 **Dernière séance.**
Emission d'Eddy Mitchell et G. Jourd'hui, présentée pour la première fois par Michel Sardou. 20 h 30, dessin animé : Hook, Line and Stinker.
20 h 50 **1er Film : El Perdido.**
Film américain de Robert Aldrich (1961), avec R. Hudson, K. Douglas, D. Malone, J. Cotten, C. Lynley.
Un shérif vêtu de blanc à la poursuite d'un aventurier vêtu de noir. Les rapports de ces deux hommes sont bien complexes. Et qui aurait cru qu'Aldrich était capable de réaliser un western romantique, où passe la nostalgie d'un amour perdu ? Eh bien, ne manquez pas cela.
22 h 40 **Dessin animé : Field and scream.**
23 h **Journal.**
23 h 20 **2e film : Le peuple accuse O'Hara.**
Film américain de John Sturges (1951), avec S. Tracy, D. Lynn, J. Hodiak, P. O'Brien, W. Campbell, E. Ciannelli.
Spencer Tracy, soupçonné de meurtre, ne veut pas fournir son alibi, pour protéger la femme qu'il aime. Cela complique évidemment l'enquête policière, mais sinon, il n'y aurait pas de film. Le suspense tient le coup.

FR 3 Paris-Ile-de-France

17 h 05 **Dessin animé : Du plomb dans la neige.**
17 h 10 **Film : la Fin du jour.**
De Julien Duvivier.
18 h 55 **Dessin animé : Gil et Julie.**
19 h **Informations.**
19 h 15 **Informations régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Fortune.**
19 h 50 **Vingt mille lieues sous les mers.**
Truquage vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 **Matinales.**
8 h **Les chemins de la connaissance :** Lire et relire R. Musil ; à 8 h 32, Schumpeter et Keynes ou les dynamismes du capitalisme ; à 8 h 50, Le Pont du Nord.
9 h 7 **La matinée des autres :** Kirghizie, terre de regret.
10 h 45 **Les jeunes entrepreneurs.**
11 h 2 **Musique :** Les premières des Amis de la musique de chambre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5 **Agora.**
12 h 45 **Panorama.**
14 h **Sons.**
14 h 5 **Un livre, des voix :** *Marco Polo*, de J. Lartéguy.
14 h 47 **Les après-midi de France-Culture :** Têtes chercheuses ; à 15 h 20, Rubrique internationale ; 17 h, Raison d'être.
18 h 30 **Feuilleton :** les Ethiopiques.
19 h 25 **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30 **Sciences :** M. Tompkins au pays des merveilles.
20 h **Dialogues :** Tiers-monde : l'identité culturelle en question.
21 h 15 **Les premières des Amis de la musique de chambre.**
22 h 30 **Nuits magnétiques :** Entretien avec Claude Régy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 **Musiques du matin.**
7 h 10 **Concert :** Schumann.
7 h 45 **Le journal de musique.**
8 h 12 **Magazine.**
9 h 2 **D'une oreille l'autre :** œuvres de Bach, Strauss, Mahler.
12 h **Archives lyriques.**
12 h 35 **Jazz :** Eric Dolphy.
13 h **Les nouvelles muses en dialogue.**
14 h 4 **Chasseurs de son stéréo.**
14 h 30 **Les enfants d'Orphée.**
15 h **L'après-midi des musiciens :** « Toute la lyre » ou Victor Hugo musicien : œuvres de Berlioz, Liszt, Weber, Auber, Fetis, Beethoven...
17 h 5 **Repères contemporains :** R. Schtchedrine.
18 h **L'imprévu.**
19 h 5 **Concert :** Louvier, Hasquenoph par les Philharmonistes de Châteauroux.
20 h **Jazz :** les irréfutables.
20 h 30 **Concert :** *Concerto pour piano et orchestre n° 1, Symphonie n° 2 en ré majeur*, de Brahms, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. B.-L. Gelber, piano.
22 h 30 **Fréquence de nuit :** Musiques de la Révolution; à 23 h, Jazz-Club (en direct du New Morning) : Manu Dibango.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 JANVIER

– *M. Edmond Maire*, secrétaire général de la C.F.D.T., est invité à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 17 JANVIER

– *M. Henri Krasucki*, secrétaire général de la C.G.T., est reçu au Journal de 13 heures, sur TF 1.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Charles et Anne KORMAN, née Villard, ont la joie d'annoncer la naissance de

Cloé,

le 21 décembre 1983.

1, rue Frédéric-Bastiat,
75008 Paris.

Mariages

– M. et Mme Robert LEROY,
M. et Mme Jacques RODENBACH,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Marie-Frédérique et Jérôme,

célébré le 14 janvier 1984.

2, rue Auguste-Moreau,
92270 Bois-Colombes.
66, rue de Rennes,
75006 Paris.

Décès

– Mme André Benedittini,
Ses enfants et petits-enfants,
Mlle Madeleine Benedittini,
Le docteur et Mme Antoine-Joseph Benedittini,
Le docteur Michèle Benedittini,
Les familles Delavanvre et Poix,
font part du décès du

colonel André BENEDITTINI,

survenu le 12 janvier 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu en la basilique de Longpont-sur-Orge (Essonne), le mardi 17 janvier 1984, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.
Pavillon Dahlia,
Parc de Lormoy,
91240 Saint-Michel-sur-Orge.

– On nous prie d'annoncer le décès, après une longue maladie, de

Paul CHARETON,
croix du combattant volontaire de la Résistance.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

13, rue Général-Delestraint,
75016 Paris.

– M. Bronislaw Dobosz,
son époux,
M. Léonce Revol,
son père,
M. et Mme Daniel Anvet,
ses enfants,
Mme Antoinette Delisle,
sa tante,
M. Alfred Delisle,
son oncle,
Mme Sophie Garissère,
sa belle-mère,
Et ses belles-sœurs, beaux-frères et nièces,
ont le grand chagrin de faire part du décès survenu le 9 janvier 1984, dans sa quarante-neuvième année, de

Mme Pierrette DOBOSZ,

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Herry (Cher).

– Mme Raymond Dru,
son épouse,
Mme Py,
M. et Mme Denis Lécuru
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gérard Dru,
son frère et sa belle-sœur
et leurs enfants,
Ses neveux et nièces
et leurs enfants,
Les familles Dru, Clicque, Lamarque et Dehesdin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond DRU,
ingénieur-chimiste,

décédé à Neuilly, le 8 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Menoux (Allier).

Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue Victor-Hugo,
92300 Levallois.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Hugo Kahn, son épouse,
Mlle Gisèle Kahn,
M. et Mme Edmond Kahn
et leurs enfants,
M. Gérard Kahn,
ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Hugo KAHN,

survenu à Paris le 12 janvier.

Les obsèques auront lieu le mardi 17 janvier. Réunion à 14 h 15, porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

29, rue Haxo,
75020 Paris.
5, rue Joanès,
75014 Paris.
13, rue Chassagnolle,
93260 Les Lilas.

– Le conseil d'administration du collège Cévenol,
Les professeurs,
Le personnel,
Les élèves,
Les anciens élèves,
Et les parents,
ont la tristesse de faire part du décès de leur ami

Roger MANDON.

Le service religieux a été célébré le samedi 14 janvier 1984, à 15 heures, au temple du Chambon-sur-Lignon.

Remerciements

– Mme Alfred Kastler
et ses enfants,
M. Frédéric Kastler,
Les familles Kastler, Cosset, Sander, Mezel, Ollinet, Dourdan, Beauvais, Delacroix, Lisitsky, Follet, Houillot, Andrès, Maurer, Hemmerlé, Weite, Lacordaire, Mézières, Kohl et Schneider,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, expriment leur profonde reconnaissance.

Avis de messes

– Le dimanche 22 janvier 1984, à 11 heures, en l'église de Maincy, une messe sera célébrée à la mémoire de

Robert DUBOIS,
chef de bataillon (E.R.),

décédé le 21 janvier 1983.
Mme Robert Dubois,
77950 Maincy.

Communications diverses

– Vendredi 20 janvier 1984, les anciennes de Notre-Dame de Sion sont cordialement invitées à se retrouver à partir de 17 heures, 61, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Cette année nous célébrons le centenaire de la mort des

Pères Ratisbonne

au cours de la messe qui aura lieu à 17 h 30.

CORRESPONDANCE

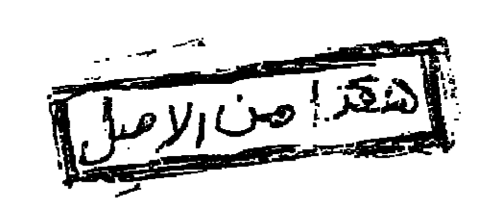
Une lettre de la fille de M. Peyrouton

Après la publication, dans le Monde *du 9 décembre, d'une correspondance intitulée « La carrière de M. Peyrouton, Mme Martine Peyrouton-Schneegans, fille de M. Marcel Peyrouton, nous a adressé la lettre suivante :*

A en croire un lecteur du *Monde*, du reste anonyme, la longue existence de Marcel Peyrouton se serait déroulée sous le signe de l'autoritarisme et de la compromission. En réalité, s'il a été nommé résident général en Tunisie en 1933, puis au Maroc en 1936, c'est pour y accomplir une œuvre conforme aux directives du gouvernement de la République. Votre correspondant inconnu qualifie mon père de « *proconsul* » et laisse entendre que Léon Blum ne l'aurait élevé à la dignité d'ambassadeur en Argentine que pour lui marquer sa réprobation. Autrement dit, il aurait déjà été moralement condamnable, bien avant l'armistice de 1940 et ce qui a suivi. Ce lecteur omet simplement de dire que Marcel Peyrouton sera rappelé à Tunis trois ans plus tard, en pleine guerre, au moment où la France craignait une attaque de l'Italie.

La même méthode d'amalgame et de simplification se retrouve dans l'évocation de son rôle après l'armistice, et les interprétations hâtives qui en sont faites appelleraient un examen plus impartial. Je me bornerai à quelques interrogations : pourquoi, ministre de l'intérieur, a-t-il fait arrêter Pierre Laval, le 13 décembre 1940 ? Pourquoi a-t-il donné sa démission d'ambassadeur en Argentine, au retour de celui-ci, en avril 1942 ? Pourquoi la mise sous séquestre de ses biens, dès cette époque, obligeant ma mère et moi-même, restées à Paris, à vivre dans des pièces vides ? Pourquoi a-t-il été privé de la nationalité française par Vichy en janvier 1943 ? Pourquoi le général Giraud, avec l'accord des alliés, lui confie-t-il le gouvernement de l'Algérie ? (Mission accomplie, dira-t-il dans ses mémoires). Pourquoi enfin, après avoir donné sa démission « *pour faciliter l'union entre tous les Français décidés à chasser l'envahisseur* », le général de Gaulle lui écrit-il, dans une lettre en ma possession : « *J'apprécie la valeur désintéressé de votre geste* » ?

En conclusion, n'aurait-il pas été plus honnête de rappeler les circonstances de son acquittement par la Haute Cour, qui l'a jugé en pleine connaissance de cause, sous le septennat de Vincent Auriol, et rétabli dans tous ses droits ?



Le Monde

ECONOMIE

SÉCURITÉ SOCIALE ET ASSURANCES PRIVÉES

Dans les pays occidentaux, les inquiétudes sur l'avenir de la protection sociale, provoquées par la crise économique et le vieillissement de la population, entraînent un recours accru à l'assurance privée, individuelle ou collective, pour financer les retraites. Aux Etats-Unis, où le terme de « sécurité sociale » n'existe que pour les pensions, ce recours est indispensable. Mais le mouvement est nettement engagé en Suède comme en Grande-Bretagne, avec, quand ils sont au pouvoir, le consentement de gouvernements socialistes ou travaillistes ***(voir pages 18 et 19 les articles de nos correspondants Nicole Bernheim, Francis Cornu et Alain Debove).*** **La France semble, plus timidement pour l'instant, aller dans la même voie. Mais une chose est certaine : la sécurité sociale ne tue pas l'assurance privée. On constate, depuis quinze ans, que, mieux les Français sont couverts contre le risque ou maladie par le système de protection obligatoire, plus ils ont tendance à demander un supplément de garantie à l'assurance privée (1).**

Les Français cherchent un complément de couverture en cas de maladie

« *S'il je ne peux plus travailler, si je suis malade ou si j'ai un accident, je ne gagne rien !* » Chirurgien conventionné, salarié à temps partiel et donc bénéficiant à ce double titre d'une « couverture sociale » assez favorable, le docteur P..., marié, deux enfants, a cependant souscrit pas moins de trois assurances, invalidité, décès, incapacité, qui lui donnent aussi, en cas d'arrêt de travail prolongé, des indemnités journalières, mais lui coûtent quelque 16 000 F par an. Il faut encore y ajouter deux contrats d'assurance-vie sous forme d'un livret de prévoyance ouvert il y a une dizaine d'années et qui ne contient aujourd'hui que 30 000 F, et un *contrat à capital différé* pris un peu plus récemment pour un montant assez modeste de 100 000 F au départ, mais que le docteur P... veut encore réduire aujourd'hui : « *A quarante-cinq ans, en pleine activité, je ne pense guère à la retraite et l'aspect décès même est secondaire. Je souhaite, ma femme ne travaillant qu'à temps partiel, ne pas laisser ma famille en difficulté. Mais je redoute encore plus un accident qui m'interdirait d'exercer mon métier...* »

Combien de personnes bénéficient ainsi d'un supplément de protection à la Sécurité sociale et quel montant celui-ci représente-t-il ? Difficile de le dire, les comptes et les risques couverts ne correspondant pas entre protection « publique » et protection privée : d'ailleurs, par définition, cette dernière porte surtout sur les « trous » de la première.

On peut cependant avoir quelques indications. Financièrement d'abord. Selon les chiffres fournis par la Fédération française des sociétés d'assurances (F.F.S.A.), le chiffre d'affaires de celles-ci (les primes) pour l'ensemble assurance-vie maladie, invalidité, accidents du travail, a représenté, en 1981, 47,7 milliards de francs, ce qui correspond à seulement 8,7 % des prestations versées la même année (547,6 milliards de francs) par les différents régimes de Sécurité sociale en matière de maladie, et maternité, vieillesse, accidents du travail, invalidité et décès, la proportion s'élevant à 11 % si l'on inclut l'indemnisation des victimes d'accidents de la route (2).

Toutefois, le nombre des personnes concernées est plus important que ces chiffres le laisseraient supposer et la répartition est assez différente. La maladie et l'invalidité-incapacité, avec 13,5 milliards de francs, représentent seulement 28 % des primes et l'assurance-vie, avec 33,1 milliards, plus des deux tiers. Mais selon un sondage effectué auprès de 8 000 ménages par l'INSEE pour le Comité d'action pour la productivité dans l'assurance (C.A.P.A.), 40 % des ménages interrogés avaient en 1983 souscrit une assurance individuelle maladie et 35 % seulement une assurance-vie (3).

En matière de maladie et d'invalidité, les assurances ont recueilli une part de l'héritage des sociétés de secours mutuels d'autrefois. Elles ont notamment « tenu » largement la couverture maladie des non-salariés (artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs) *jusqu'à la création de régimes obligatoires* – en 1961 pour les agriculteurs, en 1966 pour les travailleurs indépendants. Elles partagent aujourd'hui la gestion de ces régimes avec les mutuelles : 40 % des « indépendants » et 15 % des agriculteurs passent encore par elles (4).

Qui s'assure ?

La proportion de personnes qui prennent une assurance individuelle pour se protéger contre les risques de décès ou de maladie varie selon l'âge et surtout selon les catégories socioprofessionnelles, mais elle ne paraît pas dépendre du revenu, selon plusieurs enquêtes récentes.

Pour la maladie, l'enquête réalisée en 1983 pour le Comité d'action pour la productivité dans l'assurance (CAPA) montre que les deux tiers des agriculteurs et des travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales) sont assurés, contre seulement 34 % des salariés – la plus grande partie de ceux-ci, notamment des cadres, ont en effet conscience d'être garantis par leur entreprise. De même, la proportion d'assurés augmente à mesure que décroît la taille de la commune de résidence : 25 % à Paris, 55 % à la campagne. Enfin, et très naturellement, c'est entre cinquante-cinq et soixante-cinq ans, donc avant la retraite, que l'on assure le plus (50 %).

Pour l'assurance-vie, selon une enquête du Centre de recherche sur l'épargne (Crep), on trouve moins de 30 % chez les cadres moyens et les employés, 33 % chez les cadres supérieurs, 35 % chez les ouvriers, 36 % chez les agriculteurs, 40 % chez les artisans et les petits commerçants, 50 % chez les professions libérales et les gros commerçants (1).

(1) *L'Epargne et la Retraite*, Economica.

Le coût croissant de la santé

Mais l'extension de la couverture maladie, la généralisation de la Sécurité sociale, n'ont pas mis fin à l'intervention des assurances : le coût croissant de la médecine (et notamment des interventions chirurgicales et des séjours hospitaliers) depuis les années 60 l'a au contraire accrue. De 1972 à 1982, le chiffre d'affaires « maladie » des assurances a été multiplié par 4,7 en francs courants. Le mouvement s'est un peu ralenti les dernières années, mais l'augmentation a encore été de 11,6 % entre 1981 et 1982.

Ce développement s'est fait pour partie par des contrats individuels, mais ce sont surtout les assurances collectives qui se sont multipliées : associations constituées par les assureurs – par exemple sur le plan régional – pour certaines professions, ou bien avantages accordés par les entreprises à leurs salariés à la suite d'accords négociés avec les syndicats, pour « fidéliser » leur personnel ou même comme rémunération supplémentaire plus ou moins occulte pour certains cadres...

Ainsi, en matière d'invalidité-incapacité, où la Sécurité sociale accorde 50 % d'un salaire plafond, il y a peu d'entreprises de plus de cent salariés où n'existe pas, au moins pour les cadres, une garantie qui permet d'accorder au total 70 % du salaire en cas d'arrêt de travail. Dans certaines entreprises, les avantages « maladie » ou « chirurgie » accordés au personnel peuvent représenter 30 % du plafond de la Sécurité sociale.

Si le volume le plus important est consacré (notamment dans les contrats de groupe) à des risques spécifiques comme l'invalidité, celle-ci est souvent associée à un complément de couverture « maladie » : remboursement du ticket modérateur pour certaines opérations, pour les séjours de courte durée à l'hôpital et les honoraires médicaux, permettant un confort supplémentaire, et parfois même paiement d'une partie des frais réels au-delà des tarifs conventionnels. Le versement d'indemnités journalières aux travailleurs indépendants constitue aussi un « marché » important, prospecté parfois de manière « agressive » : « *Gagnez 400 francs dès la première journée d'hospitalisation* », proposait une publicité d'assurance. Les sociétés étrangères, qui ne détiennent qu'une part restreinte des contrats, sont souvent particulièrement offensives : « *Avec un ticket modérateur de 20 % nous avons un marché potentiel de 30 milliards* », déclarait le directeur d'une compagnie allemande.

Pour restreint qu'il soit dans le chiffre d'affaires des assurances et par rapport aux prestations de la Sécurité sociale, le marché actuel de la maladie est une occasion de conflit « à vif » avec la mutualité, qui recueille seulement 11 milliards de francs de cotisations, mais *compte* deux fois plus d'adhérents que les assurances. Chaque partie accuse l'autre de pratiquer des coûts excessifs et de « *sélectionner* » sa clientèle, les mutualistes faisant aussi valoir que l'assurance peut à la fois « étaler » les risques et diversifier les tarifs en fonction des caractéristiques des assurés (l'âge par exemple). Parallèlement, la concurrence des compagnies d'assurances a amené parfois des sociétés mutualistes à assurer le remboursement total des médicaments ou à couvrir des frais au-delà du ticket modérateur – contrairement aux principes affirmés de la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.).

Un effet inflationniste

Cette intervention de l'assurance a *suscité des réactions contradictoires* de l'administration et de la Sécurité sociale : on a redouté qu'elle ait un effet « inflationniste » sur les dépenses de santé. Mais elle a pu apparaître aussi, par exemple en *1979-1980*, comme le moyen de relayer la protection obligatoire et de limiter les dépenses de la Sécurité sociale. Aujourd'hui le recours à l'assurance privée est *officiellement* condamné comme « *facteur d'inégalité sociale* » : M. Edmond Hervé, *secrétaire d'Etat à la santé, l'a réaffirmé* en octobre dernier au cours de la dixième audition parlementaire publique européenne. Mais on prête à M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, l'intention de « mutualiser » une certaine partie des dépenses. Ne va-t-on pas ouvrir à l'assurance un nouveau champ d'intervention ? La réduction des *remboursements de mille deux cents* médicaments a entraîné une augmentation d'environ 5 % des primes d'assurance. *Les mutualistes redoutent* l'effet de mesures de ce type.

En matière de retraite et de « prévoyance », l'intervention de l'assurance n'est pas moins complexe et controversée.

Les compagnies ne gèrent que quelques systèmes de pension « *facultatifs* », comme le régime interprofessionnel de prévoyance (RIP) ou le régime de prévoyance des fonctionnaires (PREFON), peu importants à côté de la masse fournie par les caisses de retraite de la Sécurité sociale et des caisses de retraite « complémentaires », guère plus que les caisses autonomes mutualistes (qui comptent 263 000 cotisants et encaissent 405 millions de francs de cotisations).

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 18.)

(1) En fait, en France, la plus grande part du marché est détenue par quatre grandes sociétés nationalisées.

(2) Il serait logique de comparer les *prestations de sécurité sociale aux versements* opérés par les compagnies d'assurance en vertu de contrats correspondants, mais on ne dispose pas des chiffres nécessaires pour ces dernières. La proportion des assurances privées serait encore plus faible.

(3) Une enquête du Centre de recherche sur l'épargne trouvait aussi en 1980 la proportion de 38,3 % des ménages ayant au moins une assurance-vie.

(4) Pour les agriculteurs et pour 21 % des travailleurs indépendants, la *gestion n'est pas directe, mais passe par* des groupements *ad hoc*, Gamex dans le premier cas, RAM dans le second.

L'ACCORD SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

La pédagogie de la crise

QUINZE mois après avoir *dénoncé* la convention UNEDIC, et après dix séances de négociation, le C.N.P.F. *a enfin atteint*, le 10 janvier, l'objectif qu'il s'était fixé. Désormais, le système *d'assurance-chômage est divisé* en deux branches. L'une, l'assurance proprement dite, est alimentée *par les cotisations salariales*. Gérée paritairement, elle verse des indemnités aux seuls salariés privés d'emploi. L'autre, de solidarité ou d'assistance, est supportée financièrement par l'État. Elle accompagne les mesures *plus politiques de lutte* pour l'emploi, dont les aides aux jeunes qui en cherchent un, et *assure ce qu'on appelle le traitement* social du chômage, notamment de longue durée ou pour les personnes âgées.

Partenaires sociaux et pouvoirs publics, chacun pour leur propre compte, redeviendront *donc maîtres chez eux*, à compter du 1er avril 1984, date d'entrée en vigueur de la future convention. L'accord de principe *intervenu* (entre le C.N.P.F. *et* la C.G.P.M.E., F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C.) remplit, à cet égard, *les deux conditions exigées par le* patronat : le système paritaire sera autonome dans sa gestion et financièrement équilibré.

Ballottée entre un faux paritarisme et un tripartisme qui n'osait dire son nom, l'UNEDIC *ne pouvait pas survivre en l'état*. Son déficit cumulé, qui atteignait 11 milliards de francs à la fin 1983, l'avait obligée à souscrire *un emprunt de 6 milliards de* francs, remboursable à partir de 1985. A tout moment, elle *courait le risque d'une nouvelle intervention* de l'État. Comme en novembre 1982, quand le *gouvernement se substitua aux* partenaires sociaux divisés, pour obtenir, par décret, des *économies de l'ordre de 13 milliards de* francs. Comme en juin 1983, quand le gouvernement décida *d'augmenter d'un point le montant* des cotisations salariales.

Que les partenaires sociaux aient pu, dans ces conditions, *établir les bases d'un accord* possible, montre bien à quel point le réalisme, progressivement, *l'emporte sur les principes*. Même la C.F.D.T. et la C.G.T., qui sont pourtant réservées à l'égard de la solution choisie, ont *fait preuve d'un sens de l'ouverture*. Tous admettant que l'UNEDIC allait à sa perte et qu'il fallait clarifier les rapports avec les pouvoirs publics, à un moment où le chômage augmente.

Ce n'est certes pas la première fois *qu'un accord contractuel* est négocié à la baisse. Mais, cette fois, il s'agit d'un maillon essentiel du dispositif social *que l'on accepte de réviser*.

S'il y a une « pédagogie de la crise », comme le croient certains, il faut en voir l'illustration *dans le fait qu'aucun syndicat ne* demande un effort supplémentaire des employeurs, preuve que tous ont le souci de ne pas aggraver la charge des entreprises.

Indirectement, une brèche a été ouverte. Le dogme des avantages acquis a été remis en cause, mais au prix de deux choix qui seront gros de conséquences pour l'avenir. C'est un véritable *tour de passe-passe, que de ne* pas considérer comme chômeurs les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi à la sortie du système *scolaire, et en conséquence de* les transférer au régime d'assistance. En outre, on a introduit le *précédent inquiétant de la* protection sociale à deux vitesses.

ALAIN LEBAUBE.

Les inconvénients de moins en moins discrets de l'endettement extérieur

par HENRI BOURGUINAT (*)

L'ENDETTEMENT extérieur constitue aujourd'hui l'un des problèmes qui illustrent *le mieux le double caractère de certains* choix économiques fondamentaux de la France : la non-transparence et la faible maîtrise *démocratique du processus de décision*. Nous voilà, en effet, en ce début de 1984, engagés à l'égard de l'étranger à hauteur de 53 milliards de dollars à *moyen* et long *terme* (selon l'O.C.D.E.) et, sans doute encore, d'une dizaine de milliards de dollars supplémentaires à court terme.

Un tel niveau d'endettement représente plus de 10 % du produit national. Il s'est progressivement constitué à partir de chocs pétroliers *pour ensuite s'accélérer très fortement* (15 milliards de dollars ont été levés sur le moyen et long terme en 1982 et, encore, *10 milliards de plus* en 1983) sans qu'aucun débat au fond intervienne, pas plus d'ailleurs avant qu'après mai 1981.

L'argument du secret, trop longtemps maintenu au nom du fameux « Rating » (1) appliqué aux emprunteurs français sur les marchés étrangers, présenté comme susceptible d'être *influencé* par la publicité donnée aux chiffres de l'endettement extérieur de la France, n'est guère convaincant. Les spécialistes étrangers ont percé à jour ce qui n'était plus depuis longtemps, qu'un secret de Polichinelle.

L'anesthésie de l'ajustement

Toujours est-il qu'une politique qui engage pourtant l'avenir de toute une génération n'aura jamais été démocratiquement débattue. En attendant les conclusions de la commission d'enquête constituée, à cette fin, par le Sénat – et dont on espère des travaux réellement contradictoires, – il paraît aujourd'hui plus que jamais opportun de s'interroger sur ce qu'a impliqué cet endettement du point de vue de la réalisa*tion de l'équilibre économique global* au moment des chocs pétroliers et ce qu'il signifie aujourd'hui, en un temps où le service de la dette commence à *faire sentir* pleinement ses *effets et* alors qu'on envisage de continuer à s'endetter pour financer le déficit extérieur.

Recourir à l'emprunt extérieur, lorsque *la balance de base* (balance des opérations courantes plus sorties de capitaux à long terme) devient déficitaire, paraît, de nos jours, aller de soi, surtout depuis que les marchés financiers internationaux connaissent le développement que l'on sait. A partir du premier choc pétrolier, la France, plus encore que *les autres grands pays industriels* comparables, ne s'en est pas privée. Emprunts « encouragés » (par le Trésor public) des entreprises natio*nales et assimilées, emprunts du sys*tème bancaire en devises cédés ensuite aux entreprises, prêts gouvernementaux, la carte a été jouée à *fond par la France*. On a, *comme* le disent les économistes, substitué le financement à l'ajustement. Comment, d'ailleurs, ne pas avoir été *tenté de le faire* ? N'était-ce pas là le bon moyen de récupérer d'une main ce que l'on payait de l'autre aux producteurs de pétrole, devenus *plus exigeants* ? *Et pourquoi*, au *lieu* de se plonger dans une déflation source d'un chômage encore plus accusé, n'aurait-on pas alors profité de la *manne* des *pétrodollars* ? N'avait-on pas la possibilité de trouver un financement plus difficile à dégager sur le marché intérieur pour *réaliser les grands programmes* économes en importations pour l'avenir, tels que celui du nucléaire ? Ne parlons que pour mémoire de la capacité – et *sans* doute même de la pression légitime – du système bancaire français, devenu l'un des plus performants en matière d'intermé*diation financière internationale*.

Rares furent alors ceux qui, au *Plan ou ailleurs* (2), *en prenant* le risque d'être taxés d'académisme, tentèrent, à leur niveau, de modérer quelque part l'enthousiasme des adeptes de l'économie internationale d'endettement. Tout en reconnaissant qu'un ajustement brutal fondé sur la répercussion immédiate des déficits pétroliers devait être résolument exclu, *ils* s'attachèrent alors à défendre la thèse d'un financement *dosé au plus juste* et réservé aux seuls investissements internes substituts à l'importation (le nucléaire et non les autoroutes). A l'argument, un peu simple, du *gain d'intérêt nominal* obtenu alors en empruntant sur le Commercial Paper américain ou sur les marchés euro et non pas sur le marché français, ils s'efforcèrent bien d'opposer le correctif du *risque de change* et le critère du *coût effectif* d'emprunts en devises, susceptibles de s'apprécier considérablement avec le temps, par rapport au franc. *Il* est vrai que le dollar était alors aux alentours de 4 F et que bien malin eût été alors celui qui aurait prévu qu'il puisse être à 8 francs, quatre ou cinq ans plus tard, au moment où la charge du remboursement allait commencer à se faire réellement sentir. Sans anticiper l'ampleur, on pouvait néanmoins alors prévoir le sens et ne pas *oublier de pondérer les différentiels* d'intérêt par les variations anticipées des cours du change. Cela aurait permis d'éviter les considérables provisions pour risque de change *telles qu'elles sont constituées* aujourd'hui dans les bilans des entreprises nationales les plus endettées et d'alourdir d'autant la charge du remboursement.

(*) Professeur à l'université de Bordeaux.

Les Cassandres de l'endettement extérieur n'eurent pas davantage d'écho en ce qui concerne ce qui *était en fait le cœur de leur argument* : celui de l'effet anesthésiant de l'endettement extérieur. En cas de déficit accusé de la balance des paiements, s'il peut être légitime – et même recommandé – d'étaler quelque peu l'impact déflationniste *par le financement extérieur*, ce moyen ne saurait être que temporaire et partiel ; on ne peut prétendre escamoter durablement l'ajustement final. Le déficit est, qu'on le veuille ou non, le signal qui révèle qu'un pays dépense plus qu'il ne crée de revenu réel.

(Lire la suite page 19.)

(1) Le « Rating » consiste à établir, en fonction du risque qu'ils représentent, une sorte de classement des emprunteurs sur le marché international qui commande la marge qu'on leur applique en sus du Libor. Ainsi, les plus sûrs reçoivent un AAA, ceux qui le sont *un peu moins un* AA *et un* A pour les moins bien considérés.

(2) *Crédit, change et inflation.* Tome II. Commissariat général du Plan. *Documentation française* 1979, pp. 172-180. Henri Bourguinat. *Le Flottement des monnaies*, PUF 1977, pp. 135-147.

SÉCURITÉ SOCIALE

ÉTATS-UNIS : des retraites « maison » très développées

IL n'y a pas de système de protection sociale collective et automatique aux Etats-Unis, comme il en existe dans les autres pays industrialisés : les possibilités de couverture médicale, d'aide sociale, le montant de la retraite, varient selon le lieu géographique, la vie professionnelle et le complément d'assurance privée que chacun peut s'offrir.

La plupart des Américains bénéficient cependant, par leur employeur, d'un certain degré de couverture sociale qui constitue une sorte de complément de salaire, mais qui varie de firme en firme et de secteur en secteur. Les grands syndicats et les grosses entreprises offrent des avantages importants dans ce domaine, souvent comparables à la protection assurée par les systèmes de sécurité sociale d'Europe occidentale. Mais, en cas de changement d'entreprise ou de licenciement, ces avantages disparaissent, y compris les plans de retraite. L'intéressé n'a plus, alors, en attendant de retrouver un emploi satisfaisant, qu'à souscrire une assurance et un plan de retraite individuels, qui grèveront son budget, sans, bien souvent, lui donner de véritables garanties.

C'est la raison pour laquelle les chômeurs américains ont été plus gravement affectés par la crise économique que leurs homologues européens, malgré un système d'allocations de chômage assez généreux, encore que généralement limité à six ou sept mois. C'est aussi pourquoi la situation des personnes du troisième âge est souvent dramatique : près de 20 % des Américains de plus de soixante-cinq ans sont officiellement considérés comme « *pauvres* », c'est-à-dire ayant un revenu annuel inférieur à 4 400 dollars, qui leur assure tout juste le minimum.

92 % des Américains de plus de soixante-cinq ans reçoivent aujourd'hui une petite pension de la « *sécurité sociale* » (ce terme s'applique ici uniquement aux pensions de retraite), qui constitue en moyenne 38 % de leurs ressources, le reste provenant d'une retraite de salarié (23 % du total), de revenus d'un capital (19 %), d'autres plans de pension (14 %), de l'aide sociale (2 %) et de diverses autres sources pour 4 % au total.

Les personnes du troisième âge et les indigents peuvent cependant bénéficier du *medicare* dans le premier cas, et du *medicaid* dans le second, qui leur donnent droit à certains soins gratuits. La qualité de ces soins dépend de celle des hôpitaux locaux : elle est, en général, meilleure dans les régions rurales que dans les grandes villes, dont les hôpitaux sont souvent vétustes et surpeuplés.

Après une franchise de 260 dollars, le *medicare* paye, en principe, tous les frais « raisonnables » d'hospitalisation pendant soixante jours et 80 % des honoraires « *approuvés* » des médecins au-delà de 75 dollars. Après ces soixante jours, le malade paie une part grandissante des frais d'hospitalisation, et après cent cinquante jours, leur totalité. Mais le *medicare* est loin d' « *approuver* » la totalité des honoraires médicaux, et surtout, comme la plupart des assurances privées, ne couvre qu'une petite partie des examens et des analyses de laboratoire. Il ne rembourse pas les journées d'infirmière, ni les soins dentaires, la pédicurie, les examens de la vue ou de l'ouïe.

Les personnes âgées qui en ont les moyens prennent une assurance privée complémentaire qui, dans une certaine mesure, peut les prémunir contre les tarifs de plus en plus exorbitants des soins. A titre d'exemple, un malade victime d'une crise cardiaque paie 560 dollars la journée d'hospitalisation dans un service de cardiologie, alors que le prix moyen d'une hospitalisation est de 2 119 dollars (contre 670 dollars en 1971). L'absence de système officiel de couverture sociale et de remboursement des frais médicaux, avec les contrôles qu'il implique, laisse le champ libre au corps médical, qui passe des contrats souvent fructueux avec des compagnies d'assurances privées et s'apparente de plus en plus au monde des affaires (*le Monde* du 2 novembre 1983).

La longue maladie-catastrophe

Le résultat de ce système est que nombre d'Américains ont des difficultés à se faire soigner, particulièrement les 8 % d'entre eux qui ne sont couverts par aucune assurance. En revanche, ceux qui bénéficient à la fois d'un bon salaire et d'une assurance de leur employeur sont doublement avantagés, puisqu'ils peuvent déduire de leur déclaration de revenus les frais médicaux qui ne leur sont pas remboursés. Mais, pour tous, une grave et longue maladie peut mettre en danger le budget familial. Un chômage forcé est aussi une véritable catastrophe, d'autant que les indemnités de licenciement sont quasi inexistantes.

Divers gouvernements démocrates ont envisagé de faire financer par les recettes fiscales un programme de sécurité sociale à l'européenne. La moitié des Américains, disent les sondages, appellent de leurs vœux au moins un système de couverture médicale. Mais les présidents Kennedy et Johnson se sont heurtés au très puissant lobby médico-hospitalier. Le président Carter avait réussi à faire accepter par le Congrès le début d'un *National Health Insurance Plan.*

Le gouvernement Reagan a mis fin à ces tentatives en estimant que la « loi du marché » doit, là comme ailleurs, servir de régulateur naturel. Il rejette d'ailleurs en bloc comme « *socialiste* » toute conception de solidarité nationale basée sur la redistribution des revenus par l'impôt.

NICOLE BERNHEIM.

GRANDE-BRETAGNE : douze millions de retraites complémentaires confiées à la gestion privée

AU pays qui, dès l'immédiat après-guerre, a inventé la notion d'« Etat-providence » *(welfare-state)* et mis en place un système très complet de couverture des risques sociaux, le recours à l'assurance individuelle dans ce domaine est limité et le demeure. L'action du gouvernement de Mme Thatcher n'a, pour le moment, guère changé la situation, malgré sa ferme volonté de pratiquer des coupes claires dans les dépenses publiques et de poursuivre sa campagne de dénationalisation. A ce sujet, le premier ministre se défend d'ailleurs d'avoir déclaré la guerre au *welfare-state*, comme le prétendent ses adversaires. Si, par exemple, Mme Thatcher s'en prend actuellement au Service national de santé, c'est apparemment davantage pour en réorganiser la gestion et la rendre moins coûteuse que pour en diminuer les prestations ou en préparer la privatisation.

Cependant, il existe en Grande-Bretagne une industrie de l'assurance très prospère et de vieille tradition, notamment dans le secteur des assurances-vie, considérées depuis longtemps par les Britanniques comme un moyen de prévoyance et d'épargne avantageux. Les dirigeants de compagnies d'assurances-vie ont le sourire. Ils déclarent que « *même en période de crise* » ils ont enregistré en 1982 une augmentation de 20 % du nombre de leurs contrats. Aussi l'Etat n'a-t-il pas attendu l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher pour tenir compte de l'aide que pouvait lui rendre cette solide industrie et passer avec elle un accord lui confiant une grande partie du régime des retraites complémentaires.

La médecine étant nationalisée et gratuite, les compagnies d'assurances ne peuvent proposer leurs services qu'à la clientèle aisée mais réduite des quelques praticiens et établissements non conventionnés (plus de 95 % des médecins sont affiliés au régime national). Ce sont des sociétés spécialisées qui s'en chargent. Elles administrent la moitié des lits privés dans le secteur hospitalier.

Autre champ d'action limité, mais représentant un chiffre d'affaires non négligeable : l'enseignement privé, qui est particulièrement onéreux en Grande-Bretagne. Contre des cotisations versées la plupart du temps dès la naissance de l'enfant, des compagnies, elles aussi spécialisées – dont la publicité remplit de nombreuses pages des journaux – assurent le financement des études de la majorité des élèves, même ceux des prestigieuses *public schools* qui, contrairement à ce que leur nom paraît indiquer, n'ont rien de publiques.

Mais cela concerne seulement 6 % de l'ensemble de l'effectif scolaire national. D'ailleurs, ce genre d'exonération est assez largement pratiqué depuis toujours au Royaume-Uni, dans d'autres domaines, ce qui explique en partie le succès des compagnies d'assurances et le fait que leurs tarifs soient généralement moins chers que dans d'autres pays. Le prix de la plupart des polices proposées en France serait jugé prohibitif par la clientèle britannique.

Un fructueux marché

C'est en 1975 qu'une loi sur les pensions de sécurité sociale a ouvert un nouveau et fructueux marché aux compagnies d'assurance-vie et a consacré une collaboration originale entre celles-ci et l'Etat. Entré en vigueur en 1978, le système permet aux employeurs de dégager leur personnel du régime de retraite complémentaire de l'Etat pour créer leurs propres caisses. Si les entreprises ont une dimension suffisante, elles les gèrent elles-mêmes : c'est ce que font de grandes sociétés privées comme la Shell, mais aussi des entreprises nationales comme les chemins de fer ou la poste. Sinon, elles en remettent la gestion à des compagnies d'assurance-vie, qui avaient déjà l'expérience d'une pareille activité pour les non-salariés.

Ainsi se trouvent mis en concurrence l'Etat, les employeurs et les assureurs. De quoi satisfaire pleinement la politique de Mme Thatcher, mais celle-ci n'est pas responsable de cette innovation mise en œuvre par le dernier gouvernement travailliste – à partir d'un projet tracé dans ses grandes lignes par un précédent cabinet conservateur.

Douze millions de salariés britanniques appartiennent maintenant à un régime non étatique et 90 % d'entre eux dépendent d'une caisse administrée par une société d'assurances.

C'est un marché énorme, dont le contrôle a soudainement relancé – s'il en était besoin – le développement des compagnies d'assurance-vie, qui reconnaissent lui devoir un accroissement de plus d'un tiers de leur revenu... M. Michael Jones, secrétaire national de la fédération des assureurs sur la vie, ne cache pas son contentement. « *Notre industrie était trop importante et sa réputation trop bien établie pour que l'Etat puisse l'ignorer,* nous a-t-il déclaré. *D'autre part, notre poids dans l'économie et sur le marché financier interdisait pratiquement toute tentation de nationalisation de la part d'un gouvernement travailliste. Nous avions fait nos preuves. Nous étions déjà présents dans ce secteur. La confiance qui nous a été accordée n'est pas extraordinaire : le pouvoir nous l'avait depuis longtemps manifestée, notamment par des facilités d'ordre fiscal assez appréciables et une liberté de placement qui ne l'est pas moins.* »

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la prospérité de l'assurance en Grande-Bretagne suscite l'intérêt d'étrangers. La plus grande compagnie allemande, Allianz, avait provoqué bien des remous dans la City en tentant de prendre le contrôle de la sixième société d'assurances britannique (elle a dû y renoncer depuis). Cependant, 3,5 % des capitaux des compagnies d'assurances en R.F.A. sont entre les mains des sociétés anglaises.

FRANCIS CORNU.

Complément de couverture en cas de maladie

(Suite de la page 17.)

Leur intervention s'exerce pour l'essentiel à travers l'assurance-vie, dont elles ont le quasi-monopole. Mais elle est difficile à distinguer : la majorité des contrats collectifs, aujourd'hui les plus nombreux, mêlent des risques très divers (décès, retraite, invalidité, maladie). Même les contrats individuels sont « mixtes » dans les trois quarts des cas : ils combinent assurance-décès qui, en cas de décès de l'assuré, procure une rente ou un capital à sa famille, et l'assurance « en cas de vie », qui donne les mêmes avantages à terme fixé.

Toutefois se sont développés plus récemment des contrats axés sur la retraite, notamment à partir de 1976, sous l'influence de l'AFER (Association française d'épargne et de retraite). Ils représentent actuellement, estime-t-on, la moitié des nouveaux contrats d'assurance-vie, et les compagnies s'efforcent d'encourager le mouvement.

Lancées aussi avec une certaine agressivité – on n'hésitait pas à prédire l'écroulement du système de retraites par « répartition », par suite de l'évolution démographique et économique, – les formules de retraite par « capitalisation » (5) ont suscité de vives réactions, et pas seulement dans les institutions intéressées. Le rapport *Vieillir demain*, rédigé pour la préparation du VIIIe Plan, considérait la capitalisation comme « *une régression sociale fondée sur des illusions économiques* » : elle constituait « *la négation de la solidarité entre catégories sociales et entre générations* » et ne présentait aucune garantie contre l'inflation.

Aujourd'hui, la cause de la retraite par « capitalisation » est soutenue avec plus de modestie : elle est présentée comme un complément à la retraite par « répartition », un « troisième étage » après celui de la pension de la Sécurité sociale et celui des régimes complémentaires. Sous cette forme, elle a obtenu un appui du ministre des affaires sociales et de la solidarité, à l'occasion du dernier « Forum » des *Echos*, le 25 octobre 1983 *(le Monde* du 27 octobre). En effet, le recours à l'épargne, outre ses avantages économiques (6) – apporter des fonds au développement industriel, – permettrait d'alléger la charge du financement des retraites.

Si l'appui gouvernemental, encore verbal, était suivi d'actes – et notamment d'un régime fiscal plus favorable pour l'épargne-retraite, celle-ci pourrait devenir encore plus qu'aujourd'hui un marché « porteur ». Mais les sociétés d'assurances ne s'y retrouveront pas seules : déjà des groupements comme l'AFER, des banques, des organismes de crédit, et même la mutualité française proposent des formules comparables ; les compagnies d'assurances y jouent seulement le rôle de support technique obligé (pour la constitution des provisions). La concurrence risque d'être vive.

GUY HERZLICH.

(5) Tandis que la « capitalisation » est le résultat d'une épargne individuelle, la « répartition » revient à partager entre les retraités des cotisations versées par des personnes en activité.

(6) Voir sur ce point le livre de Dominique Strauss-Kahn : *l'Épargne et la Retraite*, Economica, 1983.

ET ASSURANCES PRIVÉES

SUÈDE : les socialistes ferment les yeux sur l'essor de la couverture privée

« *NOUS n'avons même plus besoin de faire de la publicité pour l'assurance-retraite individuelle : les clients affluent et savent déjà tout avant d'arriver à nos guichets.* » Cette réflexion d'un responsable de Skandia, la plus grande compagnie d'assurances suédoise, donne une bonne idée du comportement de nombreux Scandinaves qui, la quarantaine passée, commencent à se poser des questions sur le niveau de leurs futures retraites.

Le régime en vigueur depuis 1960, financé essentiellement par des cotisations patronales et par l'État (par le biais de l'impôt), était en fait conçu pour une économie en croissance entraînant une hausse régulière des revenus réels. Mais le pouvoir d'achat des salariés a diminué ces dernières années par suite de la stagnation économique. D'autres problèmes sont venus s'y greffer : le vieillissement rapide de la population (en 1990, un Suédois sur cinq aura plus de soixante-quatre ans), la difficulté de relever les charges sociales des entreprises sans compromettre automatiquement leur compétitivité, enfin les limites de l'effort financier de l'État, qui doit faire face à un déficit budgétaire correspondant à 14 % environ du revenu national.

Un relèvement de l'âge de la retraite

M. Olof Palme déclarait volontiers lorsqu'il était dans l'opposition que les « *bourgeois* » empruntaient une couronne sur trois à l'étranger pour payer les pensions des vieux travailleurs. Depuis un an qu'il est *revenu au pouvoir*, *force est de* constater que les finances publiques se sont dégradées et que la dette extérieure a augmenté. Tôt ou tard, estiment les économistes, il faudra réviser le système d'indexation des retraites sur le coût de la vie pour rééquilibrer les comptes et aussi peut-être dans un souci de justice sociale. Le niveau de vie des salariés diminue tandis que celui des personnes âgées s'améliore, en raison de l'inflation et de l'indexation.

En 1985, les retraites seront parfois supérieures au dernier salaire. Pour la première fois cette année, les recettes des fonds nationaux de pension ont été inférieures aux dépenses. Un récent sondage de l'institut Sifo, réalisé pour la compagnie Trygg-Hansa, montre que 87 % des Suédois de quarante à quarante-neuf ans pensent *que les retraites seront* progressivement dévalorisées et que le système actuel (minimum vieillesse et surtout retraite complémentaire généralisée) ne tiendra pas ses promesses. Mais cela ne signifie pas qu'il soit voué à la faillite. Tout dépendra, selon le gouvernement social-démocrate, du rythme de croissance économique à l'avenir. *Certains n'excluent pas un relèvement* de l'âge de la retraite de soixante-cinq à soixante-sept ans.

Un changement d'attitudes

Aujourd'hui, 20 % des Suédois *environ ont souscrit une assurance*-retraite individuelle ou une assurance-vie. Dans la catégorie de revenus supérieurs à 120 000 couronnes (autant de francs français) par an, un salarié sur deux a choisi cette formule. Elle n'est pas encouragée « officiellement » par les socialistes, qui ont toujours été réticents au recours à la couverture *sociale privée. Mais ils ferment les* yeux car ils souhaitent stimuler l'épargne des particuliers, notamment pour financer le déficit budgétaire : en Suède, les compagnies d'assurances sont tenues, par la loi, de placer 73 % de leurs fonds en *obligations* d'État.

En quelques années, les attitudes ont bien changé. On ose dire, par exemple, dans la presse que certaines formes d'épargne ne devraient pas être imposables. D'une façon générale, les cotisations « privées » sont déductibles des revenus tandis que le complément de retraite versé ensuite est imposé. *Le titulaire* d'une assurance-retraite n'est plus considéré comme un contribuable suspect. Pour les compagnies, il s'agit là d'un marché en forte expansion, surtout depuis deux ans : le nombre de polices enregistrées par Skandia a augmenté de 28 % entre 1982 et 1983. « *Nous vendons un maintien du niveau de vie après et pendant la période d'activité – sous forme d'allégements fiscaux – et nous concentrons nos activités sur le marché national. L'assurance-maladie pour sa part ne revêt qu'une importance marginale* », déclare M. Olle Lifvergren, l'un des directeurs de cette société qui a mis au point un « test assurance » très perfectionné. Son objet est d'analyser informatiquement la situation financière d'un client et de sa famille, et d'établir ainsi l'assurance la mieux adaptée. Selon toutes probabilités, ce marché va encore se développer et les pouvoirs publics laissent faire...

En Norvège, contrairement à ce qui se passe en Suède, l'État encourage ouvertement les particuliers à contracter une assurance complémentaire individuelle. Le choix est particulièrement avantageux, dans un pays où la pression fiscale est aussi très lourde : il donne droit à un abattement annuel supplémentaire atteignant 15 % du revenu imposable. Le recours à l'assurance individuelle *pour la retraite est encore* plus répandu en Norvège qu'en Suède et les compagnies d'assurances, comme Den Norske Folk, s'en réjouissent. Le nombre d'assurés a augmenté de 19 % entre 1981 et 1983.

ALAIN DEBOVE.

Les inconvénients de l'endettement extérieur

(*Suite de la page 17.*)

A cela il faut, aussi rapidement *qu'on le peut, porter remède.* L'appel aux ressources trouvées à l'extérieur ne saurait que faciliter les transitions. Il ne devrait pas avoir vocation de prévenir longtemps les baisses de revenu et d'empêcher, au travers de celles-ci, l'appareil productif de produire davantage de biens, rendus disponibles pour l'exportation et susceptibles de diminuer les importations.

C'est, à notre sens, dans cet insuffisant dosage de l'ajustement par rapport au financement extérieur que réside l'une des principales erreurs *économiques intervenues* après les chocs pétroliers.

Comment ne pas voir que, en choisissant de remplacer trop complètement les moyens de paiement qui devaient être annulés par le déficit extérieur, on a reconstitué alors un pouvoir d'achat interne qui devait être, au moins pour une part, amputé ? On a même, au cours des années où le déficit commercial s'est résorbé *bien au-delà des prévisions*, comme en 1975, 1981 et encore en 1983, surfinancé l'économie française, les programmes d'emprunt à *l'étranger exigeant* nécessairement un temps assez long pour être ajustés et ne l'étant en fait qu'avec retard. *Comment s'étonner*, dès lors, que l'on ait eu plus de mal, en France que dans d'autres pays, à diminuer l'inflation interne et qu'il ait fallu ensuite, après mars 1983, freiner plus vigoureusement qu'ailleurs. Il est vrai que, entre-temps, on *s'était condamné* à changer drastiquement le rythme de l'endettement extérieur par la magistrale erreur de la relance à *contre-courant* par la consommation, source d'un déficit porté en 1982 à 130 milliards de francs pour la balance de base et qu'il a *bien fallu financer*, cette fois encore, à travers les emprunts « encouragés » des entreprises nationales, le *prêt saoudien* ou celui de la C.E.E., sans parler de l'endettement des banques à court terme en devises.

Savoir éviter le rééchelonnement

Avec, en 1982, un compte « revenus du *capital* » de la balance française des paiements devenu, pour la première fois depuis 1830, déficitaire du fait du service de la dette, on mesure bien *le sérieux* de la situation actuelle. Les revenus tirés de la puissante action de transformation du système bancaire français à l'étranger et de nos *propres créances sur* l'extérieur ne compensent plus le paiement des intérêts et le remboursement de la dette. Il faut désormais s'attendre, tout au long des quatre années à venir, à une charge annuelle nette moyenne de l'ordre de 8 milliards de dollars.

Mais n'y aurait-il pas, inversement, à escompter de cet alourdissement prévisible du service de la dette, quelque avantage du point de vue de l'équilibre interne ? N'irait-on pas, demain, vers un effet inverse de celui qui existait au cours de la *phase antérieure* ? On serait, à première vue, effectivement tenté de penser que le service de la dette devrait, cette fois, entraîner une ponction sur les moyens de paiement domestiques et que celle-ci pourrait elle-même avoir un effet déflationniste interne direct. *Le service de la* dette viendrait en quelque sorte renforcer la politique interne de rigueur.

En réalité, pour qu'il en soit ainsi et pour qu'il y ait *surajustement* interne comme il y eût hier *sous-ajustement*, encore faudrait-il que l'on parvienne à supprimer le déficit de la balance courante (ou mieux de la balance de base) et que l'endettement *neuf*, de ce fait, cessât. Or, sans sous-estimer l'amélioration *spectaculaire du compte courant* au deuxième semestre de 1983 – imputable à la reprise en main de la dépense interne qui a accompagné la troisième dévaluation du septennat, – tout donne à penser que le déficit extérieur ne pourra être durablement *éliminé si quelque reprise* notable intervient. Comme, par ailleurs, on aura à compter sur la charge du service de la dette antérieure, on voit qu'il n'est pas étonnant qu'on parle d'un endettement supplémentaire de 8 à 10 milliards pour 1984. Là apparaît, *justement*, le *piège* de l'endettement extérieur. Non seulement la France devra emprunter *pour financer* le déficit de la balance des paiements de l'année mais elle aura à le faire aussi pour *assurer le service de la dette antérieure*. Ce faisant, elle risque d'abord de devoir à la fois supporter les effets inflationnistes internes de l'endettement extérieur et d'être contrainte de manifester, à ce titre, un supplément de rigueur dans sa politique économique interne. Parallèlement, en faisant intervenir l'endettement neuf nécessaire pour rembourser les annuités échues et supporter les intérêts sur l'encours restant, elle côtoie, dangereusement, *la voie qui mène tout droit aux rééchelonnements* et aux moratoires. Eviter ces formules, dangereuses pour l'autonomie de détermination nationale, ne sera pas facile. Il y a, dans le processus d'endettement extérieur d'un pays, dès que l'on dépasse certains seuils, un risque de dérapage bien difficile à contrôler.

Pour l'éviter, il y faudra un grand courage *politique* et *aussi une certaine* inventivité technique. On peut explorer plusieurs formules : la diversification des monnaies de support, doser au plus juste endettements courts et endettements longs, créer une caisse d'amortissement avec des ressources stables impérativement affectées, laisser à chaque groupe industriel la responsabilité de la gestion de ses *positions* en devises... Quel que soit le choix, la reprise en main passe par un double préalable : celui du *succès de l'opération* vérité sur la dette extérieure et, encore, celui de l'affichage d'un *objectif d'endettement, clairement* défini et considéré comme élément de l'équilibre économique global.

HENRI BOURGUINAT.

UNE ÉTUDE DU CREDOC

Les retraites offrent une image caricaturale de la hiérarchie des salaires

TRÈS inégaux, mais souvent très faibles, tels sont les revenus des retraités, d'après une étude récente du CREDOC, intitulée « Les retraités et leurs ressources », qui a porté sur les pensions touchées en 1978 par un *échantillon d'un millier de retraités* (1).

Le décalage entre les ressources des retraités et celles des personnes en activité est net : en 1978, en effet, 75 % des familles comptant un retraité disposaient de moins de 48 000 F *par an* (soit 4 000 F par mois), 58 % de moins de 36 000 F, 34 % de moins de 24 000 F (2 000 F par mois), alors que les proportions étaient de 40 %, 22 % et 9 % respectivement chez les actifs. Les deux tiers des personnes vivant à l'époque avec moins de 2 000 F par mois étaient des retraités : ceux-ci forment une bonne partie de la « France pauvre ».

Cependant, dans l'univers de la retraite, les inégalités sont considérables. Les « hauts » revenus sont rares – *9 % des retraités seulement* recevaient plus de 72 000 F à cette époque, contre 30 % des actifs tandis que 45 % percevaient des pensions inférieures à 12 000 F : d'un côté un grand nombre de petites retraites, de l'autre un petit nombre de *pensions confortables*.

Des revenus annexes venaient heureusement corriger un peu cette inégalité : si les titulaires de retraites *élevées tiraient* de celles-ci le plus clair de leurs ressources, les ménages qui recevaient les retraites les plus faibles (moins de 12 000 F par an en 1978, soit 1 000 F par mois) tiraient 56 % de leurs ressources d'autres revenus : pensions d'invalidité, d'ancien combattant ou de veuve de guerre, allocation logement ou enfin, dans le meilleur des cas, salaire d'un *conjoint* encore en activité.

« L'inégalité des retraites provient évidemment en majeure partie des différences de revenus pendant la période d'activité, la retraite de base étant notamment calculée pour les salariés d'après les dix meilleures années de la vie professionnelle : « *Les écarts de retraites entre groupes sociaux ne reflètent rien d'autre que la hiérarchie des salaires* », écrivent les auteurs de l'étude. Cependant la hiérarchie est quelque peu déformée : si l'on compare les retraites avec les salaires moyens à 50 ans et plus, les cadres supérieurs retraités étaient encore plus favorisés (les employés, toutefois, étant un peu mieux traités que durant la vie active).

Des éléments propres aux systèmes de retraites viennent, en effet, donner aux écarts un caractère parfois caricatural. Trois éléments apparaissent déterminants.

● Les secteurs d'activité

Les anciens salariés du secteur public bénéficiaient de retraites de base plus élevées que ceux du privé : leur retraite moyenne était 2,2 fois plus élevée que celle du régime général (correspondant *grosso modo* au secteur privé) et 24 % d'entre eux seulement touchaient une pension de base inférieure à 24 000 F *par an contre* 92 % *des anciens salariés* du régime général. Mais les plus défavorisés étaient les non-salariés : leur retraite de base moyenne représentait 79 % de celle des retraités du régime général et 35 % de celle du secteur public.

● Les retraites complémentaires

Elles sont très concentrées (58 % seulement des retraités en bénéficiaient – mais 8 % d'entre eux en absorbaient la moitié) et encore plus inégales d'une catégorie sociale à l'autre que les retraites de base : le montant des retraites *complémentaires* variait de 1 à 8,6 entre les anciens indépendants et les anciens cadres, de 1 à 4,3 entre les anciens manœuvres et les anciens cadres, alors que celui des pensions de base allait seulement de 1 à 2,7 (entre anciens manœuvres, au bas de l'échelle et anciens cadres, en haut).

Aussi, le plus souvent leur existence accentue les inégalités : la moitié des anciens salariés du privé touchant une retraite ridiculement faible (3 000 F par an !) ne recevaient pas de retraite *complémentaire*, mais les titulaires des retraites de base les plus élevées touchaient aussi les retraites complémentaires les plus importantes et en cumulaient plusieurs... La moitié seulement des indépendants recevaient une retraite complémentaire et celle-ci était d'un montant très faible (18 fois plus faible en moyenne que celle des anciens salariés du *privé*).

● Le sexe

Les femmes touchaient en général une pension inférieure à celle des hommes : 93 % des retraités recevant une pension très faible (*9 000 F par an ou 750 F par mois* en 1978) étaient des femmes, alors que pour les deux sexes le total n'est que de 10 %. En revanche, 76 % des retraités bénéficiant d'une pension relativement élevée (plus de 42 000 F) étaient des hommes, alors que *la moyenne n'est que de 13 %* pour les deux sexes.

A cela, plusieurs raisons. Beaucoup de femmes n'ayant pas exercé *d'activité professionnelle* ne touchaient que le minimum vieillesse ou une pension de réversion héritée de leur mari (et d'un taux inférieur à la retraite que *celui-ci percevait*) : 40 % des veuves étaient dans ce cas. D'autre part, les femmes qui avaient travaillé appartenaient dans leur très grande *majorité à des catégories* sociales modestes : 10 % seulement avaient été cadres, contre 29 % des hommes. A catégorie socio-*professionnelle* identique, *enfin*, elles percevaient une pension très inférieure à celle des hommes : 58 % *en moyenne de la retraite masculine* chez les travailleurs indépendants, 61 % pour les anciennes O.S., 75 % pour les employées et 81 % pour les cadres. En effet, non seulement elles avaient généralement occupé des postes de rang inférieur ou plus mal *rémunérés, mais elles avaient généralement* travaillé moins longtemps (trente-quatre ans en moyenne contre quarante-trois ans pour les hommes).

Au total, trois groupes apparaissent assez nettement. Tout au bas de l'échelle, des retraités (*10 % de l'effectif*) ayant des pensions inférieures à 9 000 F par an : il s'agit essentiellement de femmes, épouses d'anciens salariés de faible qualification ou de travailleurs indépendants. Le second groupe en est très *proche : il est aussi composé pour* l'essentiel de femmes, mais le plus souvent seules et âgées (74 ans en moyenne), recevant une retraite *allant de 9 000 F à 12 000 F, venant* de leur mari, ou ex-salariées à faible qualification. A l'autre bout de l'échelle, un groupe de retraités *favorisés* (environ 14 % de l'ensemble) : des hommes ex-cadres moyens ou supérieurs du secteur public souvent *diplômés, propriétaires de leur* logement, disposant de pensions suffisantes pour vivre confortablement – et payer un impôt sur le revenu relativement important – même lorsque leur femme n'a pas travaillé (et ne reçoit donc pas de retraite personnelle).

G. H.

(1) Georges Hatchuel et P. Mannoni *Les retraités et leurs ressources ;* CREDOC, 1983. Cette étude part d'une *première enquête du CREDOC pour la* Caisse nationale d'allocations familiales sur l'impact des prestations familiales *sur le revenu des familles.*

A TRAVERS LES REVUES FRANCAISES

La locomotive des exportations

par DANIEL VITRY (*)

AU-DELA des vœux de bonne année, l'année 1984 sera-t-elle bonne ? Jacques Plassard dresse le bilan de la conjoncture 1983 dans son article des *Chroniques de la SEDEIS* (1). La demande intérieure a eu tendance à régresser en 1983, entraînant dans sa chute celle de nos importations, mais ce mouvement a été compensé par une hausse de la demande extérieure. Le produit intérieur brut de 1983 devrait en définitive se révéler à peu près du même montant que celui de 1982, l'équilibre de nos échanges extérieurs devrait presque être rétabli grâce à une conjoncture extérieure favorable.

Le comportement des ménages à l'égard des prix a retrouvé un schéma traditionnel. Avant 1982, les ménages semblaient plus sensibles à la qualité des produits qu'à leur prix ; depuis 1983 au contraire les ménages regardent les prix de très près.

La part des exportations françaises dans le total des exportations des onze principaux pays occidentaux se stabilise finalement à 9,25 %, alors qu'elle était de 10,5 %. Le principal handicap pour les exportateurs français : la croissance plus rapide des coûts salariaux (charges comprises) en France que chez leurs principaux concurrents, les Allemands en particulier.

Le blocage des prix et des salaires au cours de l'été 1982 a bien évidemment ralenti la hausse, mais il y a eu ensuite rattrapage. L'effet du contrôle des prix est pernicieux, car le contrôle est en fait sélectif puisque les produits nouveaux et beaucoup de services y échappent. Certaines entreprises bénéficient de véritables rentes, sans s'en rendre compte, en se fournissant auprès d'entreprises subissant le contrôle et en vendant des produits qui y échappent. Le contrôle des prix déresponsabilise en outre les chefs d'entreprise et introduit des distorsions dans le jeu de la concurrence.

Comme les prix à l'importation sont restés stables depuis août 1983 et devraient le rester en 1984, l'environnement étranger est favorable au ralentissement de la hausse des prix français. Le ralentissement de la hausse des salaires directs est un deuxième facteur favorable ; malheureusement le déplafonnement de la cotisation patronale à l'assurance-maladie va alourdir les charges de 0,3 % de la masse salariale. En outre, ce sont les entreprises à salaires élevés qui vont être les plus pénalisées ! De façon générale on s'occupe et on favorise plus les entreprises routinières, au détriment de celles qui innovent et prennent des risques.

L'Observatoire français des conjonctures économiques a publié des prévisions quantitatives dans un article : « Perspectives étrangères et françaises pour 1983-1984 » (2). L'O.F.C.E. estime aussi que les perspectives de l'environnement international sont nettement favorables. La croissance française ne suivra cependant un rythme plus ralenti que celle des principaux clients, le taux de croissance prévu ne serait que de 0,7 % en 1984 ; la consommation des ménages augmenterait aussi au taux de 0,7 % mais avec des différences importantes selon les biens ; en particulier la consommation des produits industriels comme l'automobile et l'électroménager devrait diminuer de 2,4 %, et l'investissement en logement baisserait aussi de 5 %. L'emploi total devrait continuer à régresser au taux annuel de 0,6 %, l'emploi industriel régressant encore plus vite (2 %). Le nombre des chômeurs pourrait atteindre alors 2160000 à la fin 1984, c'est-à-dire 110000 personnes de plus qu'en 1983.

L'O.F.C.E. prévoit que les prix à la consommation vont augmenter de 7,5 % en 1984, sensiblement plus qu'à l'étranger. Les conclusions de l'O.F.C.E. et celles de J. Plassard se rejoignent : l'environnement international pourrait permettre à la France de réduire son déficit commercial, sans pour autant tomber dans la récession, mais l'inflation resterait plus forte chez nous qu'à l'étranger, ce qui est une source de fragilité.

L'Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises, l'IPECODE, vient aussi de publier ses prévisions pour 1984 (3). Il estime aussi que le produit intérieur brut devrait augmenter en 1984, essentiellement grâce au soutien de la demande étrangère. Le taux de croissance prévu pour le PIB est de 1,2 %, c'est-à-dire moitié plus fort que ce que prévoit l'O.F.C.E.. Les composantes de la demande finale évolueraient de la façon suivante : la consommation des ménages devrait augmenter très faiblement, comme le dit l'O.F.C.E., au taux de 0,6 %, mais la formation brute de capital fixe de tous les agents économiques aussi bien des entreprises que des ménages devrait régresser de 2,2 %. La faible croissance de la demande finale devrait entraîner un redémarrage rapide de nos importations (2,1 %), mais les exportations devraient augmenter plus de deux fois plus vite (5,5 %).

Sombres perspectives pour l'emploi

Le ralentissement de la croissance des prix se confirmerait puisque l'inflation passerait de 9,4 % en 1983 à 5,6 % en 1984. Les prévisions sur l'emploi sont très pessimistes puisqu'il y aurait 2 460 000 demandeurs d'emploi à la fin de 1984, malgré la croissance des effectifs de fonctionnaires. Du côté des entreprises, on constaterait une légère amélioration puisque le taux de marge brute (excédent brut rapporté à la valeur ajoutée) retrouverait en 1984 son niveau de 1982, après avoir atteint son point historiquement le plus bas en 1982. De même l'autofinancement atteindrait 64,4 % en 1984, après être tombé à 50,4 % en 1982 et 51,8 % en 1983.

A propos des importations, la *Revue économique* a publié un article de Léonard Dudley et Carole Trépanier : « Les anticipations et la réponse des importations aux variations dans les prix et les taux de change » (4). Les auteurs construisent un modèle dans lequel on explique le volume des importations d'un pays par le revenu national de ce pays, le taux de change et le rapport des prix étrangers aux prix nationaux, avec divers délais de réaction. Ils utilisent les séries statistiques du commerce bilatéral entre le Canada, la France, les Etats-Unis et la R.F.A., ce qui fait douze relations bilatérales sur la période 1953-1979. Dans le cas des relations qui impliquaient le Canada — les auteurs sont Canadiens, — ils divisent la période en deux : 1953-1971, qui est une sous-période à taux de change flexibles, et 1972-1979, qui est une sous-période à taux de change fixes. Au cours des deux sous-périodes le niveau du revenu national joue un rôle significatif dans la détermination du volume des importations. Les importations répondent plus aux variations du taux de change qu'aux variations des prix, quel que soit le régime des changes, mais la réponse des importations dure plus longtemps (deux à trois ans) en régime de change flexible qu'en régime de change fixe (un à deux trimestres). Les auteurs ne sont donc pas d'accord avec l'opinion souvent admise selon laquelle la sensibilité des importations aux prix et au change est la même.

Deux articles sont parus récemment sur le thème de l'adaptation de l'emploi. Le premier est de Michel Gaspar et Gabriel Tahar et porte sur : « Investissement et baisse de la durée hebdomadaire du travail » et a été publié par la *Revue d'économie industrielle* (5). L'hypothèse sur laquelle repose cette analyse est qu'il existe une relation étroite entre la durée du travail et les changements dans le système productif saisis à travers l'évolution de l'investissement en équipement et la gestion du personnel. L'évolution de la production ne joue pas systématiquement dans tous les secteurs un rôle décisif sur l'évolution de la durée du travail ; il n'y a que dans les industries des biens de consommation que l'évolution de la production explique entièrement celle des horaires. Dans les autres secteurs, les horaires sont faiblement élastiques à la production.

Réduction des horaires

Par contre, l'investissement en matériel influence fortement, avec une année de décalage, l'évolution des horaires. Cette dernière relation est très nette dans les industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement ; elle est moins nette dans le bâtiment-génie civil. D'autre part, il s'est produit un phénomène de propagation de la réduction des horaires dans le tissu industriel français. Le mouvement a commencé dans les secteurs très concentrés pour diffuser ensuite dans les secteurs les moins concentrés.

La durée légale du travail, quarante heures avant 1982, semble jouer un rôle de plancher dans le phénomène de réduction, ce qui peut s'expliquer par le rôle que joue la durée légale dans le calcul des heures supplémentaires. Le résultat le plus important de l'étude est que les changements dans l'organisation du travail accompagnent l'investissement mais ne se font pas à équipements productifs constants. Entre 1969 et 1974, la réduction des horaires de travail a été très rapide ; elle a été déterminée par la croissance des équipements. Il faut une dynamique de croissance pour pouvoir réduire les horaires ; les difficultés rencontrées aujourd'hui pour y parvenir sont *a contrario* liées à la stagnation de la production et au recul de l'investissement.

L'article publié par Jacky Fayolle dans *Economie et statistique*, « Emploi, inflation et gestion des entreprises industrielles », permet d'apporter d'autres précisions sur la gestion de l'emploi (6). L'auteur examine la liaison entre la production, la capacité de production et l'emploi. Selon les secteurs, le schéma d'adaptation des effectifs n'est pas le même ; dans le secteur des biens d'équipement professionnels, les effectifs désirés par les entreprises sont fonction des capacités de production désirées. Dans le secteur des biens de consommation, au contraire, les effectifs désirés dépendent de la production prévue ; dans le secteur automobile, il en est de même. Dans le secteur des biens intermédiaires, les deux schémas se rencontrent. L'emploi dépend cependant beaucoup de deux autres variables : la rentabilité et la trésorerie. Dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires, les licenciements de la période récente ont accompagné les déclassements d'équipements non remplacés parce que les entreprises n'étaient pas assez rentables pour conserver leurs effectifs. Les difficultés de trésorerie ont aussi largement participé à l'explication de la compression des effectifs, en particulier dans le secteur des biens intermédiaires en 1975. Or, depuis la fin de 1982, les anticipations sur la trésorerie sont défavorables dans les secteurs des biens d'équipement, des biens intermédiaires, et, depuis la mi-1983, dans les secteurs de l'automobile et des biens de consommation.

Investissements des ménages

Tournons-nous maintenant vers le comportement des ménages. Michel Mouillart a publié dans la revue *Consommation* un article sur « L'endettement des ménages et le rationnement du crédit » (7). L'auteur expose qu'il convient de ne pas raisonner à un niveau trop agrégé ; si l'on veut analyser le comportement des ménages, il ne faut pas se contenter d'une référence aux logements neufs, mais prendre en compte aussi les logements anciens et les grosses réparations, car ces trois éléments sont à l'origine de l'endettement des ménages et non simplement aux variations des encours ; dans ce cas, en effet, on explique l'endettement des nouveaux ménages par le poids des remboursements des emprunts contractés par d'autres ménages dans un passé parfois lointain. Les crédits nouveaux sont d'une importance décisive pour les ménages, car, comme le montre l'auteur, et c'est là une originalité de son modèle, ce sont les crédits qui déterminent l'investissement en logement des ménages et non l'inverse. Le modèle présenté est plus réaliste que les approches traditionnelles, car il suppose que les ménages cherchent à s'endetter jusqu'au maximum des possibilités réglementaires en prenant les différents types de prêts par ordre de coût croissant. C'est donc bien l'offre de crédit qui en détermine la demande.

Dans un article paru dans *Economie et statistique*, Claude Taffin montre que l'endettement des ménages est assez différent selon les catégories socioprofessionnelles ; il représente 13,3 % du patrimoine des cadres supérieurs, de 19 % à 20 % du patrimoine des cadres moyens et des ouvriers, mais seulement 8,2 % de celui des professions indépendantes (8).

Terminons par un anniversaire. La *Revue d'économie politique* et la *Revue des études coopératives* publient les actes d'un colloque qui s'est tenu à Montpellier pour célébrer le cinquantenaire de la mort de Charles Gide. Henri Guitton rappelle que Gide participa à la fondation des deux revues, la *Revue d'économie politique* et la *Revue des études coopératives*. La première a été fondée en réaction contre la doctrine pesante de l'Académie des sciences morales et politiques, qui défendait vigoureusement le libéralisme (9). Henri Guitton cite le mot de Rist, collaborateur de Gide et coauteur de la très célèbre *Histoire des doctrines économiques*, selon lequel Gide aurait été plutôt un moraliste de l'économie qu'un économiste. Dans son article « Charles Gide économiste pour une action en réhabilitation » (10), Marc Penin estime que c'est du défenseur vigoureux de l'associationnisme, au caractère peu commode, dont on a gardé un temps le souvenir, ainsi que, l'adversaire de l'école libérale. Mais Gide fut aussi, avant et après la première guerre, un défenseur de l'économie pure, soutenant l'analyse marginaliste et les thèses walrassiennes, à une époque où tout cela n'était guère prisé en France. Mais Gide estimait que l'économie pure ne pouvait couvrir tout le champ de l'économie politique et que lorsqu'on arrivait à une impasse, l'éthique seule pouvait offrir une solution.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

(1) Jacques Plassard : « Conjoncture de l'économie française ; du rééquilibre extérieur à la désinflation », *Chronique d'actualité de la SEDEIS*, 15 XII 1983. SEDEIS, 141, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

(2) Département des diagnostics et d'économétrie : « Prévisions quantitatives ; perspectives étrangères et françaises pour 1983 et 1984 ». Revue de l'O.F.C.E., n° 5, oct. 1983. Diffusé par la F.N.S.P., 27, rue Saint-Guillaume, Paris.

(3) « Perspectives pour l'économie française 1983-1984 ». Revue de l'IPECODE, n° 3, nov. 1983. IPECODE, 141, boulevard Haussmann, Paris.

(4) Léonard Dudley et Carole Trepanier : « Les anticipations et la réponse des importations aux variations dans les prix et les taux de change ». *Revue économique*, n° 6, nov. 1983. Diffusé par la F.N.S.P., 27, rue Saint-Guillaume, Paris.

(5) Michel Gaspard et Gabriel Tahar : « Investissement et baisse de la durée hebdomadaire du travail : réflexion autour d'un modèle sectoriel ». *Revue d'économie industrielle*, n° 25, troisième trimestre 1983. Diffusé par ETE, 3, rue Soufflot, Paris.

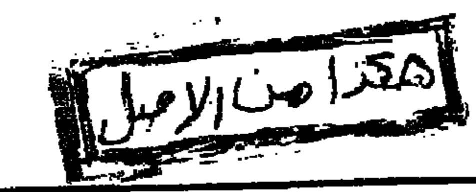
(6) Jacky Fayolle : « Emploi, inflation et gestion des entreprises industrielles ». *Economie et statistique*, n° 160., nov. 1983. Diffusé à l'O.E.P., tour Gamma A, 195, rue de Bercy, Paris.

(7) Michel Mouillart : « Endettement des ménages et rationnement du crédit ». *Consommation*, n° 3, 1983. Diffusé par C.D.R., 11, rue Gossin, 92543, Montrouge.

(8) Claude Taffin : « L'endettement grève de 10 % le patrimoine en logements des ménages ». *Economie et statistique*, n° 160, nov. 1983.

(9) Henri Guitton : « Charles Gide, notre fondateur » *Revue d'économie politique*, n° 6, 1983. Diffusé par Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris.

(10) Marc Penin : « Charles Gide économiste : pour une action en réhabilitation », REP, n° 6, 1983.



A PARTIR DES 20 ET 21 JANVIER

2 NOUVEAUX TEMPS FORTS POUR LE WEEK-END

VENDREDI : LE MONDE LOISIRS

DATÉ SAMEDI

NOUVEAU SUPPLÉMENT AU MONDE DU VENDREDI

Le Monde Loisirs veut proposer, pour le week-end, des formules de distraction et d'évasion de qualité.
Il le fera à travers des reportages et des rubriques régulières :
voyages, tourisme, gastronomie, jeux, nouveautés du disque et des cassettes vidéo, mode et bricolage, auto-moto...
Chaque semaine sera en outre présenté un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision.
Le vendredi, vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE LOISIRS pour organiser les temps forts de votre week-end.



SAMEDI : LE MONDE AUJOURD'HUI

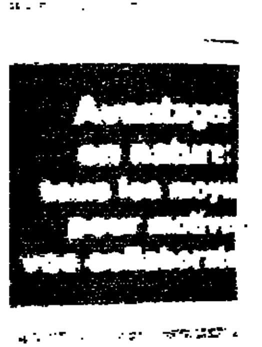
DATÉ DIMANCHE-LUNDI

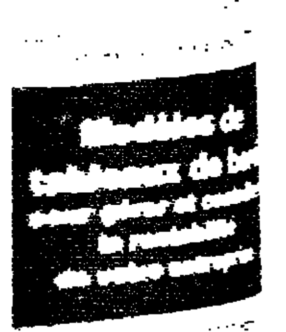
NOUVEAU SUPPLÉMENT AU MONDE DU SAMEDI

Le Monde Aujourd'hui veut aider à comprendre comment, à partir des évolutions actuelles, se prépare le monde de demain.
Chaque semaine, des rubriques régulières sur la recherche scientifique, technique, médicale, architecturale et sur l'évolution des modes de pensée.
Le samedi, vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE AUJOURD'HUI pour accompagner votre réflexion sur les rendez-vous de l'avenir.

Ces deux suppléments illustrés seront vendus encartés dans les éditions quotidiennes du Monde







INFORMATIONS « SERVICES »

SOMMAIRE DES REVUES

Prophéties et prévisions

Cette période de l'année prête aux prophéties et aux prévisions. C'est plutôt sa claire vision d'un avenir « sombre » que Michel Jobert découvre au lecteur dans sa *Lettre* mensuelle. Mais d'abord, il ne faut pas se tromper de péril. L'ancien ministre des affaires étrangères a toujours laissé paraître que, pour lui, la guerre nucléaire n'est pas présentement une hypothèse raisonnable. « Ce qui viendra » est tout autre chose, qui nous assaille déjà et s'annonce rude : il n'y a pas à attendre de « miracle » en économie. Or, *« trop de Français ignorent encore l'enchaînement implacable des mécanismes économiques, et leurs gouvernants ne doivent pas leur laisser l'illusion qu'il est aisé de s'en libérer »*. Pour l'avenir, toutefois, une fondation solide : les institutions. Leur « enracinement » *« a démontré qu'elles étaient valables pour tous les temps »*. Il convient de souligner *« à la fois l'évolution de M. François Mitterrand et son mérite d'avoir ainsi assumé la continuité et la stabilité de la Ve République »*. (Décembre, 15 F, 108, quai Blériot, 16e.)

Cependant, *la Revue des Deux Mondes* réserve à Michel Jobert la place détachée en tête de sommaire qu'elle réserve aux présidents de la République et aux premiers ministres anciens ou futurs, voire en exercice. Si M. Jobert l'a choisie, c'est qu'elle demeure, parmi les grandes revues, celle qui a le plus d'audience, avec ce quelque chose de semi-officiel qu'elle conserve, entre autres choses, à travers tous les régimes. A propos des nationalisations, qu'il apprécie objectivement, loin des « polémiques stériles », il expose tranquillement ce que devrait être, selon lui, dans la perspective d'un large avenir, *« une politique économique moderne, à la fois efficace et placée au service de la nation »*. (Décembre, 21 F, 15, rue de l'Université.)

Pierre Mendès France est le seul, en dehors bien entendu de de Gaulle, à avoir marqué l'histoire politique par un substantif et un adjectif dérivés de son nom. C'est donc au « mendésisme » que *Pouvoirs* consacre un numéro où sont saisis et le temps fort que repésente le bref passage au pouvoir d'un homme seul, et son échec apparent, une influence persistante, une popularité étrangère à la rue comme à la télévison ; enfin, presque un culte et une légende. Analyse d'une dynamique et portrait d'un homme, cet ensemble d'études, belle occasion de relire le livre de Jean Lacouture, est à la hauteur de son objet. La modernité de P.M.F. et son sens de l'avenir y sont mis en évidence. Il ne s'est guère trompé que sur un point; mais de taille, et sans doute sous la pression de son propre désir : en voyant, toujours pour le lendemain, la chute de la Ve République. Paradoxalement, c'est la gauche qui devait en éprouver et en prouver l'exceptionnelle solidité. (No 27, 60 F, PUF.)

Futuribles anticipe l'« Europe 1995 » dans une synthèse du rapport FAST destiné à la Commission des Communautés européennes. Une prévision et un programme pour une bonne mise en œuvre de la science et de la technologie afin que les pays d'Europe *« puissent maîtriser ensemble leur avenir »*. (Numéro spécial, 240 p., 100 F, 55, rue de Varenne, 7e.)

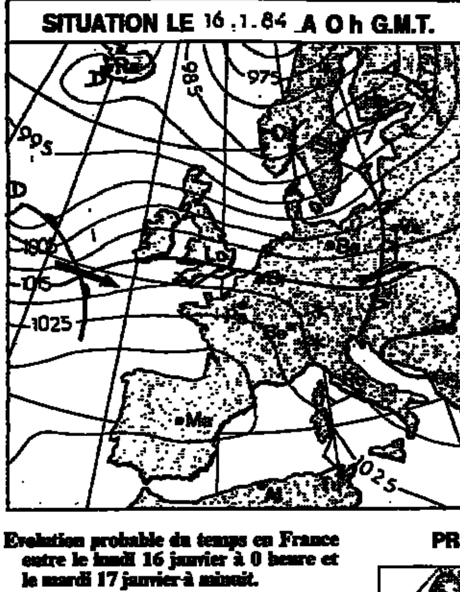
Pour *le Singe*, 1984 « c'était hier ». Mais il s'agit de *1984* d'Orwell. La réalité a-t-elle déjà dépassé la fiction ? Incarné dans Mao, ou multiforme dans les bureaucraties, les idéologies — dont la psychanalyse — Big Brother est partout. (No 2, décembre-février, 5 F. Bandes dessinées et autres dessins. B.P. 643, 75161 Cedex 04.)

Se référant à notre dernier « Au sommaire », la revue *Architectes* nous adresse son numéro consacré à des femmes d'avenir, ces « nouvelles fées du logis » : les architectes au féminin. Elles ont réussi à ouvrir une brèche dans l'antique forteresse de l'« architecture misogyne ». Les voici : avec une œuvre déjà considérable ; et aussi les résistances qu'elles rencontrent, notamment de la part des jurys. (No 124, 15 F. Largement illustré. 14, avenue Victor-Hugo, 16e.)

De 1956 à 1962, la revue *Arguments*, où *s'« élaboraient une pensée critique et une critique de la pensée »*, a décrit des situations d'avenir qui demeurent présentes, ou toujours futurs. On y rencontrait Heidegger, Marcuse, Lukacs, Friedmann, Barthes, bien d'autres, autour d'Edgar Morin et de Jean Duvignaud, ses animateurs. Cet ensemble aussi indispensable qu'introuvable est reproduit en fac-similé, préfacé par Duvignaud, Morin et Axelos. (Deux volumes, 16 × 24, 1 320 p., 240 F, à la souscription. Privat édit., 14, rue des Arts, 31000 Toulouse.)

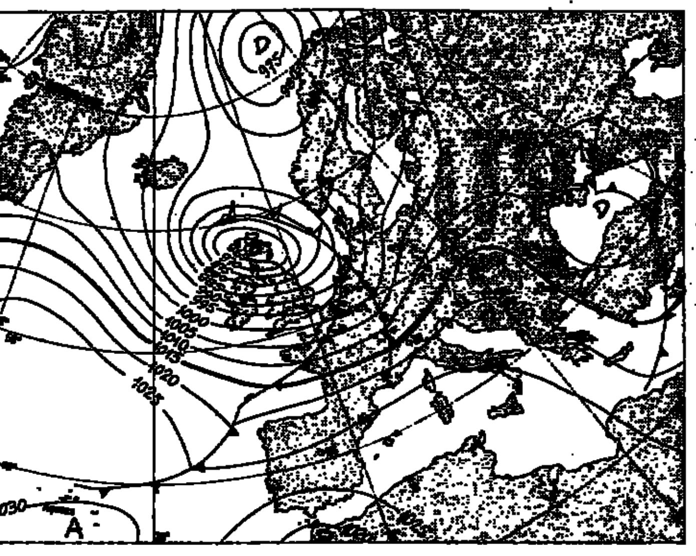
YVES FLORENNE.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 17 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 janvier à 0 heure et le mardi 17 janvier à minuit.

La France restera dans un courant perturbé d'ouest à nord-ouest. Après le passage d'une perturbation, lundi, établissement d'un temps instable et plus frais.

Mardi matin, une large bande nuageuse s'étirera de l'Aquitaine et des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes et au Jura; il pleuvra en plaine et il neigera en montagne au-dessus de 1 200 mètres sur les Alpes et au-dessus de 2 000 mètres sur les Pyrénées.

Près de la Méditerranée, le ciel se couvrira progressivement. Sur le nord-ouest et le nord du pays, ciel variable avec éclaircies et averses en alternance. Le vent d'ouest puis de nord-ouest soufflera en rafales et restera fort sur les côtes.

Au lever du jour, il fera de 1 à 3 degrés sur l'Est, 0 degrés sur les Alpes et entre 5 et 7 degrés sur toutes les autres régions.

Au cours de la journée, le temps de traîne, très variable, s'établira en toutes régions. Le ciel restera plus chargé sur les Alpes du Nord, le Jura et les Vosges, avec chutes de neige entre 300 mètres et 500 mètres. Ciel chargé également sur les Pyrénées avec de la neige au-dessus de 1 000 mètres.

Les averses seront plus fréquentes sur la moitié nord-est. Les éclaircies seront plus durables sur les régions proches de l'Océan. Toujours des rafales de vent de nord-ouest en bordure de la Manche. En milieu d'après-midi il fera de 4 à 5 degrés sur l'Est, 6 à 7 degrés sur la plupart des autres régions, 10 à 12 degrés près de l'Océan et 12 à 13 degrés en bordure de la Méditerranée.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 16 janvier 1984, à 7 heures : 1 021,7 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier) : Ajaccio, 15 degrés et 11; Biarritz, 11 et 7; Bordeaux, 11 et 4; Bourges, 8 et 4; Brest, 8 et 5; Caen, 6 et 2; Cherbourg, 6 et 4; Clermont-Ferrand, 7 et 2; Dijon, 7 et 2; Grenoble, 9 et 2; Lille, 6 et 2; Lyon, 7 et 3; Marseille-Marignane, 12 et 3; Nancy, 5 et 3; Nantes, 9 et 4; Nice-Côte d'Azur, 16 et 8; Paris-Le Bourget, 7 et 3; Paris-Montsouris, 6 et 3; Pau, 9 et 6; Perpignan, 14 et 8; Rennes, 8 et 4; Strasbourg, 7 et 3; Tours, 8 et 3; Toulouse, 10 et 5; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 7 degrés; Amsterdam, 5 et 4; Athènes, 15 et 9; Berlin, 4 et 0; Bonn, 5 et 1; Bruxelles, 5 et 1; Le Caire, 12 et 8; îles Canaries, 21 et 17; Copenhague, 3 et 0; Dakar, 20 et 17; Djerba, 16 et 10; Genève, 6 et 2; Jérusalem, 13 et 6; Lisbonne, 15 et 5; Londres, 5 et 0; Luxembourg, 2 et −1; Madrid, 11 et −2; Moscou, −4 et −4; Nairobi, 27 et 14; New-York, −3 et −8; Palma-de-Majorque, 18 et 2; Rome, 16 et 5; Stockholm, 0 et −7; Tozeur, 17 et 5; Tunis, 18 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 15 janvier 1984 :

DES DÉCRETS

- Portant organisation des recherches et du sauvetage des aéronefs en détresse en temps de paix.
- Modifiant le décret du 31 mars 1967 modifié portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques.
- Modifiant les articles R. 224-1 et 224-2 du code de l'aviation civile et relatif à la création d'une redevance complémentaire à la redevance d'atterrissage, dite redevance pour atténuation des nuisances phoniques.
- Modifiant la loi no 46 895 du 3 mai 1946 portant création d'un Office national d'études et de recherches aéronautiques.
- Pris pour l'application de la loi du 3 mai 1946 modifiée et relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 JANVIER

« Raphaël », 12 h 15, Grand Palais, Mme Juzovic.

« Le musée de la poste raconté aux jeunes », 14 heures, 34, boulevard de Vaugirard, M. Jacomet.

« Wagner », 15 heures, entrée de l'Opéra, Mme Chapuis.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Duhesme.

« Musée de l'assistance publique », 15 heures, 47, quai de la Tournelle, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les enfants du passé », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Approche de l'Art).

« Le Palais de justice », 14 h 30, métro Cité (Connaissance d'Ici et d'Ailleurs).

« Les souvenirs de George Sand », 15 heures, 16, rue Chaptal (Mme Hager).

« Raphaël », 15 h 15, Grand Palais (P.-Y. Jaslet).

« Raphaël », 18 h 30, Grand Palais (Mme Leblanc).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).

CONFÉRENCE

20 h 30 : Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yes Diénal : « Extraversion Introversion ».

EN BREF

CATASTROPHES

PREMIERS SECOURS. — Deux livres enseignent comment réparer les dégâts causée par les catastrophes, naturelles ou provoquées. *Le Manuel du sauveteur-déblayeur*, ouvrage agréé par le ministère de l'intérieur, comporte quatre parties : les opérations de sauvetage au cours d'éboulements, dans les amas de décombres ou dans les étages d'immeubles, et le travail des sauveteurs en zone radioactive ; l'appréciation des dommages et la prévention des risques ; les techniques des opérations de sauvetage-déblaiement et les méthodes de détection et de localisation des victimes; les matériels utilisés. 72 F. *Les Exercices pratiques de secourisme* (livre de l'examinateur et livre de l'élève) traitent du programme du brevet national de secourisme, mais aussi de la réanimation et du massage cardiaque externe. 76 F.

★ En vente à France-sélection, 9 à 13, rue du Département, 75921 Paris Cedex 19. Tél. : 208-18-18.

DOCUMENTATION

ANNUAIRE DES FOIRES-EXPOSITIONS DE FRANCE. — Le 62e Congrès de la Fédération des foires-expositions de France a été marqué par la sortie du nouvel annuaire. Ce document est un répertoire des membres de la Fédération, des manifestations qu'ils organisent, des parcs d'exposition qui les accueillent. Il sera gracieusement adressé, dans la limite des stocks disponibles, à toute personne qui en fera la demande à la Fédération des foires-expositions de France, 16, place du Havre, 75009 Paris. Tél. : 526-17-69.

LOISIRS

CAVALIERS EN HERBE. — Afin de promouvoir l'équitation à poney, l'association « Les amis du poney-club de la forêt de Moulière » organise un grand concours de dessin pour les jeunes de quatre à dix-sept ans sur le thème « le rêve et le poney ». Premier prix : un stage de poney de trois jours en pension complète. Chaque concurrent doit envoyer, avant le 27 janvier, un dessin sur format 21 × 29,7.

★ Poney-club de la forêt de Moulière, La Chaise-Liniers, 86210 Bonneuil-Matours. Tél. : (49) 56-60-09.

CARNETS D'AVENTURE. — Forum de l'aventure à Versailles rassemblant, au Palais des congrès, les grands noms de l'exploration, de l'aide humanitaire, du grand reportage et de la création d'entreprise : débats, expositions, projection des meilleurs films des « Carnets de l'aventure » et café-théâtre avec Philippe de Dieuleveult, les 20, 21 et 22 janvier.

WEEK-END

SKI DE FOND. — La direction départementale du temps libre de la jeunesse et des sports du Val-d'Oise organise un week-end d'initiation et de perfectionnement au ski de fond, les 28 et 29 janvier, aux Rousses, dans le Jura. Voyage en car-couchettes, hébergement, repas, encadrement : 400 F.

★ B.P. 306, 95027 Cergy-Pontoise, tél. : 030-48-93.

AUTOMOBILE

- PRÉCISION. — La date de livraison des nouvelles 505 turbo-injection de Peugeot a été fixée au 15 février et non au 15 janvier, comme il a été imprimé par erreur (*le Monde* du 14 janvier).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 3625

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III					■				
IV		■							■
V					■		■		
VI			■						
VII						■			
VIII									
IX									
X				■					■
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. A été le témoin de bien des soupirs sous le pont ainsi nommé. — II. Aussi éblouissante soit-elle, a besoin de lumières pour briller. Non meublé. — III. Il faut monter pour en sortir. Grimace. — IV. Bécasse facile à pigeonner. — V. Perdu en mer, il peut venir au secours d'un naufragé. Personnel. — VI. Négation. Descendants directs. — VII. Alerte. Possessif. — VIII. Tisseuse de toiles d'appartement. — IX. On ne peut découvrir la trame de telles affaires. — X. Une fin en soi pour un rhapsode. Possessif. — XI. Habitat d'un monstrueux canard. Très pétillant malgré sa bouteille.

VERTICALEMENT

1. Lever de soleil. — 2. Fit sauter. Fausse ou réelle, selon l'écrit. — 3. Femme vertueuse et ordonnée. Des cloups ! — 4. Fleurs en forme de doigts ou empreintes de giroflée. — 5. L'âme du violon. Violas l'espace vital. — 6. Etrangère, en France. Fils de Roboam. — 7. Elément d'un coffre qu'il vaut mieux ne pas fracturer. Des gens très dérangés y trouvent une situation stable. — 8. Persécutèrent avec des règlements impossibles. — 9. Lieu de rencontre jadis avec le fer. Pièces accessoires pour étaux.

Solution du problème no 3624

Horizontalement

I. Conciergerie. Or. — II. Aboucher. Ne. — III. Lettre. Vétéran. — IV. Craille. Inanimé. — V. UER. Lallation. — VI. Lei. Eva. Ré. Al. — VII. Es. Attention. — VIII. Tas. Psi. Dessin. — IX. RN. Assombris. Me. — X. Item. Egrèneras. — XI. Ci. Em. Tm. Lt. — XII. Egarât. Fugue. Io. — XIII. Er. Casernier. — XIV. Incompris. Et. — XV. Le. Calumets. Est.

Verticalement

1. Calculatrice. Il. — 2. Obérée. Antigène. — 3. Notariés. Arc. — 4. Cuti. Amer. Oc. — 5. Icelle. PS. Magma. — 6. Eh ! Lavasse. Pl. — 7. Révélations. Cru. — 8. Gré. Mg. Faim. — 9. Tiare. Brousse. — 10. Réentendre. Ge. — 11. Rai. Teintures. — 12. Evanouissement. — 13. Nin. OS. — 14. On. Animaliers. — 15 Réveil. Nestor.

GUY BROUTY.

RELIGION

JEAN-PAUL II RENCONTRE LES RESPONSABLES DE L'OPUS DEI

Jean-Paul II s'est rendu dimanche 15 janvier, pour la première fois, dans une paroisse gérée à Rome par l'Opus Dei, mouvement fondé il y a cinquante-six ans par le prêtre espagnol Escriva de Balaguer, dont le procès de béatification est en cours.

Le dirigeant de cette société puissante et controversée de prêtres et de laïcs, Mgr Alvaro del Portillo, un prélat espagnol, assistait à la messe avec tous les responsables régionaux de l'Opus Dei, que Jean-Paul II a transformé, il y a deux ans, en « prélature », une sorte de diocèse international sans territoire.

Dimanche matin, le pape avait eu une rencontre privée avec les trente-deux responsables régionaux de l'Opus Dei — réunion également sans précédent — au cours de laquelle il avait déclaré : *« Je souhaite que les membres de l'Opus Dei propagent l'œuvre de Dieu partout dans le monde, car ils sont appelés par Dieu. »*. — *(A.F.P.)*

AÉRONAUTIQUE

La mort de Maurice Bellonte

Entre le saut dans l'inconnu et le risque raisonné

L'aviateur Maurice Bellonte est mort, samedi 14 janvier, à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Modeste et presque effacé devant les hommes, Maurice Bellonte, né le 25 octobre 1896 à Méru (Oise), avait fait preuve d'un courage et d'un sang-froid authentiques, d'une compétence exceptionnelle aussi, devant les défis — au temps où ce mot n'était pas encore dévalué par la tendance à l'emphase et à l'abus du vocabulaire contemporain — que lançait l'espace aux « aviateurs » des années 1920-1930. L'âge des merveilleux fous volants sur leurs drôles de machines était en train de passer, l'aviation commerciale naissait. Une instrumentation, une information de plus en plus précises et scientifiques, s'ajoutaient, chez les as, à l'intuition et au talent de pilote.

Les vols transatlantiques New York-Paris de Charles Lindbergh, que les incrédules avaient nommé « The Flying Fool » (l'idiot, l'enragé volant) et Paris-New York de Costes et Bellonte ont, en réalité, marqué la transition entre le saut dans l'inconnu et le risque raisonné.

Costes et Bellonte, avant de réussir, avaient donné la plus belle preuve du plus bel esprit méthodique, au cours d'une première tentative lorsque, au large des Açores, après plus de onze heures de vol, ils avaient fait demi-tour, cap sur le Portugal, estimant que les vents contraires ne leur permettraient pas d'atteindre le but. Ils avaient adopté le nom de bâtiment donné à leur monomoteur Breguet de 11 mètres de long (10,72 mètres) par un journaliste impatient : *le Point d'interrogation*.

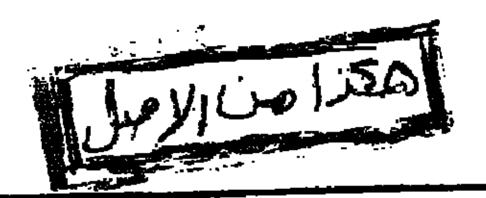
Pour ceux qui ont égrené, encore jeunes étudiants, des heures anxieuses entre le 1er et le 2 septembre 1930 dans l'attente de l'atterrissage de Costes et Bellonte à New-York, surtout après la disparition wagnérienne, en 1927, de Nungesser et Coli, Maurice Bellonte n'était à l'époque que « mécanicien », presque un obscur second. Mais, justement, l'importance croissante de l'interprétation des instruments et de l'information ont estompé le mécanicien et mis en lumière le navigateur. L'un sans l'autre, Dieudonné Costes et Maurice Bellonte ne pouvaient sans doute triompher.

Septembre 1930 : deux hommes, exposés au vent dans leur carlingue ouverte, tendent leur volonté et leur esprit à chaque seconde des trente-sept heures dix-huit minutes que va durer le vol de plus de 6 000 kilomètres par la route choisie sur les conseils d'André Viaut, directeur de la météorologie nationale.

Quelque cinquante ans plus tard, les cinq cents passagers d'un Boeing-747 gréé en vol-vacances dégustent leur repas puis assistent à un film sur le même parcours. Le « raid » s'est transformé en partie de plaisir. Les trente-sept heures du Breguet se réduisent aux trois heures quarante-cinq minutes de Concorde.

Par une nuit de 1949, j'ai sonné chez Bellonte, en région nord de Paris. Il revenait des Açores où il était allé en mission d'enquête sur l'accident qui venait de coûter la vie à Ginette Neveu et à Marcel Cerdan. Il n'a pas voulu dire alors « *erreur de navigation* », lui le navigateur courageux et sûr.

DIDIER MERLIN.

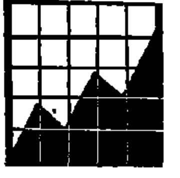

هكذا من الإعلان

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Direction comptable

350.000 F

Un important groupe financier à vocation sociale (plus de 1.000 personnes) recherche pour Paris un cadre supérieur appelé à seconder puis succéder à court terme à l'actuel directeur des services comptables. Cette direction qui dépend de la direction générale comprend une soixantaine de personnes et assure la comptabilité d'un groupe (une douzaine de bilans) composé d'entités à régimes juridiques différents. Elle dispose d'un matériel informatique propre (IBM 38). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 38 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Expertise Comptable ou HEC, ESSEC, Sciences Politiques... + DECS) possédant une solide compétence comptable, juridique, fiscale, informatique, et l'expérience de l'animation et de l'organisation de services comptables importants. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience offerte, pourra être de l'ordre de 350.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2483M

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Area manager

Export produits grande consommation - Leader mondial dans son domaine, cette filiale (700 personnes ; 240 millions de francs dont 100 millions à l'export) d'un groupe industriel français fabrique et commercialise auprès de la grande distribution et de l'industrie, des produits de consommation courante. Elle recherche, pour étoffer sa direction commerciale export, un area manager (8 pays d'Europe Occidentale, Amérique du Nord et pays de l'Est). Rapportant au directeur commercial export, il participera à la définition de la politique commerciale de sa zone et en assurera la réalisation sur le terrain. Il sélectionnera et motivera le réseau de vente (filiale, agents, importateurs...) et supervisera le fonctionnement de la cellule administration des ventes export. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, ayant acquis la connaissance des produits de grande consommation dans un poste à vocation marketing puis dans une fonction export. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand est souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience et des qualités du candidat retenu. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2482M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

directeur général

COOPERATIVE AGRICOLE

environ F 300.000

Située à BRIVE (agglomération de 100.000 habitants) et principale coopérative de la Corrèze (CA : 80 M de F - environ 40 personnes dont 3 cadres), elle exerce ses activités dans l'élevage et l'approvisionnement général (9 magasins-dépôts). Suite à une croissance mal maîtrisée, elle a connu d'importantes difficultés financières en 1983, et est en cours de restructuration et de redressement. Elle bénéficie de l'engagement des dirigeants agricoles du département et de la région, et de l'appui de conseils externes.

Le Directeur recherché aura pour objectif la poursuite du redressement de l'entreprise, et à terme l'élargissement de son rôle départemental ou régional.

Homme de challenge, à fort dynamisme commercial, de formation supérieure, il a fait ses preuves dans la direction d'un centre de profit ou un secrétariat général très opérationnel, dans l'agro-alimentaire ou la distribution. Il s'exprime dans des structures légères, nécessitant une grande implication personnelle.

Adresser votre C.V. sous réf. 9991-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Directeurs de filiales

Afrique - Moyen-Orient

SODEXHO, numéro un de la restauration collective en France et l'un des leaders mondiaux (18 000 personnes - 3,4 milliards de C.A.), a été créée en 1966.

Entreprise jeune, SODEXHO connaît une forte expansion : + 24 % en 1983.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons des directeurs de filiale.

Patron de la filiale, vous participerez activement au développement économique et social d'un pays pour lequel vous serez l'ambassadeur de SODEXHO, tant auprès de nos clients que des autorités locales.

Largement autonome, vous dirigerez notre filiale. Vous assurerez la gestion administrative et financière et la direction des hommes. Responsable de votre chiffre d'affaires, vous aurez à promouvoir et à développer nos activités.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou ingénieur, + MBA, vous parlez parfaitement l'anglais.

Vous êtes un patron et vous l'avez prouvé au cours d'une expérience de direction d'une structure décentralisée.

Votre profil d'entrepreneur et vos qualités humaines seront des atouts déterminants pour mener à bien votre mission.

Si vous êtes intéressé par ce poste, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence LM/DF/161 à SODEXHO - Sce Recrutement - B.P. 36 - 3, av. Newton - 78391 BOIS-D'ARCY Cedex.

SODEXHO

MEDIA BA

Direction qualité agro-agri

Sud

Semences grande culture - Cette société en plein développement occupe une place importante sur le marché des semences. Soucieuse de bien maîtriser son expansion, elle souhaite s'adjoindre les services d'un collaborateur responsable de la qualité dans l'entreprise. Cadre de direction rattaché au directeur général, véritable interface entre la recherche, la production et les ventes, il aura comme mission de mettre en œuvre une politique de qualité incluant à la fois les aspects techniques et humains et de préparer les prises de décisions stratégiques et politiques. Nous recherchons une personnalité à fort potentiel, homme d'animation, capable d'appréhender l'ensemble des fonctions de l'entreprise. Ingénieur agro ou agri, âgé d'au moins 30 ans, il aura, si possible, de bonnes connaissances techniques acquises dans le secteur des semences. Pour ce poste très évolutif, basé dans le sud de la France, la rémunération prévue est élevée et dépendra exclusivement de l'expérience et des qualités du candidat retenu. Les entretiens pourront avoir lieu dans l'une de nos directions régionales. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T7023M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale française d'un groupe européen distribuant une gamme de biens d'équipement industriels recherche

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT DE VENTES

Ingénieur de formation électronique ou électrotechnique, âgé de 35 ans environ, il possède une expérience probante de la vente d'équipements et composants pour investissement industriel. Il devra organiser, motiver et encadrer une douzaine de technico-commerciaux. Anglais courant indispensable. Poste basé en banlieue Ouest avec nombreux déplacements.

Adresser CV, photo et prétentions à Nº 86038 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

GROUPE PARA-PÉTROLIER FRANCE ET ÉTRANGER EN EXPANSION

EFFECTIF ACTUEL ENVIRON 500 PERSONNES

recherche

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ayant expérience pour gérer le personnel du siège et des chantiers situés en France et du personnel expatrié sur chantiers itinérants étrangers.

Anglais souhaité et disponibilité pour voyages.

Ecrire lettre manuscrite avec références à REGIE-PRESSE, sous nº T 043.942 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

JUNIOR SUPERVISOR *HF*

une mission de confiance auprès de notre direction

Nous sommes un important Groupe Français à vocation internationale. L'interaction de plus en plus importante de nos multiples unités, filiales françaises et étrangères, nous amène à développer notre structure holding.

Aussi, notre Président souhaite-t-il s'adjoindre un collaborateur direct pour lui confier des missions de direction.

Parfaitement bilingue Anglais/Français, vous êtes l'interprète de la Direction Générale ; votre personnalité et votre potentiel sont déterminants pour participer aux négociations internationales, préparer et suivre les contrats commerciaux, gérer leur mise à jour.

Vous centralisez et dispatchez l'information, analysez et suivez les dossiers des filiales dans un esprit de synthèse. Vous êtes le garant des objectifs et directives du Groupe.

Votre sens des priorités favorise l'application d'une politique générale, tant au niveau financier, commercial que gestionnaire.

La variété des contacts exige de l'aisance, de la fermeté et le sens des relations constructives.

C'est à vous gestionnaire et organisateur ambitieux, généraliste de tempérament que nous souhaitons confier ce poste exceptionnel. DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES, vous justifiez d'une expérience complète d'au moins 3 ans en entreprise et d'une formation complémentaire MBA, INSEAD ou EQUIVALENT.

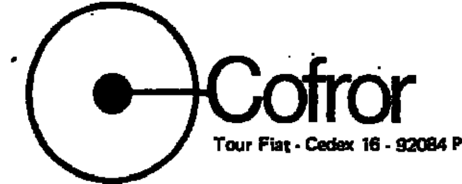
Merci d'adresser votre dossier à Monsieur LEDOUX - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui vous assure une entière confidentialité.

Organisation et Publicité

Notre directeur administratif et financier

Filiale d'un groupe américain du domaine de l'hygiène et de la santé, notre société, située dans la banlieue Est de Paris, a connu depuis sa création en 1976 une augmentation régulière de son chiffre d'affaires, aujourd'hui de 40 MF.

La rapidité de notre croissance conduit notre Président à créer auprès de lui la fonction de «Controller» dont la mission essentielle sera d'organiser la société pour lui permettre de poursuivre son développement.



Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

Définition et mise en place de nouveaux systèmes de gestion, reporting, comptabilité, trésorerie - financement, informatique, administration des ventes, personnel, feront partie de vos responsabilités.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez acquis depuis quatre ans une bonne maîtrise des systèmes comptables français et anglo-saxons, par exemple, dans un Cabinet d'Audit International, et vous maîtrisez bien l'anglais. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cette expérience en exerçant des responsabilités opérationnelles étendues, que seule une PME pourra vous offrir et qui favorisera le développement de votre carrière internationale.

Nous avons demandé à notre conseil en recrutement Cofror d'assurer cette mission. Veuillez lui adresser votre curriculum vitae en précisant le montant de votre rémunération actuelle. Il vous assure de la confidentialité dont votre démarche sera entourée.

FOURNIER



Directeur Financier

Une société coopérative de transformation et de vente leader en France et en Europe dans son domaine, employant 200 personnes plus 400 saisonniers et faisant 200 millions de Francs de CA, recherche son Directeur Financier.

Membre du Comité de Direction, il aura une équipe de 15 personnes à diriger. Une de ses principales tâches sera le développement du contrôle de gestion ; actuellement est mis en place un IBM 38.

Ce poste offre des possibilités de carrière intéressantes.

Agé de 30-40 ans et de formation supérieure, le candidat aura une solide expérience en matière de contrôle de gestion. Une expérience dans le domaine agro-alimentaire serait souhaitable.

Envoyer C.V. et salaire actuel sous référence 3519 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

« IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO »

ECCO le réseau français de travail temporaire le plus étendu regroupant plus de 300 agences, recrute

1 Directeur de Région PARIS

Il aura à assurer la progression des résultats d'une quinzaine d'agences, à en créer de nouvelles, à recruter et à former ses collaborateurs, à assurer lui-même les négociations importantes, à veiller à la saine gestion de ses unités.

Le poste demande une aptitude à entraîner les hommes et une capacité à prendre de manière autonome les décisions qui s'imposent.

En dehors d'une bonne notoriété, d'appui publicitaire important, nous offrons à un diplômé de l'enseignement supérieur, pouvant justifier d'une expérience réussie de l'animation des ventes dans la région parisienne, de préférence en milieu industriel, un nouveau challenge et une rémunération motivante dans des conditions de travail que nous pensons différentes.

ECCO grandit encore... venez nous rejoindre

Si cette offre vous intéresse, adresser C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions
à Sylvie BOURGEADE, Groupe ECCO,
7 rue Louis Guérin,
69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO Travail temporaire

LEVI TOURNAY



ANTONIN RODET

Directeur Commercial France – Export

Nous sommes une des premières maisons de Bourgogne (80 personnes - 100 M C.A.) développant une politique commerciale dynamique et réalisant 60 % de notre C.A. sur les marchés extérieurs (Europe, États-Unis, Canada). Notre nom est associé au prestige des grands vins français.

En accord avec le président, notre nouveau collaborateur définira et conduira la politique commerciale sur les marchés intérieur et extérieurs. Ses missions seront en particulier d'accentuer la pénétration des marchés étrangers, de poursuivre en France la mise en place de nouveaux circuits de distribution et de concourir par l'organisation d'actions publicitaires et promotionnelles au développement de notre image et de notre notoriété.

Ce poste requiert une formation commerciale supérieure, une expérience confirmée de l'animation et du développement de réseaux de vente en France et à l'export et l'aptitude à concevoir un marketing adapté aux produits de luxe.

Anglais courant et disponibilité pour les déplacements sont indispensables.
Le salaire sera fonction de l'acquis du candidat. Il devrait être de l'ordre de 300 000 Francs annuels.
Le poste est basé à Mercurey (à 10 km de Chalon-sur-Saône).

Merci d'envoyer votre dossier (en précisant un numéro de téléphone), sous réf. 80634 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS. Vous serez contacté sous 15 jours et reçu à Paris, Dijon ou Lyon.

HAVAS CONTACT

ANTONIN RODET - GRANDS VINS DE BOURGOGNE

COMMUNICATIONS BUREAUTIQUE TELEMATIQUE

Dans société française de distribution, vente, location d'équipements légers aux entreprises et administrations, France et export.
220 personnes, 240 MF de CA. Croissance continue depuis 10 ans. Matériels fabriqués par les grands constructeurs français.

Assumer la responsabilité des objectifs de CA. Elaborer la stratégie commerciale. Définir les méthodes de vente. Diriger et animer une équipe de 150 personnes (commerciaux et techniciens) réparties sur l'ensemble du territoire, avec l'aide de *chefs de région et de chefs de groupe*. Recruter, former, stimuler les hommes et les rendre performants.

Poste de premier plan dans un secteur en pleine expansion pour *un vrai Directeur Commercial* de formation supérieure : économique, commerciale, ou ingénieur, 35 ans ou plus, ayant dirigé avec succès des équipes performantes. Très actif, entreprenant, autonome.
Envoyer dossier de candidature sous réf. 4593 M à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra (confidentialité garantie).

300 000 F PARIS DIRECTEUR COMMERCIAL

Dessein

BRETAGNE SUD

INDUSTRIE PATISSERIE VIENNOISERIE

recherche

son Directeur des Fabrications

Expérience professionnelle confirmée, capable de coordonner et conseiller 3 usines, contrôler les achats, participer aux décisions.
Prévoir une vie dynamique - une ou deux nuits absent par semaine.

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. 863 à CURRICULUM 26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS qui nous la transmettra en toute confidentialité.

BRETAGNE OUEST
DIRECTEUR DES ETUDES

Nous sommes constructeur de G.E. de 1 á 1200 kva, un des leadeurs français de la profession. Nous employons 270 salariés et avons réalisé en 1983 un C.A. de 280 millions de Francs H.T.

Dans le cadre de notre expansion qui, ces dernières années, s'est surtout située à l'exportation, nous recherchons :

UN INGENIEUR DIRECTEUR DES ETUDES

Chargé de superviser un bureau d'études d'environ 15 personnes, le candidat, de formation Ecole d'Ingénieurs - électricité, électro-mécanique, devra pouvoir justifier :
- d'une expérience de 10 années minimum en B.E. et particulièrement en fabrication,
  - d'armoires électriques (électronique souhaitable),
  - d'automatismes et fluides,
- ainsi que des connaissances en tôlerie et mécano-soudure.

Un ingénieur compétent et motivé se verra proposer d'intéressantes possibilités de carrière.

Le poste est à pourvoir à BREST.



Adresser candidature avec C.V. + prétentions à
SDMO - Service du Personnel
2, rue Réaumur ZI de Kergonan 29200 BREST

DIRECTION DES REALISATIONS
300.000 F +

Société de dimension internationale, basée proche banlieue Ouest, spécialisée dans les **équipements industriels de traitement de surfaces**, recherche un ingénieur pour lui confier sa :

DIRECTION DES REALISATIONS

Ce poste conviendra à un **INGENIEUR**, ayant une expérience approfondie d'une dizaine d'années dans la conception et la réalisation d'équipements généraux d'usines et pouvant faire état d'une réussite reconnue.

Diplômé de l'enseignement technique supérieur, le candidat devra avoir une connaissance écrite et parlée de la langue anglaise et, si possible, d'une autre langue étrangère, allemande de préférence.

Il sera ouvert aux problèmes techniques et aura un goût prononcé pour les relations humaines.
Ses compétences et ses qualités personnelles l'aideront à convaincre une clientèle internationale de haut niveau technique.

Ses capacités d'organisation et de gestion, jointes à une autorité naturelle, lui permettront de motiver un important personnel multinational d'ingénieurs et de techniciens.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités du candidat. fourchette envisagée autour de 300 KF.

Adresser C.V., photo, s / réf. 3485 DR, à
PIERRE LICHAU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

DIRECTEUR GENERAL

Une société exploitant des produits touristiques et de loisirs recherche un directeur général qui *devra assumer l'ensemble des responsabilités* inhérentes à sa fonction: marketing, administration, gestion et finances.

Placé sous l'autorité du Président de la société, il *devra gérer d'importants projets de développement* dont la réalisation s'étendra sur plusieurs années.

Ce poste de haut niveau sera confié à un cadre supérieur confirmé, de formation H.E.C. ou similaire, ayant déjà occupé une fonction de direction.

Le poste est situé dans une agréable ville de Haute-Savoie. *La société a une antenne à Paris.*

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, transmettez votre dossier de candidature (C.V. avec photo et indiquez votre rémunération actuelle) *qui sera examiné avec* toute la discrétion souhaitable, sous la référence: PR-1282 à:

ROLAND DERKUM CONSEILS
48 rue de Margnolles
69642 Caluire cedex

Notre Société, leader sur le marché de la distribution, recherche, dans le cadre de son expansion des

DIRECTEURS / CHEFS D'ENTREPRISE
(H. F.)

Agés de 30 à 35 ans, diplômés de l'enseignement supérieur ou d'une école de commerce, ils justifieront d'une expérience réussie, de préférence dans le secteur de la distribution.

Responsables d'unités décentralisées (de 25 personnes environ - gestion des ventes, livraisons, service après-vente), les candidats devront être avant tout des meneurs d'hommes, animés d'un esprit de rigueur et capables de développer, sur la région, l'importance de *la Société*.

Ils répondront de leurs objectifs devant la Direction Générale.

Merci d'adresser votre candidature (avec CV, photo et prétentions) à Nº 85404 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

FÉDÉRATION PATRONALE

Le GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL LYONNAIS est l'échelon départemental interprofessionnel du C.N.P.F. Il représente, au travers des diverses chambres syndicales patronales, environ 6 000 entreprises. Il recherche son

DIRECTEUR

Sous l'autorité du Président avec lequel il collabore très étroitement, il a pour mission de mettre en application *les axes politiques définis* par les instances statutaires du GIL. Il assure l'animation, la coordination et le contrôle de l'action des services permanents (15 personnes). Il représente *le GIL dans* toute manifestation ou négociation et assure les liaisons à haut niveau avec l'extérieur.

Le directeur recherché, âgé de 40/45 ans, de formation supérieure juridique, économique ou technique, apporte si possible une expérience similaire *acquise dans* une *organisation* professionnelle. Il sera sinon issu du milieu industriel. Une très bonne connaissance de l'entreprise, une solide culture en matière sociale et économique, *un sens* prononcé *des* relations et de l'autorité sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8385 B, à :

RÉUSSITES,
11 quai Ramband, 69002 LYON
Membre de Syntec



CENTRE NATIONAL DE FORMATION A LA DIRECTION DE PROJETS CULTURELS (AVIGNON)

RECHERCHE POUR SON ÉQUIPE DE DIRECTION

un (e) *candidat* (e) ayant une expérience de haut niveau de l'action culturelle et de la création artistique (élaboration, production, gestion), responsable de la conception, *de la mise* en œuvre et du suivi des parcours *individualisés* de formation des stagiaires.

Disponibilité rapide exigée

Adresser dossier de candidature et prétentions par courrier seulement à :
CONSEIL CULTUREL
8 bis, rue de Mons
84000 AVIGNON

Nous prions les lecteurs répondant aux **« ANNONCES DOMICILIÉES »** de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit *du « Monde Publicité » ou d'une agence.*

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)

Importante société en expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction

recherche
pour une de ses unités

DIRECTEUR D'USINE

Sous l'autorité directe du Directeur Général, il exercera ses responsabilités aux niveaux
- Technique : méthodes, productivité, qualité ;
- Economique : gestion de l'unité ;
- *Humain : animation des hommes.*

Ce poste s'adresse à un Ingénieur (ENSAM, INSA, ...) âgé de 32 ans minimum et possédant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé *et prétentions) sous réf. LM 383 à Universal Communication, 122, chaussée de la Hulpe,* 1050 Bruxelles, Belgique.

Réponse et discrétion assurées.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DIPLOMÉ

Cummins est le leader mondial, indépendant, pour la fabrication de moteurs Diesel. Le siège social se trouve aux Etats-Unis. 18 000 employés de par le monde. En Grande-Bretagne, Cummins dispose d'une implantation importante avec quatre usines. Les directions Europe, Afrique et Moyen-Orient se trouvent à Londres et à Bruxelles.

Nous recherchons actuellement un ingénieur électricien diplômé possédant une expérience minimum de 5 ans dans la distribution de systèmes électroniques. Une expérience particulière dans le moteur Diesel serait un avantage majeur.

Le candidat devra être parfaitement bilingue Français-Anglais. Le poste implique des voyages fréquents en Afrique et au Moyen-Orient (25 % environ du temps de travail).

Les conditions d'emploi et du poste en général sont très attractives.

Veuillez, s'il vous plaît, envoyer votre C.V. détaillé à l'attention de :



Monsieur John Lamont
Corporate Personnel
Cummins Engine Company Limited
46-50 Coombe Road
Nex Malden
Surrey KT 3 4QL
Grande-Bretagne

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

junior management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- *Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiatives, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait 25 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.*
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Cela concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un salaire de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tant sous l'aspect responsabilité que salaire.
- *Les déplacements fréquents imposent d'être domicilié près de Paris ou de Lyon.*

Une connaissance active de l'anglais est requise et une connaissance de l'italien est souhaitable.

Nous attendons votre candidature et C.V. avec mention de votre niveau de rémunération actuel et sous réf. JMM 160184 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EUROLINK

Boulevard de la Cambre 42 - Boîte 13 - 1050 Bruxelles (BELGIQUE), qui transmettra.

Le Gouvernement d'un état d'Afrique subsahélienne
en développement rapide recherche pour
étoffer diverses administrations et entreprises publiques des

Experts de haut niveau

Urbaniste-juriste

— *rédaction de nouveaux textes, amendement de textes existants en vue de développer un nouveau code de l'urbanisme.*
— *constitution :*
 • d'une banque de données concernant les questions d'urbanisme,
 • de dossiers relatifs à des problèmes de réglementation en matière d'urbanisme,
— étude et analyse de dossiers et formulation d'avis fondés, de suggestions, de propositions, de recommandations, à l'intention des décideurs,
— étude des usages et coutumes urbanistiques dans certaines régions suivant nécessités.

Analyste financier de projets industriels

— étude et évaluation de projets industriels,
— diagnostic financier des sociétés et organismes publics :
 • analyse de la situation financière de sociétés ou organismes publics,
 • prise en compte de la stratégie de ces sociétés.

Ingénieur en normalisation (Génie Civil)

— détermination du processus de normalisation (enregistrement, expérimentation, homologation),
— définition des procédures et mise en place des structures appropriées,
— adaptation de normes étrangères et élaboration de normes nouvelles dans le domaine du génie civil.
— élaboration de la réglementation en matière de :
 • exécution des travaux,
 • fabrication, préparation et mise en œuvre des matériaux de construction.

Ingénieur économiste
avec expérience en informatique (Grands Projets d'Equipements Publics)

— participation au recueil et à l'analyse de données sur les infrastructures et équipements du pays,
— participation à la conception de grands projets d'équipements publics,
— évaluation de projets concernant notamment routes et ouvrages d'art, chemins de fer, ports, aéroports... sur les plans technique, économique et financier.

★★★★★★★★★★

Les postes à pourvoir sont essentiellement des postes de conseiller mais impliquent une participation active à la vie des services ainsi qu'un souci permanent de formation des cadres nationaux.

Les candidats devront justifier :
 • d'une formation universitaire ou équivalente,
 • d'une connaissance des langues française et anglaise avec une maîtrise parfaite de l'une d'entre elles
 • *de cinq à dix ans d'expérience professionnelle utile,*

La pratique du travail en Afrique constitue un avantage. Contrat direct avec le Gouvernement sous statut d'Expert-Consultant indépendant (contrat de deux ans éventuellement renouvelable). Rémunération attrayante ainsi que nombreux avantages liés à l'expatriation.

sélé CEGOS

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée en précisant le poste qui vous intéresse à M. Pierre-Jean ENGELEN, c/o Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 204, rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex

Membre de SYNTEC, Publicis

Nous sommes le premier cabinet mondial de psychologues-conseils. Notre vocation est d'intervenir au niveau des Directions pour favoriser l'efficacité d'une Entreprise. Nous contribuons à favoriser un équilibre optimal entre sa Mission Stratégique, ses Systèmes, ses Structures et ses Ressources Humaines.

Nos contacts s'établissent au niveau de la Direction Générale et autres Centres de Décision soit aux Etats-Unis soit en Europe. En Europe, nous désirons compléter notre équipe de 9 psychologues de plusieurs nationalités avec un

PSYCHOLOGUE-CONSEIL

Maîtrise ou Doctorat

Base Bruxelles - 250.000 F

Il sera chargé d'assumer avec un professionnalisme rigoureux des Missions de Conseil dans une clientèle diversifiée et à élargir. Une réelle expérience de la pratique des affaires et du fonctionnement d'une Entreprise est nécessaire. *Le caractère international de nos activités nécessite à terme la pratique de 3 langues dont l'anglais.*

Une phase d'intégration de 2 ans est prévue pour faciliter l'évolution vers un système de partnership.



Ecrire à Hugo NYS, Directeur
ROHRER, HIBLER & REPLOGLE Int'l
124, rue du Commerce, Bte 3
B-1040 BRUXELLES,
Belgique, tél. 32-2-230.65.80.

URGENT
Société d'Assistance Technique

recherche pour

AFRIQUE TROPICALE
pour séjours de plusieurs années

INGÉNIEURS AGRONOMES

E.N.S.A. ou EQUIVALENT

Age : 35 ans minimum.
Expérience professionnelle en Afrique de 8 ans au moins.

Pour un poste de

Chef de projet de développement rural

avec opérations multiples.
Résidence ville de l'intérieur.

Pour un poste de

Conseiller technique

Chargé de la coordination d'une équipe pluridisciplinaire au sein d'un projet de développement rural régional.
Résidence ville de l'intérieur.

Adresser C.V. sous nº T 043.934 M
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2ᵉ.

SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
- Groupe Caisse des Dépôts - Développement -
recherche pour
AFFECTATIONS RESIDENTIELLES OUTRE-MER

INGENIEURS INFORMATICIENS

diplômés grandes écoles - option informatique ou écoles d'ingénieurs

• Expérience confirmée en informatique de gestion
• Connaissances 43 XX, DPS 4, HP 3000 appréciées.

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité sous référence 6052 à

SINORG *RECRUTEMENT*

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

Axial Publicité

Importante entreprise industrielle française
division Technologies avancées
recherche pour
DUSSELDORF

INGÉNIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE

Diplômé grande école ou Université allemande, Maîtrise Sciences et Techniques ou DUT, BTS.

Spécialiste Métallurgie/Matériaux.
Débutant ou ayant une première expérience dans la transformation des métaux.
Bilingue français-allemand.

Après une formation approfondie à nos produits en usine, il sera chargé de l'étude des besoins de la clientèle, de la définition des produits, de l'appui technique à la négociation commerciale.

Poste évolutif dans un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1601 à



BAILLY CONSEIL
128, bd Hausemann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises



emplois régionaux



MOËT&CHANDON
LEADER EN EXPANSION DE SA PROFESSION
recherche

JURISTE HF

La Direction Financière accueillera ce Juriste pour lui confier la responsabilité de la cellule juridique à EPERNAY.

Sa mission *permanente* sera le *conseil des Directions* opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise avec la *gestion de la Protection des Marques*, des assurances, des baux, etc...

***La formation* sera *Maîtrise* de Droit Privé complétée par un DEA ou DESS + *anglais pratiqué*.**

En raison des responsabilités confiées une expérience d'ENTREPRISE de 3 à 5 ans minimum est impérativement exigée.

Nous répondrons à toutes candidatures ayant CV complet, photo (retournée) et prétentions
Direction Gestion Sociale
B.P. 140 – 51205 EPERNAY CEDEX.

JRP/Jean Régnier Publicité

La Direction du SCAT
(Service Clientèle d'Assistance Technique)
recherche des

INGENIEURS D'APPLICATION

De formation Grandes Ecoles ou Universitaires (option informatique), vous voulez débuter ou étendre votre expérience dans le cadre de démartages informatiques en clientèle.
Vous prendrez en charge la conception, la réalisation et le suivi de logiciels spécifiques.
Capables d'animer une équipe d'analystes-programmeurs, vous évoluerez vers le rôle de chef de projet.
Ces postes à pourvoir sont basés à Lille, Nancy, Strasbourg, Nantes et Tours.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 201 M à
Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Notre centre européen d'assistance informatique (200 personnes) se situe à **GRENOBLE.** L'essentiel de son rôle est d'assurer le meilleur support possible aux ingenieurs de tous les centres européens de services après-vente (materiel et logiciel). Ses quatre missions principales sont la direction du marketing europeen, la reparation et la distribution de pièces détachées, la fabrication et la distribution de logiciels.

gestion et planification de la distribution

Le candidat sera charge, pour notre **centre européen de distribution**, de proposer une stratégie evolutive de gestion des inventaires europeens de pieces detachees. Partant d'une analyse detaillee des flux actuels, il aura à definir des modèles permettant de prevoir la consommation a moyen et long terme, ceci en fonction des taux de croissance de notre société et de l'evolution des materiels. Il sera responsable de l'élaboration des politiques et procédures à négocier avec notre reseau de distribution d'Europe, puis de leur mise en œuvre. Nous recherchons pour cette fonction une personne ayant deux a trois ans d'experience.

logistique et organisation administrative

Assisté d'une équipe de quatre personnes dont il aura la direction, en relation avec les divers centres de vente et de service apres-vente en Europe, le cadre que nous recherchons aujourd'hui aura la responsabilite de tout ce qui est information, organisation et support logistique de notre **activité européenne de formation.** Il aura la supervision d'un personnel compétent et experimenté, il disposera d'outils de gestion et de moyens informatiques performants qu'il aura à implanter et adapter.

organisation et gestion de production

Dans un premier temps, le candidat recherché sera chargé d'analyser les procedures et les outils de gestion actuellement utilisés par le groupe **fabrication et distribution de logiciels.** Son étude devrait deboucher sur des propositions quant aux structures à venir. Ce cadre sera rattache au Directeur du departement. Le projet achevé, il devrait rapidement évoluer vers des responsabilites operationnelles, soit par la conduite d'un groupe soit par la mise en place de nouveaux systemes de gestion.

Les trois postes sont des fonctions d'etude, de contact a haut niveau, ils sont à la fois créatifs et aboutissent a des concrétisations tangibles : ils sont de ce fait tres formateurs et apportent une excellente connaissance de l'entreprise, de ses mecanismes, de sa structure et permettent donc par la suite une facilite et une variete de carrieres importantes.

Ils requièrent une formation de type HEC, ESSEC, IEP PARIS, ESCP, ESCL ou INGENIEUR + formation à la gestion, une bonne aisance en anglais et une attirance reelle pour l'informatique.

HEWLETT-PACKARD, c'est une très forte croissance, un secteur technologique de pointe et d'avenir, des unités à taille humaine, un cadre social vivant, le souci d'investir sur les hommes.

Ecrivez à Claire BACHELARD, sous référence 047, Département du Personnel, HEWLETT-PACKARD 5, avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

AFFLUENTS

La DIRECTION GENERALE de la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de LOIRE-ATLANTIQUE *recherche pour* **NANTES** *un*

Cadre commercial haut niveau

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, bénéficiant d'une expérience réussie à un poste de responsabilités dans le secteur bancaire.

Vous serez le collaborateur direct du Directeur Commercial :
- vous aurez la responsabilité des *services : études de marché et publicité, animation commerciale, hommes produits, développement de la collecte et des moyens de paiement, voyage conseil,*
- vous définirez, lui proposerez les orientations et les objectifs commerciaux de la Caisse Régionale.

Cette fonction implique en plus une grande créativité, des qualités de communication et d'animation, un esprit de *décision* et de négociation.

Vous adresserez votre *candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la* **C.R.C.A.M. de LOIRE-ATLANTIQUE** - Service du Personnel - La Garde - Route de Paris - 44076 NANTES CEDEX.

MEDIA PA

P.M.E. FRANÇAISE

très diversifiée, ayant 3 usines en province recherche pour son unité de

BOURGOGNE

(grande ville 160 km de Paris)

UN CADRE

CHEF DE PRODUCTION

AUTODIDACTE OU ÉCOLE D'INGÉNIEUR

Il devra :
- avoir une très forte personnalité,
- le goût et le sens du *commandement en milieu* de production,
- une expérience de 8 à 15 ans environ dans le milieu *imprimerie de labeur,*
- être libre rapidement.

Nous offrons :
- de larges responsabilités dans une équipe dynamique à *vocation internationale,*
- le commandement d'un atelier et d'un laboratoire, au total 50 personnes travaillant 2 × 8 h,
- la possibilité de participer à la réorganisation de la production,
- une large autonomie,
- des perspectives d'évolution de carrière,
- il rendra compte au Directeur d'usine.

Écrire sous n° T 043.876 M à RÉGIE PRESSE, 85 *bis*, rue Réaumur, 75002 PARIS.

FLONIC

Filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER pour son établissement de *BESANCON-CHATILLON LE DUC (25)*

Contrôleur de gestion

Responsable financier de l'unité, il prendra en charge, en y participant lui-même, les *comptabilités générale, auxiliaire et analytique, l'établissement des budgets ainsi que le* reporting mensuel. Il devra, à terme, préparer l'établissement à son autonomie informatique.

Le candidat retenu, de formation Ecole de Gestion ou DECS, devra justifier d'une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel ou en cabinet, lui permettant ainsi d'informer et de conseiller les responsables de l'établissement.

Une bonne maîtrise de l'anglais et une connaissance des procédures financieres anglo-saxonnes sont des atouts essentiels. La réussite dans ce poste-clé, permettra à un candidat de valeur une évolution vers des responsabilités plus étendues au sein du groupe. Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel.

Merci d'adresser votre CV + photo, à Henri Mougenol, FLONIC, 125 rue de Paris, 91302 Massy (réf. S 343).

FLONIC
Schlumberger

QUELLE S.A.

LEADER EUROPEEN DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE

recherche pour sa

Centrale d'Achats à ORLEANS

diplômé en gestion

qui participera à l'établissement des prévisions de ventes, à la gestion des stocks, au suivi des résultats d'exploitation pour un rayon d'achats. Ce poste permettra d'évoluer vers les **fonctions d'ACHETEUR.**

Nous souhaitons une formation de type ESC - SCIENCES ECO. avec de bonnes connaissances en Anglais et si possible en Allemand.

Une première expérience professionnelle, même dans un secteur différent de l'achat est indispensable.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V., prétentions, photo sous la réf. DG 802 à Monsieur FRATER - Direction du Personnel - Société QUELLE - B.P. 100 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS Cedex

Organisation et Publicité

ORGANISME DE FORMATION DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE
(150 km de PARIS)

recherche

INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

ayant expérience informatiques variées dans entreprises industrielles ou commerciales pour :
- développement des études informatiques ;
- conseil en entreprise ;
- animation dans le cadre de la formation professionnelle continue ;
- enseignement dans le cadre de la formation initiale (BAC+2, BAC+3).

Adresser lettre de cand. man., C.V. détaillé, photo *d'identité et prétent. Ecrire s/n° 7365, LE MONDE* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



INGENIEURS

Spécialistes Electricité

ESSO CHIMIE filiale du plus important groupe pétrolier mondial réalise un C.A. de 5 Milliards *de F. avec un effectif de 1 200 personnes. Ses résultats économiques en font une des Sociétés* les plus performantes de son secteur d'activité en France. Pour ses usines de Production de N.D. de Gravenchon, nous proposons aujourd'hui deux postes d'Ingénieurs Spécialistes Electricité.

Ils prennent en charge sur le site, une mission complète en matière de réseau électrique haute et basse tension. Ils optimisent les installations afin d'en accroître la fiabilité. Ils étudient les nouveaux équipements. Ils conseillent et assistent l'exploitation et l'entretien pour tous les problèmes relatifs aux installations électriques.

Nous souhaitons *rencontrer de jeunes* Ingénieurs Electriciens ou *Electrotechniciens diplômés* (ENSIEG par exemple) dont l'expérience industrielle (d'au moins trois années) s'est déroulée dans le contexte d'une production fortement automatisée. Ils peuvent venir par exemple d'une fonction Exploitation ou Entretien, couvrant la responsabilité des réseaux.

Les postes sont basés à N.D. de Gravenchon, entre Rouen et le Havre.

L'anglais est nécessaire. Le niveau de rémunération et les perspectives de carrière sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir information complémentaire, écrire sous réf. M 14507 T, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Message à deux jeunes

INGENIEURS DE MAINTENANCE débutants HF

Vous souhaitez entrer chez I.C.I. FRANCOLOR S.A., filiale, pour la production de colorants et de pigments, du groupe britannique I.C.I., un des tout premiers mondiaux de la chimie. Nous recherchons pour nos usines de

oissel près de rouen (76) Réf.M/164/B

st-clair du rhône (38) près de lyon Réf.M/164/C

deux ingénieurs débutants pour s'intégrer dans les services de maintenance mécanique, chaudronnerie, électricité, contrôle et régulation. Leur formation commencera sur l'un des deux sites mentionnés et se continuera plus tard par un séjour de 2 ans environ dans une usine du groupe en Grande Bretagne.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un ingénieur généraliste (ENSAM, ENSI . . .) débutant ou au début de votre vie professionnelle et si vous souhaitez faire carrière dans un groupe international qui considère la fonction de maintenance comme l'une des plus importantes.

Vous avez une très bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser sous la référence choisie un CV et une lettre de motivation à notre conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

Jeune Cadre Export

Europe - USA

Notre Société -1100 personnes, 3 établissements-filiale d'un groupe de réputation mondiale, fabrique et commercialise des produits semi-finis destinés aux industries électriques, électro-mécaniques, électroniques, téléphoniques et spatiales. Sous l'autorité hiérarchique du Responsable Export, le jeune candidat que nous recherchons travaillera dans le cadre de nos marchés Européens et Nord-Américains sur lesquels il assurera les responsabilités technique, commerciale et d'appui à la clientèle existante qu'il devra développer. Les marchés importants traités, le niveau auquel s'établissent les contacts, exigent une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, une pratique courante de l'anglais -et si possible de l'allemand. Une première expérience de la vente de produits industriels ou de biens d'équipement constitue un atout supplémentaire mais n'est pas indispensable. Nous souhaitons rencontrer des candidats, débutants ou non, ambitieux et disponibles (les déplacements n'excèdent pas 50% du temps). Nous offrons de larges perspectives de carrière dans notre groupe. Notre Société est située à 100 kms au Nord-Est de Paris.

ORION, notre conseil, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous réf. 401261 M en précisant si vous le désirez les Sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

BATIMENT TRAVAUX PUBLICS — NORMANDIE

Jeunes ingénieurs grande école

Dans notre region et notre activite, nous sommes une entreprise dynamique et saine. Nous allions les atouts d'une dimension humaine (1100 personnes) et des liens qui nous rattachent à un groupe international.

Nous recherchons de jeunes ingenieurs Grande Ecole motivés par le(s)

- BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES GENIE CIVIL (Réf. 9132 A)
- TRAVAUX (Réf. 9132 B)

Debutants ou ayant une courte experience, vous avez soit une formation Pont, Centrale... soit une double formation Ecole d'Ingénieurs + CHEBAP. Notre capacite d'innovation, le haut niveau technique de nos equipes nous permettent d'assurer votre formation et votre évolution à notre niveau regional ou au sein du groupe.

Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence du poste choisi à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INFORMATICIEN-ORGANISATEUR A PERPIGNAN

Dans le cadre du développement de projets de télégestion, télétraitement, vidéotex, GAB, la BANQUE POPULAIRE DE PERPIGNAN renforce son équipe d'organisateurs (5 personnes) et cherche un jeune INFORMATICIEN ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Chargé d'aider à la définition des besoins, il travaillera en étroite relation avec les utilisateurs et les Chefs de Projet.

Si vous êtes plus attiré par la relation utilisateurs-informaticiens que par les problèmes techniques, adressez-nous rapidement votre candidature, sous réf. 80650 M à

UNILOG Ethnos — Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique

HAVAS CONTACT

notre Responsable Qualité

un Ingénieur de très haut niveau 200.000 +

REGION SUD-EST. Notre Société -1 milliard de CA dont plus de 50% à l'export, fabrique et commercialise des biens d'équipement destinés à l'industrie. Réputée pour la qualité de nos produits, nous sommes présents dans 90 pays et réalisons d'importants profits. Soucieux d'améliorer encore le niveau auquel nous sommes parvenus, nous recherchons notre Responsable Qualité. Garant de la qualité de nos productions, celui-ci s'assurera du respect des spécifications, normes et procédures tant en ce qui concerne les matières premières, la sous-traitance, l'ensemble des processus de fabrication et les produits finis. Il participera à la conception des nouveaux produits. En contact permanent avec les services de l'entreprise, il entretiendra des relations constantes avec la clientèle. Agé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école d'Ingénieur, bénéficiant nécessairement d'une expérience industrielle acquise si possible dans le domaine de l'assurance qualité, le candidat retenu trouvera dans notre Société un milieu ouvert, une équipe jeune, dynamique et soudée. D'importantes perspectives de carrière vous sont offertes dans notre groupe.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au n° 280409M à **Régie Presse** 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, en indiquant si vous le voulez le nom des sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

Filiale d'une Multinationale, spécialisée dans la photo-électricité, nous produisons des composants d'automatismes. Nous recherchons notre :

Responsable bureau d'études

RHONE - ALPES

Mission : afin de concevoir des produits nouveaux et performants, au sein d'une équipe soudée, il devra :

ANIMER — PROPOSER — IMAGINER — COORDONNER — MOTIVER

Formation : • Ingénieur en électronique. • Une connaissance professionnelle du milieu industriel d'au moins 5 années. • La maîtrise de l'anglais.

Une expérience au sein d'un service de recherche tourné vers les nouvelles technologies, notamment l'OPTIQUE, serait un plus.

La rémunération est d'un TRES bon niveau. Des perspectives d'évolution sont offertes au sein du Groupe.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) sous référence 1701 LY RC. 80, rue Bellecombe 69006 LYON

RC RATIO CONSEILS

Le **CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES INDUSTRIELLES** est un des tous premiers organismes de formation continue de France. Ses 200 ingénieurs et ses 1300 intervenants extérieurs réputés sont au service des plus grandes entreprises dans toutes les régions. Pour développer ses établissements de STRASBOURG, GENTILLY, ÉVRY, ROUEN, TOULOUSE et ORLÉANS,

il recherche des

CONSULTANTS-FORMATEURS en INFORMATIQUE

des

CONSULTANTS-FORMATEURS en MANAGEMENT

capables, dans un cadre d'autonomie importante, de conduire et développer :

- des actions de diagnostic, de conseil et d'interventions internes aux grandes entreprises
- des conceptions et réalisations nouvelles en matière de formation de haut niveau, en France et à l'étranger

en particulier dans les domaines de

- la mise en place de l'informatique de gestion ou industrielle et de l'adaptation des systèmes d'informations
- l'organisation des entreprises et le management

Si vous possédez

- une formation supérieure
- une expérience opérationnelle dans ces domaines
- la capacité de nouer des contacts et d'animer des groupes de travail
- le goût de transmettre des savoir faire évolués et de les faire partager
- l'envie d'intégrer des équipes créatives et motivées

envoyez votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame AUGER

CESI 21 bis rue des Plantes
75014 PARIS

Important Groupe Agro-Alimentaire

BRETAGNE

(6 milliards de C.A.)
recherche

CADRE CONTENTIEUX

Chargé de la mise en place et du suivi de toutes procédures de recouvrement de créances.

Profil :
- maîtrise de droit privé
- expérience minimum dans la fonction
- disponibilité et aptitudes à négocier

Intégration dans une équipe jeune.
Proximité de Brest, ville universitaire.

Adresser C.V. et prétentions à
COOPAGRI-BRETAGNE
B.P. 100 — 29206 LANDERNEAU



Fabricant de machines de conditionnement sous film plastique (LYON) recherche

ingénieur d'études

2 à 3 ans d'expérience minimum

MISSION : concevoir et mettre au point l'environnement des machines pour les intégrer dans des lignes de production automatisées. Travail en liaison étroite avec les services commerciaux. Le candidat devra animer et prendre en charge un service autonome.

Il s'occupera de : la définition des cahiers des charges et devis, l'approvisionnement du matériel, la réalisation et l'exécution des projets. Ce poste à hautes responsabilités nécessite le sens des relations humaines.

Adresser CV et prétentions s/réf. 13013 à CONTESSE PUBLICITE - 74, rue Béchevelin 69363 LYON CEDEX 07

Afin d'assurer la sélection et le suivi des projets de recherche et de développement en Maîtrise de l'Énergie, au niveau régional et national,

L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE

recherche des

Ingénieurs

Sidérurgie Réf I-84 — **Textile** Réf II-84

Ils possèdent une solide expérience industrielle dans leur spécialité (4 à 10 ans) ainsi que des compétences particulières en thermique, régulation et ingénierie des procédés.

Ces postes sont à pourvoir à Arras

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la Réf.

à L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie
27 rue Louis Vicat 75015 Paris

Curriculum

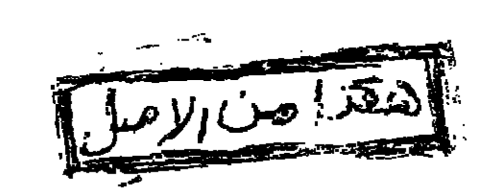
GROUPE BANCAIRE

RÉGION ALSACE

recherche

INFORMATICIENS PROJETS
ANALYSTES PROGRAMMEURS avec expérience
INGÉNIEURS INFORMATICIENS confirmés

Veuillez transmettre candidature avec C.V. détaillé et prétent. Ecrire s/n° 7354 LE MONDE Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE FRANCAISE
L'un des leaders mondiaux dans son domaine (Biens d'équipements, matériel de transports)
recherche son

RESPONSABLE D'ASSURANCE QUALITE

Diplômé Grandes Ecoles

justifiant d'une profonde connaissance dans ce domaine.

Il assurera la mise en place de l'Assurance Qualité dans l'Entreprise.

Il sera, de plus, amené à réaliser de nombreuses missions d'Audits en France et à l'Etranger, principalement aux Etats-Unis.

Anglais courant.
Grande disponibilité - Sens du Commandement indispensable.
Lieu de travail : Région NORD.

Ecrire avec C.V. et prét. sous réf. 85731 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

FAMICREDIT
filiale de CITIBANK

Etablissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation recherche immédiatement :

2 jeunes diplômés
HEC - ESSEC - SUP de CO

Débutants libérés O.M. ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, les candidats retenus se verront confier des fonctions d'études dans les domaines du contrôle budgétaire et de l'analyse statistique.
Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable et l'habitude de l'utilisation des outils micro-informatiques sera un plus.
Ces postes pourront constituer une première étape dans une carrière évolutive au sein de la société Famicrédit ou du groupe CITIBANK.
Lieu de résidence : Dijon.

média-system

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Franck de Bucy, Famicrédit 17 rue Bossuet 21000 Dijon.

SANOFI AROMES
- CHIRIS
- MERO
- SEBALCE
- SORDES
- TOMBAREL

recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET INFORMATIQUE
- Ingénieur Grande Ecole.
- Expérience 2 ans minimum.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- Formation MIAGE.
- Expérience 2 ans minimum.

Pour ces postes, il est demandé :
- une bonne connaissance des matériels et logiciels IBM 43 XX (DOS-VSE, CICS, DLI),
- une très bonne connaissance des matériels et logiciels BULL DPS 7 (GCOS, TDS),
- une bonne pratique du COBOL sous CICS et/ou TDS.

Lieu de travail : GRASSE (Alpes-Maritimes).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
S.A. BENARD ET HONNORAT
Direction Informatique
53, boulevard Victor-Hugo, 06332 GRASSE Cedex.

Venez goûter la qualité de la vie lyonnaise

Important organisme bancaire lyonnais, nous recherchons un

Responsable système confirmé MVS - IMS

Intégré au département «production informatique», vous bénéficierez d'une grande autonomie et tous les moyens technologiques nécessaires seront mis à votre disposition.

A la tête d'une équipe de 5 personnes (ingénieurs et programmeurs système) vous serez chargé de gérer et d'optimiser le système d'exploitation de nos ordinateurs et des logiciels associés.

Pour piloter nos matériels : un 3032, un 3083 et 700 terminaux, la connaissance de MVS et IMS est indispensable.

De formation école supérieure ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 5 ans acquise sur gros système IBM.

Vos qualités de contact et de meneur d'hommes vous permettront de donner une dimension nouvelle à votre savoir-faire informatique.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 2.21 M à notre Conseil J.P. PORNET 56 rue Sully 69006 Lyon.

J.P. PORNET

média-system

BREST
INGENIEUR DE FABRICATION

Nous sommes constructeur de G.E. de 1 à 1200 kva, un des leaders français de la profession. Nous employons 270 salariés et avons réalisé en 1983 un *C.A. de 280 millions* de Francs H.T.

Dans le cadre de notre expansion qui, ces dernières années, s'est surtout située à l'exportation, nous recherchons :

UN INGENIEUR GRANDES ECOLES (TYPE A et M)

ayant de préférence 2 à 3 années d'expérience dans un service « **méthodes** » ou « **production** ».

Nous lui confierons le suivi et l'organisation d'une *unité de 20* à 30 personnes produisant en série et à l'unité des groupes de petites et moyennes puissance (1 à 100 kva).

Evolution possible pour un candidat compétent et motivé.

Adresser candidature avec C.V. à
SDMO - Service du Personnel
2, rue Réaumur 29200 BREST

AUTOMATISME & CONTROLE
SIBEL
HAUTE SAVOIE

Notre Société (C.A. 190 MF - 700 personnes), *conçoit, fabrique et commercialise des automatismes* électromécaniques et électroniques pour applications domestiques. Dans le *cadre du développement de nos activités* électroniques, nous recherchons

INGENIEUR ELECTRONICIEN
CHEF DE PROJETS

Intégré au B.E. Electronique, il prendra en charge la conception d'automatismes électroniques, analogiques et numériques pour des *applications de grandes séries.*

Ingénieur diplômé (ENSI, ou équivalent), le candidat, aura de préférence une expérience de 2 à 3 ans en développement de produits similaires.
Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et prét. sous réf. S.L 8410 à SIBEL Secrétariat Général - BP 43 - 74301 CLUSES CEDEX

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ENERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

INGÉNIEURS
DÉBUTANTS ACCEPTÉS

Formation Arts et Métiers ou équivalent *pour intégration dans le service industrialisation.*

Lieu de travail : 30 km de Pau.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions :
Société AMRI
"Les Mercuriales"
40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

ENTREPRISE d'INSTALLATIONS ELECTRIQUE, ELECTRONIQUE, AUTOMATISME et REGULATION INDUSTRIELLE recherche pour son **Siège Social à LYON**, dans le cadre de *son expansion à l'exportation (30% de son CA)* un

Jeune ingénieur électricien

ou généraliste avec des connaissances en électronique. Il évoluera dans le cadre d'un B.E. polyvalent ouvert vers la clientèle. L'anglais sera maîtrisé pour une évolution ultérieure possible vers l'international.
Ecrire au CABINET GATIER,
32 rue Barrème 69006 LYON, sous réf. **300 M.**

média-system

Cabinet Gatier

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DEVELOPPEMENT ET CONSTRUCTION DE MATERIEL BUREAUTIQUE GRANDE DIFFUSION
Spécialiste dans ce domaine, nous recherchons un

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Nous lui proposons une *fonction complète qui comprend la coordination des études* techniques (avant-projet, projet) les études de coûts, l'encadrement de l'équipe.
Cette activité est centrée sur la conception de :
- *circuits imprimés multicouches (assistance* CAO - FAO).
- pièces et ensembles plastiques ou tôleries ou petits systèmes mécaniques.

Le candidat recherché a une expérience de quelques années en milieu industriel si possible grande diffusion.
Un certain dynamisme, un effort de créativité ainsi qu'une ouverture d'esprit pour assurer une fonction d'encadrement, *sont les qualités nécessaires pour un candidat* désireux d'évoluer au sein de notre Compagnie.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de *candidature complet* (lettre, C.V., prétentions) à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY.

Bull Transac

Etablissement financier filiale d'un des premiers groupes d'assurances crédit et location aux particuliers et aux entreprises

recherche
pour étoffer son implantation nationale

ANIMATEURS COMMERCIAUX

Responsables de zones géographiques pour développer et animer un réseau à partir de
CAEN, RENNES
et l'une des quatre villes
NANTES, ANGERS, LE MANS, TOURS.

Le battant commercial et la disponibilité seront les premiers atouts pour réussir dans la fonction.

Après une expérience de terrain de durée variable, le développement de la société offre plusieurs perspectives d'évolution de carrières.

Niveau minimum : *bac + 2, DUT.*
Une première expérience de la vente sera appréciée, pas nécessairement dans le crédit. Rémunération fixe selon expérience + indemnités de déplacement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo sous n° T 043.894 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

---

cpt Centre de productivité des transports
recherche un

CONSEILLER DE GESTION
Champagne Ardennes.

En relation avec la délégation de Lille, il intervient en gestion, organisation, exploitation dans les entreprises de transport.

Il possède une formation supérieure de type Ecole *de Commerce, Sciences Economiques ou* DECS, et une expérience d'entreprise de 3 à 4 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 457 M à Bernard CLEMENT

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



INGENIEURS X, ENSAE, ENST, ENSTA, ESE

Domaines d'activités :
- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

La capacité d'innovation de la SODERN lui a valu de participer à de grands projets spatiaux français et internationaux, en particulier aux programmes de satellites SYMPHONIE, SPOT, METEOSAT, INTELSAT V, EXOSAT...

Ingénieur grande école, débutant à quelques années d'expérience, vous êtes fortement motivé par le traitement de l'information.

La SODERN vous propose de mener des études de conception de systèmes complexes qui associent logiciel, électronique, optique, physique et mécanique.

Pour un premier contact, adressez-vous au
Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

CONTESSE

RÉGION LYONNAISE
Société de Recherches en Mécanique des *Fluides* recrute

Ingén. Grde Ecole Maître ès Sciences

pour étude des mouvements de gaz dans moteurs automobiles. Le candidat, ayant une connaiss. du milieu de la recherche, devra avoir une expérience relative aux moteurs alternatifs et à la combustion. Il aura, dans le cadre d'une équipe, à analyser des résultats expér. en liaison avec des méthodes numériques.
Exp. souh. : 2 à 5 ans ap. form. universit. Age min. : 25 ans. Maîtrise de l'anglais.
Envoyer C.V. + prétentions. Ecr. s/n° 7349 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Organisme de recherche recrute
SALON-DE-PROVENCE
pour études accidents de la route

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL OU ERGONOMIE

Niveau maîtrise ou DEA
5 ans d'expérience analyse du travail ou des systèmes.

Ecrire sous le n° T 043.945 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMÉRATION TOULOUSAINE
recherche

SON RESPONSABLE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chargé d'animer la réflexion sur les actions des collectivités locales de nature à promouvoir l'activité économique, il aura :
- *une formation d'études supérieures économiques (des écoles 3e cycle universitaire)* ;
- *une expérience de 3 à 5 ans* dans le domaine du développement des entreprises acquise :
  - dans une entreprise ;
  - dans un organisme consulaire de professionnel ;
  - dans une société de conseils aux entreprises.

Envoyer C.V. et prétentions à :
AVAT, 11, bd des Récollets
31400 TOULOUSE.

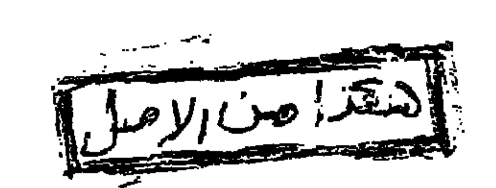
GROUPEMENT DE SOCIÉTÉS DE SERVICES
recrute

ANIMATEUR COORDINATEUR

Service d'avenir.
Position cadre, formation technique ou économique à fort potentiel, aisance dans les contacts.
Goût du service public.
Expér. 2 à 3 ans souhaitée.
Ville Sud Loire.
Env. C.V. *manuscrit,* photos, prétentions s/réf. 280412 M.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Bonne *formation* économique ou administrative qui peut avoir été acquise par l'expérience, le sens des réalisations et le goût du service public.
Expérience souhaitée.
Env. C.V. manuscrit, photos, prétentions s/réf. 280413 M.
En indiquant la référence du poste choisi à :
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur,
75002 Paris.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



PATISSIER – TRAITEUR – CHOCOLATIER
(650 personnes en France)

RECHERCHE

CONTROLEUR DE GESTION *(H., F.)*

Collaborateur direct du Directeur Général

- Formation expertise comptable et informatique ;
- Grande pratique de l'AUDIT INTERNE ;
- Expérience exigée de définition et mise en place informatique (petits systèmes) en entreprise ;
- Pratique de l'Audit aux U.S.A. ;
- Anglais courant impératif.

Poste situé à Plaisir (78).

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES *(H., F.)*

- Formation supérieure. Parfaite maîtrise de la législation sociale ;
- Expérience de postes similaire 5 ans minimum ;
- Gestion, définition des contrats d'expatriation.

Son activité : Administration du personnel, recrutements, formation sécurité, préparation des réunions (comité d'entreprise), relations avec organismes extérieurs.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste situé à Plaisir (78).

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS PUBLIQUES *(H., F.)*

Il aidera à la mise en place, la gestion d'un fichier relations publiques, préparera les relations avec la presse, les médias, les informera des principales manifestations et réalisations de la société.

Expérience exigée en relations publiques, en conception publicitaire, en *maquettisme.*

Anglais impératif.

Poste situé à Plaisir (78).

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo à :
Direction des Relations Humaines
S.A. des Etablissements Lenôtre
40, rue Pierre-Curie
78370 PLAISIR.

Il y a un an et demi j'ai répondu à une annonce d'IBM...

Je m'appelle Manuel de Villeneuve. Comme de nombreux jeunes diplômés, j'ai saisi l'opportunité de l'importante campagne de recrutement d'IBM France pour devenir ingénieur technico-commercial. Dans cet interview, j'explique les raisons de mon choix et ce que j'ai fait depuis mon entrée à la Compagnie.

Manuel de Villeneuve, quand et comment êtes-vous entré chez IBM ?
Je suis entré chez IBM le 1er Juillet 1982, après avoir répondu à une annonce parue dans la presse. Je venais de terminer des études commerciales à l'ESCAE de Sophia-Antipolis et, bien qu'attaché à ma Provence, je souhaitais découvrir d'autres horizons.

Pourquoi avez-vous choisi IBM ?
Pour moi c'est un triple choix : l'entreprise elle-même d'abord, mais aussi le choix d'une technologie clef de notre temps et celui d'un métier attrayant.

Qu'avez-vous fait les premiers mois ?
J'ai été affecté à l'agence commerciale de Grenoble. Pendant douze mois, je me suis partagé entre cette agence, où je faisais mes premières armes sur le terrain, et le centre de formation de Val de Fontenay pour la formation théorique.

Cette formation est longue : qu'y apprend-on exactement ?
Ce n'est pas seulement une formation informatique. On y apprend aussi les méthodes de communication et de gestion des entreprises. En effet, cette formation s'adresse aussi bien à des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce, comme moi, qu'à des ingénieurs. La diversité des profils et des formations ajoute d'ailleurs à l'intérêt de ces cours. De plus, pendant toute cette période, nous sommes rémunérés comme si nous étions opérationnels.

Quel est exactement votre travail aujourd'hui ?
Je suis actuellement ingénieur technico-commercial. Ce métier comporte deux aspects ; l'un est commercial : il s'agit d'évaluer le besoin informatique d'un client, afin de lui proposer la solution la plus appropriée ; l'autre aspect, plus technique, consiste à conseiller le client sur la meilleure utilisation possible du matériel. A ma demande, j'ai rejoint il y a quelques mois l'agence de Vincennes où plusieurs clients m'ont été confiés.

Si vous deviez résumer en un mot la caractéristique essentielle de votre métier, que diriez vous ?
Liberté - Liberté dans l'organisation du temps et du travail. Seuls comptent les résultats. Pour moi c'est un aspect très positif.

Quels sont vos rapports avec l'encadrement et vos collègues ?
Les rapports humains simples et ouverts qui existent à IBM m'ont beaucoup aidé à parfaire ma formation. Mes collègues n'ont jamais hésité à me consacrer du temps pour répondre à mes questions et je les en remercie.

Quels sont vos projets ?
Mon métier actuel ne m'a pas encore livré tous ses secrets, mais j'avoue être intéressé, à moyen terme, par une expérience à l'Etranger, et une évolution hiérarchique.

Est-ce que votre métier ne vous accapare pas trop ?
Non. Je continue même à cultiver les quelques vignes d'une propriété familiale en Provence et j'ai pris récemment quelques jours de vacances pour les vendanges... qui ne furent pas mauvaises.

Si vous aviez un conseil à donner à de jeunes diplômés qui hésitent à répondre à nos annonces, que leur diriez-vous ?
Faites comme moi.

Alors pour vous, ce jour est peut-être aussi celui où vous répondrez à une annonce d'IBM.
Nous vous demandons de bonnes connaissances en Anglais
et d'accepter le principe de la mobilité géographique.
IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils - (Référence ICM 16/1)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Cette offre s'adresse aussi à de jeunes diplômé(e)s ayant une première expérience professionnelle, ainsi qu'à des ETUDIANT(E)S qui termineront leurs études en Juin 1984.
La Compagnie IBM France garantit le caractère confidentiel des candidatures



FOSTER WHEELER FRANÇAISE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INTERNATIONALE DANS PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE

recherche pour sa
DIVISION FOURS ET ÉQUIPEMENTS THERMIQUES

UN INGÉNIEUR DE PROJET

(E.C.P., E.N.S.A.M., I.C.A.M., I.N.S.A...)

Cette offre s'adresse à des ingénieurs ayant 4-5 ans d'expérience industrielle.

Cette expérience doit lui permettre d'appréhender les aspects techniques et financiers des projets qui lui sont confiés depuis la commande (spécifications, délais, budget...) jusqu'à la livraison au client.

La fonction implique un dialogue permanent avec les services techniques, la coordination de leurs travaux ainsi que le suivi des contrats clients et sous-traitants internationaux.

Déplacements en France et à l'étranger de courte durée.

Anglais courant nécessaire.

Poste basé à Paris.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités du candidat.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à :

DIRECTION DU PERSONNEL
B.P. 214
31, rue des Bourdonnais - 75024 PARIS CEDEX 01.

ERICSSON tournant de carrière 1984...

Mercuri Urval

INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

PARIS-TOULOUSE **compatibles IBM**

Vous avez déjà fait vos preuves dans la vente de périphériques et systèmes compatibles IBM, de préférence dans un environnement réseaux/télécom. Si vous voyez peut-être mal aujourd'hui votre avenir professionnel et la meilleure manière de mettre en valeur le métier et les résultats acquis, vous savez que tous les clubs ne peuvent pas apporter à leurs meilleurs joueurs la possibilité de se développer. Vous vous posez la question de votre avenir.

Nous ne vous dirons pas que nous sommes en mesure d'éliminer nos concurrents sur le marché des compatibles dans les 3 ans, car ils sont sérieux, puissants et professionnels. Nous n'allons pas non plus permettre de doubler votre salaire (et d'ailleurs à quoi bon ?) Nous vous dirons deux mots de la dynamique humaine et technologique du groupe ERICSSON. 28% de progression en 6 mois sur le marché mondial pour un groupe de 70.000 personnes n'est pas le fruit du hasard. C'est celui du pari informatique réussi d'un *groupe de télécoms à la pointe de la technologie.* La progression beaucoup plus rapide de la division alphaskop de notre filiale france n'est pas non plus le fruit du hasard, elle crée des postes nouveaux (4 ce mois-ci, 2 promotions et 2 créations) et ouvre à ceux qui nous rejoignent *de réelles opportunités de carrière dans l'environnement Ericsson. Ses caractéristiques : priorité à l'autonomie et à la* responsabilité de l'individu, relations internes simples et directes, sérieuses et professionnelles à la fois.

Nous pensons que votre candidature (CV, photo et rémunération actuelle) ss réf. 88 ERIC/OI adressée à : MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS est encore le moyen le plus simple, le plus direct et le plus rapide de faire connaissance et parler de votre *avenir.*

Le mois prochain ?, chez ERICSSON

HAVAS CONTACT

Ingénieurs du futur développez les réseaux pensants

Notre Département *Techniques Avancées a pour mission l'aide* à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-Informatique, Bureautique, Productique...

Nous vous proposons de participer, au sein des grands groupes industriels qui sont nos clients, à l'un de nos principaux projets : développer des *logiciels de communication sur réseau* local d'entreprise et sur *réseaux* de télécommunications numérisés.

Diplômés des Grandes Ecoles (Telecom, Supelec, Sup. Aero,...), vous avez la passion des technologies nouvelles.
Votre première expérience professionnelle vous a permis de mesurer l'importance qu'aurait un travail varié offrant de larges *perspectives d'évolution : développez avec nous ce projet* d'envergure nationale !

Adressez votre dossier sous référence DTA10,
6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.



AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

Notre Direction Recherche et Technologie
recrute un

INGENIEUR CHEF DE SERVICE

Il aura la responsabilité du service Assemblage des *circuits intégrés VLSI en liaison avec les équipes de* Recherche et Développement.
Le poste s'adresse à un ingénieur ayant quelques années d'expérience en assemblage de semi-conducteurs ou en micro-électronique hybride de préférence. Des connaissances en matériaux céramiques et micro-informatique seront appréciées.
Lieu de travail : les Clayes sous Bois (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 404 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

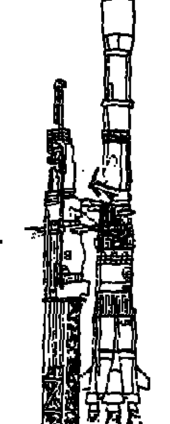
TIVOLI S.A. à Albertville (73)

le chef de nos services administratif et juridique

Leader français sur le marché concurrentiel des forets et outils coupants, nous gagnons des batailles par la qualité de nos produits et des services rendus à nos clients. Nous créons ce poste pour faciliter notre gestion et soutenir le développement de notre entreprise (120 p. - 70 MF de C.A. en 1983).

Juriste de formation, vous avez une première expérience, par exemple, dans une direction du personnel. Vous mettez en place juste ce qu'il faut de procédures et animez les fonctions personnel et juridique. Vous n'avez pas peur du terrain et savez aussi conseiller une direction générale : alors, vous élargirez vite, chez nous, votre champ d'action.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 927 LM).



notre futur responsable bureautique et micro-informatique

Entreprise de pointe, *nous sommes notamment maître-d'œuvre de la propulsion des* 3 étages d'ARIANE ; *nous nous dotons d'une informatique et d'une bureautique à notre* dimension.

Vous créez la fonction *bureautique* au siège (Paris-La Défense) en partant des *orientations du schéma directeur : messagerie*, classement électronique, postes de travail *administratif, traitement de texte...* ; *vous préparez les choix techniques et supervisez ou réalisez les mises en place.*

***Ingénieur de formation, vous avez acquis en 3 à 5 ans votre expérience de la gestion sur minis/micros* et avez pratiqué les gros systèmes. Tout en restant proche de la technique, vous souhaitez devenir un homme de l'organisation et de la communication.**
Sachez que ce poste implique de courts mais fréquents déplacements.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4405 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

SEP



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE -75008 PARIS
7, RUE SERVIENT -69003 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

RECRUTEMENT - AGENT EXCLUSIF

Notre représentant sur la France va occuper un nouveau poste dans notre société. Nous recherchons UN AGENT EXCLUSIF, domicilié en France, pour la prospection et la vente de nos produits sur ce marché.

Nous avons deux ans de présence sur le marché du meuble en France, où nous avons acquis une position solide.

Notre *nouvel agent* devra assurer et consolider cette position en visitant la clientèle existante et potentielle, les centrales d'achat, projeter et réaliser les campagnes d'activité dans des magasins déterminés, orienter la maison sur le développement du marché ainsi que participer à l'adaptation des produits *sur le marché.*

La connaissance de la branche du meuble est un avantage, mais non une nécessité : notre représentant actuel pourra se charger d'une *éventuelle formation nécessaire.*

La connaissance d'une langue (anglais ou allemand) est exigée.

A/S Domino Moebler est le premier exportateur de meubles du Danemark. Nous exportons sur l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous pensons développer le marché en France pour qu'il devienne l'un de nos marchés principaux.

Nous assurons notre production dans notre propre usine, qui se place parmi les plus modernes de l'Europe du Nord, produisant un programme performant de tables, bureaux, éléments muraux, couchettes, salons et armoires.

Notre organisation commerciale est composée d'agents exclusifs : nous assurons le marketing de nos produits sous *forme* de dépliants publicitaires, catalogues, annonces, implantation de *studios*, publicité télévisée, films, affiches, formation des vendeurs, etc. Marketing orienté principalement sur le marché du kit.

Les interviews auront lieu en France.

SALAIRE EN FONCTION DES QUALIFICATIONS REQUISES, FIXE, FRAIS DE ROUTE REMBOURSÉS.

Envoyez votre candidature et C.V. à :
A/S DOMINO MOEBLER, 7500 HOLSTEBRO, DANMARK.



Pour ARGENTEUIL
COLUMBIA CABLES S.A.
recherche
UNE ASSISTANTE EXPLOITATION

25 ans mini., 3 à 5 ans expérience en exploitation informatique sur IBM 34 *ayant suivi un stage de* GAP II, capable d'assister la *responsable d'exploitation de notre* service.
Possib. d'évolution vers la programmation pour élément de valeur.

Env. *CV + photo + prét.* à
Y. CLAUSS — BP 44
95102 ARGENTEUIL

Centre Technique Industriel
recherche
TECHNICIEN

Titulaire d'un DUT *mesures* physiques avec formation informatique *complémentaire* (Basic-Fortran) dégagé O.M.
Libre rapidement.
Goût de la recherche et contacts humains.
Lieu de travail CLAMART 92.
Env. CV manuscrit, photo à C.T.T.B., service Bâtiment 17, r. Letellier, Paris 15e

---

MATRA

Matra Micro Systèmes est la filiale du groupe MATRA spécialisée dans le domaine de la micro-informatique et de ses applications. Pour faire face à son développement dans les différents axes de ce marché en croissance rapide, elle cherche à *renforcer sa Direction Technique d'Orsay* (91).

INGENIEURS EXPERIMENTES HF

ELECTRONICIENS

Familiers de l'utilisation des micro-processeurs et des circuits intégrés (famille INTEL), ils *connaissent* le *marché* des périphériques et des terminaux au plus haut niveau *technologique*. Ils ont la capacité de concevoir et de *réaliser* l'architecture de nos systèmes *informatiques*.
La pratique des circuits VLSI est un atout.

INFORMATICIENS «SYSTEMES»

Ce sont des professionnels du logiciel de base des micro-ordinateurs, familiers des systèmes multi-postes, des réseaux de communication de données, des systèmes de base de données. Ils connaissent les outils de production de logiciel (compilateurs, éditeurs...).
La pratique d'UNIX ou MS/DOS, du langage PASCAL est un atout supplémentaire.

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, organisés et rigoureux, enthousiastes et disponibles ; ils ont acquis une première expérience significative et sauront saisir l'opportunité d'une société française ambitieuse.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 19893 E à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Christofle
Orfèvre à Paris

Leader dans sa branche avec une forte croissance ces cinq dernières années, une création de produits importante et exportant 50 % de ses productions dans 100 pays différents,

recherche un(e)

Chef de produit junior
H.F.

aimant le challenge, les produits haut de gamme et les marchés internationaux.

Vous rejoindrez une jeune équipe de marketing professionnelle basée en proche banlieue parisienne.

Votre mission, dans le cadre de notre politique de développement (plus de 50 produits nouveaux par an), sera d'assurer la coordination de la conception et du lancement de produits nouveaux tant en France qu'à l'étranger, avec les services techniques, les usines et la force de vente. Vous serez aussi responsable de la gestion d'une gamme de produits existants.

Vous aurez pratiqué *un marketing de haut niveau dans une entreprise de biens de grande consommation pendant au moins 2 ans en tant qu'assistant(e) ou chef de produit,* ce qui vous aura permis de *démontrer votre capacité à surmonter les obstacles, votre créativité et votre ouverture d'esprit.*

Vous souhaitez maintenant travailler avec une équipe qui reconnaisse vos qualités et vous offre des opportunités de développement. Votre formation est de haut niveau (HEC, ESSEC, ESCP...) et votre anglais courant.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous référence 1586 M à

SOURCES
16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

Société chimie fine pharmaceutique filiale d'un important groupe industriel français

(PROCHE BANLIEUE NORD PARIS)

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE SYNTHÈSE ORGANIQUE

Au sein du Département Développement, ce poste sera axé sur des mises au point et sur de l'optimisation de synthèse organique.

Il conviendra à un jeune ingénieur E.S.P.C.I. ou E.N.S.C. justifiant d'une première expérience de synthèse au laboratoire, *soit en entreprise,* soit dans le cadre d'une thèse de docteur ingénieur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions)
sous nº T 043.895 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

MATRA

Matra Micro Systemes est la filiale du groupe MATRA spécialisée dans le *domaine de la micro-informatique et de ses* applications. Pour faire face à son développement dans les différents axes de ce marché en croissance rapide, elle cherche à renforcer sa Direction Technique d'Orsay (91).

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT HARD ET SOFT

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Technique, le titulaire du poste anime et supervise des ingénieurs responsables de projets matériels et logiciel. A court terme, *sa confirmation dans la fonction et sa connaissance de l'entreprise* lui permettent d'accroître ses responsabilités par la mise en place de nouvelles équipes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole. Une expérience d'environ 10 ans dans le domaine de la micro-informatique ou des automatismes sous leurs aspects Hard et Soft lui a procuré de bonnes connaissances dans les domaines des tests, *des composants,* du *packaging,* de la technologie, de l'analyse de la valeur...

Il parle Anglais et une expérience américaine est un atout.
Une REMUNERATION TRES ATTRACTIVE peut être proposée à un profes*sionnel de valeur désireux de participer à un projet ambitieux.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 19893 D, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Groupe industriel de renommée Mondiale
recherche pour son service brevets

INGENIEUR EN PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les candidats issus d'une grande école d'ingénieurs devront justifier : d'une expérience de plusieurs années dans la *fonction,* d'une bonne connaissance en électronique et automatismes.
Vous souhaitez intégrer un groupe dont la dimension permet les évolutions de carrière les plus diversifiées sur le plan national et international.

Merci d'adresser (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9518 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 *Paris* qui transmettra.

média-system



EUROSOFT-SYSTEMES

- 13 ans d'expérience du conseil et service informatique,
- filiale d'un groupe aux activités diversifiées toujours centrées sur les techniques de pointe,

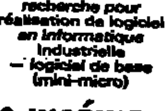
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

— de formation grande école ou Bac + 5,
— débutants ou ayant plusieurs années d'expérience pour travailler dans les domaines :
- *logiciel de base et réseaux,*
- *génie logiciel,*
- *télécommunications,*
- *informatique industrielle, temps réel,*
- *réalisation de systèmes de gestion.*

— compétences recherchées : PDP, VAX, MINI 6, SOLAR, MITRA, MICRO 8 et 16 BITS, Grands systèmes IBM et BULL.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par Marie-France BURQ
EUROSOFT - Service Recrutement - 38, bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.



ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle
— *logiciel de base* (mini-micro)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

(réf. 100) — option informatique, automatique, électronique.

DES DUT INFORMATIQUE

(réf. 200) minimum 3 ans d'expérience.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecr. avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 8944 — 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Nielsen

Filiale d'un groupe international, *nous sommes le premier* organisme français d'études de *marché* (700 *personnes*).
Nous recherchons pour le service Organisation et *Méthodes* un

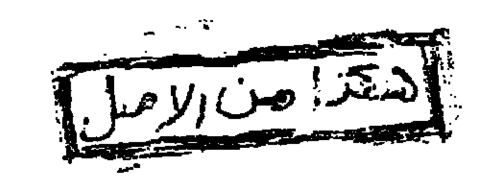
Ingénieur en organisation

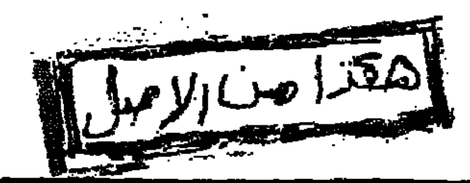
De formation Grande Ecole, vous possédez déjà une bonne expérience de la fonction, des aptitudes au contact humain et *à l'animation de groupe.* Vous serez chargé de
- Définir, planifier et mettre en place les procédures liées au démarrage de nouveaux services offerts à la clientèle.
- Entretenir les relations avec les équipes de développement informatique et les utilisateurs marketing.

Une maîtrise parfaite de l'Anglais et de solides connaissances en Informatique sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Curriculum

René Pilloy, examinera votre candidature sour Réf. 842,
A.C. Nielsen Company Ressources *humaines*
9 Avenue des Trois Fontaines 95000 Cergy Pontoise.





financial controller

BANLIEUE SUD

Filiale Française (150 pers.) d'un Groupe Américain de notoriété, nous produisons et commercialisons des produits destinés au monde chirurgical. Nous sommes en pleine expansion et exportons plus de 80 % de notre production.

Rattaché à notre Directeur Général, vous assurez la supervision des fonctions liées à votre tâche :

- comptabilité générale et **analytique** - reporting,
- *trésorerie, banques,*
- analyse financière,
- *juridique*, fiscal, etc.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée dans un poste analogue.

Nous vous demandons d'avoir une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de maîtriser la langue **Anglaise.**

Merci d'adresser C.V. *et prétentions* sous référence PM 34 au Conseil à qui nous avons confié cette recherche et qui traitera les dossiers confidentiellement.

COGEPLAN Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 PARIS

ingénieurs commerciaux

PARIS, LYON, CLERMONT-FERRAND

Notre entreprise commercialise des produits et des systèmes de pointe liés à

l'ELECTRONIQUE et l'INFORMATIQUE.

Filiale d'une multinationale américaine de grande et bonne renommée au Chiffre d'Affaires de + de 10 milliards de Dollars, nous comptons une soixantaine de personnes pour 70 millions de Francs de C.A

Pour étoffer son équipe notre Directeur Commercial recherche des Ingénieurs Commerciaux pour Paris, Lyon et Clermont-Ferrand.

Nous vous demandons d'aimer la négociation à haut niveau. Si vous réussissez, nous vous assurons un salaire élevé, une fonction autonome et responsable.

Si vous avez une première expérience dans un domaine proche des **arts graphiques,** de la **photocomposition** ou de la **mini-informatique** ce sera certainement un plus. L'Anglais parlé est souhaité. *Un véhicule de fonction vous est fourni.*

Merci d'adresser C.V., prétentions en précisant l'affectation souhaitée à notre Conseil, sous référence AL 42, qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COGEPLAN Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 PARIS

Organisation et Publicité

PJB BANQUE

Importante banque nationale à vocation d'affaires

recherche plusieurs

EXPLOITANTS

HEC, ESSEC, SCIENCES PO...
Vous êtes des «Battants» avec un sens commercial développé.

Vous avez acquis une expérience de 4 ou 5 ans dans les services d'exploitation bancaire, clientèle entreprise.

Vous parlez l'anglais couramment.

Venez nous rejoindre et participer au développement de notre clientèle commerciale et industrielle.

Adresser lettre manuscrite,
Curriculum Vitae, photo et prétentions
sous réf. 85911 à notre conseil
Patrick Bruneteau
PJB INTERNATIONAL MANAGEMENT
8, rue Georges Ville
75116 PARIS

AFCOREM

Informatique personnelle vers un nouveau "support"

Hewlett-Packard France, 3ème exportateur français d'informatique, 2,4 milliards de F. de C.A. en 1983, 2.400 personnes, s'oriente résolument vers le développement des ordinateurs personnels.

Le H.P. 150 à écran tactile sera le fer de lance de cette nouvelle stratégie. La qualité du conseil technique sera décisif pour l'avenir de ce secteur.

C'est pourquoi, nous recherchons actuellement des

Ingénieurs informaticiens
Département logiciel

Diplômés d'une école d'ingénieurs ou de l'enseignement supérieur en informatique, vous justifiez d'une première expérience en micro-informatique et maîtrisez l'«Assembleur». Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients au niveau du conseil avant vente, de la formation, sous forme de séminaires personnalisés, et de l'assistance technique après-vente.

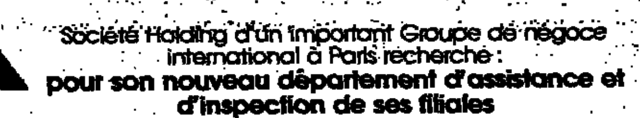
Pour ces postes, une formation très complète favorisera votre intégration. Par la suite, la dimension internationale et la souplesse des structures Hewlett-Packard vous offriront des *possibilités d'évolution tant dans le domaine technique que commercial.*

Postes basés à Evry. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. SE 12 1M à Didier Gabin, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.



média-system



Société Holding d'un important Groupe de négoce international à Paris recherche :

pour son nouveau département d'assistance et d'inspection de ses filiales

Jeunes collaborateurs HF

ayant une bonne formation comptable (*DECS*), 2 à 3 *ans* d'expérience, une bonne connaissance de l'anglais.
Déplacements à prévoir.
Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, *sous* réf. 9551 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Société d'informatique en forte croissance recherche pour le développement de ses

SYSTÈMES DISTRIMATIQUE ®

sur INTERTECHNIQUE 500-5000
destinés aux P.M.E. de distribution

CHEFS DE PROJETS

expérimentés en informatique de gestion
rémunération motivante.

AGENCE PARISIENNE D'INFORMATIQUE
1, rue de Bercy - 75012 Paris.

ORGANISME DE COOPERATION INDUSTRIELLE
recherche

2 Consultants pour Paris

Mission :
- Recherche de Moyennes Industries Françaises intéressées par une coopération avec des homologues Coréennes et Mexicaines.
- Etude de faisabilité de joint ventures entre ces sociétés.

Profil :
- Grande expérience des Moyennes Industries et de leur gestion, en qualité de dirigeant, cadre ou consultant.
- *Habitude des contacts avec organismes liés à la promotion industrielle.*
- Minimum 30 ans.

Pour la Corée : **Réf. 131**
- Diplôme d'ingénieur.
- Anglais courant.

Pour le Mexique : **Réf. 132**
- Formation supérieure ingénieur ou économiste.
- *Espagnol courant.*

Rémunération : 200.000 F/an +.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste à
C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY

J'ai 41 ans. Depuis 10 ans je dirige un cabinet de conseil et de formation.
Je recherche un

COLLABORATEUR CONSULTANT

même débutant dans la fonction, pour animer des sessions de formation à la vente et à l'encadrement, cela après avoir fait l'acquisition des méthodes *et outils de mon cabinet.*

Je souhaite que ce collaborateur de plus de 30 ans dispose d'une solide expérience de la vente et ait exercé des responsabilités d'encadrement de commerciaux.

Je voudrais trouver chez lui des aptitudes à conceptualiser pour participer à l'élaboration de modules pédagogiques, et un *goût marqué pour suivre et développer la clientèle.*
Son salaire soutenu par un minimum sera défini par ses animations et ses ventes.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à René HORWITZ, Conseil, 222, bd *Raspail, 75014 Paris.*

ENERTEC
recherche pour son département Audio Professionnel
basé à Vélizy

Responsable marketing

Au sein de notre département audio-professionnel qui étudie, réalise et commercialise des produits et des systèmes d'enregistrement et de traitement du son, le responsable marketing a un rôle essentiel.
A court terme, il développe notre connaissance des marchés français et étrangers, des prix de la concur*rence; il est responsable de la publicité et des expositions.*
A *moyen* et long terme, il aide à la *définition* des produits futurs (technique numérique) et à l'orienta*tion du département, particulièrement à l'exportation.*
Nos produits (magnétophones, consoles de mixage, *grilles de commutation, etc...) s'adressent à des* professionnels de chaines de radio-télévision et aux industries ou organismes faisant appel à ces techniques.
La personne que nous recherchons est diplômée en électronique, a une expérience commerciale ou marketing d'au-moins 5 ans. Un sens aigu des relations lui permet d'être efficace aussi bien avec des clients étrangers de haut niveau que dans ses contacts avec les différents services du département.
Il parle couramment l'anglais et des déplacements à l'étranger sont à pourvoir.

Merci d'adresser votre CV et prétentions à
B. Daumarie, *Service du Personnel*, Enertec, 1 *rue* Nieuport, 78140 Vélizy Villacoublay (réf. S 344).

ENERTEC
Schlumberger

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recherche

UN ASSISTANT SYSTÈME

DE FORMATION MAITRISE ou
INGÉNIEUR OPÉRATIONNEL sur DPS 7.
Il assistera le responsable *système* dans toutes ses tâches. Une extension de ses responsabilités aux matériels VAX et DPS 8 est envisagée ultérieurement.

UN TECHNICIEN RÉSEAU

Il assurera la surveillance *et le dépannage* de tous les éléments du réseau (modem, liaisons, terminaux) ainsi que les contacts utilisateurs et fournisseurs.

Adresser lettre de candidature avec curriculum vitae et prétentions à C.C.I.P., Sous-Direction *Informatique*, 7, *rue* Balzac, 75008 Paris.

ENERTEC
Instruments France
recherche pour son établissement de Vélizy un

Ingénieur technico-commercial

Vous aurez à vendre des produits hautement techniques, dans le domaine de la *mesure des rayonnements nucléaires.*
Pour cela, vous devez prospecter une clientèle de scientifiques et d'industriels.

Nous recherchons un jeune ingénieur, de formation électronique, débutant ou ayant une première expérience, et ouvert aux phénomènes physiques. La connaissance de la langue anglaise est *indispensable.*

Les personnes intéressées doivent adresser leur C.V., sous la référence S 339 au Service du Personnel, 1 rue Nieuport, 78141 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

Notre Direction Recherche et Technologie
recrute un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé de l'évaluation et la qualification de composants discrets en liaison avec les fournisseurs, les Achats et les services techniques Etude et Fabrication.
Le poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Universités), débutant ou ayant une première expérience.
Anglais apprécié.
Lieu de travail : les Clayes sous Bois (78).
Déplacements occasionnels en France.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 403 M à
Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI TOURNAY

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

E.P.S. développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de heute technologie pour la recherche pétrolière. Pour renforcer nos Services Financiers nous recherchons un

Cadre Financier, jeune mais de haut niveau

Formation Expert-comptable
ou équivalence étrangère (CA, ACMA, ACCA,...)
+ 4 années d'expérience en milieu industriel et cabinet d'audit.

Il dépendra directement du Contrôleur de Gestion et aura immédiatement la responsabilité du reporting mensuel, du contrôle budgétaire et de l'audit interne des procédures financières et opérationnelles.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et une pratique courante de la langue anglaise.

La réussite dans ce premier poste ouvre des perspectives d'évolution de carrière rapide au sein du Groupe Schlumberger en France et à l'étranger. Rémunération motivante.

Votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé est à adresser à Etudes et Productions Schlumberger - 26, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

Controller, dans une petite équipe qui fonce.

180 000F

Filiale électronique d'un groupe multinational aux activités diversifiées, cette société importe et distribue des périphériques d'ordinateurs. Un marché porteur, s'ajoutant aux performances des produits et au dynamisme de l'équipe française, résultat : un CA en fulgurante expansion, quadruplé en 3 ans. Au total, 100 millions de francs, avec un effectif de 50 personnes.

Cette croissance, il faut la maîtriser. Les structures de la DAF doivent s'étoffer. Ce poste, c'est peut-être vous qui allez le créer, à vos mesures. Première phase : vous prenez en charge le reporting interne et externe et les rapports avec les autres filiales européennes. Vos connaissances linguistiques ne vont pas se rouiller... A vous les rapports, contacts téléphoniques, télex... en anglais et, si possible, en allemand. Après quelques mois, ayant bien intégré toutes les données, vous vous pencherez sur l'informatisation du système. APPLE ou IBM PC ? Vous serez le maître-d'oeuvre. Ce «gros morceau» avalé, il sera temps d'élargir votre champ d'activités en prenant la supervision de la comptabilité.

De quoi séduire un(e) jeune ESC, EAP, EBS... ou maîtrise de gestion, ayant vécu une première expérience de 3/5 ans en cabinet d'audit ou en entreprise, familiarisé avec les techniques de reporting. Merci d'écrire sous référence 112 516 M aux consultants du cabinet Sirca en charge de cette recherche. Joindre CV et photo. Localisation du poste : toute proche banlieue ouest.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Notre groupe holding a son siège à Paris ; ses filiales, très diverses, exploitent hors de France, notamment en Afrique francophone et anglophone. Nous recherchons Hommes ou Femmes qui seraient intéressés par un des postes suivants :

CHEF COMPTABLE
AVEC FONCTIONS D'AUDIT

titulaire du DECS complet, ayant une expérience d'au moins 10 années en comptabilité et/ou contrôle de gestion, il devra s'intégrer à l'équipe existante des services comptables et de l'audit interne.

Résidence à Paris avec missions Outre-Mer d'audit ou d'intérim de plus ou moins longue durée. Anglais apprécié.

Possibilité d'évolution rapide au sein du groupe.

(Réf. 1493)

ATTACHE DE DIRECTION
ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

de formation ESSEC - ESCP, agé de 28 ans minimum, ayant une pratique d'au moins 5 ans des procédures administratives d'un siège social et des tâches d'un secrétariat général.

Une expérience dans un établissement financier et de bonnes connaissances en gestion de trésorerie et service des titres seront appréciées.

Résidence à Paris.

(Réf. 1494)

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions en précisant la référence à notre conseil **CEPIAD 135, av de Wagram - 75017 Paris**

Ordina

Ingénieurs Informaticiens, Analystes- Programmeurs

Ordina et l'informatique bancaire : tout un programme ...

Une référence qui s'est établie au fil des années sur l'efficacité et le sérieux, mais aussi sur la multiplicité de ses créneaux (économie et finances, distribution, industrie, scientifique).
Aujourd'hui, nous recherchons de nouvelles compétences, diplômés de l'enseignement supérieur, pour participer à nos activités dans l'informatique bancaire et financière. Des techniciens comme vous, qui avez déjà une bonne base technique et quelques années d'expérience, qui ne demandent qu'à s'enrichir au sein de nos équipes. Egalement d'esprits comme le vôtre qui veulent mettre à profit leurs connaissances dans un environnement stimulant et formateur.

Robert ARTHUR souhaite vous rencontrer pour parler avenir dans l'informatique avec ORDINA.

Ordina ***10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88***

Ingénieur, donnez la dimension d'une multinationale à vos compétences en ressources humaines.

Au sein d'un important groupe multinational, notre entreprise conçoit et réalise des équipements très évolués dans un domaine industriel de technologie avancée. Pour notre CENTRE D'ETUDES, nous recherchons un

Chef de personnel

Ayant une première expérience dans la fonction personnel, il sera responsable de la gestion du personnel (courante et prévisionnelle) d'un centre d'études de 300 personnes (dont 150 ingénieurs).
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La réussite dans ce poste lui permettra d'évoluer rapidement au sein de notre groupe tant en France qu'à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 3527, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

Un des premiers groupes d'assurances propose un poste de

GERANT d'immeubles de placement

Au sein de la Direction des Services Immobiliers, il assurera la gestion complète d'immeubles qui lui seront confiés. Sa responsabilité portera tant sur le suivi des contrats locataires (commerciaux et bourgeois) et les relations avec nos fournisseurs, que sur le contrôle de l'activité des prestataires extérieurs, l'état du patrimoine et les comptes d'exploitation. Quelques déplacements de courte durée sont à prévoir, pour ce poste basé à Paris.
Une expérience minimum de 5 ans auprès d'un administateur de biens ou un investisseur institutionnel est nécessaire pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 85300 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Le Crédit Coopératif

recherche **HF** dans le cadre de son développement, pour son Siège situé à NANTERRE

des chargés (es) d'engagements

CONFIRMES (ES)

Les candidats(es) retenus(es) auront :
- une formation supérieure économique (maîtrise de gestion, Ecole Supérieure de Commerce, ITB, ou CESB)
- une expérience bancaire de 5 à 10 ans.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 3619
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Dans le cadre du développement de son réseau

Le Crédit Coopératif

recherche pour l'une de ses Agences Parisiennes

l'adjoint à son directeur régional HF

Le candidat retenu aura une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, maîtrise de gestion, ITB, ou CESB) et une expérience de 5 à 10 ans dans les domaines suivants :
- action commerciale
- études de crédit
- animation d'une agence.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3618
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



SOCIETE DE SERVICE ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE,
en croissance de 30% par an et filiale d'un groupe important, crée la fonction de

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Nous recherchons un diplômé ESC ou équivalent, ayant une première expérience du poste (débutant accepté).

Sous la responsabilité du Directeur Financier, il sera chargé du contrôle budgétaire et de la mise en place de la comptabilité analytique.

Poste évolutif au sein d'un groupe performant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel CERG 4, av. Laurent Cély 92606 Asnières.

UN GROUPE MULTINATIONAL
recherche
pour l'un de ses départements

UN INGENIEUR INFORMATICIEN
Paris

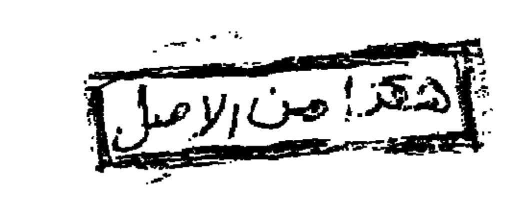
Rattaché directement au Directeur Financier de ce département, il animera la cellule informatique composée de 7 personnes.

Outre les fonctions classiques de responsable d'un tel service, il sera amené à réfléchir sur la mise en place de nouveaux systèmes, au choix éventuel du matériel et peu à peu pourrait acquérir son indépendance par rapport au Groupe.

Le candidat retenu, de formation supérieure scientifique, aura au moins cinq ans d'expérience de Chef de Projet ou de Chef de Service d'une petite unité. Sa disponibilité d'esprit, son aptitude au dialogue, son pragmatisme, son autorité naturelle lui permettront de s'imposer rapidement et efficacement.

Merci d'écrire sous réf. 343 M à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



CHARBONNAGES DE FRANCE

Dans le cadre de son activité d'industrialisation des régions minières, le Groupe Charbonnages de France recherche un

CHARGE D'AFFAIRES

FONCTION
- Prospecter les industriels (ou créateurs d'entreprises) susceptibles de s'implanter ou de développer leurs activités dans les régions minières.
- Etudier les dossiers afin de déterminer le bien-fondé d'une intervention financière temporaire du Groupe Charbonnages de France par le canal de sa filiale financière SOFIREM.
- Conseiller l'entreprise jusqu'au retrait des fonds engagés afin de consolider et de développer l'emploi de manière compatible avec une saine gestion.

PROFIL
- Origine : Ecole d'ingénieurs ou de Commerce.
- Solides notions de gestion d'entreprise et d'analyses financières.
- Seraient appréciées une bonne connaissance des P.M.I. acquise dans un poste de direction de l'une d'entre elles ainsi que l'habitude des contacts avec l'administration et les organismes bancaires.
- Allemand indispensable - Anglais souhaité.
- Age minimum : 30 ans.

LIEU DE TRAVAIL
- Poste à pourvoir à Paris.

Ecrire sous référence 3.950 M à M. Jean DUPUIS - Service de Gestion des Cadres Supérieurs - CHARBONNAGES DE FRANCE, BP 396 08, 75360 PARIS CEDEX 08.

Contrôle Bailey GROUPE CGEE ALSTHOM

recherche :

pour son DEPARTEMENT COMMERCIAL *Réf. 6CF51*

JEUNES INGENIEURS DE HAUTE TECHNICITE

IEG, CENTRALE DE LYON, ESIEE...

Ayant si possible première expérience en automatisme et/ou thermique.
Langue anglaise, lue, écrite, parlée indispensable.
2ème langue appréciée.

Envoyer CV et prétentions à CONTROLE BAILEY
Service du Personnel 5, avenue Newton 92142 CLAMART CEDEX

Société Financière Européenne (Groupe SFE)

recherche plusieurs candidats désirant poursuivre ou développer *leur carrière dans le domaine de la*

BANQUE INTERNATIONALE

Les candidats, âgés de préférence de 24 à 30 ans, devraient idéalement posséder les qualifications suivantes :
- Diplôme universitaire français et/ou étranger en administration des affaires ou en économie ; ou diplôme MBA ou équivalent.
- Connaissances approfondies en finance, analyse financière et/ou analyse du risque pays.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable.

En outre, de solides connaissances dans une autre langue (allemand, espagnol ou italien) seraient particulièrement appréciées.

Une expérience de plusieurs années *dans le Département International* d'une banque n'est pas une condition impérative mais serait considérée comme un plus.

Lieu de travail : Paris ou Londres.

Envoyer CV et prétentions qui seront traités confidentiellement à :

M. J. Lhopiteau, Directeur du Personnel
Banque de la Société Financière Européenne
20, *rue de la Paix* - 75002 Paris

Jeune Chef des Ventes

HEC . ESSEC . ESC 250.000+

L'homme que nous recherchons n'est pas seulement compétent. Il a le profond désir de faire partie d'une équipe dirigeante *soudée et résolue à jouer l'expansion* quelle que soit la morosité extérieure. Participant à l'élaboration de la politique de distribution, à la stratégie des ventes et à la détermination des objectifs, il se sent pleinement responsable de leur réalisation. *Dans ce cadre, il sait choisir et animer les hommes* (Directeurs Régionaux et attachés commerciaux), il sait faire appliquer le plan Marketing annuel, gérer ses budgets, assurer personnellement un dialogue permanent avec *les clients les plus importants, enfin, il sait contrôler et analyser les résultats.* C'est un interlocuteur de choix dont les propositions constructives dans tous les domaines de son activité concourent au développement de notre entreprise. Celle-ci, filiale d'un groupe français exportant *dans le monde entier, distribue en France des produits alimentaires.* Une récente diversification et la recherche constante d'ouvertures justifient le choix d'un candidat ambitieux. Pour ce poste basé à Paris, une voiture de fonction et une prime *sur objectifs* sont prévues. *Orion vous remercie de lui adresser* sous réf. 401269 M *votre dossier de candidature* (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) et vous garantit une totale discrétion (préciser les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que *votre dossier soit divulgué*).

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

Société importante avec une informatique développée
- 3 ordinateurs interconnectés
- un réseau informatique de 400 terminaux
- un réseau bureautique de 150 terminaux

recherche

Chef de projets confirmé

Formation ingénieur,
plusieurs années d'expérience dans la conduite de projets importants,
connaissant les techniques temps réel et les bases de données. Anglais indispensable.

Analyste système confirmé

Ingénieur ayant 2 à 5 ans d'expérience des systèmes IBM et une bonne connaissance des réseaux.
Il assurera au sein d'une équipe la mise en œuvre et l'optimisation des logiciels de base (MVS, VM, VSPC, CICS, DL1, APL) et développera l'assistance technique à nos Services Etudes et Exploitation.

Lieu de travail : LA DEFENSE

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prét. sous réf. 85859 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Informaticien confirmé, propulsez-vous au sommet informatique

De Formation Supérieure Scientifique, vous avez une expérience de 1 à 3 ans sur gros systèmes IBM ou BULL *en informatique de gestion, et vous êtes familiarisé* avec le Temps Réel, les Bases de données, le Télétraitement...

SG2, premier groupe européen de Conseil et de Réalisation Informatique avec 4000 personnes et 21 filiales étrangères, vous permet de vous propulser au sommet informatique grâce à la diversité de ses projets et donc des *moyens utilisés. Vous développerez ainsi vos* compétences dans les domaines aussi variés que :

Plan informatique - Méthodologie de conception et de conduite de projets - Architecture de systèmes - *Génie logiciel* - Conception et utilisation de réseaux - Bases de données réparties - XAO - Monétique.

Vous bénéficierez chez *nous de structures souples,* favorisant réellement les initiatives, permettant l'enrichissement intellectuel de chacun et l'apport volontaire de tous au sein d'une équipe.

Ambitieux d'aujourd'hui qui voulez être le premier *demain, adressez votre dossier de candidature* (lettre, CV, prétentions) sous référence 3 M à



Service Recrutement Technique
12 - 14 *avenue Vion-Whitcomb*, 75016 Paris.

JOURDES



PROCTER & GAMBLE FRANCE

(Ariel, Mr. Propre, Vizir, Camay, Pampers...)

JEUNES DIPLOMES

Grandes Ecoles (Ingénieurs ou Commerciaux) ou Universitaires attirés par

l'INFORMATIQUE

Vous utiliserez des ordinateurs de technologie nouvelle (IBM 4381, Philips P 7000, WANG,...) et des **outils performants** d'analyse et de programmation (*Mantis, Maestro, Ramis,...*).

Les champs d'application, dans un **cadre européen** (*équipe de travail multinationale*), sont nombreux : la gestion, bien sûr, mais aussi le marketing, la production et la bureautique, dans un contexte d'Info Centre.

Vous aurez à développer des projets, à améliorer des systèmes, à contrôler les coûts. Vous participerez, au sein d'une **équipe jeune,** à la formation des futurs utilisateurs. Vous êtes **d'esprit logique et créatif,** de bon contact et disposant d'un sens aigu de l'organisation.

Votre salaire sera compétitif et la possibilité de promotion interne effective.

Si cette perspective de carrière vous intéresse, adressez votre candidature et C.V. à M. E. Letessier
PROCTER & GAMBLE FRANCE - 96, avenue Charles de Gaulle - 92201 NEUILLY S/SEINE Cedex.

E.P. SCHLUMBERGER

Etudier des sondes pour l'exploration pétrolière...

La Société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et la production de nouveaux systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures.
Le département Etudes Mécanique participe à la conception et à la mise au point d'instruments de mesures faisant appel aux techniques les plus avancées et utilisées dans des conditions d'environnement particulièrement sévères. Il recherche plusieurs

Ingénieurs mécaniciens

Grande Ecole

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire (Géophysiciens, Informaticiens *et Electroniciens), ils conçoivent, développent et testent les prototypes.*

Pour atteindre leurs objectifs, ils disposent d'importants moyens d'études et d'expérimentation (en matériel - CAO par exemple) et sont amenés à tester les *prototypes sur les sites d'exploitation, notamment à l'étranger.*

Une expérience de quelques années et une pratique courante de *l'anglais, vous permettront de réussir dans ce poste et de vous ouvrir de* larges perspectives de carrière dans le GROUPE SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel, EP Schlumberger, 26 rue de la Cavée, 92140 Clamart.

Schlumberger

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre société spécialisée dans 2 secteurs de pointe :

Bureautique et Informatique distribuée

poursuit son expansion.

Dans ce cadre elle recherche des

Ingénieurs d'études en micrologiciel

Au sein d'une petite équipe projet, ils auront l'entière reponsabilité de l'étude qui leur sera confiée tant sur les plans technique que budgétaire, c'est à dire :

- l'élaboration du cahier des charges
- l'étude d'un projet sur le plan micrologiciel
- essais sur le matériel
- l'intégration sur l'ensemble du système comprenant plusieurs projets.

Une expérience de 5 ans d'études en micrologiciel sur des matériels électroniques construits autour de microprocesseurs 16 et 32 bits demandée.

Des opportunités de carrière sont offertes à des candidats désireux d'évoluer dans un contexte technique de pointe.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) s/réf. 161/1 à Michèle Corbineau — BULL TRANSAC BP 92 — 91301 MASSY.



Transac



L'évolution actuelle de l'activité bancaire, tant au plan national qu'international, fait surgir des problèmes complexes nécessitant des approches originales.

Ce poste implique :

- de concevoir des solutions juridiques à des questions importantes, nouvelles et diversifiées ;
- de travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé ;
- d'avoir des relations suivies avec les différentes Directions de l'établissement, les organismes professionnels et, le cas échéant, les entreprises.

Il convient à un (e) candidat (e) de formation supérieure en droit privé, disposant d'une grande maîtrise du droit bancaire acquise, si possible, dans une banque ou un établissement financier.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 321 JB à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

ORGANISATEUR

Débutant ou possédant une courte première expérience en organisation informatique, vous êtes diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion

VOTRE PROJET PROFESSIONNEL :

- *prendre la responsabilité de projets organisation importants dans un environnement informatique évolué.*
- *Développer et valoriser votre potentiel à travers une carrière mobile.*

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe Organisation :

en collaboration avec l'informatique et les unités opérationnelles, vous assurerez la réalisation des études d'opportunité et de rentabilité des projets inscrits au schéma directeur. Vous participerez à la conception et à la mise en place des projets, établirez le bilan de réalisation et le suivi après démarrage.

Vous contribuerez de façon permanente à l'amélioration de la qualité des résultats de l'entreprise.

NOTRE CARTE DE VISITE :

***Premier Groupe Privé d'Assurances** - C.A. 6 Milliards de F - plus de 6.000 collaborateurs.*

***Principales activités** : assurance, épargne, assistance, prévention.*
Implantation internationale.

Ecrire avec C.V. + photo et prétentions à J.P. BURTH - Service Recrutement GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI.



Ingénieur débutant grandes écoles

Devenez assistant contrôleur de gestion

Vous êtes jeune diplômé d'une grande école d'ingénieur de type **Centrale, Mines**. Vous souhaitez maintenant mettre en pratique les connaissances que vous avez acquises tant dans le domaine technique que financier.

CECA S.A., filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, vous propose de devenir assistant contrôleur de gestion.

Votre mission consistera à effectuer le contrôle de certaines de nos usines.

Nous vous offrons le renom de notre société dont l'activité s'exerce dans le domaine de la chimie de spécialités. Largement représentés par nos filiales à l'étranger, nous réalisons aujourd'hui plus de 65 % de notre C.A. à l'étranger.

Nous vous proposons de nous rejoindre à notre siège social à Vélizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M/16 à CECA S.A. - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.



MEDIA PA





CONCEVOIR ET COORDONNER...

La BANQUE POPULAIRE située à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, renforce son équipe ORGANISATION, rattachée au Service PRODUCTION INFORMATIQUE, par deux jeunes

ORGANISATEURS-CONCEPTEURS

Chargés de concevoir tous les projets de développement, ils en coordonneront la réalisation. Pour cela, ils devront :

- susciter la collaboration des services concernés.
- collecter les besoins et les informations
- favoriser les échanges d'idées entre utilisateurs et réalisateurs.

Veiller à la fiabilité et à la cohérence des choix retenus, ainsi qu'à leur mise en place sera leur principal objectif.

Si vous avez acquis une expérience d'environ 4 ans dans une société de services ou dans une banque, si vous êtes attiré par la responsabilité qu'implique la conduite de projets, adressez votre dossier de candidature sous réf. 80659 M

UNILOG Ethnos — Conseil en Recrutement, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS, *Membre de Syntec Informatique.*

HAVAS CONTACT

Dans le cadre du développement de ses activités,

UN ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

UN INGENIEUR PREVENTION

réf. 349 M

Il sera chargé de définir les spécifications et les conditions de mise en œuvre des nouveaux matériels de prévention, à partir d'informations recueillies auprès des utilisateurs, des installateurs et également à partir des résultats des laboratoires et de recherches bibliographiques.

Il défendra ses projets auprès des instances de la profession et sera le support technique des inspecteurs chargés du contrôle des installations.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, débutant ou ayant acquis une première expérience industrielle, le candidat retenu possèdera de bonnes qualités d'études et un esprit de synthèse développé.

La pratique de l'anglais est indispensable.

UN INGENIEUR CERTIFICATION

réf. 350 M

Il devra coordonner et mener à bien les demandes de certification concernant les différents matériels de prévention et de sécurité. Il sera l'interlocuteur privilégié des fabricants et animera les commissions pluridisciplinaires.

De formation Ingénieur grande école, le candidat retenu pourra justifier d'une expérience industrielle réussie et présentera de sérieuses qualités humaines.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Pour ces deux postes, merci d'écrire en précisant la référence à A.L. CONSEIL, 102 Bld Malesherbes - 75017 - PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

Industriel de l'informatisation, au premier rang pour la production des **PROGICIELS** et le taux de développement (30 % par an), vous offre le

CHOIX INFORMATIQUE

- une FORMATION aux techniques avancées de l'informatique, propre à développer vos compétences,
- un MÉTIER au sein d'équipes soudées où votre autonomie sera sollicitée et encouragée,
- une CARRIÈRE, dans des disciplines diversifiées : conseil, ingénierie de systèmes, développement de progiciels,...

CGI est implantée dans plusieurs régions : Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. DJ/U-01 à D. JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

UNE FORMATION • UN MÉTIER • UNE CARRIÈRE



HAVAS CONTACT

APPLICATION POLYMERES

Filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, **la Société Française HOECHST** réalise un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont un tiers à l'exportation.

Employant plus de 2000 personnes, elle dispose en France de 4 usines et d'un Centre de Recherches et d'Applications où elle développe sa propre chimie. C'est pour cet établissement situé à **Stains (93)** qu'elle recherche

UN INGENIEUR CHIMISTE

pour le développement et l'appui technique en clientèle d'une gamme de **DISPERSIONS**, utilisée dans la peinture, le bâtiment et les adhésifs.

Ce poste conviendrait à un jeune Ingénieur, débutant ou ayant une première expérience dans les polymères et parlant impérativement l'allemand.

Adresser C.V. et prétentions s / réf. 669 Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel - Cédex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

Pour son SECRETARIAT GENERAL une importante Caisse de Retraite située à Paris cherche

jeune sciences-po

sciences-éco

ayant deux à trois ans d'expérience dans un secrétariat général. La candidature d'un débutant, s'il a une personnalité bien affirmée, peut être envisagée.

Il sera plus particulièrement chargé de :

- *la préparation et du suivi des réunions de conseils d'administrations ;*
- l'information interne;

mais devra également être en mesure d'assurer des missions très variées.

Ce poste, proche de la Direction et très formateur, nécessite des qualités rédactionnelles, une capacité d'adaptation rapide, un bon contact à tous niveaux.

Merci d'adresser rapidement sous réf. AM/8404 : lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à notre conseil :

128 Bd Haussmann
75008 Paris



SOURCES

ECOLE TECHNIQUE rech. PROFESSEURS très qualifiés d'hématologie, de biologie et d'espagnol. Adr. C.V. : ICLA, 38, r. des Mathurins, Paris-8e, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

La chambre de commerce et d'industrie de Paris

recherche pour

SES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Grande Ecole de Gestion ou équivalent (Poste à pourvoir rapidement)

Envoyer lettre de candidature et C.V. à : C.C.I.P. Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, rue Chateaubriand – 75008 PARIS

Le bras droit de notre chef du personnel...

pour une importante société située à Paris.

Concrètement vous serez responsable de la paie de nos 850 collaborateurs, de suivre l'évolution et de mesurer l'incidence de la législation sociale, de réaliser les déclarations et bilans sociaux et fiscaux.

Mais vos attributions vont aussi jusqu'aux statistiques et à l'informatique dont vous suivrez le démarrage de notre nouveau logiciel que vous aurez d'ailleurs à faire évoluer.

La trentaine avec *3 à 5 ans d'expérience* dans une fonction similaire, la capacité et le goût d'animer une petite équipe, des études supérieures qui ont musclé votre esprit... vous êtes l'homme de la situation.

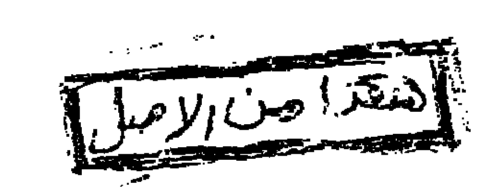
Ecrivez-nous :

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6871M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

SOURCES



Adjoint au Directeur des financements HF

de notre Groupe International, leader sur son marché, le candidat que nous recherchons prendra en charge le SERVICE BANQUE.

En relation fonctionnelle avec les services comptables, il sera responsable

- des problèmes de trésorerie à court terme,
- des prévisions de trésorerie,
- du contrôle des encours de mobilisations, des frais financiers.

De formation supérieure, (Sciences Eco, Essec option finances-comptabilité) il aura une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans une entreprise anglo-saxonne.

Une expérience en gestion de trésorerie serait appréciée. L'anglais est souhaité.

Ce poste, basé à Beauvais (60) s'adresse à un candidat de valeur. Il pourra à terme, évoluer vers la direction de ce département.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions) sous référence 3491 LM à rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

L.E.R.S

2 informaticiens scientifiques

La Société de Recherche du groupe SYNTHELABO recrute pour son département de Recherche Clinique 2 informaticiens scientifiques

L'un, responsable d'un HP 1000 gérant en temps réel l'acquisition de données provenant d'appareils de mesure (HPLC, GC, etc...), devra développer les logiciels scientifiques et graphiques d'exploitation de ces données et prendre en charge
- aussi bien l'entretien des programmes scientifiques existant,
- que la mise en place d'un système de télécommunications entre le HP 1000 et d'autres ordinateurs.

Lieu de travail : Meudon et Paris.

L'autre responsable de la bureautique et des télécommunications au sein du département, devra prendre en charge
- au niveau traitement de textes : formation et assistance aux utilisateurs, échange de textes entre HP/WANG/et SIRIUS.
- au niveau graphisme : maîtrise de tous les outils graphiques utilisés pour la mise en forme des documents et assistance à leurs utilisateurs.
- au niveau télécom : gestion des échanges entre différents HP 3000, VAX, PDP 11, PRIME, IBM.
- Il aura en outre à maintenir et à créer diverses bases de données concernant l'activité du département.

Lieu de travail : Paris.

Sur ces bases, l'un et l'autre candidats devront :
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures,
- être familier avec les mini-ordinateurs (HP 1000/HP 3000)
- avoir une bonne connaissance des problèmes relatifs aux bases de données et à leur gestion,
- avoir une expérience professionnelle.

Envoyer CV avec photo et prétentions à LERS, Département Administratif et Technique, 58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



Notre vocation :

la bureautique et l'informatique distribuée sur les marchés nationaux et internationaux :
les stations multi-fonctions, les systèmes bureautiques interconnectés : des produits sophistiqués qui nous permettent d'appréhender ce marché

Dans ce cadre nous recherchons des

Ingénieurs support

Leur mission :
- introduction des produits dans le réseau
- organisation des phases pilotes
- support opérationnel dans la vie courante du produit.

assurant un dialogue permanent entre BULL TRANSAC et le réseau,
ils auront à intervenir sur des produits de technologie avancée et leurs logiciels associés.
- systèmes d'exploitation
- systèmes transactionnels et traitement de textes
- logiciels de communication et de réseaux locaux
- micro logiciels
- diagnostic

Ces postes réclament une technologie pointue : nous demandons à nos ingénieurs 2 à 3 ans d'expérience dans la mise en oeuvre de logiciels, ou la capacité de programmer en langage de développement sur microprocesseur INTEL.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 161/4 à Michèle Corbineau - BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY.



Transac

JEUNES INGÉNIEURS VENEZ FAIRE VOS PREMIERS PAS PROFESSIONNELS DANS L'INFORMATIQUE.

Entrer dans notre Entreprise, c'est bénéficier pour vos débuts des atouts d'un des plus grands groupes *industriels français, intervenant dans des secteurs très diversifiés* (chimie, pharmacie, etc.).

Vous êtes jeune Diplômé ou fraîchement expérimenté, passionné d'informatique mais soucieux de trouver un terrain d'action formateur, préparant votre devenir professionnel.

Des opportunités vous sont ouvertes au sein de la Société informatique de notre groupe, dans son Département Études. Lieu de travail : proche banlieue ouest de PARIS.

Si vous souhaitez faire vos premiers pas professionnels dans l'informatique chez un grand *utilisateur,*
adressez dès aujourd'hui un dossier complet de candidature, détaillant vos motivations, sous référence 520/M à notre conseil :
ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY.



ALPHA-CDI

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son **Département de Développement International**

un(e) assistant(e) de zone

Europe Centre (R.F.A., Suisse, Bénélux)

Les candidats devront justifier :
- d'un niveau d'études supérieures,
- d'une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais,
- d'une première expérience bancaire de 2 à 3 ans, en matière de suivi de clientèle, sociétés si possible.
- D'un bon sens du contact.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence **S.D. 01** à **CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune**

LEVI TOURNAY

SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE
(Fiduciaire Chaussée d'Antin)
recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2è et 3è cycle
Pratique Cabinet environ 1 an

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important.
Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de *Contrôle Fiduciaire Département Recrutement* 100, rue Lafayette 75010 PARIS

Le Crédit Coopératif

RECHERCHE

un cadre de haut niveau HF

Il sera responsable de l'encadrement et de l'animation d'un service spécialisé dans l'étude et la mise en place des concours financiers aux entreprises de distribution, en liaison avec un réseau bancaire, *ainsi que des relations de haut niveau avec les clientèles du secteur* coopératif de la distribution.

Le candidat, de formation supérieure, aura une expérience professionnelle d'une dizaine d'années et aura exercé des fonctions *analogues dans une banque ou un établissement financier.*

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3623 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

Importante société d'ingénierie (La Défense) recherche pour son service

«Informatique scientifique»

CDC - CRAY

Ingénieurs systèmes

- 2 à 3 ans d'expérience souhaitée sur matériel similaire,
- ingénieur ou maîtrise informatique option système,
- anglais indispensable.

Ils auront pour mission, au niveau des systèmes d'exploitation, d'apporter les *modifications nécessitées par l'intégration de nouveaux matériels.* Après une formation système, ils pourront s'orienter vers la micro-informatique et les télécommunications (gestion de réseaux) ou s'occuper des systèmes d'exploitation.

Merci d'adresser CV, photo + prétentions, sous réf. 3503 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Société d'expertise comptable
recherche

COLLABORATEURS

D.E.C.S. partiel + formation juridique

Envoyer C.V. + prétentions à :
FIDUCIAIRE GEORGES V
166, rue du Fg Saint-Honoré – 75008 PARIS

---

chimie – 400 pers.

s'appuyer sur son expérience de

chef de personnel

pour être rapidement autonome

- nous sommes *une des filiales françaises d'une multinationale de la chimie.*
- le poste de chef du personnel recouvre l'ensemble des responsabilités, celle de la gestion des cadres étant toutefois partagée avec le responsable de la fonction au niveau français (plus de 2.500 pers.).
- une première pratique des relations sociales et de l'administration du personnel est indispensable.
- anglais nécessaire.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 634-02 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)

Important groupe bancaire recherche dans le cadre de son activité **AFFACTURAGE**

RESPONSABLE DE CLIENTELE

— *Il sera responsable, avec une petite équipe,* de la gestion des contrats conclus avec une clientèle de PME.

— Il veillera en particulier à la sécurité des engagements contractuels ainsi qu'au développement de la bonne qualité des services rendus.

— Titulaire d'une formation supérieure en gestion et ayant de bonnes connaissances en analyses financières, il aura une expérience d'au moins 5 ans en cabinet d'audit ou en exploitation bancaire.

Le poste est basé à PARIS, mais de fréquents et courts déplacements en province sont à prévoir.

POSITION CADRE ET STATUT BANCAIRE.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s / réf. 7472 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

DISCO, groupe national de distribution, *CA 83 consolidé : 5 milliards, recherche*

Contrôleur de Gestion

En collaboration avec le responsable de l'activité Grand Public (CA 83 : 3 milliards), sa *mission recouvrira les responsabilités* classiques de la fonction : contrôle du budget, comptabilité analytique, suivi du tableau de bord et amélioration des outils de gestion. Le collaborateur *que nous souhaitons recruter sera diplômé de l'enseignement supérieur* et aura au minimum 3 ans d'expérience.

Poste basé au siège à ORLY.

Déplacements fréquents de courte durée à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Christiane ROSSET - DISCO - SENIA 502 - 94577 RUNGIS.
Discrétion absolue. Réponse garantie sous un mois.

Groupe DISCO

HAVAS CONTACT

LAMBERT FRERES ET CIE
recherche l'

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE EXPORT

de sa filiale Lambert Industries.

LAMBERT INDUSTRIES *dont le C.A. est de 400 MF, fabrique des plâtres* et des produits en plâtre.

Premier exportateur français dans ce domaine, la société commercialise 130.000 tonnes, soit 12% de sa production dans plus de 35 pays.

De formation Sup. de Co, HEC, ESSEC ou équivalent, le candidat retenu devra justifier d'une expérience d'environ 5 ans dans un service Exportation, axée sur la logistique.
La connaissance des produits pondéreux serait appréciée.
Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Poste évolutif basé dans le Nord-Ouest de la région parisienne nécessitant une grande mobilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 6069 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET - 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Une informatique de pointe au service notamment du secteur bancaire sur les marchés nationaux et internationaux :
les terminaux financiers, les distributeurs de billets, les guichets automatiques évoluent vers la notion d'agence semi-automatique.

Dans ce cadre nous recherchons des

Ingénieurs logiciels

Au sein de notre **Direction Support** (interface entre la Direction technique et les réseaux commerciaux et de maintenance) ils participeront aux activités *nécessaires à l'introduction* de nos produits sur *les marchés nationaux* et internationaux quant à l'aménagement et à l'amélioration des logiciels de base.

Nous recherchons des candidats qui après une première expérience (2 à 3 ans) acquise dans le domaine du développement de logiciels voudraient valoriser leur expérience au sein *d'une informatique* de pointe.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 161/3 à Michèle Corbineau - BULL TRANSAC BP 92 - 91301 MASSY.



Transac

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (700 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale, recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

– 2 à 5 ans d'expérience en TDS-IDS s/DPS/8

Env. lettre manuscrite C.V., photo et prét. nº 3.625 Publicités Réunies 112, Bd Voltaire, 75011 PARIS.

Pour Labo spécialisé Energies Nouvelles

CHERCHEUR

Ingénieur ou DEA
Prem. exp. souhaitée

ADNOT - ENSMP
60, bd Saint-Michel
75272 PARIS Cedex 6.

H.E.C., Sc. Po. jeune, ambitieux

Devenez le 1er assistant d'un patron de choc dans une activité tournée vers le futur : L'ENERGIE.

Affiliés à un puissant Groupe français d'importance internationale nous sommes une société de distribution dont l'activité est axée sur l'énergie.

Une politique commerciale très dynamique *d'expansion et de diversification* menée depuis plusieurs années, *une gestion rigoureuse*, sophistiquée, toujours en pointe, *axée sur* la rentabilité, rendent notre société très performante mais très exigeante.

Diplômé HEC, Sc. Po., âgé de 26 ans environ, ayant déjà eu une 1 ère expérience professionnelle, vous serez directement *rattaché au Directeur de la branche Energie (550 p — CA 3 milliards F — 50 agences)* et étroitement associé, durant 2 ou 3 ans, à toutes ses activités : humaines, commerciales et de gestion (contacts avec les agences et participation à toutes les réunions, préparation et *suivi en profondeur du tableau de bord, préparation* des dossiers soumis aux comités de direction, études des projets de diversification...).

Pour réussir, vous devez être un homme de conception, de réalisme, de contacts, qui, tout en apprenant à *fond notre métier, n'hésitera pas à aller* concrètement *sur le terrain.*

En gérant le quotidien, vous devrez faire preuve d'une large ouverture d'esprit, d'imagination et de créativité. Vous partagerez avec la *Direction le souci impératif de préparer l'avenir pour lancer* les activités futures.

Une réussite à ce poste très formateur vous ouvrira, à moyen terme, des perspectives certaines d'évolution dans un groupe dynamique et puissant.

CORT

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 2978 M à D. DANGER — CORT - 65, avenue Kléber — 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Dassein

---

faire partie d'un "vivier" dans l'assurance...

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCE IARD offre à de

jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce
Maîtrise de Gestion Dauphine

une FORMATION INFORMATIQUE pour devenir

analystes programmeurs

La formation théorique et sur le terrain leur permettra de connaître à la fois *l'outil informatique et le fonctionnement* de l'assurance. *Ainsi à terme, pourront-ils évoluer vers des postes de GESTIONNAIRES.*

Outre le niveau du diplôme, potentiel, dynamisme, sens des responsabilités, en un mot envergure personnelle, seront les critères de choix.

Adresser sous réf. AM/8403 : lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à notre conseil

128 bd. Haussman
75008 Paris

STANDARDATA

FOURNET

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE

COLLABORATEUR

POUR MISSION EXPERTISE COMPTABLE

- Formation Supérieure (ESC, Université).
- Débutant. 1 ou 2 ans en Cabinet.
- Formation importante assurée et travail en équipe.

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions à FIDEX PARIS - 18 Bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

AFFLUENTS

BANQUE FRANCAISE
recherche pour son
DEPARTEMENT DES AFFAIRES INTERNATIONALES :

Adjoint au responsable

de la zone Amérique Latine, Espagne, Portugal.

Agé de 30 ans environ et diplômé de l'enseignement supérieur, il devra justifier d'une expérience similaire dans un département international de banque. Anglais et espagnol indispensables.

Collaborateur

pour la zone pays européens.

Agé de 30 à 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, il devra justifier d'une très bonne expérience bancaire, si possible dans un poste similaire.
L'anglais est indispensable. *Une autre langue européenne serait un atout.*

Dans les deux cas, des déplacements à l'Etranger sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous Nº 86150
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui tr.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT

recherche dans le cadre de son activité de crédit-bail matériel et de leasing auto :

ATTACHES DE DIRECTION

FONCTIONS :

- Ils seront chargés de développer l'image de marque de l'établissement auprès des différents *partenaires commerciaux.*
- Ils établiront des relations personnalisées avec les banques régionales du groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
- Ils pourront être amenés à réaliser des études ponctuelles *sur des projets d'investissements concernant des entreprises clientes* de ces mêmes banques.

PROFIL :

- *Agés de 28 ans environ, ils auront une formation* supérieure en gestion et de bonnes connaissances en analyse financière.
- Ils justifieront d'une expérience de 3 à 5 ans en commercial crédit-bail ou en leasing auto.
- Résidant à PARIS, *ils interviendront régulièrement en province.*
- Ils feront preuve de dynamisme commercial et seront des négociateurs confirmés.

Position cadre et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Mr Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales
B.P.F.D.
31, quai de Grenelle 75738 - PARIS Cédex 15.

SAFT

GROUPE CGE

Important Groupe Industriel Français (6000 personnes) de dimension internationale, leader de l'industrie électrochimique et de la conversion d'énergie, numéro 1 français pour les piles grand public, recherche pour les services techniques d'une *de ses Divisions Electroniques*

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il aura au sein d'une équipe technique performante, à concevoir, à adapter, à mettre au point des appareils électroniques de grande et moyenne série destinés à l'éclairage de secours et à la sécurité (coffrets d'énergie, blocs de sécurité, etc...).

Une première expérience en étude et développement électronique serait appréciée.

Lieu de travail : banlieue Est.

Adressez votre candidature s/réf. A.12.23 M
SAFT - Direction des Ressources Humaines
57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE

---

consultants en recrutement

sema selection

Nous sommes spécialisés dans le conseil aux entreprises pour le *recrutement d'ingénieurs et cadres de toute fonction*, la gestion des ressources humaines et les études de salaire. Pour faire face à l'augmentation de nos activités, nous recherchons pour **Paris** deux **consultants expérimentés** dans le domaine du recrutement.

Après une période d'intégration, ils bénéficieront progressivement d'une très large délégation de responsabilités dans la réalisaton de leurs missions. Ils trouveront, s'ils le souhaitent, un appui *technique auprès des équipes pluridisciplinaires de Sema, une des* premières sociétés de conseil en France (2200 personnes spécialisées en informatique, organisation, management, finances, marketing, etc...).

Nous souhaitons exclusivement rencontrer des candidats expérimentés dans le domaine des ressources humaines et en particulier dans le recrutement des cadres. Agés d'au moins 30 ans *et de formation supérieure, ils sont attirés par le conseil et motivés* par la possibilité d'une grande autonomie d'action.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 10458/M à P. Salaberry, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

JURISTE H/F

Très Importante Société Commerciale
Banlieue Paris Nord - recrute un

CADRE

de formation licence ou Maîtrise en Droit des Affaires ou Droit Privé.

Sous l'autorité du Chef du Service Juridique il s'occupera des affaires contentieuses et prud'homales et du recouvrement des créances.

Pour cela, il devra posséder une expérience de 2 à 3 ans minimum en entreprise.

Ce poste nécessite le sens aigu du commandement (5 personnes sous ses ordres), goût du contact, bonne communication.

Rémunération selon expérience et personnalité.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 86306 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

Ecole d'Architecture et d'Urbanisme 7

5, RUE JAVELOT, 75645 PARIS CEDEX 13

recherche

ENSEIGNANT DE CONSTRUCTION

- GÉNIE CLIMATIQUE.
- EQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES.
- SANITAIRES ET DIVERS.
- TECHNIQUES D'ÉCONOMIE D'ENERGIE.

PROFIL :

Ingénieur ou *Diplômé* de l'Enseignement Supérieur.
Connaissances micro-informatique souhaitée.

Renseignements : 584-11-03, poste 30-87 ou poste 30-90.

CABINET BLOCH

CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION

recherche

INGÉNIEUR

De préférence :

SPÉCIALISTE EN BREVETS

- Electronicien ;
- Anglais et allemand.

Son profil de carrière peut être intéressant.

Adresser curriculum vitæ à
CABINET BLOCH
39, avenue de Friedland
75008 Paris.

BANQUE DE DEPOTS PARIS 8e

recherche

EXPLOITANT (E)

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Diplôme d'études supérieures ou CESB requis.
Aptitudes commerciales nécessaires.
Expérience bancaire exigée.

Envoyer CV, photo et prétentions à Nº 29435
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS q.t.

Important laboratoire pharmaceutique banlieue Sud Paris
recherche

médecin documentaliste

même débutant, pour s'intégrer dans une équipe chargée de la recherche documentaire, utilisant des bases de données externes et ayant mis en place une base de documentation interne informatisée.

Le (la) candidat(e) sera plus particulièrement responsable de la constitution de dossiers de sélection et de mise en fiches.

Outre sa formation de généraliste, il lui sera demandé de bonnes connaissances d'anglais scientifique, *des notions* d'allemand seraient appréciées. Un salaire attractif, ainsi que *d'excellentes conditions* de travail seront proposés.

Adresser CV, photo à Nº 86072 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, av. Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

BANQUE PRIVEE
PARIS 8ème
recherche

GRADE HF CLASSE II / III

pour son service
BOURSE ETRANGERE

Expérience 2 à 3 ans des négociations de bourses à l'étranger
Bilingue anglais

Adresser lettre manuscrite, C.V., *photo et prét. sous réf.* 1801 M à
OCBF 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

FILIALE FRANCAISE GROUPE
INDUSTRIEL MULTINATIONAL
PERFORMANT, SECTEUR AUTOMOBILE
(grande série-électromécanismes)
recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Formation A.M. ou équivalent,
pour bureau d'études et laboratoire

Anglais souhaité
Dégagé des O.M.
Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET

Adresser CV et prétentions s/réf. 85972
à CONTESSE *PUBLICITE* - 20, *av. de l'Opéra*
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

USINE DE SALAISONS NORD-OUEST DE PARIS
cherche son

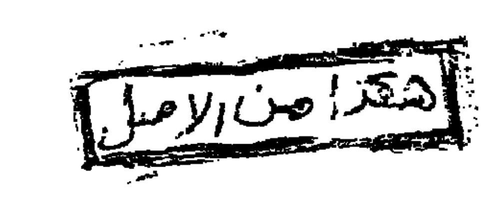
RESPONSABLE DE PRODUCTION

L'homme : *âgé de 35 ans environ, il aura déjà démontré* son autorité, son sens du commandement et de l'organisation dans la direction d'une unité de production, des métiers de la viande.

Fonctions : directement sous les ordres du PDG et en collaboration avec le responsable technique, il aura pour mission de :

- organiser, coordonner et contrôler la production et les rendements,
- gérer le personnel (100 personnes) et animer une équipe de responsables d'atelier (5),
- gérer le parc matériel.

Prière d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions à NERO
BP 32 - 78501 SARTROUVILLE Cédex.



Des ingénieurs grandes écoles
(Supelec - Sup Télécom - Centrale)
pour notre activité :
les guichets automatiques bancaires

Pour satisfaire les objectifs de notre plan produit, nous recherchons des candidats attirés par ce domaine d'activité (débutants acceptés). Nous leur proposons de développer des produits logiciels en **langage évolué** sur des machines à microprocesseurs.
Nous souhaitons rencontrer des candidats pouvant occuper à terme une fonction de chef de projet.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 161/2 à Michèle Corbineau — BULL TRANSAC — BP 92 — 91301 MASSY.

Bull
Transac

Ingénierie Informatique et Télécommunications

Une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Télécommunications recherche pour son Département mini et micro-informatique temps réel.

Chefs de projet

Diplômés Grande Ecole ou DEA, vous avez une expérience dans la conception et la réalisation de logiciel et systèmes informatiques.
Nous vous offrons la responsabilité totale d'un projet dans les domaines suivants :
• Télécommunications • Réseaux
• Micro-informatique
• Logiciel de base • Intelligence artificielle
• Didactitiel et jeux

Ingénieurs Logiciels

Vous interviendrez suivant votre affinité ou *votre expérience* sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel *sur mini et micro-ordinateur.*

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire

answare — Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. ASKENFELD sous Réf. IN/17 - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

Documentaliste

Voilà trois, quatre ans que vous pratiquez le métier de documentaliste et vous vous sentez capable maintenant de démarrer un service de documentation.
Vous aimez aussi mener par vous-même des travaux de recherche, préparer des notes de synthèse sur des sujets précis.
Un organisme à vocation financière orienté vers l'audio-visuel vous propose de créer le service de documentation dont il ressent la nécessité afin de ne pas laisser échapper sa mémoire collective et de faire face à ses projets de développement.
Ce poste requiert la pratique de la dactylo. Bien rémunéré, il est situé à deux pas de l'Etoile.
Les candidatures seront traitées confidentiellement par le Département Conseil en Recrutement de SIASS. Lui écrire sous réf. 3. 32 M en précisant vos connaissances linguistiques. Vous aurez à les utiliser.

SIASS
28, rue Bayard - 75008 PARIS

GROUPE EXPANSCIENCE
Laboratoires Cosmétiques et Pharmaceutiques
410 personnes - 210 millions de Chiffre d'Affaires
recherche

L'ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE ACHATS

De formation DUT ou licence de gestion, connaissant l'informatique,
vous avez une expérience de l'approvisionnement et de la gestion des stocks
votre mission portera essentiellement sur:
o les études de marchés
o les contacts avec l'Usine
o la relance des fournisseurs
sans exclure les tâches administratives
une connaissance des techniques de l'emballage *serait un atout supplémentaire.*

VOS QUALITES DE NEGOCIATEUR DOIVENT ETRE CONFIRMEES
Le poste est à pourvoir à COURBEVOIE
Merci d'adresser votre CV détaillé, photo et prétentions à *Marie-José FERRAS Service du Personnel* EXPANSCIENCE 73, boulevard de la Mission *Marchand 92400 COURBEVOIE*

ORGANISME FORMATION
Paris 9e, recherche

ANIMATEURS

Connaissant notamment les domaines suivants : *Distribution*, micro-informatique
Nouveau plan comptable.
Tél. pr R.V. : 878-82-58.

Importante société holding regroupant une dizaine de *filiales, rach. pour Paris*

CHEF COMPTABLE QUALIFIÉ

Ecrire avec C.V., IFFA, 5, rue de Téhéran, PARIS-8e.

AUTOLIAISON BARNES GROUP
P.M.E. proche VERSAILLES
C.A. 35 M.F.
Filiale groupe internat.
recherche

CHEF COMPTABLE

Directement responsable devant le PDG, il supervisera la comptabilité générale *(2 personnes), établira les* situations et états financiers mensuels, les déclarations fiscales et sociales, le budget annuel.

Le candidat (niveau D.E.C.S.) n'aura pas obligatoirement une expérience similaire mais quelques années dans poste avec responsabilités.

Anglais apprécié.

Envoyer lettre, CV, photo et prétentions à :
M. DESBAUD — P.D.G.
AUTOLIAISONS BARNES GROUP
B.P. 43
78180 Voisins le Bretonneux.

PARIS
Entreprise de confection
(200 personnes)
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Age souhaité : 35 ans min.

Dynamique, esprit d'initiative, sens des responsabilités, capable d'assurer les relations avec les banques.

5 à 10 ans d'expérience en gestion financière.
– Elaboration et suivi des budgets,
– *conception et mise à jr du* tableau de bord.
– supervision des opérations de comptabilité et de trésorerie.

Env. C.V. + prét. et photo à GESCIAL
4, r. Lamblardie, 12e.

TRES IMPORTANT ORGANISME PUBLIC FINANCIER
recherche

expert-comptable
ou mémorialiste

27 ans min., de formation supérieure
(type Ecoles Supérieures de Commerce)
ayant une expérience de la révision comptable de plusieurs années dans un important Cabinet.

Des connaissances dans les *Secteurs* de la Banque, des Finances, ou des Assurances, seraient un atout.

Adjoint au Responsable de la Comptabilité Générale, il(elle) sera plus spécialement chargé(e) du suivi du plan comptable, de la définition et de la mise en place des procédures nouvelles, en liaison avec les nombreux services comptables *décentralisés.*

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. T.169 à **PAJ CONSEIL**
8 avenue de Camoëns
75016 PARIS

Lion Publicité
CSNCR
paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

BANQUE
Opérations Manager
CLVI

Votre carrière vous a permis de devenir un spécialiste des opérations bancaires, domestiques et internationales.
Un important Groupe Bancaire vous propose les perspectives suivantes : prendre à court terme la Direction du Département Opérations d'une filiale, évoluer à moyen terme vers la fonction Inspection Générale.
Les dossiers de candidature seront examinés avec la discrétion d'usage (2542/JR) par M. GUIGNARD
86, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

Important Groupement de Distribution
recherche :

Adjoint de son Chargé d'Assurances

de formation supérieure type École de Commerce, Droit ou Sciences Éco.
Il aura acquis une solide expérience en IARD (min. 2 ans) au sein d'une compagnie d'assurances ou chez un courtier. Goût prononcé pour les relations commerciales.
Lieu de travail : Région Parisienne.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 8054 à Lévi-Tournay 31, bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

SEMI-CONDUCTEURS PARIS

DES ÉTUDES... AU MARKETING PRODUIT

Nous sommes l'un des principaux fabricants européens de semi-conducteurs. Pour mieux faire face à la compétition mondiale, nous cherchons des

product marketing engineers

Ils viennent renforcer la nouvelle équipe marketing d'une de nos divisions ; ils sont responsables, pour une gamme de produits, en France et à l'export, de la pénétration de leurs produits sur le marché et de leur rentabilité.

Ils réalisent des études prospectives, définissent une stratégie commerciale, conseillent les forces de vente dans l'attaque du marché, etc.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés en électronique et électrotechnique, français ou étrangers, ayant travaillé pendant 3 à 4 ans dans un laboratoire d'études et d'applications de composants actifs. L'anglais parlé couramment est indispensable. Une bonne compréhension du français est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 328 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris 

membre de syntec

HAVAS CONTACT

UNION NATIONALE DE SYNDICATS PATRONAUX
recherche

ASSISTANT *H/F*

pour son Secrétaire Général, pour la Région Parisienne.
Formation souhaitée:
Licence de Droit Social, expérience 2-3 ans *dans des fonctions à caractère relationnel.*
Mobilité,
expression écrite ou orale de qualité.

Adresser CV, photo, prétentions à UNI-CEM Ile-de-France (B100) 3, rue Alfred Roll, 75849 Paris Cedex 17

INFORMATIS-TÉLÉCOM

PARIS-PROVINCE
Pour d'importants projets
TÉLÉCOM 1. VIDÉOTEX
de systèmes de réseaux de télécom au niveau national.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'expérience des protocoles HDLC, X 25, SNA, TRANSPAC est appréciée.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES
PROCESSUS INDUSTRIELS
SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

INGÉNIEURS-TÉLÉPHONE

AYANT UNE BONNE EXPÉR. EN TÉLÉPHONIE TEMPORELLE

Projets exceptionnels par leurs intérêts.
26, r. Daubenton, 5e. 337-99-22.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche
pour PARIS-8e

OBLIGATAIRE CONFIRMÉ

Chargé des interventions sur le marché secondaire et de la gestion des portefeuilles existants. Susceptible d'assurer le développement de la clientèle institutionnelle en liaison avec le départ des émissions

Rémunération intéressante et participation aux résultats

Env. C.V. dét. et prétentions
Ecrire sous le n° T 043.881 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

P. FONTAINE ÉLECTRONIQUE rech. pour son service études alimentations (pour applications industrielles et militaires). TECHNICIENS, ÉLECTRONICIENS ayant *déjà une expérience en* conversion d'énergie.

Envoyer C.V. et prétentions à M. Despeyroux P.F.E., B.P. 10, 91380 CHILLY-MAZARIN.

Le Centre d'Informations Financières organise en stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)
● *Bonne présentation,* goût des contacts à haut niveau, *sens des responsabilités.*
● Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.
Tél. : 500-24-03, poste 42.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
Groupe « Caisse des Dépôts, Développement »
recherche pour son
DÉPARTEMENT
« ÉTUDES FINANCIÈRES »

DEUX JEUNES ATTACHÉS D'ÉT.

● l'un H.E.C. ou équivalent
● l'autre ENSAE ou ISUP

Au sein d'une équipe expérimentée, ils réaliseront des études économiques portant sur les problèmes d'épargne et patrimoine *en France et à l'Etranger.*

Env. lettre manuscrite et C.V. à SEDES
15, rue Bleue – 75009 PARIS.

Ville résidentielle, banlieue Ouest de Paris, recrute d'urgence

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Catégorie des villes de 20 000 à 40 000 habitants. Bonne formation juridique et expérience de l'Administration exigée.
Envoyez C.V. *avec photo.*

Ecr. s/nº 7.366 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Bureau d'Assistance Technique d'Assurance et de Réassurance recherche pour élargir sa cellule « assurance des risques techniques » un

INGÉNIEUR

– de préférence âgé entre 30 *et 45 ans,*
– ayant une solide expérience de plusieurs années dans l'industrie (b.t.p., électromécanique ou électronique).
– expérience dans l'assurance souhaitée.
– avec une bonne connaissance de l'allemand écrit et parlé.

Nous conseillons nos clients dans la tarification et l'acceptation des risques, les assistons dans la gestion du portefeuille des risques techniques ainsi que dans le suivi des dossiers de sinistres. Votre tâche comprendra également des inspections de risques et de sinistres et ultérieurement la formation des collaborateurs de nos *partenaires.*

Veuillez adresser votre candidature complète (C.V. détaillé, photo et prét.), (réponse *et discrétion assurées).*

Ecr. s/nº 7.359 *le Monde Pub.,* service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT *INFORMATIQUES*
recherche pour
LOGICIELS DE BASE OU D'APPLICATIONS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Ecrire ou téléphoner au :
76-80, avenue Gallieni
Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
360-13-54/55/56.

Cabinet de Juristes recherche pour *collaboration* plein temps ou temps partiel

Juriste très bon niveau

(âge indifférent) spécialisé Promotion et Fiscalité immobilières. *Plusieurs années d'expérience* sur projets importants.
Ecr. s/nº 7.325 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société Française d'ingénierie (France et Export) de tout premier plan.
Nous recherchons pour notre *département* « Bâtiments et Urbanisme » des

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

Leur mission consistera à intervenir sur des projets importants *dans le secteur* BATIMENT (immeubles à usage de bureaux, bâtiments publics et administratifs, bâtiments du Secteur industriel...)
Jeunes ingénieurs diplômés, leur expérience de quelques années au sein de sociétés d'ingénierie ou de bureaux d'études d'entreprise les aura amenés à intervenir sur des problèmes de
COURANTS FORTS
et/ou de
COURANTS FAIBLES
dans le secteur bâtiment.
La maîtrise de L'ANGLAIS est *nécessaire.*
Une expérience C.A.O. sera appréciée.
Les postes sont basés à proximité de la Défense.

Adresser C.V., photo et prétent., Nº 86.101, Contesse Publicité – 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 q. tr.

INFORMATIS GESTION

pr projets utilisant réseaux et bases de données

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

– *COBOLS DPS 8, IDS, TDS*
– BURROUGHS – MEDIUM SYSTEM 4008 cobol avec télé-traitement.

HOMME SYSTEME

IBM, VM/CMS, DOS/VSE

POSTES A RESPONSABILITÉS
26, r. Daubenton, 5e. 337-99-22.

Recherchons

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

pour aciérie électrique et laminoir

Fonction :
Conduite du service entretien
Compétence exigée :
Courants forts, contrôles et automatismes.
Situation d'avenir
Poste à pourvoir en région parisienne.

Répondre par écrit avec C.V. sous nº T 043.883 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris.

HOERNER — EVRY Ville Nouvelle

La filiale française d'un important groupe européen spécialisé dans la **fabrication et la commercialisation de systèmes de communication visuelle** (enseignes lumineuses, tableaux d'affichage électronique,...) recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Il est responsable de la promotion du département « INFORMATION SYSTEMES », en France et à l'exportation.

Il a une mission de prospection et de conseil *technique* auprès de la clientèle.

En relation permanente avec le B.E. et la fabrication, il pilote et suit l'évolution des projets jusqu'à l'*installation chez le client.*

Ce poste s'adresse à un professionnel de la communication, possédant un bon niveau techni*que et rompu aux négociations* commerciales.

Anglais ou allemand très apprécié.

En fonction de l'expérience acquise, la rémunération serait de l'ordre de 150.000 F (fixe + intéressement).

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 456 M à Solange MONTEIL.

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

secrétaires secrétaires

Une Importante Entreprise de B.T.P. recherche

la secrétaire de son directeur financier

La candidate retenue, titulaire d'un B.T.S. ou équivalent, aura rempli les fonctions de secrétaire de Direction durant au moins 5 années. Elle sera chargée, outre le secrétariat courant, d'assurer les liaisons internes et externes : banques, COFACE, DREE.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Le poste est à pourvoir rapidement, au Siège à Puteaux la Défense.
Horaire souple - Restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 8062 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY



Nous recherchons une

SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND

ayant minimum 5 années d'expérience dans une société commerciale.

Nous offrons travail varié au sein d'une équipe dynamique et une rémunération motivante.

Veuillez adresser C.V. et photo à ELU S.A. BP 77 - 77312 MARNE LA VALLÉE CEDEX

bleu

SONAUTO S.A.

IMPORTATEUR AUTOMOBILES PORSCHE-MITSUBISHI YAMAHA-SEAT

recherche

pour son Département Commercial SEAT Service Marketing

SECRÉTAIRE TRILINGUE

(Français, Anglais, Espagnol)

- Séno Française indispensable.
- Libre rapidement.

Lieu de travail : St-Ouen l'Aumône (95)

Adresser C.V. détaillé, prétentions + photo SONAUTO S.A. B.P. 479 95005 Cergy-Pontoise Cedex

---

Pour S. & M. reg. Guignes recherchons SECRÉTAIRE DIRECTION hautement qualifiée et expérimentée. Sténo-dactylo. Anglais écrit, parlé indispensables. Allemand souhaité. Salaire en conséquence.
Env. CV sous nº 683, HAVAS 77007 MELUN Cedex.

LES ÉDITIONS NATHAN recherchent

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Pour assister directeur de la gestion du département scolaire.

Autonome, sens du contact, polyvalente et organisée, habituée aux travaux de gestion, aux suivis de planning.
Primes, 13e mois, restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. man. photo et prét. à J.-B. Boutry 9, rue Méchain, Paris 14e (Mº Denfert-Rochereau).

---

média-system
Groupe Publicis

Souhaite une bonne année 1984 à la communication pour l'emploi.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans Le Monde la semaine écoulée et une sélection d'annonces du Herald Tribune

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM .... PRÉNOM ....
ADRESSE ....
CODE POSTAL .... VILLE ....
NOMBRE D'EXEMPLAIRES .... x 7 F (Frais de port inclus) ....

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde ». Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

DEMANDES D'EMPLOIS

Directeur Village Vacances, 32 ans, DEUG Sciences Eco., BAFD, disponible. Pierre Bourlet. Saint Siffret. 30700 UZES. Tél. : (66) 22-64-20.

J.H. DESS. Droit des Affaires et fiscalité probatoire au DECS exp. comptable, ch. poste dans service juridique ou conseil. Tél. : 327-72-26.

HOMME, 39 ans, directeur de centre de vacances, cherche poste équivalent. Etudie toutes propositions.
Ecrire à C.I.E., ex UK les Abricotiers, 66701 ARGELÈS/MER Tél. : 68/81-04-76.

CADRE DE DIRECTION

Formations financière compta. commerciale ESCP, 54 ans, profil esprit jeune dynamique, sens contact responsab. langue anglaise ancien audit expér. domain. variés product. prest. rompu techn. modern. gestion action commerc. caractère. Pragmatique alliant humour rigueur RECHERCHE POSTE. Étudiera toute offre telle relance entreprise, commerce. Région indifférente.
Ecr. s/nº 2.681 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE

J. H., 29 ans, maîtr. Droit privé, opt. Drt des affaires. D.E.A. études internat. Rech. poste dans cab. ou entrep. Tél. 707-56-17 de 9 h à 10 h. Ecr. s/nº 2689 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

- HOMME, 40 ans, universitaire, expérience de direction P.M.E., secteurs transports, services export (Esp., Am. Lat., Maghreb).
- Anglais + espagnol.

Cherche poste actif d'adjoint à D.G. ou poste direction P.M.E. ou filiale.
Ecr. s/nº 6.583 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., admissible ENS et Agrégation Philo, cherche professorat, discipline littéraire. Tél. : (16) (3) 417-35-70.

COMMERCE INTERNATIONAL

Cadre direction confirmé, offre son exp. Export/Import et Négoce Agro-Aliment. et Non Alim., plus angl., port., esp. à Société sér. et dynam. à Paris. Ecr. s/nº 2.707 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Fem., 24 ans, D.E.S.S. JURISTE D'AFFAIRES, recherche stage ou emploi auprès conseil juridique, notaire ou entreprise Paris ou province. Tél. : 680-16-45.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

formation professionnelle

- Vous êtes intéressé par le phénomène d'INFORMATISATION DES BUREAUX et par la MICRO-INFORMATIQUE
- Vous avez le goût du contact et de la négociation ;
- Vous êtes demandeur d'emploi et vous habitez Paris ;
- Vous avez au minim. le bac ;

UN STAGE DE FORMATION A LA VENTE DE MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE vous est proposé : durée 10 mois REMUNERATION Stage début février 1984

Envoyer curriculum vitae à GRETA DU TERTIAIRE 70, bd Bessières, 75017 Paris, tél. 226-01-85 et 627-63-33.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

travail à domicile

Je dactylographie vos mémoires, rapports de stages, thèses, etc. sur machine électronique. Tél. 535-28-85.

cours et leçons

COURS PART. DE MATHS PHYSIQUE ÉLECTRONIQUE. Toutes classes. 558-33-04.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

PART. VEND SKODA 1050 L Année 82, 22 000 km. ÉTAT NEUF. 13 500 F - Tél. : 900-44-80.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

VOUS ÊTES UN

P.D.G.

SANS SUCCESSEUR

ASSUREZ L'AVENIR DE VOTRE ENTREPRISE

Confiez-la progressivement à un jeune ESSEC + droit. Riche d'une expérience diversifiée prêt à sacrifier une carrière brillante à l'esprit d'entreprise.

Ecrire sous nº 7.360 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

DISCRETION ASSURÉE.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGÉNIEUR PRINCIPAL-CONSEIL (depuis 1960) – 56 ans – Formation : organisation économie, gestion (maîtrise) – finances – Expérience : 20 ans organis. gest. informatique, développt. R.D. redressement, ...entrepr. product. et services 50 à 1 500 personnes – Très grande polyvalence et faculté d'adaptation.
OFFRE : service à Sté. voulant rapidement diminuer coûts, améliorer résultats (accepte missions ponctuelles) – France – Etranger (Section BCO/JCB 456).

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PME – F. 49 ans – DES droit + université USA – Bilingue anglais – 22 ans expérience financière, économique, juridique, administrative dans banque, Stés. industrielles et services (pratiques comptable et juridique anglo-américaines, droit des Stés. et des affaires internationales, information).
RECHERCHE : situation similaire dans Sté. ou organisme financier ou patronal souhaitant étoffer rôle juridique international de son secrétariat général – Paris – R.P. (déplacements à l'étranger) (Section BCO/JCB 457).

J.F. 35 ans – Psychologue analyste – DESS psychologie – Parfaitement bilingue allemand – Expérience milieux psychiatriques consultations d'hygiènes mentales enfants, adultes.
RECHERCHE : poste psychothérapeute en institution – Paris – Province (Section BCO/JCB/DK 458).

CADRE DE PRODUCTION – 45 ans – Autodidacte – Bac. techn. + stage gestion prod. – 18 ans B.E. et chantiers France, étranger – 8 ans achats, marchés travaux et fournitures gestion. chantiers engineering : pétrolier, agro-aliment., nucléaire.
RECHERCHE : poste à resp. dans tres Stés désirant renforcer ou créer son serv. achats, estimation, coordination – Paris – R.P. (déplacements courte durée France/Etranger) (Section BCO/JCB 459).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

AGENT ou DIRECTEUR EXPORT

Ingénieur libanais trilingue Arabe-Français-Anglais, 20 ans d'expérience. Excellentes relations d'affaires en Arabie Saoudite avec une résidence permanente, cherche poste de responsabilité auprès d'un important groupe de sociétés qui cherche à développer ses activités dans le monde arabe pour négocier une formule de coopération.
Ecrire P.O. Box 2282 Khobar A.S. ou telex 671042 SJ attent F. Kamouh.

EXPATRIATION

- H. 40 ans, Droit et Sc.-Po
- Exp. Direction-Gestion PME-Filiale
- Exp. expatriation (Am. Lat., Maghreb)
- Anglais – Espagnol

Ch. poste à l'étranger avec épouse (secrétaire de direction, aide comptable)
Etudierait tt proposition sérieuse.
Ecr. s/nº 6.584 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 32 ans, 10 an. exp. de importation et commerce antiquités et objets de luxe. Direction 2 ans importante Galerie 8e ardt, nombreux déplacements en Extrême-Orient, rech. carrière dans le COMMERCE D'OBJETS DE LUXE.
Ecr. J.-L. Chilloux, 39, bd Suchet, 75016 Paris. Tél. : 527-19-50.

J.F., 24 ans, D.E.A. de Droit Public, option collectivité locale, urbanisme. Première exp. 12 mois. Etudie ttes proposit. Tél. : 668-68-48.

J.H., 22 ans, libéré obl. milit., très bonne présentation. FORMATION SUPÉRIEURE EN INFORMATIQUE ET GRAPHOLOGUE PSYCH., ch. travaux Outre-Mer ou dans ambassade à l'étranger.
Ecr. s/nº 7.355 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME débutante, employée de bureau, dactylo, ch. emploi stable bilingue français-espagnol. 630-67-21.

Architecte d'intérieur, 25 ans, bonne présentation, sérieuses références, exp. en archit., excellent dessinateur, esprit créatif, trilingue, cherche place Paris. Tél. : 322-36-18.

J.H., 29 ans, Ingénieur mécanique et automatique, anglais et allemand courant, notions d'espagnol, 2 ans P.M.E., 2 ans ingénierie, ch. poste ingénieur technico-commercial, export., biens d'équipement. Tél. : (1) 387-82-70.

J.F., BTS, traduction angl. et secrétaire expérimentée angl., all., cherche poste stable. Ecrire sous le nº T 12.282 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 30 ans cherche emploi administratif. Tél. : 368-85-42.

H. 39 ans. Niveau expertise comptable. Lic. en droit, E.S.C. D.E.C.S. 13 ans d'expér. en finances, comptabilité, fiscalité, droit des sociétés dans sociétés privées. Recherche poste d'inspecteur général dans banque ou compagnie d'assurance.
Ecr. s/nº 2.622 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORT-EXPORT

H. 41 ans, sérieux avec réf., très bonnes connaissances marchés russe, yougoslave, italien (parlant ces langues) offre ses services à maison sérieuse import-export ou industrie française, intéressée par ces marchés : écrire STEMAC 7, rue de Nancy - 75010 Paris.

J. H. 25. Deug droit T. S. conneis. Droit-économ. — vie pol. Hist.-Géo., Angl. Lu-écrit-parlé y compris. Tech. - Aviat. - Armement. Alld comp. Rech. emploi nécess. : dynamisme, intellig., esprit ouvert. esp. d'entr. T. S. Cap. analyse-synth. Jobs routin. exclus. Libre de suite - France - étranger.
Ecr. s/nº 2.696 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE COMMERCIAL

34 ans, grande école anglais courant, 10 ans expér. vente et marketing produits techniques industriels France et export. Recherche poste à responsabilités.
Ecr. s/nº 2.697 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PUBLICITAIRE

Homme 36 ans.
Expérience Agence (Achat d'espace et média - Planning). Recherche annonceur ou agence ayant besoin d'un professionnel.
Ecr. s/nº 6.581 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 38 ans. Licence de sociologie. D.E.F.A. animation option « gestion - animation sociale ». Bonne connaissance de la vie associative, des problèmes du travail. 12 ans d'expérience en réinsertion sociale et animation cas sociaux. Cherche poste région parisienne de préférence. Tél. au 886-39-18 ou
Ecr. s/nº 7.361 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 27 a., Maît. Comm. Inter. angl., notions All. B.T.S. Pub. Cherche poste imp.-exp., Paris. Ecr. s/nº 7.350 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. maîtrise droit privé. Recherche 1er emploi région Paris. Libre de suite. Tél. : 534-23-93.

J.F. études Sup., 1 an exp. de journalisme agricole, angl. courant, sait cuisiner, ch. tt travail dans expéditions ou reportages à l'étranger.
Ecrire sous le nº T 043.914 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

ILE ST-LOUIS élégant et luxueux pied à terre très raffiné 42 m², clair. 750.000 F Tél. : 326-22-63.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3 RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX.
Vis. témoin ts les jrs 14/19 h., sauf mercredi et dimanche.

PORT-ROYAL calme. 354-95-10
PLEIN CIEL, ASC.
5 P. + atelier art., balcons.

7e arrdt

AVENUE LA BOURDONNAIS Derniers étages. DUPLEX Gde récept., 3 chbres, 190 m² MAGNIFIQUES TERRASSES 135 m². DORESSAY. 624-93-33.

VERNEUIL 4 P. 354-42-70
PLEIN CIEL, ASC.

SAINT-PIERRE
SÉLECTION DE TRÈS BX APPARTEMENTS
563-11-88
28, RUE WASHINGTON, 8e.

11e arrdt

VOLTAIRE, 110 m². 354-95-10.
ATELIER ARTISTE.

14e arrdt

PLAISANCE 110 m² CHARMANT DUPLEX ATELIER D'ARTISTE GARBI 567-22-88

4 P. : 1.158.000 F
ALÉSIA : imm. récent 1976. Standing, s/jard., balc. (possib. profess. libérale) 542-40-90.

16e arrdt

PRÈS TROCADERO, dans imm. moderne, gd stand., beau 2 Pces, 60 m² + balc., 3e ét., clair, calme, parfait état. Libre juin 84. 227-93-30.

MUETTE, près place PASSY 2 P., 65 m², tt cft. 495.000 F. A rénover. Tél. 520-13-57.

16e IMM. NEUF
3 P. OU 2 P. TT CFT
13.500 F le m². 504-81-47.

17e arrdt

SUR AVENUE NIEL
GDS STUDIOS, tt cft Bel imm., asc. 206-15-30.

WAGRAM
p. de taille, soleil, standing 7 P. 268-05-44.

WAGRAM-MALESHERBES Ravissant ATELIER, mezzanine, raf., 5e ét. ss asc., balc. Px 795.000 F. 577-98-88.

19e arrdt

Mº BOTZARIS
atelier avec mezzanine, park., imm. standing. 675.000 F.
LERMS 355-58-88.

93 Seine-Saint-Denis

DRANCY, 4 pièces, cuisine + garage. 300 000 F. Tél. (46) 95-82-63 (après 20 h).

94 Val-de-Marne

Vincennes, R.E.R., plein centre, idéal, personne âgée, studio rez-de-chaussée, 35 m² + cave 20 m², charges mensuelles 95 F. Chauffage individuel. 288-20-60 ou 288-27-86.

appartements achats

AGENCE DE L'ETOILE
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL rech. habitations de standing DU PIED-A-TERRE à L'HOTEL PARTICULIER
380-26-08 - 267-06-05.

SAINT-PIERRE
RECHERCHE TRÈS BX APPARTEMENTS CENTRE et OUEST PARIS
563-11-88
28, RUE WASHINGTON, 8e.

Recherche 1 à 3 pces, Paris préfère Rive Gauche avec ou sans travaux, PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

Jeune couple MÉDECIN, INGÉNIEUR, cherche à louer appartement 3-4 pièces, tt confort, 4.000 F (charges comprises) 16e, 17e, sud, box si possible. MARLIAC. 730-65-49, p. 3144, ou soir 527-28-81.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Cadre et Personnel IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE. Rech. divers appartements 2 à 5 pièces villes. Paris périphérie Tél. : 504-01-34 poste 18.

PARTICULIER CH. STUDIO DANS PARIS 2.000 F MAXIM. CORINNE PASSINI. Téléphone : 535-53-62.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

bureaux

Ventes

PARIS 3e, près Beaubourg, imm. ancien rénové stand. 90 m² bureaux t. clairs - 4e ét. s/cour, calme, soleil, asc./desc. idéal publ. ou arch. 960.000 F. Tél. 272-84-03 p. rvs - h. bur. 1 à ns adresser.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services Permanences téléphoniques.
355-17-50.

DOMICILIATION IMM. DANS LE 16e
Inscription R.C. Location de bureaux, télex. 651-29-72, en permanence.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10.

VOTRE SIÈGE à PARIS-17e à partir de 80 F. Tous services. Constitution Stés. 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 150 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté S.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e : 586-86-11 54, r. de Citmée, 19e. 607-82-00.

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92 secrétariat, tél., télex loc. burx meublés, Boulogne démarches, constitution stés ACTE 92 - 603-38-32.

Cie AERIENNE ET OFFICE DE TOURISME cherche BUREAUX 100 m² (4 burx + cave), loyer maximum 8.000 F par mois, charges comprises, près métro. Téléphone : 562-01-45.

locaux commerciaux

Locations

Dispose local 1.000 m², neuf libre, sur 20.000 m², sur gd axe face supermarché. Faire offre à R. FRAIN - Apply: 60400 NOYON.

fonds de commerce

Ventes

NICE vds boutique, 58 m² + cave, bail, ts commerces, loyer 1.400 F. - 75.000 F. (93) 89-78-57.

hôtels particuliers

GROUPE DORESSAY
16e, emplacements except. 3 HOTELS PARTICULIERS de 12 à 18 PIÈCES pour Ambas. ou personnalité. Gds jardins. Tél. 624-93-33.

terrains

Terrain à bâtir ttes viabilités de gd lotissement, étang privé, pêche, 2318 m², à 15 km de Montargis et 4 km de Lorris (Loiret). 577-25-30, apr. 20 h.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience discrétion, conseils.

fermettes

190 KM SUD PARIS
FERMETTE 4 P., bains, W.-C., 500 m² terrain. 185 000 F CRÉDIT 100 % - THYRAULT SAINT-FARGEAU 89170 Tél. 16 (86) 74-06-12 ou après 20 h (38) 31-13-93.

propriétés

ROUSSILLON
A vendre belle propriété de caractère dans parc 1 ha. tt cft. nomb. dépend., prix justifié. HB (68) 96-07-38/HR (68) 96-15-18

Le Monde

économie

SOCIAL

VERS UNE RÉFORME DU CHOMAGE PARTIEL TOTAL

La fin de la « cassa integrazione » à la française

Célèbre par les avantages qu'elle procure, la *cassa integrazione* en vigueur en Italie, dont Fiat a été le premier grand groupe industriel à utiliser les facilités, *fait rêver* plus d'un spécialiste des problèmes du chômage et d'un entrepreneur qui veut mener à bien une restructuration. En contrepartie d'une cotisation patronale modeste s'élevant à 1 % de la masse salariale, il est en effet possible de retirer de la production, et non de licencier, une partie du personnel de l'entreprise, sans rompre le contrat de travail. *Pris en charge par la cassa integrazione,* largement subventionnée par l'Etat, le travailleur privé d'activité recevra une indemnité qui peut correspondre à 90 % de son salaire, et ce pendant plusieurs années, étant entendu que *l'on peut espérer*, à terme, le voir réintégrer son emploi.

En France, notamment, certains se lamentaient de ne pouvoir en faire de même, faute d'une législation appropriée. Erreur, car *un vide juridique offre le moyen* de contourner les procédures officielles de licenciement. Involontairement, semble-t-il, des employeurs ont d'abord expérimenté cette voie, que des cabinets conseils ont ensuite découverte dans les textes du code du travail, et fait mettre en pratique. Depuis quelques mois, *dans l'ouest de la* France, puis sur tout le territoire, l'usage s'en est répandu. Le phénomène a pris d'ailleurs une telle ampleur – sans qu'il soit toutefois possible d'en chiffrer les conséquences – que la commis*sion nationale supérieure de l'em*ploi s'en est émue et a mis au point une parade. Un cinquième paragraphe, va être ajouté à l'article R-351-19 du code du travail dont la publication, sous forme de décret, serait imminente et donnera lieu, ensuite, à une circulaire d'application, transmise aux directeurs départementaux du travail et de l'emploi, ainsi qu'aux *commissions paritaires* des ASSEDIC. Pour les « petits malins », la parution de ce texte, au *Journal officiel,* sonnera le glas de la *cassa integrazione* à la française...

Ce système fonctionnait sous la *dénomination* paradoxale de « chômage partiel total », une notion extrapolée des dispositions prévues dans le cas d'une privation partielle d'emploi imputable, *dit le code du travail, « à la conjoncture économique, à des difficultés d'approvisionnement en matières premières ou en énergie, à un sinistre, à des intempéries de caractère exceptionnel, à une transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise ou à toute autre circonstance exceptionnelle ».* Or, si le chômage partiel est indemnisé par des allocations spécifiques dans le cadre d'un contingentement annuel d'heures indemnisables, *fixé en 1983 à 600 heures* pour l'ensemble des branches professionnelles, le texte est amené à prévoir l'hypothèse d'un dépassement de la période. Au-delà d'une suspension d'activité qui se prolonge pendant plus de *quatre semaines,* les chômeurs partiels sont considérés, précise le quatrième paragraphe, *« comme étant à la recherche d'un emploi ».* Mieux, il est indiqué que ces chômeurs partiels, *« alors même qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une mesure de licenciement »* bénéficieront de *« l'ouverture des droits aux allocations prévues en faveur des salariés dont le contrat de travail a été rompu ».*

L'avantage d'une telle procédure est apparent. Une entreprise en difficulté peut ainsi placer une partie de son personnel en chômage partiel pour plus d'un mois. Sans *qu'elle* ait eu, à ce moment, à demander l'autorisation de pro*céder à des licenciements,* elle réduit ses effectifs, ne paie pas les indemnités correspondantes et, bientôt, n'a plus à se soucier du devenir de ses salariés.

Qu'advient-il de ces derniers ? Alors qu'il n'y a pas eu rupture du *contrat* de travail, ces chômeurs partiels doivent réclamer eux-mêmes le *bénéfice de l'article* R-351-19, dans son quatrième paragraphe, pour faire statuer *sur* leur situation. La demande, qui est examinée par la commission paritaire des ASSEDIC, est ensuite le plus souvent acceptée. Dès lors, les « chômeurs partiels totaux » deviennent des chômeurs *« normaux »* et, comme tels, sont régulièrement indemnisés au taux de base et non *au* titre de l'allocation versée aux licenciés économiques.

Outre que ce détournement des textes légaux est abusif, la *notion de chômage partiel total* introduit d'autres perversions. De façon parfaitement arbitraire, on fait correspondre une baisse des effectifs à une baisse d'activité, en désignant nommément les victimes, hors de toute négociation sur une *éventuelle* réorganisation de l'entreprise. On évite aussi d'envisager d'*autres solutions* comme la réduction du temps de travail ou l'action en faveur de la formation.

L'augmentation du nombre de *mises en chômage* partiel total a fini par mettre en lumière cette aberration. *Il n'y aura donc plus* de « cassa integrazione » à la française sur ces bases. On ne peut que s'en féliciter. – A. LE.

Fléchissement du dollar : 8,59 F

Le fléchissement du dollar, amorcé vendredi en fin d'après-midi, s'est poursuivi lundi 16 janvier sur les marchés des changes. Le cours de la monnaie américaine, qui était revenu, à la veille du week-end, de 8,69 F à 8,66 F, puis 8,61 F, a glissé au-dessous de 8,60 F, pour coter 8,58 F à 8,59 F. En début de matinée, un cours de 8,55 F, correspondant à celui de 2,7930 DM pratiqué à Francfort, avait même été relevé.

Ce fléchissement est dû aux nouvelles en provenance des Etats-Unis, essentiellement un ralentissement de l'activité économique en décembre, avec une augmentation de 0,1 % seulement des ventes au détail, au lieu des 2 % prévus, et une progression de 0,5 % seulement de le production industrielle.

En outre, l'indice des prix de gros n'a monté que de 0,2 %, sa progression pour toute l'année 1983 (+ 0,6 %) étant la plus faibel depuis 1964. Ces nouvelles sont de nature à atténuer les craintes d'un durcissement de la politique menée par les autorités monétaires (la FED). Elles laissent espérer une baisse des taux, que M. Volcker, président de la FED, n'a pas écartée.

A Paris, le cours du mark s'est légèrement tendu, passant un peu au-dessus de 3,06 F.

M. KRASUCKI : « DES TENSIONS SOCIALES INÉVITABLES »

Dans une interview publiée par *le Journal du dimanche* du 15 janvier 1984, M. Henri Krasucki affirme que ce qui s'annonce pour les restructurations industrielles est « *humainement et socialement insupportable* » : « *Nous n'admettons pas l'alibi de la modernisation : de nombreux licenciements annoncés ne résultant pas de changements techniques, mais du recul industriel, de la réduction des capacités de production. Par exemple sur le charbon, la sidérurgie, les chantiers navals ou le textile. Le problème numéro un c'est non pas de réduire mais d'augmenter la capacité de production. Nous n'admettons pas que l'on masque, derrière le vocable général – incompréhensible pour beaucoup de gens – de mutation, ce qui est la poursuite du déclin. Il faut une politique de développement industriel et de modernisation industrielle parce que c'est la clé de l'emploi.* »

Pour le secrétaire général de la C.G.T.« *si l'on continue dans cette direction, il y aura des tensions sociales inévitables et, en effet, de grands mouvements sociaux, parfaitement justifiés. La C.G.T. sera comme toujours avec les travailleurs, et à leur tête* ». A propos des déclarations de M. Maire au *Nouvel Observateur* – « *si la logique de Krasucki était au pouvoir, j'en viens parfois à penser qu'un syndicaliste comme moi n'aurait le choix qu'entre la clandestinité et l'hôpital psychiatrique* », – M. Krasucki répond : « *Quand on en arrive là, c'est pitoyable ! Je me souviens qu'au plus fort de la guerre froide, le ministre américain de la défense, M. Forestall, est devenu tellement frénétique qu'il s'est jeté par le fenêtre en criant : « Les Cosaques sont là ! » Est-ce que de tels propos relèvent du débat normal entre organisations syndicales françaises ? Quel travailleur se reconnaît dans un pareil langage ? S'il s'agit de polémique, je préfère ne pas qualifier cette déclaration, s'il s'agit d'autre chose je ne suis pas médecin.* »

UNE MANIFESTATION D'OUVRIERS DE TALBOT

Les Beurs sans vivats

La mode des Beurs serait-elle déjà passée ? Si le message antiraciste des *jeunes immigrés* avait bel et bien été entendu le 3 décembre, leur appel le samedi 14 janvier en faveur des ouvriers licenciés de Talbot n'a guère été repris. Ni vivats ni applaudissements, cette fois, pour les mille cinq cents *manifestants qui,* de Montparnasse à la Nation, ont *parcouru en sens inverse* le chemin effectué, il y six semaines, par des dizaines de milliers de sympathisants. *« Peu importe le nombre,* affirmait pourtant Toumi Djaidja, président de S.O.S. Avenir Minguettes, venu de Lyon tout exprès. *Il fallait à tout prix qu'on ne puisse plus dissocier les Beurs et les immigrés. »* Tous, le temps d'une manifestation, ont voulu être *« des bougnoules de chez Talbot ».*

Effectivement, la place d'honneur est revenue, en tête du cortège, aux délégués immigrés dé*missionnaires* de la C.G.T. de Talbot et, derrière eux, à quelque deux cents ouvriers *licenciés qui* avec force affirmaient *« n'appartenir à aucune organisation »* : *« Nous sommes immigrés,* disaient-ils, *nous voulons nos droits. »* A savoir, expliquaient les responsables, des bourses dans les collèges français de leur pays d'origine pour leurs enfants, *le paiement à la proportionnelle* d'une retraite anticipée ou encore une aide au retour de vingt millions de centimes. Un retour qui ne saurait être pour eux qu'une des solutions possibles : *« Nous sommes la France de demain »,* voulaient affirmer, dans le même temps, leurs propres enfants, *une vingtaine en tête du cortège.*

Pas question, en tout cas, pour ces immigrés qui se veulent responsables, d'appeler à cette grève générale de l'automobile que réclamaient, à l'arrière de la manifestation, quelques centaines *de militants d'extrême* gauche. Entre ces derniers et les travailleurs immigrés de Talbot, le courant, à l'évidence, ne passait pas, et les contradictions de ce maigre cortège n'étaient pas de celles qui font l'histoire.

Les Beurs, du moins quelques dizaines d'entre eux, sont redevenus, pour un après-midi pluvieux et selon le mot de l'un d'entre eux, des *« bougnoules juniors »,* ignorés, isolés comme leurs parents, ouvriers licenciés de l'*automobile* de la France *en* crise.

NICOLAS BEAU.

● **Calme à Talbot-Poissy.** – Les quelque douze mille salariés de Talbot-Poissy, convoqués ce *lundi* 16 janvier par la direction, sont entrés sans incident dans l'usine. Le contrôle très strict (chicanes, laissez-passer) établi la semaine dernière était maintenu. Les chaînes de Solara et des Horizon reprennent ce lundi, *après celles des 104 et des* Samba. La totalité du personnel (quatorze mille salariés) doit reprendre le travail mardi 17.

● ***Assises nationales des jeunes* immigrés.** – Les associations autonomes de jeunes immigrés ont annoncé qu'elles organisaient leurs premières assises nationales qui auront lieu les 27, 28 et 29 avril à Lyon. Selon leurs responsables, une cinquantaine d'associations de la France entière seront représentées.

● **Grèves au centre de tri postal de Toulouse.** – Une grève totale illimitée des employés de l'entrepôt (installé à la gare Matabiau) du *centre de tri de Toulouse, soutenue* par les sections C.G.T., C.F.D.T. et F.O., continue depuis le vendredi 6 janvier, tandis que les salariés du centre de tri font une heure de grève par jour. Les grévistes protestent contre la réduction des effectifs de *l'entrepôt (passés 85 à 72 agents).* La chambre de commerce de Toulouse, préoccupée par les retards occasionnés par la grève, a annoncé que, si celle-ci continuait, « *les commerçants devront s'organiser* ».

SOCIAL

LA FORMATION DES O.S. DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le «cas extrême» de l'usine Talbot-Poissy

Le rapport de M. Gabriel Ducray intitulé « Travail et formation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile » a été remis officiellement, le jeudi 12 janvier, à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Huit mois de travail ont été nécessaires à la commission mise en place à la suite des recommandations de M. Jean-Jacques Dupeyroux, médiateur dans les conflits des O.S. de Talbot-Poissy puis de Citroën-Aulnay, pour élaborer ce gros document.

La commission, pour analyser la situation dans le secteur automobile, s'est surtout appuyée sur l'exemple de l'usine de Poissy, dont elle écrit qu'elle constitue « *un cas extrême où l'absence de projet mobilisateur entretient un climat d'insécurité et de pessimisme* ». Cela amène d'ailleurs M. Gabriel Ducray, dans son avant-propos, à constater amèrement que, en raison des récents événements, « *l'effort de réflexion et de proposition (...) semble perdre son objet* ».

Il apparaît en effet clairement, à la lecture de ce rapport, que la plupart des causes de l'explosion sociale de Talbot étaient contenues dans le climat et les caractéristiques propres à cette entreprise. L'usine « *n'est plus qu'un atelier dans le groupe, sans aucune autonomie technique ou administrative* », dont le fonctionnement est soumis à « *des contraintes physiques fortes* », avec des équipements « *vieillis* ». La main-d'œuvre, dont « *le renouvellement n'est pas assuré* », a elle aussi « *vieilli* ». Peu qualifiée, composée à 52,3 % de travailleurs immigrés (contre 27,5 % chez Renault), les Marocains représentant 32 % des effectifs à eux seuls, elle a une ancienneté élevée.

Les O.S. les plus anciens présentent des « *signes caractérisés de fatigue ou de vieillissement aggravé* ». Psychologiquement, « *l'usine vit dans un climat d'insécurité économique et sociale* », – (elle « *a perdu son identité* ») – et « *dans la crainte permanente* » de nouveaux licenciements. La violence des conflits de 1982 ayant « *provoqué des réactions de crainte ou de repliement sur soi* », la commission juge que « *cette situation de découragement* » (...) est véritablement « *dangereuse* » et en conclut qu'elle « *peut conduire à des réactions imprévisibles* ».

Un secteur « menacé d'archaïsme »

Toutes les difficultés qui ont surgi pendant les journées de janvier 1984, à Poissy, sont déjà terriblement présentes dans le rapport. L'aide au retour réclamée par les travailleurs immigrés doit être examinée à la lumière de faits précis. Ainsi, 40 % des immigrés ont leur famille en France et, selon une enquête effectuée auprès des intéressés eux-mêmes, le souhait du retour « *exprimé par une fraction* » risque de refléter plus « *un vœu symbolique qu'un projet concret* ». A tel point que la commission considère qu'il s'agit davantage « *d'améliorer leur insertion que d'envisager leur retour* ».

La question de la formation trouve également ses limites dans le fait que 88 % des ouvriers étrangers n'ont pas reçu d'enseignement primaire complet et que les actions d'alphabétisation n'ont touché que 46 personnes, sur 7 000, en 1981. La formation « *est bien impuissante à faire évoluer la situation des O.S.* », qui éprouvent de grandes difficultés soit à élaborer un projet professionnel, soit à être accueillis.

Pourtant, l'évolution de l'entreprise est inéluctable. « *Les limites de l'efficacité économique du taylorisme sont atteintes* » dans un secteur « *menacé d'archaïsme* ». Il faut opérer des mutations technologiques, introduire la flexibilité et l'automatisation.

Les travailleurs actuels de Talbot peuvent-ils s'adapter à ce changement radical ? Oui, répond la commission, à condition toutefois de prendre des précautions et, surtout, de s'y engager longtemps à l'avance. Si les immigrés peuvent accepter « *l'élargissement des formations* », il faut aussi savoir que « *l'évolution des ressources humaines est plus lente que celle des techniques et doit donc être d'autant mieux préparée sur la longue période* ». Cela implique que la formation des O.S. ne peut trouver « *son utilité économique* » que dans un projet industriel de développement qui ferait place à « *une transformation qualitative du travail* ».

Mais, aujourd'hui, alors que les événements se sont précipités et ont bien mis en lumière toutes les erreurs passées, peut-on encore espérer que le temps travaille pour les O.S. de Talbot ?

ALAIN LEBAUBE.

Chez Citroën : un aveu d'impuissance

Comment une entreprise du secteur de l'automobile prépare-t-elle sa mutation technologique dans le domaine de la formation du personnel ? Au moment où Talbot connaît les difficultés que l'on sait, la direction centrale du personnel des Automobiles Citroën présentait à la presse son plan de formation pour 1984, que le comité central d'entreprise a adopté le 20 décembre dernier (18 voix contre 2).

Impressionnant par son volume – 660 000 heures de formation auxquelles pourraient s'ajouter 143 000 heures dans le cadre d'un accord FNE-FSE (Fonds national de l'emploi, Fonds social européen) – ce plan, en augmentation de 15 % par rapport à l'année précédente, représenterait une dépense d'environ 100 millions de francs, soit 2 % de la masse salariale. Il devrait concerner 9 289 personnes, dont 5 327 ouvriers professionnels et non professionnels (les O.S.), 3 547 techniciens ou agents de maîtrise et 415 ingénieurs ou cadres.

L'effort devrait se développer selon trois axes prioritaires qui sont l'amélioration du niveau de qualification (514 000 heures), l'élaboration de nouvelles techniques de management (80 000 heures) et les actions pour la qualité du produit (66 000 heures) afin d'accompagner, selon la direction, l'évolution technologique qui « *se traduit déjà dans la composition du personnel* ».

Mais ces chiffres, si éloquents soient-ils, ne donnent pas la mesure des difficultés rencontrées par Citroën : loin s'en faut. En effet, si l'entreprise automobile peut accélérer la formation de ses ouvriers professionnels, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres pour leur permettre d'occuper les emplois de demain et pour lesquels le plan de formation a été finalement adopté, il n'en va pas de même pour les ouvriers non professionnels (les O.S.). Or parmi ces derniers se trouvent la plupart des travailleurs immigrés, qui représentent actuellement, chez Citroën, un effectif de 11 000 personnes sur un total de 23 000 salariés.

Tout en s'attachant à faire « *évoluer ces ouvriers vers des postes enrichis* », la direction reconnaît que, à cet égard, elle se trouve confrontée à un problème délicat. En fait, elle ne consacre que 10 % de son plan de formation aux seuls O.S. et admet elle-même qu'il s'agit là d'« *un aveu d'impuissance* » en soulignant au passage, à titre de comparaison, que, « *pour faire d'un électricien un électronicien, il en coûte déjà 200 000 francs* » ou encore que pour un élève sortant de LEP (lycée d'enseignement professionnel) il faut compter dix années de carrière pour parvenir au niveau d'un ouvrier professionnel P3.

Venir à bout de l'analphabétisme

Autant dire que, si l'adaptation du personnel est en général si longue, et donc si peu propice à une mutation radicale du processus industriel, ce phénomène est amplifié pour les O.S. travailleurs immigrés. « *Pour former des illettrés, cela relève de la gageure* », explique-t-on sans fards chez Citroën en ajoutant, « *mais cela ne les condamne tout de même pas* ». Pour venir à bout de l'analphabétisme il faudrait, estime-t-on, consacrer 1 000 heures de formation pendant quatre ou cinq ans. Citroën, dans son plan de formation, a prévu 12 000 heures en 1984, sur la base du volontariat, soit de quoi assurer un début de formation pour une petite cinquantaine de stagiaires.

Or, si l'on en croit une enquête réalisée de septembre à décembre 1983, auprès des 4 800 ouvriers non professionnels de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, la situation serait encore plus grave et nécessiterait des moyens autrement plus efficaces. Selon cette enquête, en effet, 66 % des O.S. immigrés seraient totalement analphabètes et 9 % ne sauraient pas aller au-delà d'actes simples : écrire leur nom ou leur prénom et faire une addition.

Ces données expliquent que la direction de Citroën accueille avec fatalisme les bouleversements à venir, sachant que le mal est désormais irréparable. « *Faire du rattrapage, aujourd'hui, ne servirait à rien* », reconnaît M. Cusey, le directeur central du personnel, malgré l'exemple de Poissy. Certes, on admet aussi qu'il aurait fallu s'y prendre différemment, il y a plusieurs années, mais que les choix, alors, avaient été différents. On ajoute, à titre d'excuse, que la rotation du personnel atteignait, en ce temps-là, les 30 à 40 % en moyenne et que les exigences de la formation ne sont apparues qu'avec la « *fidélisation* » des effectifs, largement due à la crise économique.

En d'autres termes, et ce, largement par imprévoyance, on a créé, chez Citroën, toutes les conditions d'un éclatement comme celui qui se produit chez Talbot-Poissy. Avec la certitude qu'on ne peut rien faire, sauf assurer la formation des ouvriers professionnels et de la maîtrise.

A. La.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DE JUGEMENT

D'un jugement rendu le 2 juin 1983 par la troisième chambre du tribunal de grande instance de Paris, il a été littéralement extrait :

« Le tribunal...

Dit que la société AU BON MARCHÉ maison BOUCICAUT...

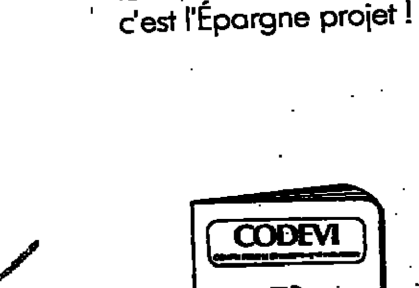
A commis une faute préjudiciable à la société LIBERTY par l'usage abusif qu'elle a fait de la dénomination notoire « LIBERTY » en apposant au-dessus de tables de présentation de papiers peints ayant pour motif des petites fleurs un bandeau portant la dénomination LIBERTY.

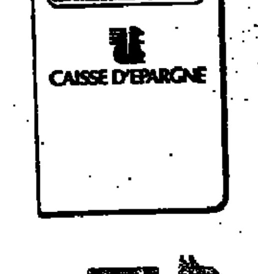
Condamne la Société AU BON MARCHÉ - MAISON BOUCICAUT à payer à la société LIBERTY la somme de 10000F (dix mille francs) à titre de dommages-intérêts et la somme de 2000F (deux mille francs) au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Fait interdiction à la société AU BON MARCHÉ - MAISON BOUCICAUT d'utiliser la dénomination LIBERTY pour présenter les papiers peints sous astreinte de 3000F (trois mille francs) par infraction constatée à compter de la signification du présent jugement.

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement passé en force de chose jugée dans trois journaux ou périodiques au choix de la société LIBERTY et aux frais de la société AU BON MARCHÉ sans que le coût total des insertions puisse excéder la somme de 18000F (dix-huit mille francs.

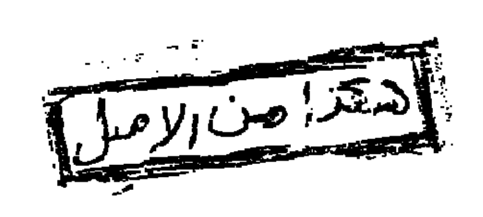
Pour extrait conforme,
Me Marcel SFEZ,
avocat à la Cour.











La Belgique et le Luxembourg coordonnent la restructuration de leurs sidérurgies

De notre correspondant

Bruxelles. – Le « mariage de l'acier » entre la Belgique et le Luxembourg est en bonne voie sans être encore consommé. Vendredi 14 janvier, on a seulement célébré les « fiançailles » entre le groupe belge Cockerill Sambre et la société luxembourgeoise Arbed qui contrôle *aussi l'entreprise flamande Sidmar*. Contrairement à l'attente générale, le projet a été paraphé, mais non pas signé, le gouvernement grand-ducal estimant que les textes doivent préalablement être soumis au Parlement luxembourgeois. Il n'en paraît pas moins probable que la signature définitive interviendra le 23 janvier et que l'accord sera présenté sans délai à la Commission européenne.

Les deux gouvernements, celui de Bruxelles et celui de Luxembourg s'étaient donné rendez-vous vendredi 14 janvier au château de Val-Duchesse. Quelques centaines d'ouvriers liégeois, appartenant à la firme Valfil étaient venus barrer l'entrée principale du château pour protester contre la fermeture désormais inévitable de leur entreprise. Les projets en cours ne menacent d'ailleurs pas seulement les quelque 400 travailleurs de Valfil, mais plus de 2 000 sidérurgistes à Liège et à Charleroi. Si la manifestation de vendredi laisse donc présager bien des résistances, il reste que dans les bassins sidérurgiques belges, on enregistre au fil des semaines un état d'esprit de plus en plus résigné, pour ne pas dire désespéré, face à l'incontestable déclin d'une industrie qui avait garanti autrefois la prospérité de la région.

Le projet d'association industrielle belgo-luxembourgeois prévoit les inévitables mesures de rationalisation, les réductions de production exigées par la C.E.E. et les fermetures d'outils qui en découlent, ainsi qu'un programme d'investissement. Son objectif est de coordonner les productions, afin d'éviter toute concurrence sauvage entre les divers bassins belges et luxembourgeois. Il est ainsi prévu que l'Arbed concentrera sa production sur les produits « longs » : les poutrelles, les rails et les fils d'acier. A Gand, l'usine Sidmar (*fonte jusqu'au laminage à froid*) restera « intégrée ». Elle devrait s'abstenir toutefois de produire des tôles revêtues qui sont, en principe, réservées à Cockerill-Sambre.

Quant au domaine des tôles laminées à chaud il serait accordé provisoirement à Charleroi, ainsi que celui des poutrelles de plus petites dimensions. De plus, l'entreprise carolorégienne Carlan se voit promettre une aide à l'investissement qui lui permettra de construire un nouveau *laminoir* de tôles *particulièrement* fines. Ce programme entraîne toutefois des fermetures très pénibles. En dehors de Valfil à Liège, le « train 900 » à Charleroi est également condamné ainsi que l'usine luxembourgeoise du Steckel à Dudelange.

Une lettre confidentielle

Le projet d'accord belgo-luxembourgeois comporte aussi une « lettre confidentielle » sur l'échange de quotas de production. Sur ce point, on laisse entendre à Bruxelles que le Luxembourg abandonnerait quelque 250 000 tonnes à Cockerill Sambre. Côté du grand-duché *cependant, on souligne que si* la Commission européenne devait exiger de nouveaux sacrifices, les engagements actuels du Luxembourg ne manqueraient pas d'être remis en question.

Un aspect essentiel de la coopération entre Bruxelles et Luxembourg concerne Sidmar, qui est actuellement *contrôlé* par les autorités grand-ducales. Le gouvernement belge, qui détient 21,9 % du capital de cette société va augmenter sa participation de manière à acquérir une minorité de blocage (25 %). Pour cela, il va investir 3,5 milliards de francs belges d'argent frais et convertir quelque 11 milliards de dettes de Sidmar en capital nouveau. Il est entendu cependant qu'en aucun cas, l'Etat belge ne pourra acquérir le contrôle complet de Sidmar, à *moins que le Luxembourg ne* veuille abandonner ses parts dans l'entreprise. Celles-ci devraient alors être offertes en premier lieu au gouvernement de Bruxelles.

Un des problèmes les plus délicats dans cette négociation très complexe consistait à apaiser les inquiétudes de la Wallonie, où l'on craint toujours que le développement de la sidérurgie en Flandre n'entraîne la disparition totale des entreprises de Liège et de Charleroi. Diverses clauses plus ou moins élastiques ont donc été prévues pour rassurer la région wallonne sans que personne soit vraiment *certains que ces dispositions* suffisent à endiguer le « dynamisme flamand ».

Le problème de la sidérurgie belge n'est pas réglé pour autant. Le Parlement de Bruxelles ne s'est pas encore prononcé sur les problèmes de *financement* du secteur sidérurgique, qui relève désormais des régions flamande et wallonne plus que du gouvernement national. Il s'agit de réorganiser aussi la direction de Cockerill Sambre sans que personne sache encore si M. Jean Gandois acceptera une tâche aussi délicate. D'autre part, les nombreuses pertes d'emploi dans la sidérurgie wallonne doivent faire l'objet d'un « plan social » acceptable pour les organisations syndicales. Enfin – mais c'est là une perspective encore plus vague – le problème fondamental face à cette crise désastreuse pour la Wallonie est de mettre sur pied un programme sérieux de reconversion industrielle.

JEAN WETZ.

En Italie

Le gouvernement tente de mettre en œuvre une politique des revenus

De notre correspondant

Rome. – Après l'adoption de la loi de finances, le gouvernement italien a abordé le *13 janvier la seconde* phase de la mise en œuvre de sa politique économique pour 1984, c'est-à-dire l'élaboration d'une politique des revenus avec les syndicats et le patronat. Avant cette négociation, qui sera la première confrontation directe du cabinet Craxi avec les syndicats, le gouvernement a présenté le 13 janvier son programme. Il prévoit en substance une réduction de l'inflation au-dessous de 10 %, une augmentation des salaires du même ordre, ainsi qu'une modification de l'indice trimestriel, en fonction duquel on détermine le réajustement des *salaires. En échange*, le gouvernement s'engage à freiner la hausse des tarifs des services publics et à lutter contre l'évasion fiscale.

La *grande* inconnue reste de savoir combien coûtera à l'État cette politique. La question est d'autant plus importante que l'on ignore avec précision quel sera le montant du déficit public. Un problème qui a dégénéré en polémique divisant la majorité et a conduit les communistes à parler du « *dégradant* » marasme *des comptes publics*.

En matière de déficit public, le gouvernement Craxi, comme ses prédécesseurs, s'est contenté de « *prendre l'insuccès de l'année précédente comme objectif pour l'année suivante* », écrit le quotidien économique *Sole 24 ore*. En 1981, on pensait que le déficit budgétaire se chiffrerait à *35 000 milliards* de lires (1) ; il fut de 50 000 milliards qui devinrent le « plafond » à ne pas dépasser en 1982. Le déficit, en réalité, cette année-là, fut de 70 000 milliards, pour atteindre, fin 1983, 90 000 milliards. C'est ainsi que *90 000 milliards* devinrent l'objectif du gouvernement pour 1984.

Le gouvernement a certes reconnu que si rien n'était fait, ce déficit pourrait avoisiner 120 000 *milliards de lires, mais il a affirmé* pouvoir le contenir. Pourtant, la loi de finances ne fait apparaître qu'une amélioration prévisionnelle de 10 000 milliards de lires (plus 2 000 milliards, résultat de l'augmentation du prix de l'essence). Le déficit serait donc de *108 000* milliards. Le gouvernement avance qu'il compte sur de nouvelles rentrées – non encore adoptées par le Parlement – pour ramener le déficit à 96 000 *milliards* et qu'il ne lui manque donc plus que 6 000 milliards pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé.

En réalité, comme le souligne le parti républicain, il y a beaucoup d'artifices dans cette manœuvre : le véritable déficit de l'Etat italien en 1984 devant bien se *chiffrer à au* moins 108 000 milliards. « *Il est évident*, souligne pour sa part *Repubblica, que ce qui intéresse* [le gouvernement], *ce n'est pas la réalité effective du déficit, mais l'utilisation d'estimations comme arme de la bataille quotidienne.* »

Dans un pays où le fisc a récemment reconnu que, chaque année, il est *dans l'incapacité* d'encaisser quelque 3 500 milliards de lires en impôts directs (il ne s'agit pas d'évasion fiscale mais bel et bien d'impôts que, par inefficacité, la bureaucratie ne peut percevoir...), il est sans doute « normal » que l'Etat ait quelques difficultés à tenir ses comptes. Ce que l'on sait, en tout cas (statistiques de la *Banque d'Italie* à l'appui), c'est qu'en 1984 une bonne partie du déficit budgétaire servira simplement à faire face au service de la dette publique, c'est-à-dire à payer les intérêts sur les 400 000 milliards de lires de dettes qu'a *accumulées* l'Etat en quelques années.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 000 lires = 5,05 francs français.

Aux États-Unis

La croissance pourrait se ralentir en 1984

estime l'O.C.D.E.

« *Les perspectives pour 1984 semblent bonnes puisqu'on s'attend à une croissance de l'ordre de 5 % en moyenne annuelle et que l'inflation ne devrait s'accélérer que légèrement* », écrit l'O.C.D.E. dans son analyse annuelle de la situation économique des Etats-Unis.

« *Dans le courant de l'année prochaine, toutefois, la croissance pourrait se ralentir, son taux revenant à 3,5 % à la fin de 1984* », poursuit l'O.C.D.E. « *Si l'on considère que le pays sort de la récession la plus sévère qu'il ait connue depuis la guerre, la reprise sera relativement modeste au cours de sa seconde année, ce qui implique des niveaux décevants de profits, d'investissements et d'emplois.* »

« *Pour ce qui concerne la période se situant au-delà de l'année 1984*, ajoute l'O.C.D.E., *les perspectives de persistance de déficits budgétaires importants et de taux d'intérêt réels élevés qui se dessinent actuellement peuvent faire obstacle à une expansion durable et équilibrée. Le gonflement rapide de la dette publique et l'absorption d'une grosse part de l'épargne nette du secteur privé qu'impliquent les déficits prévisibles sont de nature à peser de plus en plus sur les résultats économiques.* »

L'O.C.D.E. prévoit une hausse des prix de 5,6 % en 1984 contre 3,2 % en 1983. Le revenu disponible réel des particuliers augmenterait de 5 %, après + 3,1 % en 1983 et + 0,5 % en 1982. Les coûts unitaires de main-d'œuvre augmenteraient de 3,8 %, après + 2,9 % en 1983 et + 8 % en 1982. La productivité s'améliorerait de 2,2 %, contre + 2,8 % en 1983 et + 0,9 % en 1982. Les investissements augmenteraient de 10,7 % et la consommation privée de 4,4 %.

Les exportations augmenteraient de 3,3 % en valeur réelle et les importations de 14,2 %. « *Avec la hausse du dollar, les pertes de parts de marché se poursuivront probablement (...). Le déficit de la balance extérieure courante pourrait passer de 45 milliards de dollars en 1983 à quelque 80 milliards de dollars en 1984, l'équivalent d'environ 2 % du P.I.B. (...). Le déficit commercial s'établirait aux alentours de 100 milliards de dollars en 1984 (soit 2,8 % du P.I.B.) contre près de 65 milliards de dollars en 1983.* »

Le danger du déficit budgétaire

L'O.C.D.E. consacre d'assez longs développements aux problèmes posés par le déficit budgétaire, problèmes « *aggravés par le désaccord entre le Congrès et le gouvernement* » sur les priorités à retenir. Si rien n'était fait, « *ou bien les déficits finiraient par absorber la totalité de l'épargne des particuliers au bout de quelques années, ou bien la charge de leur financement retomberait en grande partie sur les autres pays, ou bien encore le Federal Reserve Board serait obligé de financer ces déficits de manière inflationniste* ».

L'O.C.D.E. note que ces issues sont inacceptables pour le Congrès comme pour le gouvernement et propose tout à la fois de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts. Elle rappelle certaines réformes qui avaient été envisagées, et notamment la création d'une T.V.A. perçue par l'État fédéral, ainsi que la prise en compte dans le revenu des donations, des héritages, des plus-values.

ÉNERGIE

La coopération franco-belge dans le nucléaire

Bruxelles demande un nouveau délai de réflexion

De notre correspondant

Bruxelles. – Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement de Bruxelles n'a toujours pas pris une position définitive en ce qui concerne une éventuelle participation belge à la construction des futures centrales nucléaires françaises à Chooz. Le conseil des ministres, *qui s'est réuni vendredi 13 janvier* à Bruxelles, s'est mis d'accord sur le texte d'une lettre adressée au gouvernement français qui a d'ailleurs été publiée avant qu'elle ne soit parvenue à Paris.

Le problème est connu depuis des années déjà. Le France propose à la Belgique de participer à 25 % dans ses deux prochaines centrales à Chooz. En échange, Paris demande une participation française dans la prochaine centrale *nucléaire belge*, Doel V. Les industriels, de part et d'autre de la frontière, se sont déjà entendus. Il y a dix-huit mois, un accord a été signé entre, d'une part, l'entreprise ACEC de Liège, Cockerill, Frabicom et, d'autre part, Framatome Alsthom Atlantique.

Cette entente industrielle continue cependant de se heurter à bien des obstacles. Certains sont d'ordre purement technique. Les spécialistes belges dans le domaine de l'énergie se demandent si une telle coopération doit être envisagée alors que les besoins à long terme dans ce domaine sont encore incertains. Les difficultés les plus sérieuses sont cependant d'ordre politique. Du côté flamand, on souhaite avant tout la construction d'une centrale au charbon qui utiliserait les ressources des mines limbourgeoises.

Face à une situation très complexe, le gouvernement belge a, une fois encore, demandé un délai. Il souhaite donc connaître quelle serait «la date limite» pour que Bruxelles prenne une décision sans compromettre l'accord déjà intervenu entre les industriels. Dans la capitale belge, *en tout cas*, on voudraient ne pas se prononcer de façon définitive avant 1985. Du côté français, en revanche, on souligne que les commandes d'équipements pour Chooz seront passées dès *le 1er février* prochain.

J. W.

EN BREF

Automobile

En 1983

Renault se serait maintenu à la première place européenne

Renault aurait conservé, selon des estimations provisoires, la première place sur le marché automobile européen. Le constructeur français aurait vendu 1 319 000 véhicules dans l'Europe de l'Ouest et détiendrait *ainsi* 12,6 % de ce marché, tandis que Ford, avec 1 308 000 véhicules, atteint 12,5 %.

Jusqu'au mois d'octobre, Ford était passé en tête des constructeurs européens. La firme américaine a vu ses ventes croître de 6,1 % par rapport à 1982, tandis que Renault déclinait de 8,9 % sur un marché pourtant en augmentation de 4,7 %. Fiat a rétrogradé en troisième position – elle partageait la seconde place avec Ford et Peugeot en 1982 – du fait d'une légère baisse de ses ventes. Enfin, Peugeot S.A., malgré un redressement de ses immatriculations en France, a régressé à la cinquième place, derrière Volkswagen-Audi, preuve de la chute de ses ventes sur les autres marchés européens.

Conjoncture

M. Delors et les évasions de capitaux vers les Etats-Unis

« Si la maladie spéculative du dollar continue, l'Europe ne devrait-elle pas prendre des mesures de contre-incitation à l'évasion de la monnaie américaine ? », a déclaré M. Jacques Delors au cours du congrès du Mouvement socialiste européen.

Le ministre a évoqué la possibilité de pénaliser les capitaux européens qui s'expatriaient vers les Etats-Unis, tout en précisant qu'il ne s'agissait pas d'une proposition mais d'un *« exemple de ce que l'Europe pourrait faire »* si les autorités américaines ne réagissaient pas.

Pour M. Delors, près de 150 milliards de dollars auraient trouvé refuge aux Etats-Unis en 1983, et ce chiffre atteindrait les 300 milliards de dollars en 1988. *« En exagérant et en poussant mon raisonnement jusqu'à l'extrême, je donne cet exemple de réaction européenne si les Etats-Unis continuent à ne pas se rendre compte que cette situation ne peut plus durer »*, a-t-il indiqué, estimant que *« l'irritation est à son comble »*.

L'élargissement du Marché commun *« ne sera fructueux que si l'Europe a déjà balayé devant sa porte »*, a-t-il poursuivi. *« Tout est encore possible si l'on reste fidèle à quatre grands principes »* : l'unité du marché, la préférence communautaire, la politique extérieure commune et la solidarité financière. M. Delors a encore annoncé que la France prendrait l'initiative de contacts bilatéraux *« avec tous les pays sans exception »* pour traiter de ce sujet.

Flambée des prix du thé

La décision prise par l'Inde, juste avant Noël, de limiter les exportations de thé d'une certaine qualité (C.T.C.) pour éviter une pénurie sur le marché intérieur a provoqué une véritable flambée des cours. A Londres, la semaine dernière, le prix moyen du thé vendu aux enchères s'est établi au niveau record de 295,31 pence le kilo, battant ainsi de plus de 9 % le précédent record établi en 1977 à 269,9 pence le kilo. La flambée actuelle succède à sept années de stabilité des cours (en valeur réelle).

Coopération

LES ETATS-UNIS METTENT L'AID AU PAIN SEC

Les ressources de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans les prêts aux pays les plus pauvres, ont été fixés, le 14 janvier, à 9 milliards de dollars (78 millions de francs environ) pour la période de trois ans débutant le 1er Juillet prochain.

A l'exception des Etats-Unis, tous les pays donateurs étaient d'accord pour porter ce budget à 12 milliards de dollars, mais Washington ayant refusé d'augmenter sa participation, il a bien fallu prendre cette décision *« triste et décevante »* au dire de M. Clausen, président de la Banque mondiale.

Les Etats-Unis avaient depuis longtemps décidé que leur contribution à l'AID aux cours des trois prochaines années ne dépasserait pas 750 millions de dollars par an. La participation américaine représentant le quart du budget et les autres pays ne souhaitant pas voir ce pourcentage diminué, il n'était pas possible de dépasser le chiffre de 9 milliards de dollars. Ce chiffre paraît insuffisant à M. Clausen, qui, cependant, a ajouté que l'AID allait déployer tous les efforts possibles pour obtenir des ressources supplémentaires. M. Clausen a également ajouté que la participation du Japon serait portée de 14,65 à 18,7 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,5850	8,5875	+ 180	+ 230	+ 335	+ 405	+ 930	+ 1075
$ can.	6,8845	6,8882	+ 164	+ 181	+ 288	+ 322	+ 754	+ 870
Yen (100)	3,6774	3,6801	+ 194	+ 223	+ 355	+ 396	+ 1057	+ 1131
DM	3,0573	3,0593	+ 169	+ 192	+ 307	+ 339	+ 881	+ 943
Florin	2,7198	2,7219	+ 147	+ 173	+ 271	+ 301	+ 783	+ 843
F.B. (100)	14,9956	15,0039	+ 208	+ 320	+ 294	+ 474	+ 648	+ 1010
F.S.	3,8524	3,8552	+ 307	+ 338	+ 560	+ 601	+ 1572	+ 1656
L (1 000)	5,0418	5,0455	– 291	– 285	– 470	– 373	– 1321	– 1157
£	12,0920	12,1041	+ 282	+ 390	+ 544	+ 680	+ 1547	+ 1799

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 11/16	9 3/8	9 3/4	9 1/2	10	9 11/16	10 1/16
DM	5 9/16	5 15/16	5 5/8	6	5 13/16	6 3/16	6 1/8	6 1/2
Florin	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/2
F.B. (100)	9 5/8	10 3/8	9 7/8	10 5/8	10 1/4	11 1/8	10 3/4	11 1/2
F.S.	1 3/8	2 1/8	3	3 3/8	3 1/16	3 11/16	3 13/16	4 3/16
L (1 000)	15 3/4	16 3/4	16 1/2	18	16 3/4	18	16 1/8	18 1/4
£	8 3/4	9 1/8	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 9/16	9 15/16
F. franç.	12 3/8	12 5/8	12 1/4	12 3/4	12 1/2	13 1/4	13 3/4	14 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉATION DE VOLVO B.M. MATÉRIELS T.P. S.A.

Le groupe Volvo annonce la création en France de la Société Volvo B.M. Matériels T.P. S.A.

Basée en région parisienne, cette nouvelle filiale représente un investissement important pour Volvo B.M. (la filiale matériels T.P. du groupe). Sa mission est d'assurer la commercialisation, l'après-vente et l'approvisionnement en pièces détachées pour toute la gamme Volvo B.M. sur l'ensemble du territoire français, avec l'appui d'un réseau dont la mise en place est en cours.

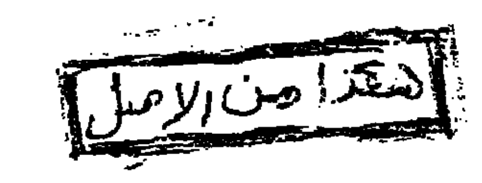
La gamme des matériels Volvo B.M. est disponible sur le marché français depuis déjà une trentaine d'années. La création de Volvo B.M. *Matériels* T.P. S.A. s'inscrit dans cette tradition. Plus de trois mille matériels BM sont actuellement en service en France. La majorité des tombereaux articulés vendus en France sont des Volvo B.M., leaders mondiaux de cette spécialité. La marque *représente aussi* une part importante des chargeurs sur pneus.

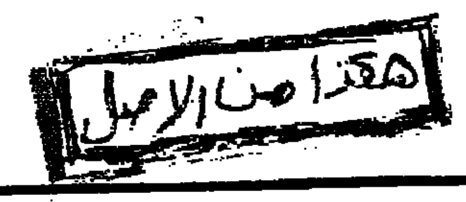
Volvo B.M. est aujourd'hui l'un des rares constructeurs de matériels T.P. à présenter des résultats positifs, avec un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Cette filiale du groupe Volvo (*vingt et unième européen*) assure ainsi un programme offensif de recherche et de développement pour élargir sa gamme.

Les rapports de Volvo avec la France sont exceptionnels. Le groupe Volvo achète plus à la France qu'il ne lui vend. Il contribue positivement à la balance française du *commerce extérieur*.

Volvo France S.A. participe, avec Volvo B.M., au capital de la nouvelle société Volvo B.M. Matériels T.P. S.A.

Pour réussir dans son approche directe du marché français, Volvo B.M. Matériels T.P. S.A. entend recruter un réseau de concessionnaires pour couvrir le territoire français.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 5-1-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	382 201
dont : Or	258 980
Disponibilités à vue à l'étranger	27 971
ECU	80 124
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 125
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	12 141
dont : Concours au Trésor public	5 760
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	221 689
dont : Effets escomptés	87 175
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	77 800
5) DIVERS	6 856
Total	700 489

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	182 717
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 348
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	24 374
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	70 844
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	15 309
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	79 486
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	303 995
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	14 239
Total	700 489

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	6 janv.	13 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	1368	1401,2
Valeurs étrangères	3810	3936,4
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	197,4	202,2
Valeurs étrangères	515,5	532,6
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	170,5	174,6
Pétroles-Énergie	136,2	135,1
Métallurgie	81	87,1
Chimie	191,5	196,1
Bâtim., mat. constr., trav. publics	121,1	125,9
Constructions mécaniques	116,4	120,8
Matériel électrique	184,1	193,1
Automobile et accessoires	133,9	139,8
Industr. de consom. non alim.	271,8	276,8
Agro-alimentaire	258,8	263,2
Distribution	100,8	105,8
Transports	146,6	151,5
Services	213,8	216,1
Assurances	167,6	169,4
Banques	203,6	204,2
Immobilier et foncier	155,8	158,2
Investissement et portefeuille	187,9	193,5
Valeurs industrielles base 100 1972	200,6	206,1
Valeurs industrielles base 100 1981	175,5	179,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	104,9	105,2
Emprunts d'État	105,5	105,8
Emprunts garantis et assimilés	104,5	104,9
Sociétés	105,2	105,4
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	91,9	92,9
Sociétés	100	100,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	163,7	167,3
Produits de base	141,9	142,8
Construction	118,8	123,7
Biens d'équipement	125,8	130,9
Biens de consom. durables	183,7	186,2
Biens de consom. non durables	245,2	243,7
Biens de consom. alimentaires	257,1	260,7
Services	133,9	138,1
Sociétés financières	192,4	198,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	136,2	141,9
Valeurs industrielles	168,4	171
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	127,1	132,6

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE FRANCE. – La situation hebdomadaire, arrêtée au 5 janvier 1984 (*le Monde* du 17 janvier, première édition), est affectée par la réévaluation au 31 décembre 1983 de l'or, des devises, des écus et des droits de tirages spéciaux. Voici les nouveaux prix qui sont appliqués par la Banque de France pour le calcul de son bilan pour le premier semestre :

● 101 762 F le kilogrammme d'or fin, au lieu de 102 453 F retenu à la fin juin 1983. Les prix sont la moyenne pendant les trois mois précédents des cours du marché de Londres convertis en francs ;

● 8,41 F pour 1 dollar (cours relevé le 28 décembre 1983) au lieu de 7,67 F ;

● 1 ECU = 6,90121 F contre 6,81356 F. Ces cours servent à évaluer les postes « ECU à l'actif » et « ECU à livrer au FECOM » au passif ;

● Droit de tirage spécial (D.T.S.) = 8,77191 F contre 8,17668 F.

SICLI. – Essentiellement en raison des mesures de restructuration déjà engagées et qui « *se traduiront dans les comptes de l'exercice par un alourdissement des charges et provisions* », la société Sicli annonce, pour l'exercice 1983, « *une perte qui ne permet pas d'envisager la distribution d'un dividende au titre de cet exercice* ». Dans l'ensemble, les filiales françaises et étrangères ont réalisé de bonnes performances au cours de l'exercice écoulé, à l'exception de Sicli Grande-Bretagne, mais la firme constate que, pour la première fois depuis de nombreuses années, son chiffre d'affaires du second semestre a été inférieur à celui du premier. Pour l'ensemble de l'année 1983, Sicli fait état d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 610 millions de francs contre 589 millions de francs l'année précédente.

A ce sujet, il convient de préciser que le résultat net 1983 attribué par erreur à Sicli dans notre édition datée du 13 janvier dernier concernait, en fait, la Société industrielle pour le développement de la sécurité (SIDES), filiale de la Compagnie centrale Sicli et de la Société lyonnaise des eaux. Spécialisée dans la fabrication de véhicules de lutte contre l'incendie, elle représente (avec sa filiale Maheu Labrosse) près de 38 % du marché des véhicules de ce type en France.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	12 janv.	13 janv.
Valeurs françaises	106,7	107,9
Valeurs étrangères	104,9	106,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1983)

	12 janv.	13 janv.
Indice général	166	167,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 janvier 12 5/8%

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 janv.	16 janv.
1 dollar (en yens)	234,67	Clos

BOURSE DE PARIS — Comptant — 13 JANVIER

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Torray indust. inc	21 35	21 60
Vieille Montagne	620	607
Wagons-Lits	380	385
West Rand	72 50	73 90

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1145	1185
C.D.M.E.	505	510
Dafsa	360	368
Dauphin O.T.A.	1400	1400
Merlin Immobilier	1850	1850
Métallurg. Minière	133	131
M.M.B	303	296
Novotel S.I.E.H.	1978	....
Petit Bateau	403	410
Petrofigaz	566	556
Poron	580	570
S.C.G.P.M.	225	224 90
Far East Hotels	1 20	1 32
Sodexho	3000	3030
Sofibus	216	215
Rodamco	....	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Air-Industrie	7 60	8 20 d
Alser	173	....
Cellulose du Pin	29 90	29
C.G.Maritime	7 10	7 10
CMM-Mar Madag.	....	....
Coparex	503	500
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Files.Fourmies	1 76	1 70 o
Imp. G.-Lang	1 10	....
La Mure	60 50	....
Pronuptia	125	....
Rorento N.V.	713	717
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	150	156
Total C.F.N.	51 50	....
Ufinex	230	....

SICAV 13/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-crt-terme	119452 06	119452 06
Laffitte-Expansion	691 69	680 32
Laffitte-France	210 28	200 73
Laffitte-Oblig.	143 41	136 91
Laffitte-Rend.	214 30	204 58
Laffitte-Tokyo	972 44	928 34
Lion-Associations	11262 45	11262 45
Livret portefeuille	524 67	500 88

o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1818	4,5 % 1973	1850	1843	1843	– 0 37
3100	C.N.E. 3 %	3248	3255	3260	+ 0 36
205	Accor	236	237 10	237 10	+ 0 46
770	Agence Havas	861	860	860	– 0 11
685	Euromarché	780	785	785	
605	Europe n° 1	611	628	629	
730	Facom	880	920	935	
750	Fiches-bauche	800	800	800	
182	Finextel	183	181	181	
35	Hitachi				
690	Hoechst Akt.	769	770	770	
99	Imp. Chemical	100 20	103	103	
147	Inco. Limited	167	167 40	167 40	
1290	IBM	1397	1388	1386	
545	West Deep				+ 0 13
460	West Hold.	470	469 10	469 10	– 0 19
530	Xerox Corp.	564	570	571	+ 1 24
2 12	Zambia Corp.	2 22	2 29	2 29	+ 3 15

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 693	8 668	8 400	8 800
Allemagne (100 DM)	305 700	305 880	293	313
Belgique (100 F)	15 006	15	14 200	15 300
Pays Bas (100 fl.)	272 390	272 270	259	279
Danemark (100 krd)	84 600	84 570	80	88
Norvège (100 k)	109 400	109 260	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	12 137	12 135	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 427	8 420	7 250	9 500
Italie (1 000 lires)	5 051	5 049	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	385 820	386 120	371	392
Suède (100 krs)	105 380	105 210	101	108
Autriche (100 sch)	43 390	43 410	42 300	44 300
Espagne (100 pes.)	5 368	5 368	4 900	5 500
Portugal (100 esc.)	6 320	6 315	5 400	6 600
Canada ($ can 1)	6 950	6 935	6 720	7 060
Japon (100 yens)	3 702	3 697	3 570	3 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/1
Or fin (kilo en barre)	103250	103400
Or fin (en lingot)	103000	103300
Pièce française (20 fr)	650	649
Pièce française (10 fr)	475	.....
Pièce suisse (20 fr)	628	626
Pièce latine (20 fr)	611	616
Souverain	771	779
Pièce de 20 dollars	4070	4095
Pièce de 10 dollars	1840	1850
Pièce de 5 dollars	1090	.....
Pièce de 50 pesos	4100	4105
Pièce de 10 florins	639	642

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 15-16 janvier 1984 a été tiré à 445 902 exemplaires

LE SOMMET ISLAMIQUE DE CASABLANCA

L'absence d'importants chefs d'Etat pourrait réduire la portée des décisions

De notre envoyé spécial

Casablanca. – Les autorités marocaines n'ont pas lésiné sur les moyens pour assurer l'hébergement et la sécurité de la quarantaine de chefs d'Etat ou de leurs représentants qui prennent part, dès ce lundi 16 janvier, aux travaux du sommet islamique. Une soixantaine de résidences privées, pour la plupart entièrement redécorées aux frais de l'Etat, ainsi que des hôtels de luxe, également rénovés, ont été réquisitionnés à Casablanca pour loger les rois, les présidents, leurs ministres et leurs proches collaborateurs. Les représentants de quelque huit cents millions de musulmans, d'Asie, d'Afrique noire et du Proche-Orient se réunissent dans un somptueux bâtiment qui vient d'être *édifié à cet effet dans l'enceinte de* l'un des palais des plus prestigieux de Hassan II.

Casablanca et ses environs ont été quadrillés par un service d'ordre omniprésent. Personne – même pas les quelque six cents journalistes venus de l'étranger pour rendre compte de la rencontre – n'est autorisé à s'approcher des palaces occupés par les délégations. Les représentants de la presse internationale, qui ont été assignés d'office à des hôtels situés à Mohammadia, à une trentaine de kilomètres de Casablanca, ne peuvent pas non plus recevoir de visite ou se déplacer *librement. On peut se demander*, dans ces conditions, comment ils *pourraient s'acquitter de leur tâche.*

La nervosité que manifestent certains responsables de la sécurité est compréhensible. Outre le danger d'attentats, le risque de troubles ne peut être totalement exclu. En effet, le Royaume chérifien a connu au *début de ce mois des désordres qui* auraient pu dégénérer en émeutes *analogues à celles qui ont* ensanglanté, à la même période, la Tunisie. Selon des informations que l'on refuse de confirmer officiellement, des manifestations contre la cherté de la vie se sont déroulées, notamment à Marrakech, Meknès, Safi et Oujda. Des tracts anonymes appelant la population à protester contre l'inflation ont été saisis ces derniers jours. L'augmentation du carburant s'étant répercutée, peu ou prou, sur certains produits de première nécessité, les autorités veillent à ce que le mécontentement populaire ne se traduise pas en actes de violence, surtout pendant le sommet islamique, *qui devrait, en principe*, clore ses travaux mercredi soir.

L'ordre du jour précis de la conférence n'a pas été rendu public. Mais on sait par M. Habib Chatty, secrétaire général de l'Organisation islamique, que les conflits palestinien, irako-iranien et afghan y figurent en bonne place. L'instauration d'une charte des droits de l'homme en terre d'islam, dont le principe a été agréé lors de la réunion tenue à Taef en janvier 1981, serait également débattue, tout autant que la création – elle aussi problématique – d'une Cour suprême qui serait chargée de résoudre les différends entre les pays membres.

Divers autres problèmes, de *nature encore* plus délicate, ne seraient inscrits à l'ordre du jour que si *les chefs d'État, unanimes*, le demandaient expressément. Ils devront décider, entre autres, au début de leurs délibérations, s'ils débattront ou non de la réintégration dans l'O.C.I. (Organisation des conférences islamiques) de l'Égypte, qui en avait été exclue en 1979 pour avoir conclu une paix séparée avec Israël ; de la guerre du Liban ; de l'affaire chypriote ; du Tchad, du Sahara et du divorce sanglant qui a séparé l'O.L.P. de la Syrie, l'*une* et l'autre membres de l'O.C.I.

Mais comment pourrait-on aborder toutes ces questions en l'absence *des principaux intéressés ? Le président* syrien Hafez El Assad, en convalescence, *s'est fait excuser* ; le colonel Kadhafi et le président tchadien, M. Hissène Habré, *hésitaient* encore, lundi matin, à venir à Casablanca ; l'Iran boycotte la réunion parce qu'elle se tient dans un pays que Téhéran qualifie de « *vallée de l'impérialisme américain* » ; le président irakien Saddam Hussein, vraisemblablement sceptique quant au pouvoir de la conférence de mettre un terme à la guerre du Golfe, a jugé inutile de se déranger ; le président libanais Amine Gemayel, de même, a délégué son premier ministre *pour le représenter* ; le roi Hussein, souffrant il y a quelques jours, a *renoncé* à se déplacer, et M. Yasser Arafat – attendu ce lundi à *Casablanca – devra attendre la fin* du mois pour reprendre ses conversations avec le *souverain jordanien*.

Le sommet islamique – le quatrième depuis 1969 – n'a sans doute pas la prétention de régler les conflits, dont certains sont endémiques, qui dépassent, et de loin, le cadre de ses compétences et de ses moyens. Serait-il en mesure, pour le moins, de réduire les divergences, de favoriser des rapprochements qui se révéleraient utiles à moyen terme ? La présence à la conférence de MM. Perez de Cuellar et Chadli Klibi, secrétaires généraux respectivement de l'ONU et de la Ligue arabe, témoigne, en tout cas, de l'intérêt que suscite la réunion, qui se tient sous les signes de la « *solidarité* » et de la « *fraternité islamiques* ».

ERIC ROULEAU.

Jean-Paul II appelle à une reprise des négociations sur le désarmement

De notre correspondant

Rome. – Le dialogue Est-Ouest a été le thème central du discours de Jean-Paul II lors de la réception au Vatican, samedi 14 janvier, du corps diplomatique. Cent huit chefs de mission étaient présents, parmi lesquels M. William Wilson, futur représentant des États-Unis auprès du Saint-Siège.

A la veille de la *rencontre* de Stockholm, c'est un véritable appel à *une reprise des négociations sur la* limitation des armements qu'a lancé le pape. « *La tension Est-Ouest est réelle et lourde de menaces* », a dit Jean-Paul II. « *Les peuples sont inquiets, angoissés. Le Saint-Siège se sent le devoir de le dire, non pour accroître la peur, mais afin de mieux garantir la paix.* »

Le pape s'est dit également préoccupé par des formes nouvelles et plus subtiles de dépendance pour lesquelles *on évite de parler de colonialisme*, mais « *qui en ont les caractéristiques les plus négatives* ». Jean-Paul II a mentionné le Cambodge, certaines régions d'Afrique, l'Afghanistan, le Liban et l'Amérique centrale ; *parmi les libertés* niées à ces peuples, il a souligné celle « *de choisir sans ingérence extérieure leur propre régime politique et ceux qui sont chargés d'exercer le pouvoir de l'État* ».

Selon certains diplomates présents à l'audience, le pape a implicitement émis le souhait d'un rapprochement entre le Saint-Siège et certains pays catholiques de l'Est. Jean-Paul II a notamment déclaré : « *Le Saint-Siège serait heureux de voir ici d'autres ambassadeurs représentant en particulier les nations qui avaient une tradition séculaire de liens avec le Vatican et qu'on peut considérer comme catholiques* ». Avant la seconde guerre mondiale, le Vatican avait des relations diplomatiques avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Aujourd'hui, parmi les pays de l'Est, seule la Yougoslavie a un ambassadeur auprès du Saint-Siège.

PH. P.

M. Reagan souhaite « un dialogue constructif et réaliste » avec Moscou

Un responsable de la Maison Blanche a dévoilé, dimanche 15 janvier, les grandes lignes du discours que doit prononcer ce lundi, dans l'après-midi (selon l'heure européenne), M. Reagan sur les relations Est-Ouest. Le président américain se dit résolu à « *poursuivre un dialogue constructif et réaliste* » de manière à « *établir des relations à long terme stables et mutuellement profitables* » avec Moscou. Les États-Unis, toujours selon ce responsable, sont pour cela dans « *la meilleure position depuis plusieurs années* », car « *leurs moyens de dissuasion sont plus crédibles aujourd'hui* » et « *il y a moins de risques que l'Union soviétique sous-estime notre puissance ou doute de notre détermination* ». Or les deux pays « *devraient toujours se souvenir qu'ils ont des intérêts communs, en particulier celui d'éviter les guerres et de réduire le nombre des armements* », devrait encore déclarer M. Reagan.

D'autre part un haut fonctionnaire américain, voyageant avec M. Shultz, secrétaire d'État, qui s'est arrêté à Londres sur le chemin de Stockholm, a déclaré que le dialogue « *ouvert et large* » souhaité avec l'U.R.S.S. ne doit pas « *être limité à la maîtrise des armements, mais s'étendre par exemple aux droits de l'homme et aux relations bilatérales* ». M. Shultz rencontrera son homologue soviétique, M. Gromyko, mercredi en marge de la conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), qui s'ouvre mardi dans la capitale suédoise. Auparavant, le ministre soviétique aura rencontré, dès ce lundi après-midi, M. Claude Cheysson, qui comptait évoquer entre autres questions, au cours de cet entretien, le problème du Liban. *Les ministres français et* soviétique ne s'étaient pas rencontrés depuis le 9 septembre, lors de l'escale qu'avait faite M. Gromyko à Paris au lendemain de la conférence de Madrid et de l'affaire du Boeing sud-coréen. – (*A.F.P.*)

A Hongkong

UNE CINQUANTAINE D'INCULPATIONS APRÈS DE VIOLENTES ÉMEUTES

Hongkong (A.F.P.). – Cinquante-quatre personnes ont été inculpées, le dimanche 15 janvier, pour trouble de l'ordre public, à la suite des émeutes qui se sont produites dans la nuit de vendredi à samedi dans la péninsule de Kowloon. Un total de cent soixante-douze personnes, dont cinq femmes, a-t-on appris de source policière, avaient été arrêtées.

Les manifestations étaient les plus violentes qui se soient produites à Hongkong depuis 1967, époque à laquelle les effets de la révolution culturelle chinoise s'étaient fait sentir dans la colonie britannique.

Des milliers de personnes, scandant des slogans antigouvernementaux, *avaient manifesté*, pendant plusieurs heures, vendredi soir, dans les *quartiers populaires de Hong-kong* et de Yamautei, renversant les voitures, brisant les vitrines.

Il semble qu'une grève des chauffeurs de taxis, *qui avait paralysé la* circulation, ait été à l'origine de la tension qui a ensuite *dégénéré en* violences.

Au Cameroun

M. PAUL BIYA A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT AVEC 99,98 % DES SUFFRAGES

Yaoundé (A.F.P., A.P., Reuter). – **M. Paul Biya, chef de l'Etat camerounais, a été élu président de la République pour un** *mandat de cinq ans*, **dans une élection anticipée qui a eu lieu samedi 14 janvier. Selon des résultats** *« quasiment définitifs »* **communiqués par le ministère de l'administration territoriale, M. Biya a été élu avec 99,98 % des suffrages exprimés, soit 4 008 313 voix. Il était l'unique candidat. M. Biya reçoit ainsi la légitimation de l'élection pour succéder à M. Ahmadou Ahidjo qui avait quitté le pouvoir au mois de novembre 1982 et dont, aux termes de la Constitution, il avait achevé le mandat présidentiel en sa qualité de premier ministre.**

M. JEAN IMBERT PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ PARIS-II

M. Jean Imbert, professeur de droit, a été élu, vendredi 13 janvier, président de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (Paris-II), en remplacement de M. Jacques Robert, dont le mandat est arrivé à expiration. Il a été élu au premier tour de scrutin par 57 voix sur 61 votants.

[*Né à Calais, le 23 juin 1919*, M. Jean Imbert est agrégé de droit. Il a été professeur à l'Institut catholique de Paris, puis aux facultés de droit de Nancy et de Sarrebruck avant d'occuper la chaire d'histoire du droit à la faculté de Paris. M. Jean Imbert a été conseiller technique au cabinet de Bernard Chenot, ministre de la santé publique (1958-1959), conseiller technique aux cabinets de MM. Pierre Sudreau et Olivier Guichard, ministres de l'éducation nationale. Il a été recteur de l'académie de Versailles, de 1973 à 1975, directeur des enseignements supérieurs au ministère des universités de 1976 à 1979, puis directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre de l'académie des sciences morales et politiques, M. Imbert est l'auteur d'ouvrages d'histoire sociale : *les Hôpitaux de France, la Peine de mort, le Procès de Jésus, le Pouvoir, les Juges et les Bourreaux*...]

Sur le vif

Cochons d'étrangers

Nos voisins s'étonnent. De quoi se plaignent les *agriculteurs* français ? Ils ont développé un nouveau secteur de production, hélas mal adapté au climat, plus serein, des pays du Marché commun. Ils cultivent la colère. Ils vendent leurs bêtes sur pied. Le pied de guerre. Guerre de la dinde, guerre du porc, guerre du mouton. Ils traquent les poids lourds, les camions-citernes, les bétaillères immatriculées à l'étranger. Ils renversent, ils brûlent, ils répandent, ils pillent, ils égorgent, ils séquestrent, ils vont *même jusqu'à envahir* la Grande-Bretagne et à mettre le siège devant Buckingham-Palace.

Cette branche, la plus prospère, de notre *économie* bénéficie elle aussi – le *Times* de Londres le faisait très drôlement remarquer la semaine dernière – de l'aide de l'Etat. Les gendarmes ferment les yeux. La police laisse faire. Et, en cas de prise d'otage, c'est au président de la République et à lui seul que doivent s'adresser les gouvernements étrangers pour obtenir la libération de leurs ressortissants.

Soyons justes. Après l'enlèvement des deux camionneurs britanniques, les autorités ont sévi : désormais les cochons étrangers sont *interdits de séjour*. On leur a fermé les frontières. Du coup, à Rungis, le prix du jarret, bien français, celui-là, a augmenté de 8 % à 10 %.

Pendant le week-end, j'ai fait la tournée des bouchers de mon quartier. L'autre jour encore ils vitupéraient contre les Anglais : ils nous fourguent des agneaux néo-zélandais avec des gigots à *peine plus épais* – je cite – que des raquettes de tennis. Contre *les Allemands, les Danois et les* Hollandais : ils nous refilent des *animaux contaminés par l'épidémie* qui ravage leurs élevages. Si vous leur parlez de l'estampille du vétérinaire garantissant la qualité de la carcasse, ils rétorquaient : Ah ! parce que vous faites confiance à un vétérinaire allemand, vous ?

A présent, c'est aux grossistes des Halles qu'ils en veulent. Ils cherchent un moyen de *se venger de ces salauds d'intermédiaires* qui se mettent de l'*argent plein les poches. Moi*, j'ai une idée : pourquoi ne pas leur inoculer une bonne petite peste porcine ?

CLAUDE SARRAUTE.

Au Liban

APRÈS LA FLAMBÉE DE VIOLENCE DE DIMANCHE

Un calme précaire règne à Beyrouth

Un calme précaire règne sur tous les fronts ce lundi matin 16 janvier après la flambée de violence qui, pendant plus de trois heures, a embrasé la banlieue sud de Beyrouth et la montagne au sud-est de la capitale, lors d'accrochages entre l'armée libanaise et les forces antigouvernementales. Le cuirassé *New-Jersey* et le destroyer *Tattner* ont notamment tiré dimanche après-midi *des obus de 12,50 mm contre des* positions d'artillerie situées dans les collines à l'est de Beyrouth.

La position des « marines » dans la banlieue sud de Beyrouth avait été la cible de tirs intensifs d'obus de 23 mm. Les soldats américains avaient *riposté* avec des canons de 81 mm, mais les positions d'artillerie *dans la montagne* avaient poursuivi leurs tirs et atteint un réservoir de carburant du contingent américain à l'aéroport international. Celui-ci, fermé au trafic aérien pendant près de trois heures, a repris ses activités normales peu après 20 heures.

Le gouvernement américain est convaincu que la Syrie bloque la mise *en œuvre du « plan de sécurité »* des autorités libanaises, Damas estimant *que la force multinationale de* maintien de la paix à Beyrouth sera bientôt retirée.

A Washington, un haut fonctionnaire du département d'Etat a cependant insisté sur le fait que les Etats-Unis n'envisageraient pas de rapatrier leur contingent de Beyrouth sans qu'un plan de sécurité ait été adopté dans le but d'étendre l'autorité du gouvernement libanais dans plusieurs zones contestées autour de Beyrouth.

Menaces libyennes

A Damas, le numéro deux libyen, le commandant Abdel Salam Jalloud, a lancé samedi au cours d'une visite *en Syrie de violentes menaces contre la force multinationale*, en affirmant *que le Liban se transformerait cette* année en *« enfer »* pour ses soldats. *Le dirigeant libyen a estimé que les* Américains tentaient de *« faire baisser la tension au Liban jusqu'aux élections présidentielles américaines ». « Nous ne laisserons pas faire et nous ferons de cette année celle de l'explosion »*, a-t-il affirmé.

A Beyrouth, la première session d'un congrès groupant les principaux chefs spirituels et politiques chrétiens du Liban s'est tenue samedi au siège du patriarcat maronite à Bekerke pour examiner *« la situation dangereuse que traverse le Liban et tenter une nouvelle fois de le sauver »*. Alors que les représentants *des autres communautés chrétiennes* étaient présents, aucun dignitaire religieux ne représentait la communauté grecque orthodoxe, seconde en importance numérique parmi les communautés chrétiennes après les maronites. Les observateurs ont également relevé l'absence de tout envoyé des *« chrétiens du Liban du Nord »*, fief de l'ancien président Soleiman Frangié. Deux anciens *chefs de l'Etat*, MM. Elias Sarkis et Charles Hélou, étaient aussi *absents*. – (*A.F.P.*)

A B C D F G H



